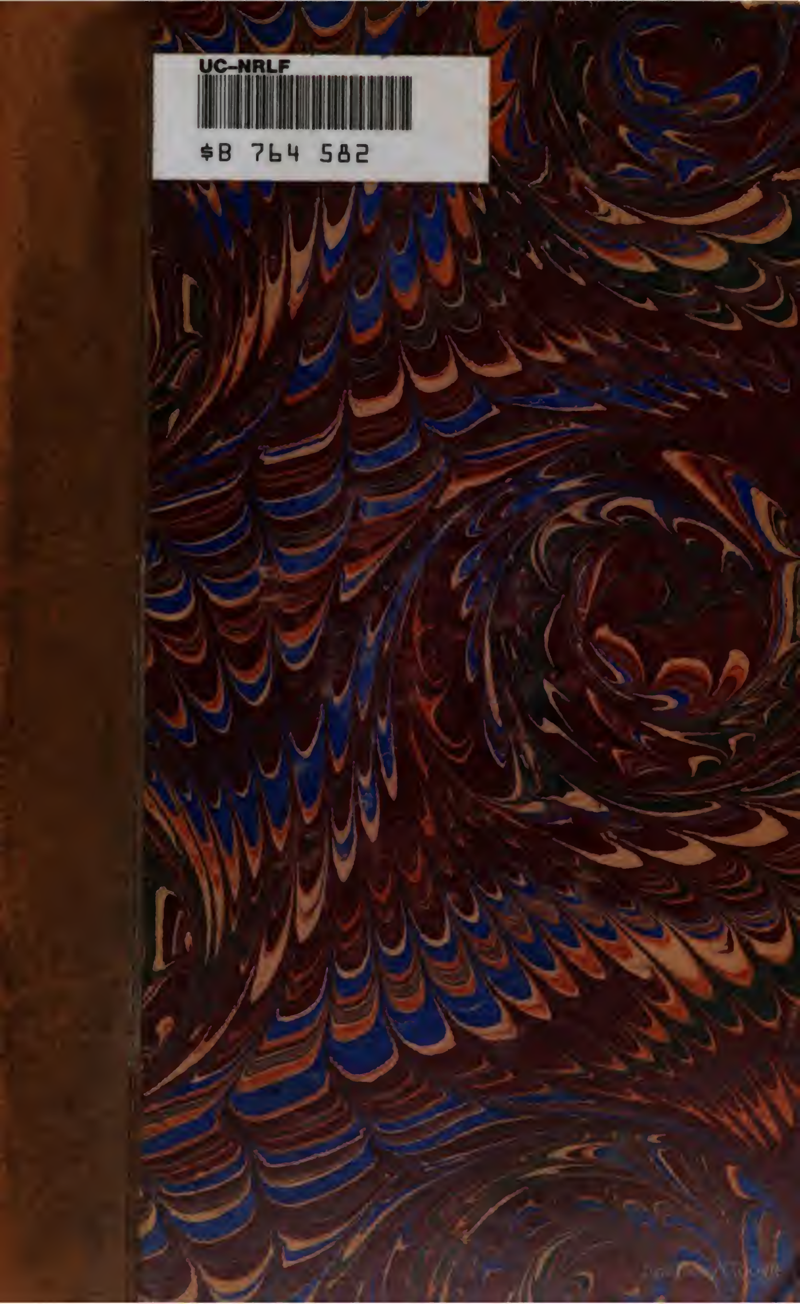


UC-NRLF
$B 764 582


SIGILLVM · VNIVERSITATIS · CALIFORNIENSIS
FIAT
LVX
MDCCCLXVIII
EX LIBRIS

VICTOIRES,

CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS.

VICTOIRES,

CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS,

DE 1792 A 1815,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE MILITAIRES ET DE GENS DE LETTRES.

Beauvais de Préau

Suum cuique decus posteritas rependit.

TACITE, *Annales*, liv. IV, 35.

TOME PREMIER.

PARIS,

C. L. F. PANCKOUCKE, ÉDITEUR,
Rue et hôtel Serpente, n°. 16.

1817.

IMPRIMERIE DE C. L. F. PANCKOUCKE.

Le Tome premier est accompagné de treize planches, dont une double.

Un grand nombre d'officiers généraux et supérieurs ont bien voulu répondre à l'invitation que nous leur avons adressée pour concourir à élever ce monument à la gloire militaire des Français.

Déjà plusieurs mémoires très-intéressans nous ont été communiqués par MM. les généraux Vignoles, Thiébault, Margaron, Jubé, etc., etc., et par des officiers qui se sont distingués en 1792 et 1793. M. le maréchal Kellermann, duc de Valmy, nous a transmis plusieurs renseignemens précieux [1]. Des officiers de marine réunissent des notes sur tout ce qui a rapport aux affaires navales. Nous ne doutons pas qu'avec ce concours et tout ce qui nous est promis, nous ne puissions offrir la collection la plus complète de tous les faits qui intéressent la gloire nationale.

D'après les demandes d'un grand nombre de souscripteurs, nous avons déjà pris l'engagement de publier les *Victoires et Conquêtes des Français* depuis les Gaulois jusqu'en 1792; cet ouvrage formera la première division de celui que nous publions aujourd'hui. Les souscripteurs des *Victoires* de 1792 à 1815 ne seront point obligés d'acquérir cette première partie.

La grande carte sera mise au jour avec le dernier volume des *Victoires*. On trace les positions à mesure que chaque volume est imprimé.

[1] Voyez le *post-scriptum*, à la fin du premier volume.

On remarquera qu'il existe une concordance parfaite entre les plans et le texte, de sorte que tous les noms placés dans l'ouvrage se trouvent sur la carte, *et vice versâ*, et que l'orthographe en est toujours conforme. Ce travail, qui n'a pas été fait pour la plupart des ouvrages qui ont paru accompagnés de cartes géographiques, est dû aux soins de M. Ambroise Tardieu.

Les notes, placées au bas des pages, prouvent que nous n'avons négligé de puiser à aucune source pour rendre notre ouvrage complet.

Nous avons, pour les années 1792 et 1793, cité le Moniteur et d'autres journaux, qui nous ont paru les plus exacts. Plus tard nous ne recourrons à ces autorités qu'avec la plus grande circonspection, surtout pour les dernières années.

Plusieurs officiers distingués nous ont déjà transmis un grand nombre de *notes particulières* pour les années qui vont suivre. Les actions d'éclat, les faits remarquables, curieux, les traits de bravoure, de générosité, les mots heureux des chefs et des soldats, l'historique de chaque régiment, les circonstances qui ont fait accorder des décorations, tout ce qui est honorable pour les Français, dans quelque parti qu'ils aient combattu, doit entrer dans le cadre que nous nous sommes tracé. Nous prions de vouloir bien adresser franc de port, sous le couvert de l'éditeur, M. C. L. F. Panckoucke, rue et hôtel Serpente, n.° 16, à Paris, toutes les notes de ce genre, soit

particulières, soit par intérêt pour ceux qui ont péri glorieusement.

Il est très-nécessaire d'y joindre les DATES précises des faits qu'on voudra bien nous communiquer. La marche chronologique que nous avons adoptée nous permet de rattacher à la description d'un siége ou d'une bataille, tous les faits militaires, et particulièrement ceux qui ont fait obtenir des décorations. Tous les guerriers français, quel que soit le drapeau qui les a conduits à la gloire, seront désignés très-exactement. C'est ainsi que cet ouvrage deviendra un monument national, érigé à la valeur française.

Plusieurs officiers du génie nous ont adressé des plans sur les siéges, batailles et combats. Nous prions ceux qui voudront bien s'intéresser à notre entreprise de nous transmettre tout ce qu'ils ont pu recueillir en ce genre, et de nous adresser d'abord les notes sur les premières années. On désignera les noms des auteurs qui désireront être mentionnés.

L'éditeur croit devoir prévenir que l'insertion des notes et renseignemens qu'il sollicite, n'entraînera nullement, de la part de ceux qui les donneront, l'obligation de *souscrire* à son entreprise.

N. B. MM. les souscripteurs sont priés de faire retirer l'ouvrage chez l'éditeur, rue et hôtel Serpente, n.° 16, à mesure que les journaux en annonceront la publication. Les souscripteurs qui laisseraient un volume en arrière ne pourraient plus l'obtenir au prix de souscription. En recevant le premier volume, on paiera le second, et ainsi de suite.

PROSPECTUS.

PARMI les faits nombreux dont l'ensemble composera un jour l'histoire générale de notre révolution, les faits militaires tiennent sans doute la première place, par la grande influence qu'ils ont eue sur les événemens politiques, et surtout par l'éclat extraordinaire qu'ils ont répandu sur la nation française. C'est par la guerre que se sont terminées toutes ces crises violentes auxquelles la France et les autres États de l'Europe ont été exposés depuis 1789. Dans aucun temps, on n'a vu des armées aussi formidables, des exploits aussi dignes de mémoire, des événemens aussi rapides, des révolutions aussi inattendues, des changemens aussi divers. Remuée jusque dans ses fondemens, l'Europe a pris les armes, et tour à tour ou simultanément, les peuples qui l'habitent sont venus figurer sur ce grand théâtre historique.

Pendant ces vingt années de guerre dont la révolution française a été le prétexte ou l'origine, tous les événemens qu'on admirait dans l'histoire des siècles précédens, semblent s'être renouvelés pour

immense imprimé à toutes les branches de la civilisation, au milieu d'une guerre universelle et sans fin, tel est le spectacle, digne de l'observation de tous les siècles, que présente, pendant sa durée, cette étonnante révolution française, dont les secousses se sont fait ressentir dans les quatre parties du monde.

Au milieu du siècle de Louis xv et de Louis xvi, on avait dû se persuader que la religion était désormais impuissante pour rallumer ces guerres de dogmes, qui, pendant si long-temps, ont fait verser des flots de sang en Europe, lorsque, au moment même où son influence paraissait plus affaiblie que jamais, la religion lève en France son étendard sacré, et donne naissance à une guerra intestine, dont les effets terribles frappent d'épouvante et font pencher vers sa ruine ce gouvernement conventionnel, qui, après avoir détruit le trône, voulait aussi renverser l'autel. Unie d'intérêt avec la royauté, la religion inspire ses partisans une énergie long-temps indomptable. L'armée royale et catholique de la Vendée, d'abord peu nombreuse, s'accroît bientôt par le concours de tous les habitans des pays voisins. Des guerriers célèbres se rencontrent parmi ces Français, arrachés à leurs occupations paisibles, pour défendre leur Dieu et leur Roi. Des succès rapides leur inspirent l'audace nécessaire pour former de plus grandes entreprises. Précédés du signe du salut qui flotte sur leurs drapeaux, encouragés par des évêques et des prêtres qui marchent à leur tête, en moins de

trois mois ils ont rassemblé cent mille hommes, remporté des victoires, conquis une partie du territoire de la république. Des actions du plus grand éclat, des exploits presque fabuleux, des événemens qui tiennent du prodige, illustrent également les deux partis, en même temps que les actes les plus atroces, les excès de la plus épouvantable vengeance, une représaille terrible, qui ne pardonne presque jamais, signalent cette époque de nos troubles civils. Déchirée par la guerre intestine, attaquée en même temps par toutes les puissances de l'Europe, la France, après la perte de la bataille de Neerwinden, vit tout-à-coup les armées étrangères se précipiter, comme un torrent, sur son territoire. Quelle énergie devaient avoir les guerriers qui, dans cette circonstance déplorable, ne désespérèrent point du salut de la patrie! Cependant, à la vue du danger, de nouvelles armées s'organisent et soutiennent long-temps la lutte avec désavantage : les soldats français s'aguerrissent par leurs défaites, les généraux se forment dans l'art du commandement en manœuvrant long-temps sur la frontière; enfin les batailles de Hondtschoote et de Watignies sont gagnées, les lignes de Weissembourg sont forcées, et la victoire de Fleurus ouvre à la France cette vaste carrière de gloire qu'elle parcourt pendant vingt années avec tant d'éclat.

Epris de la gloire de notre pays, nous publions le recueil historique de toutes les batailles, des combats, des siéges et de tous les exploits qui seront un jour pour la nation française ses plus beaux titres à

l'admiration de la postérité : simples narrateurs des faits, sans vouloir les lier entre eux et leur assigner une cause commune, tâche que les contemporains peuvent rarement remplir, nous nous contenterons de les raconter, et nous laisserons toujours de côté les *causes morales* ou *politiques* qui ont pu les produire. Nous n'emploierons jamais d'autres ornemens que la vérité et la plus scrupuleuse impartialité. Cette qualité essentielle dans un historien, est facile à employer quand il s'agit de décrire les exploits des Français. Rendre justice à la bravoure de leurs ennemis, ce sera faire briller d'un nouveau lustre celle des héros qui si souvent les ont vaincus.

Les militaires n'ont jamais pris qu'une part passive et forcée aux dissensions civiles qui ont longtemps agité la France. Convaincus que la première vertu d'un soldat est l'obéissance, les guerriers français ont toujours eu en vue la patrie, et ont toujours cru la servir en obéissant à ceux qui les commandaient. Cet amour généreux qu'inspire aux belles âmes le sol sacré qui les vit naître, était le principal mobile de leurs actions. C'est pour la patrie qu'ils s'arrachaient du sein de leurs familles, qu'ils s'imposaient les plus pénibles sacrifices ; c'est pour la patrie qu'ils affrontaient avec intrépidité tous les dangers, qu'ils sacrifiaient leur vie ; et en mourant, la seule consolation qu'ils aimaient à recevoir, était que leur mort serait encore utile à la patrie.

Maintenant que, sous les auspices les plus favorables, le Roi et la patrie sont à jamais unis, ces deux

sentimens vont se confondre pour toujours. C'est en rappelant les exploits des guerriers qui nous restent, que l'on verra l'émulation créer de nouveaux guerriers dignes de marcher sur leurs traces. Nous prodiguerons donc des éloges, également mérités, aux soldats républicains cueillant les palmes de la victoire sur tous les points de l'Europe, aux royalistes vendéens versant avec joie leur sang dans les plaines de la Bretagne, aux émigrés combattant auprès du Nestor des héros français, étonnant, par leur valeur, les nations étrangères : enfin tout ce qui porte le nom français et l'a illustré, tous ceux dont la bravoure et le caractère généreux se sont signalés, auront un droit égal à notre reconnaissance et à notre admiration. Dans les guerres intestines, et même dans les guerres étrangères, l'un des partis s'égare nécessairement; mais, quand le moment de la réconciliation générale est arrivé, tous doivent trouver les uns auprès des autres les mêmes marques d'estime, et, déposant leurs armes sur l'autel de la patrie, lui faire l'offrande de leurs actions courageuses.

Nous rappellerons ici les paroles du ministre d'Autriche, présidant la dernière diète; elles pourraient même nous servir d'épigraphe : *Les peuples réconciliés se sont accordé réciproquement le tribut de leur estime, pour le courage dont ils ont donné de si belles preuves en défendant leurs droits et leur dignité nationale* [1]. Ayant recueilli plus de lauriers qu'aucune autre nation, la France n'a plus besoin d'en moissonner de nouveaux.

[1] Moniteur du 18 novembre 1816.

Athènes et Rome s'enorgueillissent encore par le souvenir de leurs anciens exploits. Plus heureuse, notre patrie possède ses guerriers, tous dévoués et prêts encore à se sacrifier pour elle : combien la famille auguste, qui aujourd'hui est remontée sur le trône de ses pères, doit être fière de commander à une nation enrichie de tant de gloire, et ayant en elle tant de moyens d'en acquérir de nouvelle !

L'ouvrage que nous offrons sera, par son objet même, favorablement accueilli de tous les Français qui aiment leur pays. Aucune circonstance ne semble plus convenable pour sa publication : la révolution est achevée, la guerre pour long-temps terminée, et tous les partis se calmeront d'autant plus promptement qu'ils voudront bien s'accorder l'un à l'autre les honneurs et les justes récompenses qu'ils ont si bien mérités ; tel fut le but que se proposa le maréchal Macdonald dans son premier discours à la Chambre des Pairs.

Lorsque le projet d'un temple de la Gloire fut conçu, on n'y eût sans doute inscrit qu'une portion des noms des guerriers français : combien de braves en eussent été exclus par la jalousie et l'esprit de parti ! Puisse cet ouvrage, où nous chercherons à rendre à chacun ce qui lui est dû, devenir, par tous les exploits qui y seront rapportés, un monument plus durable que ceux formés chez les anciens, avec la pierre et l'airain. En effet, de tous ceux érigés par les Grecs, pour conserver la mémoire de leurs héros, il ne nous est parvenu que des fragmens mutilés où les noms

sont effacés par le temps. Nous formerons donc une liste de tous les guerriers que la France a produits depuis 1792 ; et, en recourant à chacune des pages *indiquées*, on pourra recueillir la série des actions militaires d'un parent, d'un ami, d'un ancien ennemi, d'un Français, d'un héros, qui peut-être les a déjà lui-même oubliées.

Ce dictionnaire, que l'on pourrait appeler un *Dictionnaire biographique des militaires français*, sera suivi d'un dictionnaire géographique, c'est-à-dire, d'une table indiquant tous les lieux signalés par quelque fait militaire depuis 1792.

Les batailles, les victoires, les combats de terre et de mer, les siéges, les passages des fleuves, les faits généraux et particuliers, les traits de courage, de magnanimité, de grandeur d'âme, les anecdotes publiques et privées, tout ce qui est relatif à la guerre, sera également rapporté, de manière à intéresser et tous les militaires qui s'y reconnaîtront, et toutes les personnes étrangères à cette noble profession. Afin de rendre cet ouvrage plus utile et plus intéressant, nous y joindrons les plans des combats et des batailles les plus remarquables par leurs résultats. La plupart de ces plans, communiqués par des officiers qui ont fait la guerre avec distinction, n'ont pas encore paru ; ils seront tracés avec une telle netteté, que l'œil le moins exercé pourra facilement saisir les positions, les marches et les attaques.

Le texte est déjà très-avancé : on a consulté tout ce qui a été écrit, sur ce sujet, en France et chez

l'étranger. Les excellens ouvrages de MM. Jomini et Mathieu Dumas, toutes les relations particulières nous ont fourni les plus précieux matériaux. On citera au bas des pages les auteurs chez lesquels on aura puisé. Nous chercherons à intéresser toutes les classes de lecteurs, en peignant les mœurs des peuples qui ont figuré dans les grands événemens de 1792 à 1815. Dans cette collection, qui doit avoir, par son objet, un caractère national, afin d'éviter toute erreur, nous rapporterons les diverses opinions. Nous avons suivi la chronologie avec une telle exactitude, que nous avons été à même de relever beaucoup de fautes de dates échappées à ceux qui ont écrit trop rapidement sur cet objet. Sans entrer dans aucune *discussion politique*, nous ferons connaître l'ensemble de toutes les expéditions militaires, ce qui n'a jamais été fait; et nous offrirons ainsi le tableau des guerres qui avaient lieu à la même époque et dans des lieux différens.

L'ouvrage sera publié par volume de 250 à 300 pages; chaque volume sera accompagné de dix à quinze planches. On a consulté, pour les plans, tout ce qui a été fait en France et en Allemagne. L'ouvrage contiendra CENT TRENTE PLANS et plus, format grand *in*-8°., *joints en regard du texte*: voici la note de ceux dont la gravure est déjà très-avancée:

Plans des grandes batailles, des combats de terre et de mer, siéges, marches, etc.— Ces plans seront gravés par M. Ambroise Tardieu : son nom doit en garantir la perfection.

1792. Verdun. Longwy. Valmy. Lille. Francfort. Jemap-

pes. Anvers. — 1793. Breda. Neerwinden. Mayence. Valenciennes. Kayserslautern. Hondtschoote. Nantes. Vauban. Toulon. Weissembourg. — 1794. Saint-Domingue. Tourcoing. Bastia. Ypres. Charleroy. Fleurus. Landrecies. Nieuport. Le Quesnoy. Condé. l'Ecluse. Aldenhoven. Bois-le-Duc. Venloo. Maëstricht. Nimègue. — 1795. Roses. Quiberon. Loano. — 1796. Montenotte. Millésimo. Mondovi. Kehl. Altenkirchen. Castiglione. Rastadt. Neresheim. Wurtzbourg. Bassano. Biberach. Schliengen. Arcole. — 1797. Rivoli. Mantoue. Huningue. Neuwied. Tagliamento. — 1798. Malte. Cana. Alexandrie. Aboukir. Caire. Pyramides. — 1799. Nord-Hollande. Stochach. Mont-Thabor. Saint-Jean-d'Acre. Alkmaër. Zurich. Mont-Saint-Gothard. — 1800. Héliopolis. Gênes. Marengo (3 cartes). Feldkirch. Hohenlinden. — 1801. Boulogne. — 1805. Elchingen. Ulm. Trafalgar. Austerlitz. — 1806. Jéna. Lubeck. Pultusk. — 1807. Preussich-Eylau. Dantzick. Heilsberg. Friedland. — 1809. Sarragosse. Ségovie. Zamora. Ciudad-Réal. Eckmühl. Ratisbonne. Alcanizas. l'Adda. Essling. Tarragone. Raab. Wagram. Walcheren. — 1811. Chiclana. — 1812. Valence. Witepsk. Polotsk. Smolensck. Moskowa. Malo-Jaroslawetz. Villa-Muriel. Bérésina. — 1813. Lutzen. Bautzen. Wurschen. Vittoria. Dresde. Culm. Wachau. Leipsick. Hanau. Bayonne. Dantzick. — 1814. Brienne. Champ-Aubert. Montmirail. Montereau. Craonne. Paris. Toulouse. Berg-op-zoom. — 1815. Ligny. Mont-Saint-Jean. Paris, etc,

Conditions de la souscription.

On paiera un volume, *à l'avance*, au prix de 6 fr. 50 cent.; franc de port, 8 francs. En recevant un volume, on paiera le suivant.

La liste des souscripteurs sera imprimée avec les *titres*, *noms*, *prénoms* et *résidence*, par ordre alphabétique.

Ils seront désignés comme *associés* à l'éditeur, et ayant concouru *à créer cette entreprise française.*

Il ne sera mis sous presse qu'un très-petit nombre d'exemplaires au-delà des souscripteurs inscrits : le prix sera, pour les non-souscripteurs, de 9 francs chaque volume.

Le prix de chaque volume des exemplaires papier vélin sera de douze francs. Il n'en sera émis que le nombre demandé *à l'avance.* Un exemplaire unique sera tiré sur *peau de vélin;* tous les plans en seront peints sur peau de vélin : le prix sera de deux cent cinquante francs par volume ; et relié, avec étui, trois cents francs.

L'éditeur, connu par les grandes entreprises du Dictionnaire des Sciences médicales et de la Flore médicale, a répandu ce prospectus chez l'étranger, et y a recueilli de nombreuses souscriptions.

On peut voir la grande carte chez ses correspondans, MM. les libraires de toutes les villes principales.

La Souscription est ouverte :

A Paris, chez C. L. F. Panckoucke, Editeur du Dictionnaire des Sciences médicales et de la Flore médicale.
A Londres, chez Bossange et Berthoud.
A Bruxelles, chez Berthot.
A Genève, chez Paschoud.
A Milan, chez Giegler.
A Turin, chez Pic.
A Madrid, chez Dennée et chez Rodriguez.

Les sus-nommés poursuivront tout contrefacteur.

La Souscription est encore ouverte, à Paris, chez les Libraires dont les noms suivent :

Magimel, Anselin et Pochard, rue Dauphine, n°. 9.
Audot, rue des Mathurins-Saint-Jacques, n°. 18.
Bertrand (Arthus), rue Hautefeuille, n°. 23.
Delaunay, Palais-Royal, galerie de bois, n°. 243.
Dentu, rue des Petits-Augustins, n°. 5, et Palais-Royal, galerie de bois, n°. 265 et 266.
Foulon, rue des Francs-Bourgeois-Saint-Michel, n°. 3.
Latour, grande cour du Palais-Royal.
Le Normant, rue de Seine, n°. 8, faubourg Saint-Germain.
Michaud, rue des Bons Enfans, n° 34.
Mongie aîné, boulevard Poissonnière, n°. 18.
Pélicier, Palais-Royal, première cour, n°. 10.
Pillet, rue Christine, n°. 5.
Potey, rue du Bac, n°. 46.
Rey et Gravier, quai des Augustins, n°. 55.
Treuttel et Wurtz, rue de Bourbon, n°. 17.
Verdières, quai des Augustins, n°. 27.
Volland, quai des Augustins, n°. 17.

Et pour les Départemens et l'Etranger, savoir :

Agen, H. Noubel.
Aix, Lebouteux.
Aix-la-Chapelle, Schwarzenberg.
Albi, Baurends.
Alexandrie, Capriaulo.
Amiens, Allo. Caron-Berquier. Darras. Wallois.
Amsterdam, Dufour. Van Clef, frères.
Angers, Fourrier-Mame. Pavie.
Anvers, Ancelle.
Arras, Leclercq. Topineau.
Auch, Delcros.
Autun, De Jussieu.
Avignon, Laty.
Baïonne, Bonzom. Gosse.
Bayeux, Groult.
Belfort, Clerc.
Besançon, Deis. Girard.
Beziers, Pageot.
Blois, Jahier.
Bois-le-Duc, Tavernier.
Bordeaux, Baume. Lafite. Melon. Mery de Bergerey. Coudert. Filliatre et neveux. Gassiot. Lawalle jeune.
Boulogne, Isnardy, bibliot.
Bourges, Gille.
Breslau, Korn.
Brest, Belloy-Kardovick. Lefournier et Depériez.
Bruges, Bogaert-Dumortiers.
Bruxelles, Berthot. Demat. Gambier. Lecharlier. Stapleaux. Weissenbruch. Horgnies-Renier.
Caen, Mme. Hel. Blin. Manoury.

Calais, Bellegarde. Leleux.
Castelnaudary, Labadie.
Châl.-sur-Marne, Briquet.
Châlons-sur-Saône, Dejussieu.
Charleville, Raucourt.
Château-Thierry, Joly.
Chaumont, Meyer.
Clermont, Landriot et Vivian.
Colmar, Neukirch. Pannetier.
Compiègne, Esquyer.
Courtray, Gambar.
Coutances, Raisin.
Crépy, Rouget.
Dijon, Coquet. Noella. Madame Yon.
Dinant, Huart.
Dôle (Jura), Joly.
Douai, Villette.
Dunkerque, Bronner-Bauwens.
Epinal, Georget-Pellerin.
Epernay, Fievet-Varin.
Falaise, Dufour.
Florence, Molini. Piatti.
Fontenay(Vend.) Gaudin.
Francfort, Bronner.
Gand, Degoesin-Verhaeghe. Dujardin. Houdin.
Genève, J. J. Paschoud. Manget, Cherbuliez.
Grenoble, Falcon.
Groningue, Vanbokeren.
Hambourg, Besser et Perthes.
Hesdin, Tullies-Alfeston.
Laigle, Glasson.
Langres, Defay.
La Rochelle, V. Cappon. Mlle. Pavie.
Laval, Grandpré.
Lausanne, Knab.
Lehavre, Md. Patris.
Leipsig, Grieshammer.
Lemans, Pesche. Toutain.
Libourne, Fontaine, directeur des postes.
Liège, Desoer. Ve. Collardin.
Lille, Lelenx. Wanackere.
Limoux, Melix.
Londres, Dulau. Bossange et Masson. Berthoud.
Lons-le-Saulnier, Gauthier frères.
Lunéville, Guibal.
Lyon, Faverio. Perisse. Et. Cabin et C. Maire. Roger.
Madrid, Denné fils. Rodriguez.
Maëstrecht, Nypels.
Manheim, Fontaine.
Mantes, Reffay.
Marseille, Camoin frères. Chaix. Masvert. Mossy.
Meaux, Dubois-Berthault.
Mayence, Auguste Leroux.
Metz, Devilly.
Milan, Giegler.
Mons, Leroux.
Montauban, Rethoré.
Mont-de-Marsan, Cayret.
Montpellier, Delmas. Sevalle.
Moscou, Risse et Saucet.
Moulins, Desrosiers. Place et Bujon.
Nancy, Vincenot, Blau.
Nantes, Forest. Sirard.
Naples, Borel et Pichard.
Neufchâteau, Husson.
Neufchâtel, Bouvet. Mathon fils.
Nîmes, Melquion. Triquet.
Niort, mad. Elie Orillat.
Noyon, Amoudry.
Périgueux, Dupont.
Péronne, Laisnay.
Perpignan, Alzine. Ay.
Pétersbourg, Weyher.
Pise, Molini.
Poitiers, Catineau.
Provins, Lebeau.
Quimper, Derrien.
Reims, Le Doyen. Topino. Delannois-Leclercq.
Rennes, Cousin-Danelle. Duchesne. Mlle. Vatar.
Rethel, Guivard.
Rochefort, Faye.
Rouen, Frère aîné. Renault. Dumaine-Vallée et compagnie.
Saintes, Delys.
S.-Etienne, Colombet aîné.
Saint-Malo, Rottier.
Saint-Mihel, Dardare-Mangin.
Saint-Omer, Pastre.
S.-Quentin, Moureau fils.
Saumur, Degouy.
Soissons, Fromentin.
Strasbourg, Levrault fr. Treuttel et Würtz.
Toulon, Barallier. Curet.
Toulouse, Senac. Bonnefoy et Prunet. Devers.
Tournay, Donat Casterman.
Tours, Mame. Letourmy.
Troyes, Sainton.
Tulle, Chirac.
Turin, Pic.
Valenciennes, Giard.
Valognes, Bondessein. Clamorgant.
Varsovie, Glucksberg et compagnie.
Venise, Fuchs.
Verdun, Benit jeune. Herbelet. Villet.
Versailles, Angé.
Vesoul, Delaborde.
Vezelise, Michel.
Vienne (Isère), ve. Cavret.
Vienne (Autriche), Schaumbourg et comp.
Wilna, Zawadzki.
Ypres, Gambart-Dujardin.

INTRODUCTION.

Lorsque Rousseau, nourri dès l'enfance de la lecture de Plutarque, et plein des souvenirs de l'antiquité, nous parlait d'elle avec l'enthousiasme de Phidias pour Homère ; lorsque, semblable au vieux Nestor dans l'assemblée des rois de la Grèce, sa voix semblait dire à ses contemporains : « Non, siècle « dégénéré, tu n'as point vu, tu ne verras jamais « d'hommes pareils à ceux qu'enfantèrent la Grèce « et l'Italie, ces deux terres si long-temps fécondes « en races de héros » ; il ne soupçonnait pas que les objets de ses vieilles admirations seraient bientôt surpassés. Son génie voyait les Etats de l'Europe courir à leur ruine, et n'apercevait pas le prodige que la France allait montrer, un grand peuple renouvelé tout entier, après trois mille ans d'existence, par une révolution destinée à ébranler le monde. Tant il est vrai que notre science de l'avenir, après

avoir éclaté par quelques brillantes découvertes, ne s'étend pas quelquefois jusqu'au lendemain du jour qui s'écoule.

Quel changement inattendu ! la France paraissait plongée dans un profond repos ; tout-à-coup la fièvre des révolutions fermente dans les veines du corps politique : la France avait un gouvernement qui semblait à l'abri des dangers ; en un jour ce gouvernement tombe et se brise presque de lui-même : la France était en paix avec les autres peuples ; un moment la voit précipitée dans la guerre ! Que dis-je ? L'ennemi est déjà sur notre territoire, il s'avance jusqu'au cœur de nos provinces. A cette nouvelle, un cri d'alarme part de la capitale, et se répand avec la rapidité de l'éclair dans tout le royaume, comme ces cris qui volaient de bouche en bouche pour annoncer à nos pères le moment d'une insurrection générale contre les Romains, leurs oppresseurs.

Aussitôt, dans les cités, dans les villages, dans les hameaux, tout s'émeut, tout s'empresse, tout s'assemble et demande l'honneur de repousser les légions étrangères qui ont envahi la France. Ses nouveaux citoyens regardent déjà le sol natal comme un territoire sacré qui doit dévorer l'ennemi assez

téméraire pour oser y toucher; illusion sublime, dont leur courage allait bientôt faire une vérite. L'histoire des peuples libres, dans leurs plus magnanimes efforts pour le salut de la patrie, n'offre peut-être rien de comparable à l'enthousiasme que firent éclater les Français en présence du danger. Il faudrait la plume brillante de Tite-Live, ou celle de Tacite, ranimée par le retour inespéré de l'antique liberté, pour représenter, avec des couleurs dignes du sujet, toutes les scènes du grand mouvement que nous avons vu.

L'élite de la jeunesse des villes et des campagnes accourait se ranger sous le drapeau national; des magistrats du peuple amenaient avec eux toute leur petite commune; les amis et les frères s'enrôlaient dans le même corps, et rappelaient à la pensée les alliances guerrières des soldats d'Epaminondas. Ici des adolescens pleuraient d'être refusés à cause de leur faiblesse; là des vieillards semblaient retrouver les forces de l'âge mûr pour obtenir la gloire de servir la cause générale. Quelques-uns confiaient leur jeune enfant aux soins de la patrie qu'ils allaient défendre; des épouses disaient adieu à leurs maris pleins d'une ardeur guerrière; des mères présentaient elles-mêmes leur propre fils; toutefois elles

ne pouvaient consommer un pareil sacrifice sans payer tribut à la nature. Dans les rangs de cette milice civique, on distinguait, par intervalles, d'anciens soldats, semblables aux vétérans de César, répandus comme des guides et des maîtres au milieu de nouvelles levées. Mais le plus touchant des spectacles était la réunion du fils et du père marchant à côté l'un de l'autre, et destinés à courir les mêmes hasards. On ne pouvait les voir partir sans leur donner des larmes, sans faire des vœux pour que leur devouement ne fût pas récompensé par le plus affreux des malheurs.

Les compagnies, les bataillons se formaient aux accords d'une musique guerrière, aux chants qu'un nouveau Tyrtée avait créés pour de nouveaux Spartiates. On apportait sur le front de ces bataillons, remarquables par la vigueur et la beauté des hommes, les habits, les armes, les munitions donnés par la patrie ou par les citoyens. C'était à qui serait le plus promptement équipé pour marcher à l'ennemi; on demandait, on cherchait à faire l'essai de ses forces dans un premier combat, et l'on attendait la victoire des inspirations du courage. C'était l'empressement des Romains au temps de leur pauvreté et de leur vertu; mais Rome avait

encore besoin d'un dictateur pour appeler ses enfans à la guerre; le péril de la patrie suffisait pour réunir les Français. Au dévouement absolu que Sparte commandait à ses citoyens, s'unissait un mélange d'instinct militaire, d'amour de la gloire, d'émotions vives et tendres, de gaîté nationale et d'enthousiasme qui donnaient une physionomie particulière à cette première époque de la guerre de la liberté. Pour exprimer en un mot toute ma pensée sur un pareil spectacle, la réunion des nouveaux soldats de l'indépendance ressemblait à la plus belle et à la plus brillante des fêtes nationales d'un grand peuple.

L'ennemi fut repoussé, la Belgique envahie; les vieilles troupes de l'Europe furent battues par des enfans ou par des hommes qui n'avaient aucune expérience de la guerre; l'amour de la patrie renouvela pour nous les prodiges qu'il inspira jadis aux contemporains de Miltiade, et, depuis, aux pâtres de la Suisse et aux pêcheurs de la Hollande. Si à cette époque la sagesse et la force eussent régné dans les conseils, si le Gouvernement eût maintenu l'ordre dans l'intérieur, la discipline dans l'armée, l'obéissance parmi les généraux, peut-être on aurait pu mettre fin à la guerre, et s'occuper à fonder les nou-

velles institutions. Mais les nations comme les individus doivent passer par de rudes épreuves pour arriver à un état meilleur. On ne devient pas libre parce qu'on le veut, mais parce qu'on le mérite; on ne devient pas libre parce que l'on prodigue sa vie sur un champ de bataille; il faut encore joindre aux qualités d'un soldat les vertus et les pensées d'un citoyen. La liberté enfin est au prix du sacrifice constant de nos passions, de nos préjugés et de notre intérêt particulier à l'intérêt général.

D'affreuses divisions détruisirent, sans retour, la touchante union des cœurs; les partis se formèrent; une guerre civile et religieuse, sourdement et habilement préparée, éclata, comme un volcan, au centre de la France. L'harmonie cessa de régner entre l'armée et les généraux, entre ceux-ci et les hommes qui siégeaient au Gouvernement. Des revers nous ravirent nos premières conquêtes; ces revers furent des désastres, parce que l'armée, surprise par ce changement inattendu de la fortune, manquant d'ensemble et d'expérience, se trouvant, ou abandonnée à elle-même, ou trahie, perdit presque toute confiance dans les chefs qui lui restaient. Le désordre de l'administration militaire, le défaut de prévoyance, la pénurie des choses nécessaires, met-

taient le comble à cette effrayante situation ! D'un côté, notre frontière du Nord était envahie de nouveau ; Valenciennes et Condé tombaient au pouvoir de l'ennemi ; de l'autre, la Vendée, plus redoutable que la guerre étrangère, étendait ses progrès ; l'une des armées royalistes venait assiéger Nantes et espérait l'enlever. Le dévouement généreux des habitans de cette ville et de quelques bataillons entrés dans ses murs la veille de l'attaque, fit manquer l'exécution du coup décisif que les chefs de l'insurrection avaient résolu de frapper. En effet, la prise de Nantes aurait eu des résultats incalculables dans l'état des choses. Sa résistance et la défaite de l'armée ennemie sauvèrent de l'embrasement une grande partie de la France ; mais la Vendée n'en resta pas moins un foyer ardent de guerre civile ; la Vendée devait encore dévorer bien des victimes, jusqu'à ce qu'elle fût frappée au cœur par cette garnison de Mayence, qui a péri jusqu'au dernier homme, et qui repose dans les sables et les bruyères du pays, à côté des armées qu'elle avait détruites par des prodiges d'audace, de valeur et d'habileté.

N'oublions pas ici une circonstance remarquable de notre histoire militaire. La méfiance naturelle aux

républiques, l'inquiétude générale, les cris de trahison qui s'élevaient de toutes parts, et particulièrement dans les armées de l'Ouest, des préventions même contre des chefs qui servaient avec fidélité, avaient conduit le Gouvernement à la résolution de ne plus confier le commandement des armées à des hommes d'une caste privilégiée. Cette résolution, inévitable dans les circonstances, et prise malgré des personnages dont on ne soupçonnerait pas l'opposition, ne souffrit malheureusement aucun retard dans l'exécution. Un parti ardent qui exagérait tout alors, comme les tribuns de Rome quand ils cherchaient à dépopulariser leurs compétiteurs, voulut avoir sur-le-champ ses généraux plébéiens. La guerre d'une armée contre la population entière d'une contrée, cette guerre à laquelle le génie de César eut peine à suffire, se trouva confiée à des hommes nouveaux que l'on forçait quelquefois à accepter le commandement malgré leurs refus obstinés. Ce n'est pas tout : on donnait, et l'on était forcé de donner pour soldats à ces généraux de fraîche date et sans aucune expérience de la guerre, des jeunes gens levés à la hâte, découragés d'avance par des nouvelles sinistres, à peine équipés, souvent sans armes, et arrivant à l'armée au milieu d'un désordre bien propre

à leur ôter toute espèce de force morale. Il fallut payer cher l'apprentissage des soldats et des chefs. Les bonnes troupes étaient presque toutes sur les frontières, devant l'ennemi. On osait à peine en distraire quelques bataillons pour les envoyer au secours des soldats de nouvelle formation dans l'Ouest. Ces bataillons venaient en toute hâte; à peine arrivés, ils couraient à l'ennemi qui ne pouvait soutenir leur impétuosité. Malgré l'infériorité du nombre, ils taillaient en pièces, ils dispersaient des milliers de Vendéens; mais ils périssaient en détail dans des combats de tous les jours, dans des marches plus meurtrières que des combats, au milieu d'un pays dont chaque habitant avait un fusil pour tirer, et une haie impénétrable pour se défendre. Au bout de quelque temps, il ne restait plus que le cadre d'un corps d'élite. La destruction rapide de ces braves ne contribuait pas peu à décourager les jeunes volontaires auxquels ils servaient de guides et d'exemple. C'est avec de tels élémens qu'il fallait vaincre, et que l'on vainquit encore tant de fois : voilà les forces opposées, pendant cette fatale époque, à l'insurrection générale des Vendéens ! Ceux-ci avaient pour eux, outre les chances favorables que leur offrait notre désorganisation, la connaissance

du pays, la sûreté des communications, tous les moyens d'une retraite ou d'une fuite exemptes de péril, le choix de la guerre de détail ou de la guerre de masse, des officiers distingués qui se conformaient au caractère et aux habitudes de leurs troupes, et des prêtres qui assuraient, en quelque sorte, au nom du ciel, la vie d'une foule de paysans simples, crédules, enthousiastes de la cause pour laquelle ils allaient mourir, avec la certitude de renaître bientôt pour combattre encore.

Jamais l'horizon de la France, naguère si brillant, ne fut plus triste et plus sombre; la consternation et la douleur étaient dans le cœur de tous les amis de la patrie. Cette nation, qui avait en elle le germe de tant de miracles guerriers, cette même nation que la fortune réservait à jouer un si grand rôle dans l'Europe soumise par ses armes, sembla pour un moment abattue, découragée, et comme résignée d'avance au plus grand des outrages. Pour mettre le comble à ce malheur, on eut recours à des remèdes violens, auxquels le corps politique n'était point préparé. La fameuse levée des trois cent mille hommes faillit allumer la guerre civile presque partout, et trouva des obstacles terribles dans une résistance causée à la fois par la défiance générale et par des trames

habilement ourdies. On eût dit qu'une insurrection allait éclater contre le Gouvernement depuis les extrémités de la France jusques aux portes de la capitale. Ce fut là une des crises les plus difficiles de la révolution française, et le moment où un vaste plan d'attaque aurait pu porter peut-être le coup mortel à la république. La coalition ne fit rien d'assez grand et d'assez hardi; la levée, si orageuse et si difficile dans les commencemens, s'effectua enfin; elle produisit des ressources, dont on se servit avec avantage pour arrêter, dans ses progrès, le débordement des troupes étrangères.

Alors l'Europe se déclara contre la France. La coalition de ses forces nous contraignit au développement de toutes les nôtres; la réquisition de tous les jeunes gens depuis dix-huit ans jusqu'à vingt-cinq fut décrétée; cette mesure audacieuse obtint le plus prompt succès, précisément parce qu'elle n'exceptait personne, ni riches, ni pauvres, ni lettrés, ni ignorans, ni nobles, ni plébéiens. Dès ce moment, la France eut une armée vraiment nationale, c'est-à-dire, composée de tous les élémens de sa population; une armée dont aucune autre en Europe ne pouvait balancer long-temps la force matérielle, l'esprit public, l'intelligence,

l'aptitude et l'émulation. Une pareille réunion d'hommes devait faire de rapides progrès dans la science de la guerre. Les combats, les périls, les succès, les revers, avaient déjà formé d'habiles généraux; il s'en éleva d'autres sous leurs ordres, qui improvisèrent, en même temps que les jeunes soldats, leur éducation militaire. Déjà l'offensive était reprise sur quelques points; la bataille d'Hondtschoote avait donné une leçon aux Autrichiens et aux Anglais réunis sous les murs de Dunkerque, et fait connaître les Houchard, les Hoche et les Jourdan, qui s'illustraient aux mêmes lieux où Turenne avait vaincu.

De ces trois hommes nouveaux, le premier, devenu général en chef après avoir brillé à l'armée du Rhin sous les ordres de Custine, sera dévoré par la révolution; le second, âgé seulement de vingt-cinq ans, sauvera l'Alsace, et relevera la fortune de nos armes, presque désespérée sur cette frontière; le troisième, après avoir débloqué Maubeuge et déconcerté l'ennemi, qui espérait marcher sans obstacle jusqu'à Paris, donnera la bataille de Fleurus. A la nouvelle de cette mémorable journée, un cri d'admiration et de reconnaissance s'élevera dans toute la France. La nation, enivrée de joie,

verra, par une espèce d'inspiration prophétique, tous les triomphes qui l'attendent dans la vaste carrière de gloire qu'elle a parcourue depuis avec tant d'éclat.

Qu'elle fut grande cette armée de Sambre-et-Meuse! Combien d'exploits fit naître son exemple! Quel spectacle imposant que ces quatorze armées, répandues sur nos frontières, comme un vaste réseau destiné à saisir l'ennemi qui nous pressait de toutes parts! comme elles eurent toutes, avec l'héroïsme du temps, leur physionomie particulière, qu'elles tenaient de la nature des lieux, du caractère de leurs généraux, et du genre d'obstacles et d'ennemis qu'elles avaient à combattre! Qui n'a pas comparé la bouillante activité de Hoche à la tête de l'armée de la Moselle, avec le sang-froid de Pichegru commandant l'armée du Rhin; la reprise des lignes de Weissembourg, avec la reprise de Toulon; le déblocus de Maubeuge, avec celui de Landau; notre seconde invasion de la Belgique, avec la première? Qui n'a pas opposé notre course rapide sur les glaces de la Hollande, et la prise d'une flotte par un corps de cavalerie, aux brillans exploits des soldats qui escaladaient les Pyrénées, et sautaient de montagne en montagne dans les retranchemens

ennemis? Un jour ces mêmes soldats descendront du sommet des Alpes, et fondront sur l'Italie avec la rapidité d'un torrent! La guerre n'est plus pour nous une alternative de succès et de revers, elle est une suite non interrompue de triomphes! Dans ces temps d'enthousiasme, mais aussi de fureur portée jusqu'au délire, quel est le citoyen qui n'ait point été consolé par le récit de nos victoires? elles semblaient s'appeler et se répondre sur tous les points de nos vastes frontières. On eût dit qu'un génie, planant au-dessus de nos armées, leur donnait en même temps le signal du combat et de la gloire. Il y avait effectivement un génie particulier pour elles, c'était la patrie! Nos guerriers en armes sur des montagnes voisines du ciel, ressemblaient aux Athéniens et aux Spartiates en présence des soldats du grand roi.

Les Français n'avaient pas seulement ce trait de ressemblance morale avec les défenseurs des anciennes républiques; le luxe, la mollesse et les excès de toute espèce étaient bannis de leurs armées. Elles ne traînaient pas avec elles cet attirail oriental, cette immense quantité de bagages, de voitures, de chevaux, de domestiques et de superfluités, qui jettent les chefs dans de si grands embarras, et changent

quelquefois de simples revers en désastres irréparables. Les généraux étaient pauvres et partageaient presque toutes les privations du soldat; ils s'occupaient beaucoup de lui et très-peu d'eux-mêmes. N'ayant pas de richesses ou de butin précieux à conserver, ils ne songeaient qu'à prodiguer leur vie à la tête des troupes. La force de l'armée tenait à sa composition, au mode libéral de l'avancement, à un régime sévère et simple, à des travaux continuels, à des fatigues sans cesse renaissantes, à l'habitude des périls et des chances de la guerre. L'ascendant des généraux tenait à leur vie toute militaire, à leur modération, aux exemples qu'ils donnaient, à leurs grades obtenus sur le champ de bataille, en présence des soldats témoins de leurs actions et juges de leurs services. Enfin la liberté, jalouse et quelquefois injuste et cruelle, comprimait sans cesse le pouvoir militaire, qui a tant de penchant à l'indépendance et à l'usurpation; jamais elle ne permit aux généraux ni d'éluder les ordres du Gouvernement, ni de compromettre, pour une vaine gloire, la vie des citoyens et les destinées de l'État. La réunion de tous ces élémens de succès communiquait à nos opérations une harmonie, un ensemble, une confiance, une vigueur d'exécution,

qui contraignaient la fortune à se déclarer pour nous et à rester fidèle à nos drapeaux.

De cette école austère, et semblable à celle qui formait les Fabricius et les Camille pour la gloire et le salut de leur patrie, sont sortis une foule de généraux illustres. Elle nous a donné Regnier, Delmas, Éblé, Souham, Michaud, Grigny, Ambert; Dugommier, Augereau, Moncey, Pérignon, Masséna; Leval, Chérin, Vandamme, Marceau, Grenier, Klein, Richepanse, D'Hautpoul, Le Moine, Hédouville, Lecourbe, Debelle, Lefebvre, Ney, Championnet, Bernadotte et Macdonald; Kleber et Désaix, ces deux mémorables pertes de l'armée; Pichegru, le conquérant de la Hollande; Hoche, le sauveur de l'Alsace, le pacificateur de la Vendée; et enfin le général Moreau, la seconde réputation militaire de l'Europe.

A côté de ces généraux déjà fameux, s'élève l'homme qui doit un jour en faire ses lieutenans, et les conduire à la conquête de l'Europe. Jusques ici, la France a défendu son territoire avec un admirable courage, ou tenté quelques excursions au-dehors; maintenant elle va rejeter, pendant dix années, la guerre sur le pays ennemi, et nourrir ses armées aux dépens des peuples étran-

gers. La première opération du nouveau général est une invasion. A peine a-t-il pu se montrer à l'armée, que la France apprend la défaite sanglante des Autrichiens et la conquête de la Lombardie. La liberté et son nom magique, dont Bonaparte sentait alors toute la puissance, présidait ou semblait présider à cette expédition. Les peuples nous regardaient comme des bienfaiteurs. Rien de plus brillant que les deux premières campagnes d'Italie. Quatre armées ennemies détruites l'une après l'autre, aux journées de Montenotte et de Millesimo, d'Arcole et de Rivoli, la prise de Mantoue après la levée du siége de cette place pour courir à une victoire signalée, la paix glorieuse qui suivit ces exploits, au moment où Hoche, à la tête de la nouvelle armée de Sambre-et-Meuse, allait écraser par une dernière victoire l'armée autrichienne en Allemagne, resteront comme des monumens. Un nouveau capitaine vient de prendre son rang dans le siècle et dans l'histoire.

Une innovation hardie, le nom de soldats substitué à celui de citoyens ou de défenseurs de la patrie dans les premières proclamations du général, fut d'autant plus remarquée par les observateurs, qu'elle contrastait davantage avec les mots de liberté,

d'indépendance des peuples, dont ces proclamations étaient remplies. Elles décelaient dans Bonaparte l'homme qui avait résolu de s'emparer de l'armée et de se la rendre propre. Il employa tous les moyens pour parvenir à ce but, les uns nobles et légitimes, les autres peut-être moins dignes de lui. On l'accuse avec raison d'avoir commencé à corrompre le principe de l'institution militaire que le temps nous avait donnée et que des gouvernemens faibles avaient déjà laissé altérer, comme de funestes réactions avaient anéanti l'esprit public dont la France tirait toute sa force. Bonaparte chercha le premier à remplacer les vertus austères du soldat français par l'amour des richesses; il tenta les généraux par des largesses immodérées, moyen de corruption dont il ne vit que les avantages présens, et non pas les conséquences éloignées. Il substitua l'enthousiasme de la gloire à l'amour de la patrie, et fit fermenter dans les cœurs, avec des passions généreuses, des levains d'avarice et d'ambition personnelle. Dès ce temps, il disait en confidence à ses amis : Je serai le Brutus des rois et le César de la France. Il a tenu parole pour son malheur et pour le nôtre.

Une paix de courte durée, et bientôt de nouveaux

revers presque aussi étonnans et aussi rapides que nos triomphes, occupent alors la scène. Ils étaient encore dus aux mêmes causes, à la faiblesse, à la désunion des membres du Gouvernement. Dans cet intervalle de honte et de malheur, apparaissent, comme de brillans météores sur un horizon nébuleux, nos victoires d'Égypte. Cette expédition, qui semble être le roman de notre histoire militaire, a une couleur particulière, et forme à elle seule un épisode complet, où la guerre et son théâtre, les arts et la politique, les sciences et l'administration, les découvertes du génie et l'ignorance profonde des barbares, l'opposition des religions et des mœurs, les avantages et les revers, le départ et l'élévation subite du premier général, l'héroïsme inutile et la mort cruelle du second, la possibilité des plus grands résultats, et la funeste issue de l'entreprise, présentent au lecteur tout l'intérêt d'un ouvrage d'imagination dans un récit qui n'a rien de fictif, ni les lieux, ni les personnes, ni les choses. Les Romains avaient mis l'Égypte au nombre des provinces de l'empire; mais ni leurs conquêtes, ni leur séjour, n'offrent un spectacle aussi dramatique que celui de notre apparition dans ces contrées, qui pouvaient donner la plus précieuse des colonies à la

métropole, et nous conduire à l'exécution du projet de renverser dans l'Inde la puissance de l'Angleterre.

Quand Bonaparte, revenant d'Égypte, aborda sur les côtes de Provence, l'expédition d'Irlande n'offrait d'autre résultat que la perte des quinze cents braves commandés par l'intrépide Humbert; l'armée qui avait envahi Naples sous les ordres de Championnet et de Macdonald, avait été forcée d'évacuer ses conquêtes; la nouvelle armée d'Italie, remise avec tant d'imprudence aux mains de Schérer, et battue bien plutôt par les fautes de son général que par les Autrichiens, venait de perdre encore la bataille de Novi; Mantoue allait tomber entre les mains de l'ennemi, Joubert était tué, Hoche mort, Kleber absent, Moreau sans emploi, sans crédit et sans popularité, malgré un grand et généreux service rendu à la patrie; les étrangers campaient sur nos frontières du Nord et du Midi, attaquaient la Hollande défendue par le général Brune, et occupaient la Suisse. Masséna seul, toujours cher à la victoire, écrasait les Russes à Zurich, nous sauvait d'une invasion qui allait mettre en feu toutes nos provinces du Midi, et soulever de nouveau celles de l'Ouest. Ce service est immortel; il place le général Masséna au nombre des capitaines qui ont mérité la reconnaissance de tout un peuple.

Le Gouvernement tombait en ruine et demandait un chef; Hoche, s'il eût encore vécu à l'époque du 18 brumaire, aurait pu contester la première place et l'occuper avec distinction; car il y avait en lui un général et un homme d'état. Toutefois, sa vie, consacrée toute entière au triomphe de la liberté, ne permet pas de penser qu'il eût voulu asservir les Français. La mort de ce grand citoyen fut une perte et peut-être une calamité. Bonaparte se présenta comme une espérance de salut; il fut accepté et devait l'être. La France avait besoin d'une main ferme et exercée pour la retirer de l'abîme dans lequel elle était tombée par la faute de ceux que les calculs de la plus misérable ambition avaient placés à sa tête. Tout périssait. Il fallut réorganiser en même temps le Gouvernement, l'administration, les armées et les finances, frappés de la même dissolution. La création de l'armée de réserve, sa marche à travers le mont Saint-Bernard, son irruption en Italie, le passage du Rhin, les batailles d'Hohenlinden et de Marengo, la paix qui suivit cette dernière, résultat inespéré du talent de Bonaparte à saisir l'occasion favorable, et à profiter de tous ses avantages pour dicter un traité à l'ennemi le jour même de la victoire, replacèrent la France au rang qu'elle

n'aurait jamais dû perdre. Ici s'offre nécessairement aux hommes du métier une utile et curieuse comparaison entre les deux théâtres de la guerre, les deux campagnes, les deux succès et les deux rivaux. Mais on ne peut refuser à l'un d'eux le mérite de la célébrité, de la grandeur et de la précision des préparatifs qu'il avait faits pour assurer le triomphe de l'une et l'autre armée. Les militaires paraissent penser que, dans cette partie importante de l'art de la guerre, il mérite l'une des premières places entre les capitaines qui ont eu à remuer de grandes masses et à conduire de vastes entreprises.

Pourquoi faut-il que la carrière des combats n'ait pas été fermée pour nous sans retour à cette époque brillante, où vengés de tous nos revers, rétablis dans notre gloire et dans nos conquêtes, nous pouvions jouir long-temps des douceurs de la paix, et nous élever à la plus haute prospérité? Quel rôle imposant nous eussions joué, en restant au milieu de l'Europe dans un repos plein de force et de dignité, comme Frédéric II après ses victoires! Quel ascendant nous eussions obtenu en servant de médiateurs entre les peuples et les rois, en favorisant, par notre sage influence, des réformes nécessaires, et réclamées par l'opinion, en contribuant à répandre

autour de nous le bienfait de la liberté, sans qu'il fût acheté par le malheur des princes et par le sang des nations ! Tout motif, tout prétexte, toute excuse eussent été enlevés à des guerres nouvelles; et combien une conduite si conforme à notre situation, à nos besoins, à l'esprit du siècle, à la saine politique, aurait épargné de désastres et de bouleversemens à l'Europe !

La rupture inopinée du traité d'Amiens rouvrit l'arène sanglante des combats, et appela de nouveau les nations de l'Europe à figurer sur le théâtre de la guerre. Les Anglais parurent d'abord seuls dans la lice avec nous. C'est contre eux que fut dirigée cette expédition de Boulogne, qui ne donna pas des soucis médiocres au célèbre Pitt, le plus irréconciliable et le plus dangereux de nos ennemis. Des esprits superficiels ont pu tourner cette expédition en ridicule, mais l'Angleterre la vit comme une chose très-sérieuse. Elle avait doublement raison de la craindre. L'esprit national des Français était alors au plus haut degré d'exaltation contre un gouvernement qu'ils regardaient comme l'âme de toutes les coalitions, et le chef de toutes les entreprises formées contre eux. La France aurait alors donné dix armées l'une après l'autre pour aller

combattre l'Angleterre sur son propre territoire. A ces dispositions redoutables d'un grand peuple prêt à se mettre de nouveau sous la protection des tempêtes, suivant la belle expression de Pitt, se joignit un véritable danger. Il y eut un moment où les flottes françaises, espagnoles, hollandaises, réunies à la flottille, dans la Manche dégarnie de vaisseaux ennemis, auraient pu traverser la mer presque sans obstacles, et porter une armée de héros, animés du profond sentiment d'une haine nationale, sur les rives de l'Angleterre, alors dénuée de moyens de défense. Si des soldats français avaient mis une fois le pied sur le sol britannique, tout le monde aurait voulu venir à leur secours, et partager leur gloire. Ceux qui gardent la mémoire des choses, attestent que telle était alors la direction de l'esprit public parmi nous, et que ce récit n'a rien d'exagéré. Le hasard qui fit manquer une entreprise presque certaine, par laquelle le monde aurait éprouvé de grands changemens, est un de ces retours de la fortune, si fréquens dans l'histoire des individus et des peuples. Nos rivaux avaient apprécié la grandeur du péril qu'ils venaient de courir; dès-lors ils adoptèrent un système de défense générale; et mirent leur pays à l'abri de toute insulte; la possibilité

d'une nouvelle entreprise s'évanouit pour jamais. A peu près dans le même temps, ils échappèrent, par l'événement de la mort de Paul Ier, aux terribles conséquences d'une union de la France et de la Russie, et d'une invasion de l'Inde, favorisée et conduite en grande partie par cette puissance. Quoique l'intérêt de tout un peuple et son salut parlent si haut dans la question de savoir de quel côté vint la nouvelle guerre du continent, nous n'émettrons point d'opinion à cet égard; cette question n'est point de notre sujet Nous nous contenterons de rappeler à nos lecteurs avec quelle joie l'armée d'Angleterre se vit tout-à-coup ramenée sur le théâtre de ses anciens triomphes. La marche de cette armée à travers la France fut un prodige d'ordre et de célérité; elle avait la profonde conviction de sa force, le pressentiment de la victoire, et courait avec enthousiasme au-devant des légions de l'Autriche, qui s'avançaient à marches forcées vers nos frontières.

Alors commença la grande guerre et le système des grandes invasions dont nos guerres précédentes, et même celle de Naples, n'avaient été que le prélude. Cette campagne, terminée en trois mois par l'incroyable succès d'Austerlitz, au moment où de sages délais et la réunion de toutes les forces

ennemies pouvaient nous perdre, eut tout l'éclat des campagnes d'Italie, avec un caractère de prévoyance, de maturité qui leur manquait. Jamais le général en chef ne conduisit les opérations militaires avec plus de sang-froid et de supériorité; jamais la guerre ne ressembla davantage à un jeu savamment combiné, dans lequel l'un des joueurs, sûr de la victoire, conduit son adversaire de perte en perte à sa ruine, et lui porte quelquefois de ces coups terribles dont on ne se relève point. Si rien n'est plus hardi que notre irruption jusqu'au fond de l'Allemagne, rien n'est plus héroïque que nos combats du Tyrol, plus magique que la prise de l'armée renfermée dans les murs de la ville d'Ulm, plus propre à enthousiasmer les soldats que ces proclamations, dans lesquelles nos opérations futures et nos infaillibles triomphes étaient annoncés d'avance. La veille de la bataille d'Austerlitz et le récit de cette mémorable journée appartiennent aux plus beaux temps de l'antiquité. Dans cette bataille, comme dans toute la campagne, il régna entre les maréchaux et les autres officiers la même émulation de gloire que nous avions vue entre les défenseurs de la république; seuls ou sous les yeux du nouvel empereur, abandonnés à leur génie ou conduits par le

sien, ils se montrèrent partout supérieurs à l'ennemi et à eux-mêmes. Quant à l'armée, le souvenir de ce qu'elle fut, excitera à jamais l'admiration des hommes de guerre. Les vainqueurs du Rhin, de la Sambre, de la Moselle, des Pyrénées, de la Hollande et de l'Helvétie, les vétérans de la république, mêlés aux débris des premières légions d'Italie, à quelques braves venus de l'Orient et à nos jeunes soldats, formaient une espèce de représentation de toutes les armées qui avaient résisté à l'Europe. Jamais peut-être on ne vit une telle association de gloire et de triomphes. Presque tous les soldats savaient la guerre; presque tous avaient une blessure ou une couronne à montrer. La nation se rappelle encore les exemples que donna, au milieu d'eux, cette garde, le cœur de l'armée, la terreur de l'ennemi, la réserve de la fortune. Où est-elle maintenant cette immortelle armée d'Austerlitz? Elle est couchée çà et là dans les sables de la Prusse, dans les gorges de l'Espagne, dans les boues de la Pologne, dans les déserts de la Russie, arrosés de son sang; mais elle n'a point péri sans illustrer ses derniers soupirs par des victoires signalées. La patrie a senti profondément cette grande perte, et n'a pu la réparer.

La paix est faite avec l'Allemagne ; nous avons maintenant des démêlés avec la Prusse dont nous avions suspecté les intentions pendant notre dernier débat avec l'Autriche et ses alliés. La bataille d'Iéna se donne, l'armée ennemie est écrasée en un jour, Magdebourg pris, et la Prusse dévorée. Cependant la Russie s'avance, quoiqu'un peu tard, au secours de sa nouvelle alliée. Suwarow, vainqueur en Italie, au temps des Schérer et de la dissolution du corps social en France, ensuite échappé, par miracle, des mains du vigilant Masséna, dont les ordres ne furent pas exécutés avec la célérité ordinaire aux Français, avait fait une réputation imposante aux Russes. Les batailles de la Trébia, gagnées sur nous par un acharnement sans exemple, les représentaient à l'imagination de nos soldats, comme les plus redoutables de nos ennemis. La campagne d'Austerlitz, en les dépouillant du prestige de terreur dont ils étaient environnés jusque là, ne leur avait point ôté la réputation de courage, de patience, et de mépris de la mort, qu'ils s'étaient faite depuis les guerres de l'Allemagne contre Frédéric II. Notre armée et son chef s'attendaient à une lutte opiniâtre; ils ne se trompaient pas. Autant la campagne de Prusse avait été courte, brillante et décisive, autant celle de Pologne

fut disputée, difficile et soumise à des alternatives de revers et de succès. Malgré la valeur de nos troupes et le dévouement des habitans du pays pour nous, l'armée française eut prodigieusement à souffrir de l'ennemi, de la saison, du climat et de la détresse. Golymin et Pulstusck, combats d'une couleur si sombre, furent les sanglans préludes de la bataille de Preussich-Eylau, l'une des plus terribles du siècle. L'armée française, dont les corps n'étaient pas tous réunis, tomba, pour ainsi dire, sans le savoir, au milieu d'une armée de quatre-vingt mille hommes, qu'un brouillard, tout-à-coup dissipé, lui montra rangée dans le plus bel ordre, et dans une position formidable. La victoire se déclara pour nous; mais le récit en fut si affreux, qu'il répandit l'horreur et la consternation en France. Le mécontentement était alors au plus haut degré; l'opinion publique accueillit ce succès comme une défaite, présage assuré de notre ruine; et je ne sais pas si l'égarement n'alla pas, dans un certain nombre, jusqu'à désirer un désastre qui mettrait fin à la guerre. C'est alors qu'un général, moins recommandable peut-être par sa valeur sans égale, que par sa généreuse franchise, répondit avec la colère de la douleur, à une question du maître, sur la Pologne : « Je pense que ce

« pays ne vaut pas le sang du dernier caporal de « l'armée [1]. »

A la bataille de Preussich-Eylau, l'armée fut héroïque, presque sans fruit pour sa gloire, du moins dans l'opinion de la France attristée et injuste à ce moment; mais les ennemis, qui avaient espéré nous enterrer sur le champ de bataille même, conçurent la plus haute idée de la constance et de la bravoure de nos soldats. Il faut louer, dans le général, la résolution de tout supporter, plutôt que de faire, sous quelque prétexte que ce fût, un pas rétrograde après l'affaire d'Eylau. Nous devions, non-seulement conserver notre position pour constater la victoire aux yeux de l'Europe, mais encore profiter de l'épouvante qu'une défaite inattendue avait jetée dans les rangs ennemis. Notre armée, soutenue par son chef, sourd à tous les conseils d'une fausse prudence, et à l'opinion de ses plus intrépides lieutenans, passa plus de trois mois en présence des Russes, et au milieu des souffrances comme des privations les plus cruelles. Cependant, la prise merveilleuse de Dantzick par le maréchal Lefèvre, l'un des héros de Fleurus, et le succès d'Heilsberg, calmèrent un peu l'inquiétude générale; mais ces avantages n'auraient fait qu'une

[1] Le maréchal Lasnes.

diversion passagère, si la bataille de Friedland n'était venue rassurer et consoler la France, fatiguée d'une lutte sanglante dont elle ne pouvait prévoir la fin. Quel changement de scène! quel rapide passage du découragement et du malheur à la plus brillante destinée! L'armée qui pouvait rester ensevelie dans les neiges de la Pologne, triomphe sur les bords du Niémen. Le général, qui pouvait y trouver sa ruine, conclut une paix glorieuse; il devient l'ami du plus puissant des souverains; il fait des rois, donne des États, et se montre l'arbitre, sinon le maître de l'Europe. En même temps, la politique change; l'Angleterre a perdu sa cause au tribunal suprême des nations et des princes; elle se trouve rejetée du continent; le continent forme avec nous, et contre elle, une confédération de toutes les forces et de toutes les volontés européennes. La fortune ne pouvait rien faire de plus pour un homme; Bonaparte devait le sentir; il devait se rappeler aussi que cette même fortune a des retours funestes; qu'elle reprend ses bienfaits avec joie, et qu'elle se plaît à précipiter le favori qu'elle a élevé le plus haut. Mais modérer son propre cœur, et arrêter l'essor de ses projets, est plus difficile que de vaincre le monde.

Nous avions fait la guerre aux rois pour notre in-

dépendance, maintenant nous la faisons à un peuple pour l'ajouter à notre empire, en lui donnant un maître. Peut-on marquer d'une manière plus forte l'étonnante déviation de principes à laquelle nous avions été entraînés; peut-on prévoir par des signes plus certains le terme encore éloigné de nos prospérités? Nous avons changé de rôle. Jadis nous étions les héros de la patrie, des Romains ou des Spartiates armés pour la défense de la liberté; nous ne sommes plus maintenant que les premiers soldats du monde. Les nouveaux ennemis que l'on nous a faits ne sauraient soutenir le choc des légions de César; ils n'en savent pas assez pour nous combattre en bataille rangée; leur perte serait infaillible s'ils avaient l'imprudence de se défendre contre nous avec des armées régulières. On ne les verra pas non plus trouver en eux le sublime élan que la liberté fit éclore parmi nous; les insurgés ne montreront pas sur le champ de bataille cette brillante valeur, qui est l'attribut particulier des Français; mais ils trouveront dans leur pays, dans leur caractère, dans l'amour de l'indépendance, dans leur fierté nationale, dans la soif de la vengeance, dans les anciennes habitudes transmises de race en race aux ennemis des Maures, les moyens d'une résis-

tance terrible; et les vainqueurs de l'Europe seront arrêtés dans le cours de leurs triomphes.

Ce n'est pas toutefois que notre armée n'ait donné en Espagne les plus rares exemples d'intrépidité, de patience et de talent militaire; que nos soldats n'aient atteint, dispersé, détruit les Espagnols sur les rochers les plus inaccessibles de leurs montagnes; que nos généraux n'aient battu leurs armées, pris leurs citadelles et leurs ports, gouverné leurs provinces avec une autorité absolue, et maintenu dans des royaumes entiers une paix profonde et une entière sécurité. Madrid et Lisbonne sont tombés entre nos mains. Nous avons livré de mémorables batailles aux Anglais, aux Espagnols et aux Portugais réunis. Notre supériorité était telle que nous aurions encore conquis l'Espagne malgré les secours que l'Angleterre lui envoyait, si l'isolement, les dissensions, les rivalités, le morcellement des forces, le défaut d'une autorité centrale et redoutée, la privation des récompenses militaires, et les grandes diversions faites par d'autres guerres sur le continent, n'avaient secondé puissamment nos adversaires. Mais après avoir conquis un pays, il faut pouvoir le conserver, voilà ce qui était hors de notre puissance. Nous avions aliéné le cœur des peuples, exalté en eux tous les

genres de fanatismo, attiré sur nous la fureur des haines nationales, nous devions périr à la fin; des armées ne réduisent point à l'esclavage un peuple qui préfère la mort à la perte de son indépendance.

L'Europe apprit alors par quels moyens on pouvait nous vaincre, et l'Allemagne conçut l'espérance de secouer le joug que nous lui avions imposé; on nous voyait engagés dans une lutte opiniâtre où nos braves légions périssaient tour-à-tour; la querelle ne tarda pas à éclater entre nous et la puissance qui regrettait la suprématie en Allemagne. Le gouvernement autrichien excelle dans les préparatifs militaires, il prévoit les choses de loin, et se trouve prêt sous tous les rapports quand il commence la guerre : il fit marcher en Italie et sur le Rhin de nombreuses phalanges soutenues par des levées immenses de volontaires, et menaça en même temps Strasbourg et Mantoue. Le début de la campagne offrit un spectacle remarquable : notre armée n'était point encore arrivée; son chef, pressé d'arrêter les ennemis et de frapper l'opinion en Allemagne et en France par des coups d'éclat, combattit au milieu des Saxons et des Bavarois contre leurs compatriotes, et remporta, aux journées d'Eckmülh et de Ratisbonne, des victoires qui nous conduisirent une seconde fois à Vienne.

Peu de temps après nous allons chercher les Autrichiens sur la rive gauche du Danube, nous livrons bataille à Esling : la rupture imprévue de nos ponts inquiète l'armée, que le prince Charles, instruit de cet événement, pousse avec vigueur, et veut jeter dans le Danube ; mais le maréchal Masséna était présent : la garde et lui opposèrent un rempart impénétrable à l'ennemi. Le malheur de nos armées dans cette journée s'accrut encore par un nouveau sujet de deuil ; on perdit le maréchal Lasnes, surnommé le Bayard moderne : sa mort fit un vide dans l'armée et parut être d'un sinistre présage. Une constance plus admirable que des victoires nous ordonna de rester dans l'île de Lobau, où se firent avec une incroyable activité les préparatifs d'un nouveau passage du Danube ; il y eut là des travaux dignes des Romains. La journée de Wagram mit fin à la campagne et à la guerre ; dans cette affaire le maréchal Masséna se montra digne de sa réputation ; le vainqueur de Raab, le général Macdonald se surpassa lui-même et obtint le bâton de maréchal sur le champ de bataille, ainsi que le général Oudinot, son digne compagnon d'armes ; le commandant en chef conduisit en personne le grand mouvement qui décida la victoire. Aux yeux de l'observateur, notre fortune, encore

brillante, penchait déjà vers le déclin : on ne trouve dans la campagne de Wagra m ni ataille d'Austerlitz ni paix de Tilsitt.

Désormais le cœur saigne à la lecture de nos annales, et je n'aurais pas la force de retracer les événemens de la guerre, si la nation avait laissé voir quelque faiblesse dans ses revers; mais elle les a supportés au contraire avec la constance de Rome après les batailles de Cannes et de Trasymène. Loin de désespérer jamais de la fortune, elle a déployé la plus étonnante activité à réparer ses pertes; et si le chef de l'Etat avait eu une sagesse égale au courage des Français, s'il n'avait pas mis son inflexible volonté à la place de l'opinion publique qui voulait la paix, au moment décisif où la victoire nous avait rendu les moyens de traiter d'une manière honorable, nous n'aurions pas vu la France envahie et les étrangers dans la capitale.

La campagne de Moscou avait commencé trop tard; un événement extraordinaire; la perte de vingt mille chevaux en une nuit, vint l'inaugurer d'une manière sinistre et retarder encore les opérations. Néanmoins notre marche jusques à Moscou fut une suites de victoires, mais de victoires sanglantes, éclairées par l'incendie des villes, et marquées par la

fureur de l'ennemi qui ravageait tout dans sa fuite. Le combat affreux de Smolensk n'était qu'une faible image de l'épouvantable bataille donnée sous les murs de l'ancienne capitale des Czars. Rien ne put résister à notre armée, composée des corps qui avaient combattu à Wagram, des troupes d'élite retirées d'Espagne, et des réserves qu'un bon régime militaire avait formées pendant deux années de paix, ou plutôt d'une trève qui annonçait la guerre. Tout le courage et toute la fermeté des Russes furent terrassés par notre audace; leurs soldats ne pouvaient plus tenir devant nous. Maîtres de Moscou, nous disposions encore de la fortune; un acte de patriotisme qui inspire de l'admiration et de l'horreur à la fois, brûla cette ville, mit un obstacle invincible à la paix, et nous perdit sans retour. Nous pouvons le dire aujourd'hui que le malheur permet toutes les vérités à notre orgueil national, il n'y avait peut-être que des Français qui fussent capables de supporter leur affreuse position, et de gagner encore des batailles au milieu de tant de fléaux, de la faim, de la soif, des privations de toute espèce, des rigueurs extraordinaires d'un climat meurtrier. Tout ce qui honore l'espèce humaine etant un titre de gloire pour les nations en général, nos ennemis eux-mêmes doi-

vent citer avec admiration le passage de la Bérésina par notre armée. Nous étions dans une extrémité telle qu'il ne devait pas revenir un Français à Paris pour raconter la nouvelle de notre désastre : le fleuve fut franchi. D'autres se sont plus à étaler sous les yeux des lecteurs français le spèctacle de toutes nos calamités, ils ont eu la patience de peindre en détail les différentes scènes de notre désastre; loin de nous le courage d'imiter une si déplorable exactitude. Il vaut mieux payer un tribut d'éloges et de reconnaissance à l'étonnante armée qui porta nos armes jusques au-delà de Moscou, aux généraux qui partagèrent ses périls et sa détresse, et rendirent à la patrie les restes glorieux de tant de légions. Honneur et reconnaissance aux généraux Morand, Gudin, Friand, Gérard, Compans, Maison, Legrand, Broussier, Partouneaux, Haxo, Pajol, Sébastiani, Latour-Maubourg, Nansouty, Montbrun, Sorbier, Lariboissière, Saint-Germain, Corbineau, Berkeim; aux maréchaux Victor, Mortier, Oudinot, Saint-Cyr, Lefebvre, Soult, Davoust, Macdonald, et au prince Eugène! Honneur et regret aux braves qui sont morts loin de leur patrie, soit en enfonçant les bataillons de l'ennemi et en escaladant ses redoutes, soit en supportant des souffrances inouïes avec une constance héroïque! La patrie qui

les pleure n'a pu renfermer leurs corps dans des monumens, mais la terre entière sert de tombe aux héros qui succombent avec gloire.

Si jamais nos soldats ont montré à quel point il est difficile d'abattre leur force morale, c'est assurément au retour de cette fatale expédition. Les débris de nos légions avaient à peine touché la Pologne, et retrouvé quelque moyen de subsistance sous un ciel devenu moins rigoureux, qu'ils remportaient déjà des avantages sur l'ennemi. On le repoussait partout où il se présentait. La France, profondément affligée de la perte d'une si belle armée, ne se laissa point décourager. En moins de quatre mois, une autre armée parut en ligne et gagna la célèbre bataille de Lutzen, bientôt suivie de celle de Wurtchen, et de notre entrée triomphante dans Dresde, aux acclamations de tous ses habitans. Dans ces deux journées mémorables, parce qu'elles marquent l'époque où, en profitant avec sagesse des nouvelles faveurs de la fortune, nous pouvions conclure encore une paix glorieuse, les généraux Souham, Girard, Lauriston, Kellermann, Devaux, Dulauloi, Drouot et Compans, les maréchaux ducs de Raguse, de Trévise, de Dalmatie, d'Elchingen, de Reggio, de Tarente rendirent les plus importans services, et ajoutèrent à

léur réputation. La défaite de ses vieilles troupes par des soldats dont la plupart n'avaient jamais vu un combat, causa le plus grand étonnement à l'ennemi; une trève fut conclue. Il fallait continuer la guerre et poursuivre ses avantages avec une vigueur sans exemple, ou s'arrêter dans sa course et s'accommoder avec les puissances étrangères. On fit précisément le contraire. Dès-lors la politique européenne prit le dessus sur nous; les défections arrivèrent, comme on devait le prévoir, apres l'exemple de la Prusse. L'Autriche s'était aussi déclarée contre nous, et son influence devait entraîner les puissances secondaires de l'Allemagne. Vainement la bataille de Dresde vint encore illustrer nos armes par une victoire semblable à celles où des armées captives étaient les monumens de notre triomphe, il fallut céder à l'ascendant de la fortune contraire. Abandonnés sur le champ de bataille même par des alliés qui tournèrent leurs armes contre nous, nous perdîmes la bataille de Leipsick, malgré le succès des deux journées précédentes : la campagne fut décidée à notre désavantage. Dans les malheurs qui suivirent cette défaite, la France, toujours généreuse, donna des larmes au prince Poniatowski. Ce héros se précipita dans l'Elster, plutôt que de se rendre, et mérita les honneurs qu

sa patrie lui a rendus, d'accord avec un prince qui sait honorer le nom polonais.

Poursuivis dans une retraite désordonnée par des armées victorieuses, nous eûmes beaucoup à souffrir sans doute; mais avant de rentrer sur la terre natale, nos soldats remportèrent une victoire complète, à Hanau, sur l'armée qui avait juré de leur fermer la route de la France. Ne quittons pas l'Allemagne, ce théâtre de nos succès passés, et maintenant de nos revers, sans rendre une éclatante justice à ceux de ses guerriers qui ont combattu contre nous ou avec nous. Les premiers ont donné en face de nos troupes tous les exemples de courage et d'héroïsme; les seconds, notre patrie ne les distinguait pas de ses propres défenseurs; ils ont été Français dans la guerre, ils le seront encore dans nos annales. Parmi ces enfans adoptifs de la gloire nationale, l'histoire placera sans doute au premier rang les Polonais, ces intrépides soldats, ces généreux citoyens, qui avaient mérité de nous le bienfait d'une constitution qu'ils ont obtenue de la magnanimité d'un grand souverain. Puissent-ils se reposer long-temps au sein de la paix et d'une sage liberté!

Ici la scène change : les vainqueurs de l'Egypte, de Madrid et de Moscou vont être attaqués à leur tour

dans leurs foyers. Toutes les armées se donneront rendez-vous en France; la guerre ne sera pas à huit cent lieues de Paris, elle sera presque sous ses murs; il faudra défendre pied à pied le territoire de la patrie. Quel sujet de réflexion pour les princes comme pour les peuples qui seraient tentés d'aspirer à la domination universelle, et d'adopter des idées si manifestement repoussées par la civilisation actuelle de l'Europe! Il y a un accord unanime entre les militaires, pour assurer que notre campagne de 1814 est une des plus étonnantes que nous ayions jamais faites. On concevra sans peine cette opinion, quand on voudra mettre en comparaison notre faible armée, avec le nombre de celles qui nous étaient opposées. La victoire nous suivit presque partout, et déjà les ennemis avaient fait les préparatifs d'une retraite, quand un hasard imprévu leur ouvrit le chemin de la Capitale. Au reste, si le chef de l'Etat eût voulu appeler à temps la nation au secours de la patrie, s'il eût osé confier aux Français le soin de leur propre défense, tout annonce que la glorieuse résistance de notre armée se serait changée en un triomphe. J'ose dire cette vérité, sans craindre que les princes, ni les peuples, qui ont voulu avec raison reprendre leur indépendance, s'offensent du profond sentiment qui me fait croire à la

dignité du caractère national, et aux moyens de salut que la France renfermait dans son sein.

J'ai d'ailleurs pour garans de cette opinion, les immenses préparatifs que l'on avait faits contre nous, et les témoignages d'estime accordés à l'armée et à la France, par les souverains de l'Europe. Bonaparte craignit que la nation ne vînt lui demander une constitution libérale après la victoire; il craignit de se voir arracher le pouvoir absolu; et incapable de s'accoutumer à l'idée de baisser la tête devant l'autorité des lois, il aima mieux perdre le trône, que d'y rester par le secours du peuple français. Il avait les mêmes pensées à son retour, elles ont eu le même résultat. Une grande gloire militaire avait fait illusion aux Français, mais le charme était rompu. Instruits à l'école de l'adversité, ils étaient rentrés avec joie dans la jouissance de leurs droits politiques; ils voulaient vivre désormais sous l'empire d'une constitution, sous le règne d'un prince sage, ami de la paix et de la liberté publique; on leur laissa voir l'ancien despotisme caché sous le manteau d'une trompeuse popularité; dès lors, la seconde chûte de Bonaparte était certaine : l'Europe n'avait pas besoin d'amener un million d'hommes pour l'abattre.

Tel est le tableau de la guerre qui vient de finir. L'Amérique, l'Asie, l'Afrique et l'Europe ont été pour nous des champs de bataille. Nous pouvons dire encore plus justement que les Romains du temps d'Auguste : où sont les fleuves, les mers, les rivages, les champs qui n'aient point été arrosés de notre sang? Des races d'hommes ont disparu tout entières en quelques années de la surface de la terre. Quel sujet de deuil et d'affliction pour les amis de l'humanité! Pourquoi faut-il que rien n'ait pu conjurer de pareils malheurs? Pourquoi nos premiers débats n'ont-ils pu être apaisés par l'intervention d'une haute sagesse unie à une grande autorité? Que nous serions heureux maintenant, si les différens partis, ayant abjuré toute haine, et fait à la patrie un généreux sacrifice de l'excès de leurs prétentions respectives, nous avaient permis d'adopter, dès le commencement de nos divisions, le pacte social que nous possédons aujourd'hui, ce pacte où les droits du trône et du peuple sont consacrés, où l'heureux équilibre des pouvoirs nous préserve des dangers d'une seule chambre, tandis que l'autorité d'un monarque inviolable devient la première garantie de la liberté publique! O France! ô ma patrie! que de pertes tu as faites! Combien on t'a enlevé de généreux enfans

qui seraient maintenant ta force, ton orgueil et ta richesse! Profite du moins, avec toute l'Europe, de la leçon terrible que tu viens de recevoir. Les discordes civiles sont le plus grand des fléaux; elles détruisent la prospérité des nations, elles amènent la guerre qui dévore toutes leurs ressources après avoir détruit leur liberté. Tu as fait assez pour ta gloire, aime à présent la paix, qui, seule, peut assurer ton indépendance et réparer tes malheurs. Elève à côté de tes nombreux trophées les merveilles du génie, du commerce et des arts. L'Europe a admiré tes exploits, donne-lui maintenant de plus doux exemples. Le premier rôle t'est réservé encore si tu veux y prétendre. Tu es l'aînée de presque tous les autres peuples en civilisation, tu peux tenir le sceptre des sciences et des lettres; conserve ces innocens avantages, et défends par de nouveaux progrès, cette suprématie sans danger. Mais il est surtout une grande et utile leçon, que tu peux donner aux autres nations. Qu'elles apprennent de toi à éviter les déchiremens des révolutions, à réclamer leurs droits avec les armes de la raison, et non pas avec celles de la force. Applique-toi à user sagement du présent que ton prince t'a fait. Que la constitution, fruit de sa sagesse, soit pour toi l'arche sainte! écarte tous les profana-

teurs qui voudraient y toucher, et environne-la toi-même d'un respect sans bornes. Montre aux rois que leur autorité est plus grande, plus assurée sous une constitution, que dans un régime où leur pouvoir suprême n'a point de limites; enseigne aux peuples à aimer le règne des monarques soumis aux lois, et à connaître la véritable liberté, qui n'est ni dans la licence, ni dans les troubles civils. Si ces nobles leçons tirées de ton exemple, obtiennent l'influence dont elles sont dignes, tu seras la bienfaitrice de l'Europe et peut-être du monde. En suivant ces maximes, ton indépendance ne saurait courir de dangers; mais si jamais elle pouvait être menacée, bannis toute crainte sur ce premier intérêt d'un peuple; en faisant des citoyens, tu feras des guerriers, et tu trouveras toujours dans ton sein une race de héros semblables à ceux qui ont conquis l'admiration de la terre, et qui, jusques à leur dernier soupir, seront prêts à verser leur sang pour ta cause.

VICTOIRES,

CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS,

DE 1792 A 1815.

LIVRE PREMIER.

PREMIÈRE COALITION.

CHAPITRE PREMIER.

ANNÉE 1792.

Combat de Quiévrain. — Prise de Porentruy. — Déroute de Marquain. — Combat sur la Glisuelle. — Prise et reddition de Courtray, d'Orchies. — Blocus de Landau. — Prise de Longwy, de Verdun. — Combat de Valmy. — Invasion en Savoie. — Prise de Spire, de Worms. — Siége de Lille. — Retraite des Prussiens. — Siége de Thionville. — Prise de Mayence. — Bataille de Jemappes. — Prise de Mons. — Combat de Limbourg. — Prise de Bruxelles, de Tirlemont, de Liége, d'Anvers. — Combat de Bois-d'Asche. Prise de Namur. — Combat de Francfort. — Prise de Verviers. — Combat de Wavren.

Différentes causes, que l'on fait remonter jusqu'au règne 1787—1792
de Louis xiv, mais qui n'ont point encore été bien déterminées, avaient amené en France la nécessité de plusieurs réformes.

1787—1792. Dès le commencement du règne de Louis XVI, l'esprit d'innovation, avant-coureur des grandes crises politiques, avait agité toutes les têtes, et les hommes sages prévoyaient déjà qu'une tempête violente allait s'élever sur la France, lorsque les disputes des parlemens avec la cour vinrent tout-à-coup la faire éclater. Les parlemens avaient refusé l'enregistrement de plusieurs édits bursaux; soutenus par la faveur populaire, ils apportaient aux volontés royales une résistance jusqu'alors inusitée; et Louis XVI, qui, nouveau Titus sur le trône, n'eut jamais en vue que le bonheur de la nation française, désespérant de ramener l'ordre par les voies ordinaires, résolut, sur l'avis de son ministre Calonne, de convoquer une assemblée des notables du royaume.

Cette assemblée se réunit le 22 février 1787; elle n'eut point le résultat que la cour en attendait. Le roi, pour assurer la tranquillité publique, et aviser aux moyens de diminuer les charges de l'Etat, ayant remplacé les notables par les états-généraux, ceux-ci furent convoqués le 5 juillet 1788, et tinrent leur première séance le 5 mai 1789. Le monarque, dans son discours d'ouverture, donna de nouvelles preuves de son amour pour la nation. La France, en suivant la noble impulsion donnée par son chef suprême, pouvait encore être sauvée; mais de ridicules querelles de préséance entre les trois ordres composant les états-généraux ne firent qu'augmenter le mal, et précipitèrent vers sa ruine la première et la plus ancienne monarchie de l'Europe.

L'ordre de la noblesse et celui du clergé refusèrent de délibérer en commun avec le tiers-état. Celui-ci, dont la représentation (d'après les conseils donnés au roi par M. Necker, qui avait succédé à M. de Calonne dans le ministère des finances) égalait en nombre les deux autres, prit fièrement le parti de se passer de leur assentiment, et dans sa fameuse séance du Jeu de paume, tenue le 17 juin, il se constitua en

assemblée nationale, en invitant les deux autres ordres à se joindre à lui. Plusieurs membres de la noblesse et du clergé se rendirent d'eux-mêmes à cette invitation. Le 27 juin, le roi témoigna que les dissidens lui feraient plaisir en renonçant à toute scission : ceux-ci se hâtèrent de lui obéir, et la réunion devint complète. 1787—1792.

Toutefois les ordres privilégiés voyant que leurs prérogatives allaient être attaquées, et la cour elle-même, inquiète du mouvement révolutionnaire qui se préparait, se réunirent pour arrêter ce torrent à sa source. Trente mille hommes de troupes furent appelés autour de l'assemblée et de la capitale; des bruits alarmans sur les intentions réciproques se répandirent. Le peuple de Paris, méconnaissant l'autorité royale, et confondant la cause du monarque avec celle des courtisans qui l'entouraient, se livra à une grande agitation. Le 11 juillet, la déclaration des droits fut proclamée dans l'assemblée. Le 13, le peuple força l'hôtel des Invalides, et s'empara des armes qui s'y trouvaient déposées. La journée du 14 vit la prise de la Bastille, la première et la plus redoutée des prisons d'état du royaume. Cent mille hommes armés, auxquels se joignirent une grande partie des gardes françaises et des soldats d'autres corps, s'en emparèrent presque sans résistance. Le 15, le roi se rendit sans escorte à l'assemblée. Le 17, il vint à Paris, où il fut reçu par deux cent mille hommes sous les ordres de Lafayette, nommé commandant-général, et par Bailly, nommé maire de Paris. La garde nationale de la capitale fut créée, et trois millions de gardes nationaux furent organisés, à l'instar de ceux de Paris, sur la surface de la France. La force militaire elle-même, entraînée par le mouvement insurrectionnel, refusait son appui à l'infortuné Louis XVI, désormais trop faible pour lutter avec avantage, et retenir le pouvoir qu'il avait hérité de ses pères. Le roi, assailli dans son palais à Versailles, par une populace mutinée,

1787—1792. après avoir, ainsi que sa famille et ses gardes, couru des dangers dont il fut sauvé par la garde nationale de Paris, qui s'y était portée dès la veille, fut amené dans la capitale, et forcé d'y fixer son séjour.

Les princes de l'Europe ne virent point sans inquiétude un grand peuple détruire ses anciennes institutions, proclamer le mépris des trônes, et donner aux nations le funeste exemple de la révolte et de l'anarchie. Ils ne pouvaient envisager sans terreur le fanatisme révolutionnaire s'avancer vers leurs Etats, et menacer d'y produire les mêmes excès et d'y porter ces idées de liberté, au nom desquelles l'antique monarchie des Français s'écroulait avec tant de fracas. Déjà ils sentaient la nécessité de s'unir entre eux pour s'y opposer; mais de tous les intérêts humains, ceux des rois étant les plus difficiles à concilier, l'empereur d'Allemagne, Léopold, et Frédéric-Guillaume, roi de Prusse, furent d'abord les seuls qui se liguèrent: cette première coalition contre la France fut arrêtée entre ces deux souverains, à Pilnitz, le 27 août 1791. Ils déclaraient ne prendre les armes que pour rétablir l'ordre en France, et promettaient de les déposer aussitôt que Louis XVI aurait ressaisi les rênes du gouvernement, et surmonté les factions qui lui disputaient son autorité.

La mort de Léopold et l'acceptation de la nouvelle constitution de l'Etat par Louis XVI, retardèrent le commencement des hostilités; mais l'assemblée nationale, sur la proposition du roi lui-même, décréta, le 20 avril 1792, la guerre contre François II, roi de Bohême et de Hongrie, qui, loin de redresser les griefs dont elle se plaignait, augmentait le nombre de ses troupes sur les frontières, et menaçait la liberté et l'indépendance de la France. Alors fut resserrée, par de nouveaux nœuds, l'alliance entre la Prusse et l'Autriche; et, dans le même moment, ces deux puissances, qui avaient déjà mis sur pied des armées considérables, les réunirent, les approchèrent

de la frontière de la France, et se préparèrent à envahir ce royaume par trois points à la fois, la Flandre, l'Alsace et la Champagne. 1787—1792.

Cependant l'armée française ne montait pas à cent mille hommes; sa cavalerie était faible; ses officiers avaient presque tous émigré, et aucun service n'était organisé. Mais, au nom de cette liberté qui alors exaltait toutes les têtes, de nouveaux guerriers vont naître; du milieu des soldats vont tout-à-coup s'élever des généraux dont la gloire éclipsera toutes les gloires anciennes; et ces généraux, comme Pompée, n'auront qu'à frapper du pied la terre pour avoir des soldats, et former ces armées qui, pendant vingt ans, vaincront l'Europe étonnée, et lui feront craindre un asservissement universel.

COMMENCEMENT DES HOSTILITÉS.

Combat de Quiévrain [1]. — Le gouvernement français ayant déclaré la guerre à François II, roi de Bohême et de Hongrie, s'occupait des moyens d'ouvrir la campagne avec avantage, et de devancer les préparatifs de l'ennemi. Les guerriers les plus distingués de cette époque, étaient les maréchaux Rochambeau et Luckner, les généraux Lafayette et Dumouriez. Celui-ci tenait le portefeuille des affaires étrangères, et avait puissamment contribué à faire prendre à la France l'initiative dans la grande lutte qui se préparait. Les trois premiers commandaient les seules armées que la France eût alors à sa disposition. Rochambeau était en Flandre, Luckner en Alsace, et Lafayette campait sur la Moselle, près Metz. Deux avis partageaient le conseil des ministres. Rochambeau, qui connaissait l'état de détresse dans lequel se trouvait la France, voulait que les armées se tinssent sur la défensive; mais

28 avril 1792. Belgique.

[1] Journaux du temps, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Tableau historique, — Jomini, etc.

1792. Belgique.

Dumouriez, dont l'esprit actif et remuant se plaisait dans les entreprises extrêmes, parlait en faveur de l'offensive. Les efforts que les Belges venaient de faire récemment pour secouer le joug de la maison d'Autriche, faisaient concevoir, au ministre des affaires étrangères, l'espérance que les Français seraient reçus comme des libérateurs par un peuple que tourmentait le besoin de rompre ses chaînes.

La guerre était donc imminente; mais le ministère constitutionnel avait voulu laisser aux alliés le tort de commencer les hostilités. Le plan de campagne, concerté sous le ministre Narbonne, avait été que, dans ce dernier cas, Lafayette entrerait en Belgique à la tête de quarante mille hommes, et serait soutenu par l'armée de Rochambeau. Lorsque le parti qu'on appelait *jacobin* parvint au ministère, Dumouriez en fut le chef, et changea le projet. Le 21 avril, le maréchal de Rochambeau partit de Paris pour se mettre à la tête des troupes françaises rassemblées en Flandre. Le 24, il reçut l'ordre de faire exécuter un plan de Dumouriez qui ne lui avait pas été communiqué; et, en conséquence, le 27 suivant, le général Biron, qui commandait sous ses ordres le camp de Famars, s'avança avec six bataillons et six escadrons pour s'emparer de Quiévrain. Ce poste militaire, le premier qui se trouvât sur la frontière ennemie, était occupé par un faible détachement de l'armée autrichienne aux ordres du général Beaulieu. Biron n'eut point de peine à dissiper l'ennemi et à s'emparer de Quiévrain, où il campa le 28 avril. Le lendemain, il se met en marche pour attaquer les avant-postes de Beaulieu, qui occupaient les hauteurs de Boussu, et défendaient les approches de Mons. Après un combat où les Français restèrent vainqueurs, Biron se porta sur Mons, dont Dumouriez croyait les habitans disposés à donner, les premiers, le signal de l'insurrection; mais, contre son attente, aucun mouvement n'ayant eu lieu à l'approche du général

français, il craignit d'être attaqué par les forces supérieures du général autrichien, et donna ordre à ses troupes de rétrograder jusqu'à Boussu pour y passer la nuit. Tout était tranquille dans le camp, lorsque, vers dix heures du soir, les cinquième et sixième régimens de dragons montent à cheval, sans ordre, et se retirent au grand trot en criant : « Nous sommes trahis ». Biron accourt; il est entouré par les mutins qui voulaient l'entraîner avec eux; cependant, secondé par Dampierre, colonel du premier de ces corps, il réussit à en ramener la plus grande partie; le reste continue à fuir jusqu'à Valenciennes, en criant toujours qu'ils sont trahis, abandonnés par le général Biron, qu'ils accusent d'avoir déserté, et publient sur leur passage qu'un gros de cavalerie ennemie a pénétré dans leur camp. Biron, voyant alors qu'il ne peut plus compter sur ces troupes, ordonne la retraite pour le lendemain à la pointe du jour. Elle commençait à s'effectuer, quand le général Beaulieu se mit à la poursuite des Français avec la plus grande partie de ses forces, pendant que l'autre manœuvrait pour les tourner. Vivement inquiété par les troupes légères autrichiennes, Biron se replie précipitamment. Une retraite qu'il se proposait de faire dans le plus grand ordre possible, devient bientôt une déroute complète. Les Français ne s'arrêtent qu'à Quiévrain. Les Autrichiens profitent de leur victoire; ils tombent sur les Français, qui, frappés encore de terreur, n'opposent qu'une faible résistance, et sont forcés à rétrograder en désordre jusqu'à leur camp de Famars. Deux cent cinquante Français restèrent morts sur le champ de bataille, cinq pièces de canon et un grand nombre de prisonniers tombèrent au pouvoir des vainqueurs. La perte éprouvée par le général Biron, dans cette première affaire, eût été beaucoup plus considérable encore, si le maréchal de Rochambeau, informé de ce désastre, ne se fût pas avancé audelà d'Huin avec trois régimens arrivés la veille à Valenciennes,

1792.
Belgique.

1792. Belgique. et n'eût pas placé sur les hauteurs de Sainte-Sauve, huit pièces de canon, qui arrêtèrent les Autrichiens, et favorisèrent la retraite des Français.

28 avril. Allemagne. *Prise de Porentrui* [1]. — Il était impossible de commencer une guerre sous des auspices plus malheureux. L'indiscipline était à son comble. On était parvenu à semer les alarmes parmi les troupes, à ébranler la confiance que le soldat doit avoir dans les généraux. Des régimens entiers, parmi lesquels on cite Royal-Allemand et les hussards de Saxe, émigraient ou passaient à l'ennemi. Si les coalisés eussent su profiter de cet état de désorganisation presque général, ils auraient pu se promettre les plus prompts succès ; mais ils agissaient avec une lenteur qui déjà annonçait le peu d'union qui régnait entre eux, et un léger avantage, remporté par l'armée du Rhin, vint relever le courage des Français, et laver la honte des deux échecs qu'ils venaient d'essuyer.

Le maréchal de Luckner, qui commandait un camp de douze mille hommes, établi à l'extrémité de la Basse-Alsace, entre Lauterbourg, Landau et Weissembourg, charge le général Custine de pénétrer dans la province de Porentrui, qui appartenait à l'évêque de Bâle, et dont l'occupation paraissait nécessaire à Luckner, pour mettre cette portion de frontière à l'abri d'une invasion. Custine, à la tête de deux mille hommes commandés par le général Ferrière, et suivi par trois bataillons d'infanterie, une compagnie d'artillerie et trois cents dragons, entre dans la principauté, et somme Porentrui de se rendre. Quatre cents Autrichiens étaient dans la place ; mais le prince-évêque ne voulant pas soutenir un siége, leur défend de résister, et se retire avec eux à Bienne en Suisse. Custine, vainqueur sans avoir combattu, prend possession de Porentrui, et fait élever des retranchemens

[1] Moniteur, — Jomini, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Tableau historique, — Relation des siéges.

sur la montagne de Laumont, pour défendre les défilés de Fribourg, Bienne, Bâle et Soleure. 1792. Allemagne.

Déroute de Marquain[1]. — Le général Biron avait échoué, comme nous l'avons dit, dans son entreprise sur Quiévrain et Mons. Le maréchal de camp Théobald Dillon faisait en même temps, sur Tournai, une tentative semblable, dont l'issue était encore plus malheureuse. Sorti de Lille, où il commandait, avec dix escadrons, six bataillons et six pièces de canon, il rencontre le général-major autrichien, comte d'Happoncourt, campé avec trois mille hommes sur les hauteurs de Marquain. En un moment les éclaireurs ennemis attaquèrent ceux des Français, et ce mouvement présageait que l'intention du général autrichien était d'en venir à un engagement général. Cependant Dillon avait ordre d'éviter toute espèce de combat. Dumouriez avait si bien persuadé qu'il suffirait aux Français de se montrer pour déterminer les Belges en leur faveur, qu'aucune disposition n'avait été prise en cas d'attaque de la part des troupes autrichiennes. Dillon voyant donc l'ennemi s'ébranler pour venir à sa rencontre, donne l'ordre de la retraite. Quelques signes d'insubordination, qui s'étaient manifestés parmi ses soldats, depuis son départ de Lille, lui prouvant qu'il devait peu compter sur eux, rendaient cette mesure encore plus nécessaire. Au premier mouvement rétrograde que font les Français, l'ennemi tire au hasard quelques coups de canon, dont les boulets n'atteignent pas même les derniers rangs de l'armée de Dillon. Cependant telle était alors la défiance du soldat français envers ses généraux, que, de même qu'à Quiévrain, une terreur panique s'empare des escadrons qui couvraient la retraite. Au bruit du canon, qui tonnait vainement derrière eux, ils prennent l'épouvante, et se jettent sur l'infanterie, en criant : 29 avril. Belgique.

[1] Journaux du temps, — Dictionnaire des siéges et batailles, Tabl. historique, — Jomini, — Mémoires de Dumouriez.

1792. Belgique. « Sauve qui peut; nous sommes trahis. » Ce mouvement et ces cris répandent la confusion parmi les Français. Quatre canons, leurs caissons, les bagages sont abandonnés par les charretiers, et l'armée entière se jette pêle-mêle sur la chaussée, fuyant vers Baisieu. En vain le général Dillon tente d'y rallier les fuyards, avant que les ennemis les atteigne; des cris tumultueux, des apostrophes insultantes, se font entendre autour du général : il est même atteint d'un coup de pistolet, que lui tire un de ces furieux. En même temps les Autrichiens surviennent : l'alarme est générale, et cette cohue de troupes désorganisées traverse précipitamment Baisieu, continuant à fuir vers Lille. A peine sont-elles arrivées dans cette dernière ville, qu'il se forme, en dedans de la porte de Fives, un rassemblement considérable de soldats des différens régimens composant la garnison. Le colonel du génie Berthois, qui avait accompagné le général Dillon, est arrêté par eux, pendu à l'un des créneaux de la place, et mis en pièces. Telle est la fureur aveugle qui les transporte, qu'ils se jettent sur trois ou quatre prisonniers ennemis qu'on ramenait, et les égorgent. Cet excès d'actrocité ne peut encore assouvir la rage de ces lâches. Au moment où ils se couvraient de honte par cet abominable oubli des droits de la guerre, le malheureux Dillon, déjà blessé, rentrait, conduit dans une voiture : ils s'élancent sur lui, le massacrent à coups de fusil et de baïonnette, arrachent son cadavre de la voiture, le traînent dans les rues jusqu'à la grande place, où ils le jettent dans un feu allumé avec les enseignes de plusieurs auberges voisines. Arthur Dillon, frère de Théobald, vint en personne porter ses plaintes à l'assemblée. Les assassins furent punis, et la veuve de l'infortuné général obtint une pension pour élever ses enfans.

13 juin. *Combat sur la Glisuelle* [1]. — Près de deux mois s'étaient

[1] Moniteur, — Dictionn. des siéges et batailles, — Jomini, — Tabl. hist., — Mémoires de Dumouriez.

écoulés en tâtonnemens respectifs de la part des Français et des coalisés. Les échecs essuyés dans les deux premières tentatives d'invasion, avaient fait renouveler la discussion sur le plan de campagne. Pendant ce temps, Lafayette avait reçu à son quartier-général de Metz l'ordre de se porter à Givet, pour coopérer au mouvement de l'armée de Flandre. Il fit avec ses troupes et sa grosse artillerie une marche de cinquante-six lieues en cinq jours; mais, en arrivant à Givet, il fut prévenu des désastres de Quiévrain, et porta à Abouville une avant-garde de trois mille hommes. Une division de ses troupes soutint un combat près de Philippeville. Rochambeau, Lafayette et Luckner furent appelés à Valenciennes pour être consultés. Dans une adresse, envoyée par eux au ministre de la guerre, Servan, qui avait succédé à M. de Grave, ils disaient : « Qu'ils avaient unanimement reconnu que, s'il était préjudiciable à la patrie d'avoir déclaré la guerre dans un moment où les dépêches des généraux démontraient qu'aucune des armées n'avait été mise en état de la faire, la situation de la France avait été bien empirée par le projet d'attaque de la Belgique, qui, en faisant débuter les Français par des revers, avait en même temps désorganisé les moyens futurs de succès. » Cependant ils convinrent que le maréchal Luckner ferait une irruption en Belgique par la Flandre maritime, tandis que Lafayette se contenterait d'occuper le camp retranché de Maubeuge avec une partie de son armée. Car déjà le maréchal de Rochambeau, indigné de la manière dont il avait été traité par le ministre, qui ne lui témoignait aucune confiance, avait donné sa démission de commandant de l'armée du Nord. Lafayette, qui souhaitait le retenir, avait offert de réunir les deux armées du centre et du Nord, sous les ordres de Rochambeau; mais l'envoi de Luckner à l'armée de Rochambeau, sous l'honorable prétexte d'y servir comme volontaire, parut à Rochambeau une insulte de plus, puisqu'elle

1792.
Belgique.

1792. Belgique. était fondée sur une fausse supposition qu'il avait perdu la confiance des troupes. Luckner se rendit au camp de la Madeleine, près Lille, dans le dessein de se porter sur Courtray. De son côté, Lafayette, après avoir quitté le camp de Givet, s'était porté sur Maubeuge, dont il occupa le camp retranché, plaçant son avant-garde à Glisuelle, en avant de Maubeuge. Il avait jeté des ponts pour tomber avec le corps d'armée sur le flanc de l'ennemi, s'il venait à attaquer son avant-garde. Le 13 juin, cette avant-garde, commandée par le général Gouvion, est attaquée par le général Clairfait, sorti de Mons pour la combattre. Un violent orage survint en ce moment; et Gouvion, surpris, est bientôt obligé de se défendre avec désavantage. Clairfait, profitant du désordre dans lequel il venait de jeter les Français, les force à la retraite. Gouvion est emporté d'un coup de canon. Lafayette, dès qu'il est averti du danger de son avant-garde, se porte rapidement à son secours avec tout son corps d'armée; le combat se rétablit un instant; mais les Autrichiens, se voyant près d'être entourés par des forces supérieures, se retirent à leur tour, et les Français reprennent leur position.

Lafayette se borne, comme on en était convenu, à quelques mouvemens pour inquiéter l'ennemi et empêcher que cette portion de leur armée n'allât troubler l'expédition de Luckner sur la Flandre maritime. C'est dans un de ces mouvemens que le jeune colonel Victor Latour-Maubourg, si célèbre depuis comme officier-général de cavalerie, attaqua un corps ennemi avec son régiment de chasseurs et quelque cavalerie légère, et leur fit une centaine de prisonniers. Ces petits combats aguerrissaient nos soldats, mais les liens de la discipline étaient toujours relâchés [1].

18 juin. *Prise et reddition de Courtray* [2]. — Après être resté

[1] Communiqué par le général ***.

[2] Moniteur, — Jomini, — Dict. des siéges et batailles, — Relat. des siéges.

quelque temps dans son camp de la Madeleine, et y avoir pris les mesures nécessaires pour rétablir la discipline militaire parmi ses troupes, le maréchal de Luckner se porte en avant le 17, et le lendemain il se présente en personne devant Courtray pour s'en emparer. Douze cents Autrichiens campaient au-devant de la ville, et osent entreprendre de se défendre contre les dix mille hommes dont Luckner était accompagné. Sagement répartie, cette faible garnison que commandait le colonel Mylius, arrête en effet pendant une heure et demie les troupes françaises par une vive fusillade. Pendant ce combat, Luckner, qui, malgré son grand âge, n'avait rien perdu de son ancienne valeur, prit part lui-même à l'action, et animait ses troupes par son exemple. Ses officiers, effrayés de l'audace avec laquelle il se portait aux premiers rangs, lui représentent que son devoir de général est de se conserver pour son armée. « Laissez, mes amis, leur dit Luckner, les balles respectent les braves. » Les Autrichiens, après un combat aussi inégal, furent obligés de céder; les Français entrèrent en vainqueurs dans la place qu'ils ne purent garder. L'armée autrichienne fut renforcée de ce côté, et Luckner n'étant point soutenu, fut obligé d'évacuer Courtray, le 30 juin, pour secourir la frontière menacée. 1792. Belgique.

Reddition d'Orchies [1]. — Dumouriez, après avoir été nommé ministre de la guerre et avoir fait renouveler tout le reste du ministère, était tombé en défaveur auprès du roi, au bout de quelques jours, et avait été rejoindre l'armée de Luckner. Ce dernier ne réussit pas dans l'opération offensive sur la Flandre maritime dont il s'était chargé. Après son succès de Courtray, il crut voir plus de difficulté qu'il n'en avait prévu, et souhaita lui-même de revenir. Le nouveau ministre de la guerre, département que Dumouriez avait pris et gardé 14 juillet. France.

[1] Moniteur, — Tableau historique, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Jomini, — Mémoires de Dumouriez.

1792. France. pour si peu de temps, consentit à ce que cette opération ne fût pas poursuivie; d'ailleurs on avait des nouvelles de la marche de la grande armée coalisée, qui, sous les ordres du duc de Brunswick, se portait vers le Rhin. Lorsque Luckner revint à Valenciennes, Lafayette, qui n'avait été chargé que de se maintenir à Maubeuge, proposa au maréchal une attaque combinée, partant de Valenciennes et de Maubeuge, et arrivant à la fois sur les positions autrichiennes, près de Mons, à peu près au point où s'est donnée quelque temps après la célèbre bataille de Jemappes. Luckner s'y refusa obstinément. Ces détails et les lettres des deux généraux furent publiés peu après, lorsque l'assemblée législative appela à sa barre l'officier du génie Bureau de Puzy. Le conseil du roi partagea alors la défense de la frontière en deux parties; Lafayette commanda de Dunkerque jusqu'à Montmédy, Luckner depuis Longwy jusqu'au Rhin, pendant que les Autrichiens cherchaient à les arrêter par des démonstrations en Flandre, telles que l'attaque d'Orchies. Le duc de Saxe-Teschen, campé près de Mons, avec environ vingt mille hommes, détache, dans la nuit du 13 au 14, cinq mille Autrichiens, commandés par le général-major comte de la Tour et le colonel Keim, et les envoie s'emparer d'Orchies. Ces troupes marchent toute la nuit; et, à deux heures du matin, elles paraissent à la vue de la ville. Orchies se trouva ainsi investie avant même que Desmarets, qui y commandait, s'en fût aperçu. Il n'avait que six cents hommes de troupes, dont un bataillon de la Somme faisait partie, et deux pièces de canon, pour tous moyens de défense. Attaqué à l'improviste dans une place qu'il n'avait pas encore eu le temps de fortifier, Desmarets oppose cependant une résistance opiniâtre aux assaillans. Les Autrichiens s'élancent avec fureur contre les portes de Lille et de Douai. Le bataillon de la Somme accourt pour leur résister, et se signale par sa belle défense. Le capitaine Dutay combat glorieusement à la tête de ce bataillon,

et soutient long-temps les efforts de l'ennemi. L'obscurité de la nuit favorisait d'ailleurs les assiégés; elle était telle que deux bataillons autrichiens tirèrent l'un sur l'autre; mais à la pointe du jour, au moment où l'ennemi voyait à diriger ses coups, il fallut céder, et les Autrichiens entrèrent dans la place, qui, dès le lendemain, fut reprise par le général Marassé, accouru à la tête des troupes réunies des camps de Maulde, de Famars et de la garnison de Douai. 1792. France.

Quelque temps après ces événemens, les deux commandans en chef des troupes françaises sentirent qu'il était pressant de se porter avec des troupes du côté de Longwy et de Montmédy, et de prendre position sur la Chiers, en face de la trouée de Lardgnau, après avoir fait quelques légers changemens pour conserver les régimens de leur armée les plus à portée d'eux, ce dont nous ne parlerions pas si ce mouvement insignifiant n'avait été l'objet de quelques récriminations fâcheuses. Les deux généraux arrivèrent sur la frontière long-temps avant l'ennemi; le maréchal Luckner se plaça derrière Longwy; Lafayette poussa une forte reconnaissance du côté de Luxembourg, en avant d'Arlon et dans les Ardennes. Les ennemis, en se retirant, furent attaqués par la division du général Leveneur; les Français eurent à regretter la perte de l'adjudant-général Desmottes, officier distingué. Lafayette occupa la position de Mouzon et le camp retranché de Sédan. Pendant que les généraux faisaient des dispositions militaires les plus propres à recevoir l'armée de la coalition, les factions intérieures paralysaient en partie les efforts de nos guerriers. Lafayette avait cru devoir aux dangers intérieurs de son pays de dénoncer les entreprises des agitateurs par une lettre écrite à l'Assemblée, de son camp de Maubeuge, le 16 juin 1792; et lorsque, le 20 du même mois, le roi fut insulté dans son palais par une émeute, ce général se présenta seul à la barre de l'Assemblée, pour exprimer les sentimens de l'armée sur

1792. France. cet attentat, et en demander justice. On doit reconnaître que les troupes ne participaient point à l'esprit de trouble et d'anarchie qui agitait alors la capitale et prépara la catastrophe du 10 août. On voit, dans les mémoires les moins suspects de ce temps, que, dans le péril qui menaçait la vie du roi et de sa famille, Lafayette leur proposa de les accompagner à Compiègne, où quelques-unes de ses troupes veilleraient à leur sûreté, et où le roi pourrait, par une proclamation constitutionnelle, réfuter les calomnies, et dissiper toutes les inquiétudes répandues par la malveillance. On voit aussi, dans les mêmes mémoires, qu'une lettre de Coblentz, écrite par le duc de Brunswick, détourna ce malheureux prince d'accepter cette proposition salutaire, dans l'espoir où l'on était alors que les armées coalisées viendraient à Paris le délivrer, sans le forcer à l'humiliation de devoir encore une fois son salut à des hommes de la révolution.

M. de Larochefoucauld-Liancourt, commandant une division en Normandie, fit dans le même temps une autre proposition de ce genre, ce qui montre combien l'on pouvait compter sur la disposition des troupes pour la sûreté du roi, et pour le maintien des lois constitutionnelles de 1791, sentiment qui avait alors l'immense majorité de l'opinion nationale. Cette proposition fut refusée, comme l'avait été celle de Lafayette, d'après la lettre du duc de Brunswick dont nous venons de parler, et aussi parce que les serviteurs du roi qui l'entouraient, craignaient qu'il ne fût obligé de se rejeter de plus en plus sous l'influence des amis de la nouvelle constitution [1].

12 août. *Blocus de Landau* [2]. — Pendant que, sur la frontière, les Français hésitaient sur le parti qu'ils devaient prendre dans la grande lutte militaire qui se préparait, des événemens bien

[1] Communiqué par le général ***.

[2] Moniteur, — Dictionn. des siéges et batailles, — Jomini, Tabl. historiq.

plus importans par leurs suites désastreuses, se passaient à Paris. Une désorganisation totale avait lieu dans le gouvernement, et l'infortuné Louis XVI, prisonnier au milieu de ses sujets, n'avait plus la force nécessaire pour s'opposer aux menées des intrigans qui étaient parvenus à usurper son autorité. Dumouriez venait de succéder, dans le commandement de l'armée du Nord, au général Lafayette, qui fut proscrit par le parti révolutionnaire dont il avait refusé les offres séduisantes. Avant de quitter son armée, ce général, vraiment patriote, prit toutes les précautions nécessaires à la sûreté des divers corps qui la composaient; et accompagné d'un petit nombre d'officiers qui partageaient son péril, il tomba, en cherchant à gagner un pays neutre, entre les mains des troupes coalisées. Là commença cette longue captivité dont il fut délivré par suite des éclatantes victoires de l'armée française. Obéissant au grand mouvement politique qui s'opérait, les troupes rassemblées sur les divers points du royaume pour le défendre, s'occupaient bien plus des discussions de l'assemblée nationale que des intérêts majeurs qui leur étaient confiés. La nation elle-même, épouvantée du sanglant avenir qui se présentait devant elle, paraissait plongée dans la stupeur et l'abattement. Tout semblait favoriser l'entreprise des puissances coalisées, lorsqu'une imprudence de la part d'un de leurs généraux, vint rendre aux troupes françaises leur énergie, et à la nation le sentiment de sa force, en lui faisant entrevoir les dangers qu'elle allait courir.

1792.
France.

La Prusse et l'Autriche avaient enfin terminé tous leurs préparatifs de guerre. Une armée de cent cinquante mille combattans s'avançait lentement contre la France, sur toute la ligne de ses frontières, comprises depuis Dunkerque jusqu'à la Suisse. A cette masse imposante de troupes s'étaient joints vingt mille émigrés français, dont six mille de cavalerie. Persuadées que les puissances coalisées n'agissaient que dans

1792. l'intérêt de leur auguste frère, LL. AA. RR. MONSIEUR,
France. comte de Provence, et le comte d'Artois devaient commander ce corps de Français restés fidèles à leur cause, et avaient sous leurs ordres le prince de Condé et les maréchaux de Broglie et de Castries. Le duc régnant de Brunswick, qui passait alors pour le premier général de l'Europe, avait été choisi par les cours de Vienne et de Berlin pour commander en chef les forcces combinées; mais quelle que fût la grandeur de ces moyens militaires, le principal motif sur lequel les alliés semblaient fonder leur espoir de succès, était la croyance qu'à leur approche la grande majorité des Français, indignée des outrages faits à Louis XVI, se déclarerait en leur faveur. Leur but devait donc être de bien persuader à la nation qu'ils venaient comme des amis, et non comme des conquérans. Le duc de Brunswick suivit une marche toute contraire. Les deux manifestes qu'il publia à son quartier-général de Coblentz, contenaient des menaces, quand il n'aurait dû parler que de concorde et de conciliation. Dans celui du 25 juillet il dit, « qu'il vient, les armes à la main, relever le trône, l'autel, et détruire l'anarchie; que les alliés puniront comme rebelles tous les Français, sans distinction, qui combattront les armes étrangères; qu'ils seront individuellement responsables, s'ils ne s'opposent pas aux attentats des révolutionnaires contre le roi et sa famille; que toutes les autorités constituées, tous les citoyens seront punis de mort, et que toutes les villes et les villages seront frappés d'exécution militaire et de pillage en cas de résistance et de désordre. » Un cri unanime d'indignation s'éleva dans toute l'étendue de la France à la nouvelle de cette impérieuse proclamation. Les révolutionnaires mirent à profit ce mouvement général, et il ne leur fut pas difficile de prouver que des hommes qui venaient avec des intentions aussi hostiles étaient peu capables de jouer le rôle de conciliateurs. Les militaires français s'irritèrent d'en-

tendre des étrangers s'énoncer ainsi en maîtres, quand déjà les armes étaient dans leurs mains pour les arrêter. La nation entière applaudit à leur élan, et tout Français, humilié de ce ton despotique, crut qu'il était de son honneur de montrer au duc de Brunswick qu'autre chose était de la menacer ou de la vaincre. Bientôt le mot de guerre, celui bien plus puissant encore d'indépendance nationale, volèrent de bouche en bouche, et la France vit marcher vers les frontières des milliers de défenseurs, qui, sans l'imprudence du duc de Brunswick, seraient restés dans leurs foyers tranquilles spectateurs des événemens. 1792. France.

En vain, après la publication de ce fatal manifeste, les princes français adressèrent eux-mêmes à la nation une déclaration pour lui rendre compte des raisons qui les avaient déterminés à faire flotter l'étendard des lis à côté de ceux de l'empereur et du roi de Prusse; en vain ils assuraient qu'ils ne voulaient faire la guerre ni au roi ni au peuple français, mais seulement aux factieux qui opprimaient l'un et l'autre, et qu'ils ne se proposaient que le bonheur de la France; que leur unique but était de délivrer le roi, la reine, la famille royale de leur captivité, et de procurer à Sa Majesté très-chrétienne la sûreté nécessaire pour s'occuper librement de la félicité de ses sujets, etc., etc.; en vain Louis XVI lui-même avait solennellement improuvé la proclamation du duc de Brunswick; il n'était plus possible de détruire la première impression qu'elle avait produite; et les principaux factieux, craignant d'ailleurs de voir échapper l'autorité de leurs mains, résolurent de se servir de l'ardeur belliqueuse inspirée à la nation, pour renverser le trône et élever sur ses débris ce régime affreux de terreur et d'anarchie qui devait dépeupler la France, et faire craindre à l'Europe épouvantée la destruction entière de l'ordre social parmi les hommes.

Cependant les troupes coalisées opéraient leurs mouvemens

1792. France. pour envahir la France. Le roi de Prusse s'était rendu à Bingen, où se trouvait son armée. Il la passa en revue le 3 août, ainsi que les corps d'émigrés français commandés par le comte d'Artois. Après différentes marches et contre-marches, le duc de Brunswick s'était tout-à-coup rapproché de l'Alsace, dans l'intention de s'emparer de Landau. Deux colonnes de quinze mille hommes chacune, conduites par le prince de Hohenlohe, passèrent le Rhin le 10 août, et menacèrent les avant-postes de l'armée française, rassemblés à Herxenheim. Biron, qui la commandait, et qui n'avait que très-peu de troupes disponibles, prend position à Arzheim, sur la gauche de Landau, et détache trois mille hommes avec ordre de se jeter dans cette place, et d'aller en reconnaissance du côté de Spire. Landau était dans le plus mauvais état de défense possible; le gouverneur, M. de Martignac, venait d'émigrer; les fortifications étaient démantelées, au point que Custine, qui commandait le détachement, y entra à cheval par une des brèches des murailles tombées en ruine. Aussitôt, sans perdre de temps, il s'occupe de les relever, prend toutes les dispositions nécessaires pour mettre la garnison en état de faire résistance, et, d'après les instructions du général Biron, il se porte en avant pour reconnaître l'ennemi. Kellermann et Victor de Broglie conduisaient sous lui les troupes composant le détachement, et celles qu'il avait trouvées en garnison à Landau. Lui-même, après avoir divisé sa troupe, se met à la tête des dragons; ses deux lieutenans se dirigeaient vers le même but par des chemins différens. Tous devaient arriver en même temps au lieu du rendez-vous; mais Custine s'y trouve seul. Par un hasard assez singulier, les généraux ennemis venaient eux-mêmes en reconnaissance sur le même point, accompagnés de plusieurs escadrons de troupes légères. Kellermann et Broglie n'arrivant point, Custine ordonne aussitôt à ses dragons de se mettre en bataille, et, le sabre à la main,

il charge lui-même, à leur tête, les Autrichiens. Telle est l'impétuosité du choc des Français, que l'ennemi, étonné, plie d'abord, et prend la fuite; mais bientôt il revient en plus grand nombre, attaque à son tour, et culbute cette cavalerie. Custine, vaincu, rassemble ses fuyards, et fait sa retraite en bon ordre sur le petit camp d'Arzheim. Son arrivée y répand la terreur; des lâches s'écrient que l'armée ennemie toute entière est à leur poursuite. Les soldats prennent l'alarme, et s'enfuient précipitamment à Landau. Ils ferment les portes avant même que ceux qui avaient pris part à l'action fussent rentrés dans la place. Quelques officiers, moins effrayés, eurent beaucoup de peine à les faire ouvrir. Le prince de Hohenlohe-Kirchberg s'était en effet mis en marche; il arriva le lendemain du combat, investit la place, et la tint étroitement bloquée pendant une quinzaine de jours; mais bientôt, ennuyé de voir que les Français s'obstinaient à la défendre, le prince leva le blocus, fila le long des frontières de la Lorraine, et vint se réunir aux Prussiens qui envahissaient la Champagne. 1792. France.

Combat de Fontoy[1]. — Pendant que le prince de Hohenlohe se portait sur Landau, après avoir passé le Rhin, une autre colonne ennemie, composée en grande partie de troupes prussiennes, venait de s'avancer de Coblentz sur Trèves, dans le dessein de pénétrer en France, entre Thionville et Longwy. Luckner, qui devine leur projet, quitte aussitôt sa position de Longeville, près Metz; il marche sur Fontoy, village situé à la portée des deux places menacées. Il avait fini de s'y retrancher, lorsque, le 19 août, il se voit attaqué par vingt-deux mille Autrichiens. Il met aussitôt ses troupes en bataille. L'ennemi s'efforce en vain de passer par dessus les retranchemens. Repoussés de toutes parts, écrasés par le feu des batteries, les Autrichiens sont obligés de se retirer en désordre, laissant la 19 août.

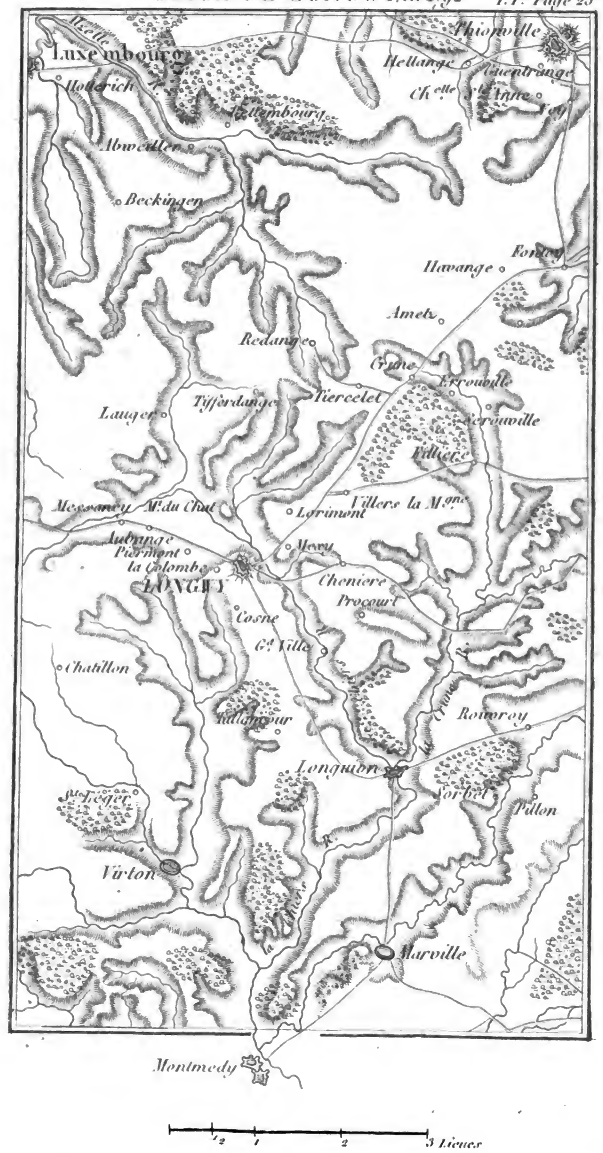
[1] Moniteur, — Jomini, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Mémoires de Dumouriez, — Mémoires de Custine.

1792. France. terre couverte de leurs morts et de leurs blessés. Luckner ne jugea point à propos de les poursuivre.

22 août. Vendée*. *Insurrection des Vendéens; prise de Châtillon-sur-Sèvre* [1]. — Déjà les frontières du royaume de France n'opposaient plus qu'une barrière impuissante aux irruptions de l'étranger. Le roi de Prusse, à la tête de ses troupes, s'approchait de Longwy, et les Autrichiens se préparaient à faire le siége de Lille et de Thionville. Tandis que les révolutionnaires attiraient ainsi sur le territoire les armées étrangères, les premiers symptômes de la guerre civile commençaient à se manifester. Plusieurs insurrections partielles avaient eu lieu dans la Vendée, cette contrée malheureuse et célèbre dans laquelle le sang français allait couler avec tant d'abondance. On a toujours regardé comme la première cause de ces insurrections la persécution qu'on faisait éprouver aux prêtres qui n'avaient point prêté le serment de fidélité à la constitution civile du clergé, décrétée le 27 novembre 1790. Les paysans de la Vendée, du Poitou, de l'Anjou, du Maine, et d'une partie de la Bretagne, fidèles à leurs anciens usages et à la religion de leurs pères, se crurent appelés à la défendre. Dès l'année 1790, ils avaient pris les armes pour protéger l'évêque de Vannes, qu'on voulait contraindre à prêter le serment. Dissipés plusieurs fois, leurs attroupemens tumultueux se renouvelaient sans cesse; mais quand ils eurent appris la conduite de quelques factieux à l'égard du roi; quand

[1] Beauchamp, — Madame de Laroche-Jacquelein, — Berthre de Bourniseaux, Bouvier-Desmortiers, — Turreau, — Lequinio.

* Par Vendée, nous comprendrons généralement tous les pays de l'Ouest qui se soulevèrent pour secouer le joug de la Convention, c'est-à-dire, la Vendée proprement dite, le Maine, l'Anjou, le Poitou et une partie de la Bretagne. Cette guerre étant surtout connue sous le nom de *guerre de la Vendée*, nous avons cru devoir suivre la dénomination usitée par ceux même qui se sont distingués dans cette grande lutte, et qui tous s'honorent du nom générique de Vendéens.



SIÈGE DE LONGWY, en 1792
T. Ier Page 23
Luxembourg
Thionville
Hellange
Guentrange
Ch.elle St Anne
Hollerich
Bettembourg
Abweiller
Beckingen
Havange
Fontoy
Ametz
Redange
Crune
Errouville
Tiercelet
Tifferdange
Lauger
Serouville
Villers la M.gne
Messancy
Mt du Chat
Lorimont
Aubange
Piermont
Mexy
la Colombe
LONGWY
Cheniere
Procourt
Cosne
Gd Ville
Chatillon
Rouvroy
Longuion
Pillon
Virton
Marville
Montmedy
1/2
1
2
3 Lieues

la nouvelle des événemens du 10 août fut parvenue jusqu'à eux, il devint bien plus difficile de retenir l'indignation des Vendéens. Chose étrange, et que les mœurs antiques de ce peuple rendent seules concevable! au moment où tous les prolétaires de la France embrassaient avec une espèce de fureur les nouveaux principes, et comptaient sur un bonheur durable, parce qu'on venait de décréter l'égalité des droits et l'abolition des anciens priviléges de la féodalité, les paysans bretons s'irritent de ce qu'on voulait ainsi rompre les liens qui les tenaient attachés à leurs seigneurs, et les rendre indépendans. Autant la population de certains départemens prenait part aux mouvemens révolutionnaires, autant la Vendée se signalait par son attachement pour les anciennes institutions. Bientôt même l'exaspération des habitans de cette contrée, irrités des innovations qui détruisaient leurs anciennes habitudes, devint telle que, d'un commun accord, ils coururent aux armes, et se réunirent sous le double étendard de la religion et de la royauté, dans l'espérance de renverser les hommes qui voulaient détruire et la royauté et la religion. 1792. Vendée.

Le 22 août, huit mille paysans du district de Châtillon, insurgés à la fois, forcent Gabriel Baudry d'Asson, gentilhomme distingué des environs, de se mettre à leur tête. Ils partent aussitôt, conduits par Delouche, maire de Châtillon, et vont attaquer la ville, armés de bâtons, de fourches, de faux, de broches et de fusils. Ils arrivent en récitant des prières. Ils cernent de toutes parts Châtillon, que les patriotes, en trop petit nombre, ne cherchent point à défendre. La ville reste en leur pouvoir; ils la dévastent, et brûlent les papiers de l'administration.

Siége et prise de Longwy [1]. — Le 19 août, l'armée coalisée se met en marche pour s'avancer du côté de Longwy. Le 23 août. France.

[1] Moniteur, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Jomini, — Relation des siéges, — Tableau historique.

1792. France. roi de Prusse et le duc de Brunswick conduisaient l'avant-garde à Villers-la-Montagne; l'armée suivait par lignes. La première ligne campa ayant sa droite derrière la ferme de Procourt, et sa gauche à Chénière; elle avait la place de Longwy à dos, et couvrait ainsi l'investissement de la forteresse, comme corps d'observation. La seconde ligne campa sur les hauteurs faisant face à la ville. Les dragons de Bareith et de Tschirsky étaient entre les deux lignes, du côté de Chénière; les dragons de Lothum, Normann, et les cuirassiers de Weymar étaient à l'autre extrémité. La brigade du prince de Baden et les cuirassiers d'Ilow campèrent entre Mezy et Lorimont, à trois mille pas de Longwy. Le général Clairfait prit position à Piermont, sur la droite de la Chiers, son aile gauche à Cosne, et la droite au ravin qui s'étend depuis la place jusqu'à Grandville.

La forteresse de Longwy est un hexagone qui n'a que cinq demi-lunes; la sixième est remplacée par l'ouvrage à corne de Saint-Marc. La demi-lune du côté de la Colombe, et celle de la porte de France sont couvertes par des lunettes. Les casemates y étaient dans le meilleur état; mais on avait négligé de fortifier le Mont-du-Chat, qui domine la place à la distance de deux mille pas du centre de cette dernière; position très-importante, et qui contribuait singulièrement à la défense de Longwy. Dix-huit cents hommes de garnison étaient renfermés dans ses murs; soixante-douze pièces de canon étaient distribuées sur les remparts. Les magasins étaient abondamment pourvus de tous les objets d'approvisionnemens. De pareils moyens de défense mettaient le commandant Lavergne en état de faire une longue et honorable résistance; cependant il fut si mal secondé par les habitans, que ces moyens lui devinrent tous inutiles.

Le jour même de l'investissement de la place, le général Clairfait, qui commandait les troupes de siége, fit sommer le

gouverneur de se rendre. Il s'y refusa; et la même réponse ayant été faite à une seconde sommation, envoyée le lendemain 20, le colonel d'artillerie Tempelhof (l'auteur de l'Histoire célèbre de la guerre de sept ans) fut chargé de bombarder la ville. Le 21, à l'entrée de la nuit, il fit établir une batterie de deux obusiers, et quatre obusiers dans le ravin à gauche de Colombe; le bombardement dura depuis dix heures jusqu'à trois heures du matin. Les batteries de la place ripostèrent par un feu très-vif, mais si mal dirigé, vu le petit nombre et l'inexpérience des canonniers, que l'ennemi en souffrit très-peu. De leur côté, les Autrichiens ne causèrent qu'un faible dommage dans la place; la grande obscurité de la nuit les empêchait de calculer les distances, et les pluies qui duraient depuis quelque temps apportaient, à l'effet de leurs batteries, un obstacle non moins insurmontable. Cependant, le 22, à cinq heures du matin, le bombardement recommença; et, à huit heures, plus de trois cents bombes, lancées dans la place, tuèrent huit hommes et six femmes, incendièrent deux maisons et un magasin à fourrages. Les habitans, peu accoutumés aux désastres d'un siége, s'épouvantent à la vue de ces premiers ravages; ils s'attroupent tumultueusement, et demandent à grands cris qu'on ouvre les portes à l'ennemi. Menacés par eux, les magistrats, qui faisaient partie du conseil défensif, s'assemblent, et forcent le commandant à capituler. Le 23, la garnison sort avec tous les honneurs de la guerre. Un seul des magistrats avait refusé de signer cet acte de pusillanimité; les habitans mettent le feu à sa maison. Quelques jours après, le commandant prussien le condamne à être pendu. Au moment de l'exécution, le clou se détache; il tombe de cinquante marches, s'élance dans la rue, précipite sa course, et arrive aux avant-postes de l'armée française. Le général, pour récompenser son courage, le nomma lieutenant en présence des troupes réunies sous ses ordres.

1792. France.

24 août 1792. Vendée.

Combat de Bressuire [1]. — Les insurgés royalistes, au nombre de dix mille, assiégeaient Bressuire, faiblement défendu par quelques compagnies de chasseurs et de grenadiers; mais les gardes nationales de Parthenay, Thouars, Niort, Saint-Maixent, Chollet, Angers, Nantes, Saumur, Poitiers, Tours, etc., s'avançaient au secours de cette place. Elles arrivent le 24 août 1792, et le combat s'engage aussitôt. Les royalistes se forment en deux colonnes; leurs adversaires, faisant la même manœuvre, étendent leur front de droite et de gauche, et parviennent à les cerner. Le combat fut terrible. Les royalistes, quoique mal armés, se défendaient avec vigueur; mais bientôt, enveloppés, ils se débandent, et les gardes nationales en font un grand carnage. On vit un nouvel exemple des excès qu'entraînent les guerres civiles. Des femmes, des enfans, furent impitoyablement massacrés après le combat. Plusieurs prisonniers vendéens signalèrent leur courage et leur dévouement à la cause qu'ils avaient embrassée. On leur offrait leur grâce à la seule condition de crier *vive la nation! vive la liberté!* Ils préférèrent être fusillés. Delouche, qui commandait les royalistes de Bressuire, et Baudry, que les paysans insurgés avaient forcé de se mettre à leur tête, ne durent leur salut qu'à la fuite. Le premier fut arrêté à Nantes, et le second resta long-temps, avec son fils, caché dans un souterrain, pour se soustraire à la vengeance des vainqueurs.

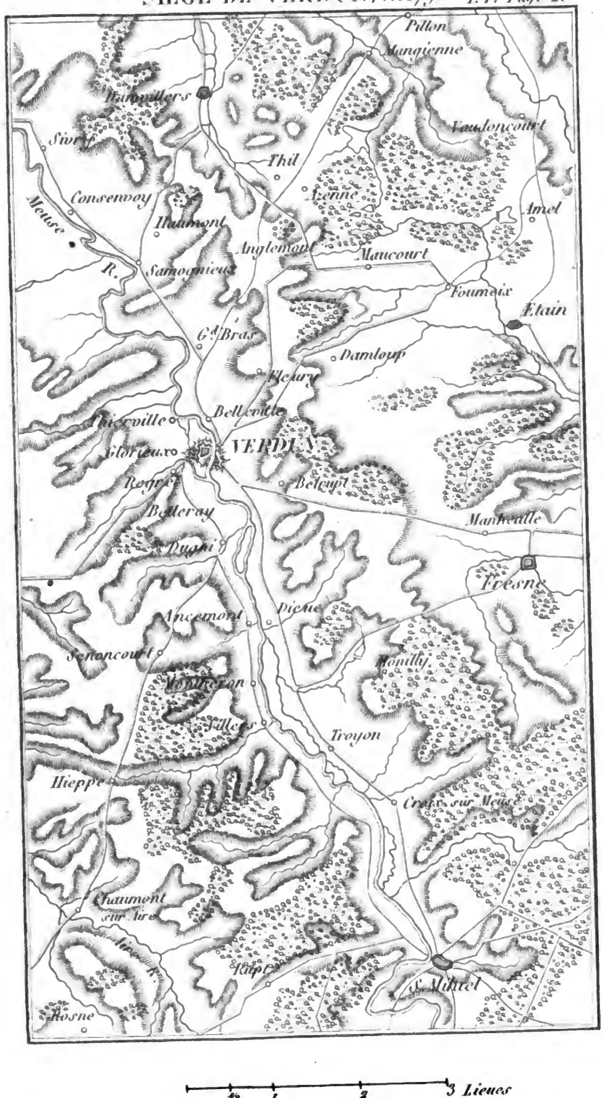
2 septemb. France.

Siége et prise de Verdun [2]. — Le duc de Brunswick, maître de la place de Longwy, au lieu de profiter de ce premier succès pour se porter en avant, perdit plusieurs jours à attendre, dans le camp formé autour de cette place, des nou-

[1] Journaux du temps, — Beauchamp, — Madame Laroche-Jacquelein, — Dictionn. des siéges et batailles, — Relation des siéges.

[2] Moniteur, — Campagnes du duc de Brunswick, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Jomini, — Tableau historique.

SIÈGE DE VERDUN, *en 1792* *T. 1er Page 26*



velles du général autrichien, prince de Hohenlohe-Ingelfingen, qui devait marcher sur Thionville, pour en former le siége. Le 28, l'armée prussienne commença enfin à s'ébranler, et arriva à Longuyon, d'où elle s'avança le lendemain à Etain et à Pillon, et le jour suivant, 30 août, elle campa sur les hauteurs de la côte Saint-Michel, qui, situées à deux mille pas de Verdun, dominent entièrement la ville. Les deux lignes campèrent entre Fleury et Grand-Bras; le corps d'avant-garde, sous les ordres du prince de Hohenlohe-Kirchberg, était à Belleville. Clairfait se trouvait à Marville, reconnaissant Montmédy et Juvigny. Brunswick et le roi de Prusse avaient leur quartier-général à Grand-Bras, sur la rive droite de la Meuse, au-dessous de la place.

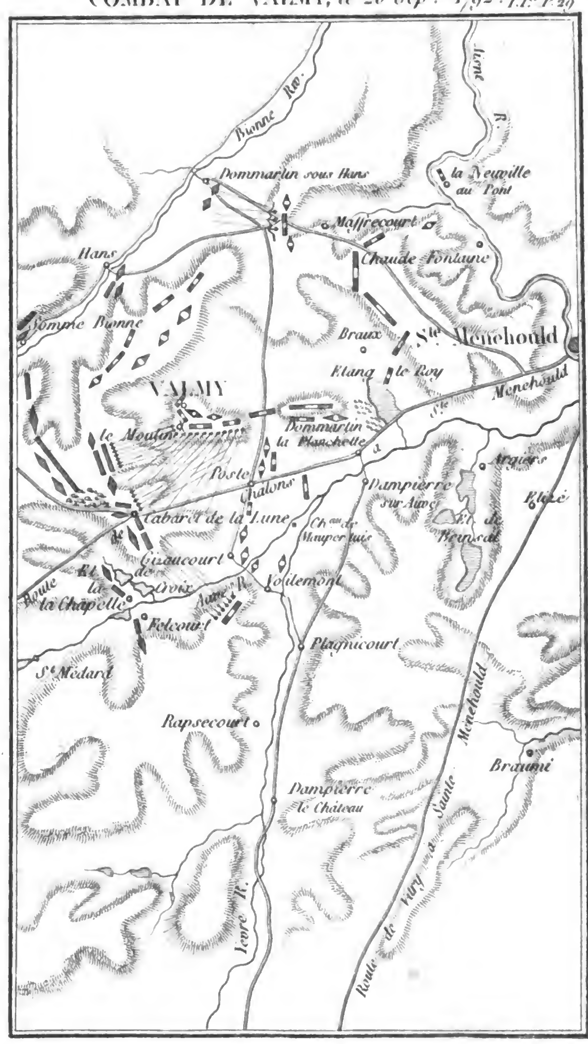
1792. France.

Verdun avait dix bastions liés entre eux par des courtines mal couvertes, des fossés profonds, et quelques ouvrages à cornes et à couronne, élevés sur les deux rives de la Meuse. La citadelle, composée d'un pentagone irrégulier, était entourée d'une fausse braie. Les courtines étaient couvertes par des tenailles et des demi-lunes. Tous ces ouvrages étaient en mauvais état; cependant le colonel Beaurepaire, qui en était commandant, était dans l'intention d'opposer aux efforts des coalisés une défense vigoureuse; sa valeur et des actions d'éclat l'avaient fait parvenir au grade de capitaine des carabiniers avant la révolution. Sa garnison, forte de trois mille cinq cents hommes, était bien composée et pleine de bravoure; il comptait parmi les officiers sous ses ordres les chefs de bataillon Lemoine, Dufour et Marceau, dont les noms recevront une grande illustration dans les guerres qui vont suivre; mais l'esprit des habitans de Verdun était bien différent. La classe bourgeoise de cette ville, sincèrement royaliste, voyait avec plaisir s'approcher des armées qui promettaient de rétablir Louis XVI dans sa première autorité. La populace, soit par le même motif, soit par un sentiment de frayeur, s'était déjà

1792. France. prononcée contre le projet de soutenir un siége. Elle avait pillé les magasins des troupes dès le premier jour de l'investissement.

Le 31 août, les alliés jetèrent un pont sur la Meuse, que le général Kalkreuth passa avec la brigade Wittingoff, deux bataillons et quinze escadrons. La position de ce corps complétait l'investissement. A dix heures du matin, le roi de Prusse fit faire à la ville de Verdun la sommation de se rendre. La réponse ayant été négative, les assiégeans dressèrent trois batteries, une sur les hauteurs de Saint-Michel, la seconde au camp du prince de Hohenlohe, et la troisième au camp du général Kalkreuth : le bombardement, commencé à six heures du soir, dura jusqu'à une heure du matin, et reprit ensuite, le 1er septembre, depuis trois heures jusqu'à sept. Quelques maisons réduites en cendre, les dommages causés à plusieurs autres, firent craindre aux habitans d'être bientôt ensevelis sous des ruine. Un conseil civil et militaire était alors chargé d'apprécier l'état de défense des places fortes. Il s'assemble pour délibérer sur les mesures à prendre dans cette circonstance. Les bourgeois, qui composent le conseil civil, prétendent qu'il faut demander à capituler. Vainement Beaurepaire et ses officiers veulent s'opposer à cette humiliante détermination ; vainement Marceau, dans un discours éloquent, démontre la nécessité de se défendre, en indique les moyens, et répond du succès : la terreur des bourgeois, menacés d'une escalade dans une dernière sommation, l'emporte. Beaurepaire, pour se soustraire à la honte d'une reddition, se brûle la cervelle au milieu du conseil. M. de Neyon, le plus ancien lieutenant-colonel, remplace le commandant, uniquement pour régler avec le général prussien, comte de Kalkreuth, les articles de la capitulation. Cependant le chef de bataillon Lemoine s'était jeté dans la citadelle avec un petit nombre de braves, résolu de s'y défendre avec eux jusqu'à la

COMBAT DE VALMY, *le 20 Sep.bre 1792. T. Ier P. 29*



1/4 1/2 3/4 1 2 Lieues

Signes qui seront employés dans tout le cours de l'Ouvrage.

Infanterie Française. Infanterie Ennemie. Batteries de Campagne.

Cavalerie Française. Cavalerie Ennemie. Batterie de Siège (Canons).

Leurs Lignes de Marches. Leurs Lignes de Marches. Batterie de Siège (Mortiers).

dernière extrémité. Mais privé d'approvisionnemens, il est lui-même obligé d'adhérer à la capitulation, qui fut conclue le 2 septembre. La garnison sortit avec tous les honneurs de la guerre, et à condition qu'on lui laisserait emporter ses armes, ses bagages, deux pièces de 4 avec leurs caissons, et un fourgon pour emmener avec elle le corps de son brave commandant. Elle se rendit ainsi à Sainte-Menehould, où elle joignit le général Galbaud. Marceau avait perdu à ce siége ses équipages, ses chevaux, son argent. « Que voulez-vous que l'on vous rende? lui dit un représentant du peuple. — Un sabre nouveau pour venger notre défaite, répond le bouillant jeune homme. » Le soir même de la reddition de la place, après avoir fait entrer dans Verdun une garnison de mille hommes, sous les ordres du général prussien de Courbière, le roi de Prusse prit possession de cette ville au nom du roi de France. 1792. France.

La prise de Verdun frappa de stupeur les révolutionnaires. Déjà ils s'imaginaient voir arriver le duc de Brunswick, pour exécuter sur eux les terribles menaces contenues dans ses manifestes. Ils dissimulent leurs ressentimens et leur fureur; mais peu de temps après, la victoire ayant ranimé leur audace, ils se vengèrent en faisant condamner à mort vingt jeunes demoiselles de Verdun, qui, le jour de la reddition de la place, avaient été au-devant du roi de Prusse avec des corbeilles de fleurs.

Combat de Valmy [1]. — Les succès remportés par les coalisés à Longwy et à Verdun, avaient inspiré au roi de Prusse et au duc de Brunswick une confiance qui ne tarda pas à se dissiper. L'armée d'invasion réunie à Verdun était forte de quatre-vingts mille hommes. Pressé de recueillir une ample moisson de gloire, et se flattant intérieurement d'obtenir le 20 septembre.

[1] Moniteur, — Mémoires de Dumouriez, — Galerie militaire, — Dictionn. des siéges et batailles, — Jomini, — Campagnes du duc de Brunswick.

1792. France. titre de restaurateur de la monarchie française, le roi de Prusse donne, le 3 septembre, à son armée, l'ordre de s'avancer dans la France à travers les plaines de la Champagne, et de marcher droit à Paris, où il espérait, au bout de quelques jours, se voir à même d'opérer la contre-révolution. Les circonstances étaient en effet bien favorables. Les alliés étaient maîtres des deux seules places qui auraient pu les retenir; ils pouvaient se croire appelés par le vœu d'une grande partie de la nation; aucune ville en état de les arrêter ne se trouvait sur leur passage; mais la lenteur du duc de Brunswick, et son hésitation quand il ne s'agissait que de brusquer les événemens, leur fit perdre ces avantages, et donna aux Français le temps de se mettre en mesure pour défendre leur territoire.

Les progrès des Prussiens et la prise de Verdun avaient inspiré à ceux qui venaient de s'emparer du gouvernement de la France le courage du désespoir, et les moyens les plus vigoureux avaient été employés pour augmenter les forces militaires destinées à marcher à la rencontre de l'ennemi. Dans un moment où la puissance de l'opinion dominait seule, les plus grands efforts avaient été mis en usage pour exalter les esprits, et pour leur faire envisager la guerre comme une guerre nationale. Des proclamations avaient été répandues avec profusion; tous les journaux semblaient rivaliser entre eux, en multipliant les commentaires sur le manifeste du duc de Brunswick. Excité par tant de moyens, le peuple français s'agitait de toutes parts; les gardes nationales du royaume, appelées par un décret à concourir à la défense de la patrie, se rendaient en foule dans les camps indiqués pour les rassembler; et à mesure qu'elles étaient réunies en bataillons, on les dirigeait sur Châlons, où était le rendez-vous général. En même temps Dumouriez, investi du commandement en chef de l'armée du Nord, faisait des efforts inouïs pour aug-

menter le nombre de ses soldats. Cependant, au 8 septembre, il n'avait encore sous ses ordres que vingt-cinq mille hommes. Mais le général Kellermann, qui avait remplacé le maréchal Luckner, dans le commandement de l'armée du Rhin, avait réuni à Metz à peu près vingt-deux mille combattans. A la première nouvelle de l'invasion des Prussiens, il se hâte de voler lui-même au secours de la Champagne, et de se rapprocher assez de Dumouriez pour se concerter avec lui, et joindre ses efforts aux siens. Il campe d'abord à Void, à Ligny, à Saint-Dizier, à Rigny-les-Vaches et à Vitry; il jette un pont sur la Marne, pour devancer les Prussiens, prêts à se porter sur Châlons. Ceux-ci, ayant emporté les défilés de Varennes, défendus par le général Miranda, avaient tourné la forêt d'Argonne, et pénétré en avant par la tranchée de Grandpré. Kellermann, appelé par Dumouriez, qui craignait d'être attaqué par toutes les forces de l'ennemi, redouble de vitesse, fait faire à ses troupes des marches forcées jour et nuit, et arrive à Dampierre-le-Château au moment où Dumouriez venait lui-même de prendre position à Sainte-Menehould.

1792. France.

Cette manœuvre hardie sauvait l'armée du général Dumouriez d'un grand embarras. Ce général, que cernait, d'un côté, l'armée de Clairfait, et de l'autre, celle du duc de Brunswick, avait même fait un mouvement pour opérer sa retraite. La veille de l'arrivée de Kellermann, le roi de Prusse, emporté par sa vivacité, et craignant que l'armée française ne lui échappât en se réfugiant du côté de Châlons, donna sur-le-champ, et sans même consulter Brunswick, l'ordre de changer le plan d'attaque, et de se porter sur les derrières de l'ennemi pour le tourner. En vain le général Kohler, qui lui-même avait instruit le roi du mouvement de Dumouriez, vint l'avertir que cette mesure pouvait être funeste au salut de ses troupes, et que Kellermann venait d'arriver au secours de l'armée qu'il

1792. France. prétendait tourner, le roi de Prusse s'obstina à maintenir l'ordre qu'il avait donné.

Le 20, à six heures du matin, l'avant-garde prussienne marcha par sa droite sur Somme-Bionne. Mais déjà les deux généraux français avaient pris leurs mesures pour résister avec quelque avantage à l'attaque présumée de l'ennemi. Le général Dumouriez, dont le quartier-général était toujours à Sainte-Menehould, avait fait couronner par ses troupes les hauteurs à environ une lieue en avant de cette ville. Sa droite était appuyée à l'Aisne, entre Claude-Fontaine et la Neuville-au-Pont; son centre était en arrière du village de Maffrecourt; sa gauche se repliait en équerre vers le chemin de Châlons à Sainte-Menehould, et de manière à laisser le village de Braux à quelque distance du front. Un corps d'infanterie et de cavalerie occupait les hauteurs entre Maffrecourt et Dommartin-sous-Hans. L'artillerie était placée à la tête de la première ligne, dans tous les points d'où l'on pouvait battre et enfiler les vallons environnans. Un bataillon occupait, à la droite de l'Aisne, le château de Saint-Thomas, bâti sur un escarpement. Trois autres bataillons, avec de la cavalerie, avaient été répartis à Vienne-le-Château, Moirmont et la Neuville, communiquant par des postes avec ceux de la Chalade et des Grandes-Illettes. Plusieurs détachemens avaient même été poussés jusqu'à Auve, afin d'entretenir autant que possible la communication avec Châlons. Enfin, par le moyen de son avant-garde, composée de deux ou trois mille hommes, commandée par le général Stengel, et postée derrière la petite rivière de Bionne, près de Valmy, il liait son armée avec celle de Kellermann, de manière à ce que les deux armées pussent se porter un mutuel secours.

Voici dans quelle position Kellermann, contre l'avis de Dumouriez, avait établi son armée: son quartier-général était à Dampierre-sur-Auve; sa droite s'étendait sur les hauteurs de

Valmy, en s'appuyant sur son quartier-général; sa gauche était à Voilemont, se repliant en équerre, de manière à laisser la ferme de Plagnicourt en avant du front. Son avant-garde, commandée par le général Després-Crassier, était à la droite de Valmy, au village de Hans. C'est dans ce village que le combat commence. L'avant-garde prussienne, aux ordres du prince de Hohenlohe-Kirchberg, après avoir dépassé le village de Somme-Bionne, avait attaqué le corps de Després-Crassier, établi en arrière de Hans, pour éclairer cette partie et reconnaître les forces de l'ennemi. Au premier choc, les Français surpris reculent : mais, animés par leur commandant, ils se rallient, et opposent à l'impétuosité de l'attaque une vigoureuse résistance. Trop inférieurs en nombre, ils sont obligés de céder, et se replient, en bon ordre, sur le gros de l'armée. Kellermann averti, s'empresse de faire soutenir son avant-garde par sa réserve, commandée par le général Valence; elle était composée de carabiniers, de quelques escadrons de dragons, et de deux compagnies d'artillerie légère. Valence se déploie sur les hauteurs, en avant du chemin de Gizaucourt à Valmy, etend son front sur une seule ligne, et s'y maintient, masquant ainsi toute la plaine en arrière où l'ennemi devait supposer des corps d'infanterie à l'appui. Cette contenance ferme intimide les Prussiens; ils n'osent point faire un mouvement qu'ils avaient médité pour tourner les Français par leur gauche. Kellermann se porte lui-même en avant, à la tête de sa seconde ligne, appuie sa droite au village de Valmy sur les hauteurs, fait descendre sa gauche jusqu'au ruisseau de l'Auve, occupant le village de Gizaucourt et le château de Maupertuis. Après avoir fait établir une batterie de dix-huit pièces au moulin, il charge le général Stengel de couronner l'extrémité de la hauteur, de manière à couvrir le flanc, ainsi que les derrières de l'aile droite et le poste de Valmy. Les Prussiens venant de Somme-Tourbe sur trois

1792.
France.

1792. France. colonnes, arrivaient sur les hauteurs de la Lune, à l'instant où Kellermann achevait d'occuper celles de Valmy. En même temps, son avant-garde filait entre cette hauteur et l'Auve, pour prendre, un peu en arrière de la maison de poste, une position qui formât, avec celle de l'armée, un angle rentrant. Partie de la cavalerie alla se former derrière la gauche du général Kellermann, le surplus resta à la maison de poste avec l'infanterie, dont la gauche fut couverte par deux bataillons placés auprès du château de Gizaucourt. On établit aussi alors une seconde batterie de dix-huit pièces de canon sur la hauteur de Valmy, vers le centre de la ligne.

Pendant qu'on exécutait ces différentes dispositions sur la hauteur de Valmy et ses environs, le général Dumouriez envoyait ordre au général Dillon de détacher promptement le général Frégeville, avec toute la cavalerie qu'il commandait à Passavant, pour venir sur l'Auve renforcer le général Kellermann. Neuf bataillons et huit escadrons, conduits par le général Chazot, prenaient, entre Dampierre-sur-Auve et Gizaucourt, une position en arrière de la gauche des troupes établies près de la maison de poste. Le général Beurnonville, à la tête de sept bataillons, faisait un mouvement qui devait le mettre à même de soutenir, ou l'aile gauche de l'armée du général Kellermann, ou la droite de son avant-garde et de sa réserve, ou le corps du général Stengel. En même temps, Dumouriez avait ordonné au général Leveneur de marcher à la tête de douze bataillons et de huit escadrons, pour tenter, avec circonspection, de tourner, s'il était possible, la gauche des ennemis, en passant la Bionne, pour se porter par Berzieux sur Virginy, et en observant surtout de se tenir à portée de réoccuper sa position dans le camp, si l'attaque devenait générale.

Les Français exécutaient ces différens mouvemens, tandis que les Prussiens se déployaient sur les hauteurs de la Lune

en arrière du cabaret de ce nom, dans l'alignement de Felcourt à Somme-Bionne, et portaient sur leur front cinquante-huit bouches à feu, partagées en quatre batteries, dont trois de canons et une d'obusiers. Un brouillard épais empêcha d'abord les deux partis de bien apercevoir leurs dispositions réciproques. Mais à sept heures du matin le brouillard s'étant un peu dissipé, les deux armées, qui se trouvaient alors en présence, purent enfin apprécier leurs forces respectives et se préparer au combat. Il commença à sept heures et demie, de part et d'autre, par une vive canonnade qui fut soutenue des deux côtés, avec une égale activité, jusqu'à neuf heures. A ce moment, les Prussiens démasquent une nouvelle batterie vers leur centre, en avant de la droite de la maison de la Lune. Kellermann accourt lui-même, fait avancer sa seconde ligne et son artillerie, porte sur sa droite les corps détachés de l'armée de Dumouriez sous les ordres du général Stengel, et fait marcher en avant, sur sa gauche, le général Valence à la tête des grenadiers et des carabiniers. Le combat s'anime, et le feu des Français l'emportant sur celui des Prussiens, ils se flattaient déjà de remporter la victoire. Mais tandis que l'ennemi faisait de grands mouvemens sur sa ligne pour rétablir son ordre de bataille, ses obusiers, changés tout-à-coup de position, faisaient beaucoup de ravage dans les rangs des Français. Kellermann, emporté par sa valeur, avance imprudemment, et a un cheval tué sous lui d'un coup de canon. Lormier, lieutenant-colonel et aide-de-camp du général en chef, tombe mort à ses côtés. En même temps plusieurs obus prussiens crèvent au milieu des munitions des Français, font sauter deux caissons d'artillerie, dont l'explosion tue ou blesse beaucoup de monde. Le désordre se met parmi les Français; la première ligne rétrograde, et les conducteurs de charrois, en s'enfuyant avec leurs caissons, augmentent la confusion, et sont cause que le feu se ralentit faute de munitions. Il était

1792.
France.

1792. France. dix heures : Kellermann fait les plus grands efforts pour réparer cet échec. La réserve d'artillerie à cheval accourt par ses ordres, se place près du moulin, et rétablit le feu, en favorisant le retour des caissons et des munitions. La première ligne, animée par les exhortations de son chef, se rallie à sa voix et reprend sa position. Le duc de Brunswick s'apercevant que l'ordre se rétablissait parmi les Français, et que les troupes de Kellermann bravaient de nouveau ses batteries, redouble d'efforts, forme trois colonnes d'attaque, soutenues par de la cavalerie : les deux de gauche se dirigent sur le moulin de Valmy ; celle de droite est refusée et se tient en mesure. Les Prussiens, malgré le feu de l'artillerie française, s'avançaient en bon ordre. Kellermann, qui avait formé son armée en colonnes par bataillons, lui fait cette courte harangue : « Camarades, le moment de la victoire est arrivé; laissons avancer l'ennemi sans tirer un seul coup, et chargeons-le à la baïonnette. » Et, mettant son chapeau au bout de son épée, il l'agite à la vue de l'armée, et s'écrie d'une voix forte : « Vive la nation ! allons vaincre pour elle ! » Ce cri, aussitôt répété d'un bout de la ligne à l'autre, et prolongé à plusieurs reprises pendant un quart d'heure, électrise la troupe, et produit sur elle une révolution à la fois subite et extraordinaire, en faisant succéder à la morne inquiétude qui la tourmentait d'abord, cette allégresse et cette confiance, presque toujours le sûr garant d'un succès. Frappé de l'enthousiasme extraordinaire qu'il a communiqué à ses soldats, à la vue de leurs chapeaux, qu'à son imitation ils agitent fièrement sur la pointe de leurs baïonnettes, Kellermann dit à ceux qui l'entourent : « La victoire est à nous ! » et à l'instant il fait redoubler le feu de l'artillerie sur la tête des colonnes prussiennes, étonnées de la nouvelle attitude des Français, et comme épouvantés des cris mille fois répétés de *vive la nation !* Les Prussiens s'arrêtent, hésitent; déjà leur fluctuation annonce le désordre.

Kellermann fait faire de nouvelles décharges qui bientôt les forcent à renoncer à cette attaque. Brunswick, certain que la victoire est désormais impossible, donne le signal de la retraite, et son armée rétrograde lentement et en bon ordre. 1792. France.

Pendant cet engagement, ou plutôt cette canonnade, le général Clairfait, après avoir passé la Bionne à Hans, avait montré à la fois des têtes de colonne vers Valmy et vers Naffrecourt, pour tenir les Français en échec, et menacer en même temps la tête du camp de Sainte-Menehould, et le flanc, ainsi que les derrières de la droite de Kellermann. Vainement ces troupes avaient-elles tenté à plusieurs reprises d'entamer l'extrémité de la droite de Kellermann, commandée par Stengel. Celui-ci, soutenu à propos par les quatre mille hommes commandés par Beurnonville, les avait toujours repoussées. Cette résistance avait préservé Kellermann d'être enveloppé, et, par conséquent, d'être défait.

Cependant les Prussiens faisaient beaucoup de mouvemens sur toute leur ligne, afin de donner le change sur leurs véritables intentions; mais après avoir inutilement échangé des coups de canon jusqu'à quatre heures du soir, leurs colonnes, qui s'étaient promptement reformées, revinrent dans le même ordre que le matin, pour tenter une nouvelle attaque; on les reçut de même avec un feu très-vif d'artillerie. Une première victoire avait redoublé l'ardeur des Français; les mêmes cris de joie, la même gaîté, la même contenance furent les précurseurs d'un second succès. Les Prussiens, étonnés de nouveau des acclamations des troupes de Kellermann, s'arrêtèrent encore plus loin que dans le premier combat, mais cependant toujours à la portée du canon. Vingt-quatre pièces de position, placées par le général français au moulin de Valmy, firent un feu si bien nourri sur les colonnes ennemies, qu'elles se retirèrent avec plus de précipitation encore que le matin. Clairfait avait également renouvelé ses tentatives contre le général

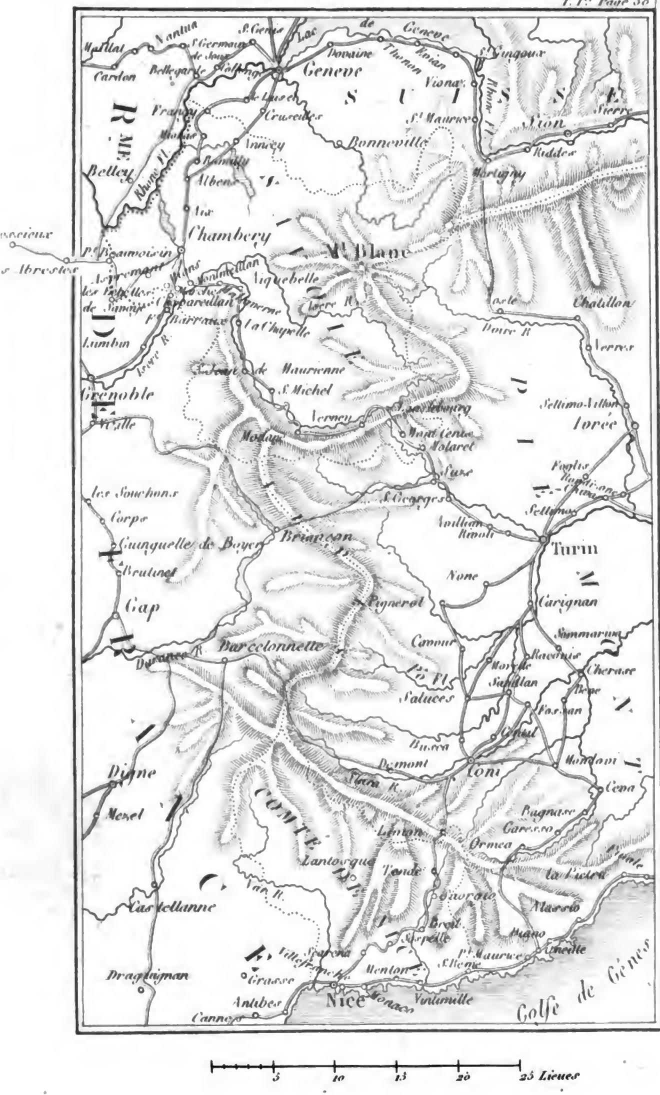
1792. France. Stengel; elles n'avaient pas mieux réussi que les premières, et lui-même fut obligé d'imiter le mouvement rétrograde du duc de Brunswick. Le feu cessa vers les sept heures du soir, et les coalisés rentrèrent dans leurs premières positions. Le résultat de ces deux combats fut pour les Français de rester maîtres du champ de bataille. Ils eurent sept à huit cents hommes tués ou blessés : les Prussiens firent une perte qui paraît avoir été beaucoup plus considérable.

Mais le principal avantage que les Français retiraient de leurs victoires, était de retrouver enfin cette confiance dans leurs propres forces et dans leurs généraux, qui seule enfante l'héroïsme et prépare les succès. La victoire de Valmy fut donc comme le signal de toutes celles qui suivirent, et qui donnèrent pendant vingt ans à la France cette grande prépondérance militaire, devenue depuis si fatale à son bonheur et à sa tranquillité. Kellermann, à qui les Français devaient ainsi la première victoire de la révolution, acquit dans cette circonstance une gloire dont le souvenir se perpétuera dans sa famille, par le titre de duc de Valmy, qu'il porte aujourd'hui.

23 septembre. Savoie. *Invasion en Savoie ; prise de Chambéry* [1]. — Tandis que les Prussiens envahissaient la Champagne, et que les Autrichiens entraient eux-mêmes en France du côté de Lille et de Thionville, le roi de Sardaigne, après avoir long-temps hésité, venait enfin de se joindre à la coalition, et de mettre ses troupes sur le pied de guerre. Le général Montesquiou avait été envoyé pour observer ses mouvemens dans le midi, et désirant ardemment s'illustrer dans la guerre qui venait de commencer, il ne pouvait s'offrir d'occasion plus favorable que l'invasion de la Savoie. Il éprouva d'abord de grandes difficultés de la part du conseil exécutif : après avoir été suc-

[1] Moniteur, — Dictionnaire des sièges et batailles, — Jomini.

DUCHÉ DE SAVOIE ET COMTÉ DE NICE



cessivement suspendu de ses fonctions de général et rendu à son commandement, il reçut enfin l'ordre positif de réaliser ses projets et de tenter la conquête de la Savoie. 1792. Savoie.

Le général Montesquiou s'empressa de mettre à profit l'autorisation qu'il attendait pour agir offensivement contre le roi de Sardaigne, et transféra son camp, le 11 septembre, de Cessieux aux Abrestes, pour se rapprocher du point d'attaque. Il ordonna en même temps au général Anselme, qui commandait sous lui un corps d'armée dans le département du Var, de faire ses dispositions pour entrer, du 25 au 30, dans le comté de Nice, en combinant, si cela était possible, ses opérations avec celles de la flotte que l'amiral Truguet préparait dans le port de Toulon.

Le 16 septembre, Montesquiou porte ses troupes sur le fort Barraux. Dix jours suffisaient à peine pour réunir tous ses moyens : cependant il importait de commencer les hostilités; car, à la nouvelle des préparatifs des Français, les Piémontais avaient hâté les travaux de trois redoutes élevées près de Champareillan, aux abîmes de Mians, pour fermer le passage par un feu croisé avec celui du château des Marches. Montesquiou les laissa tranquillement avancer leurs travaux; mais, dès qu'il apprit qu'ils se disposaient à y conduire du canon, une colonne de grenadiers et de chasseurs, commandée par le maréchal-de-camp Laroque, eut ordre de les tourner. Ce mouvement fut effectué dans la nuit du 21 au 22. Les Piémontais, voyant cette manœuvre, se mirent à fuir, sans même tirer un coup de fusil. Vaincus ainsi sans avoir combattu, ils évacuèrent dans la journée les postes des Marches, de Bellegarde, d'Aspremont et de Notre-Dame-de-Mians. Dès le même jour, Montesquiou fit avancer quelques troupes et vingt pièces de canon. Le lendemain, une brigade de cavalerie et deux d'infanterie coupèrent en deux l'armée piémontaise, dont une partie se porta sur

1792. Savoie. Annecy, et l'autre sur Montmélian, qui ouvrit ses portes le 23. On avait craint que le général piémontais Lagari ne tentât d'arrêter les Français dans l'excellente position de Montmélian; mais il passa l'Isère dans la nuit, et fit sauter le pont, dont les débris embarrassèrent la rivière et y produisirent une crue qui remplit la même nuit le pont de bateaux de Barraux. Les Piémontais, dispersés dans une multitude de cantonnemens, se trouvèrent surpris par la rapidité de la marche des Français; ils ne purent se rassembler, et furent réduits à l'impossibilité absolue d'opposer aucune résistance. L'esprit public du pays était d'ailleurs favorable aux Français, et les habitans de la Savoie, séduits par les promesses et les proclamations des Français, les recevaient partout comme des libérateurs. La fuite des troupes piémontaises, qui se portèrent rapidement des bords du lac de Genève aux rives de l'Isère, laissa aux Savoyards la facilité d'envoyer des députations pour implorer l'assistance du général Montesquiou, dont la marche était comme une espèce de triomphe, le peuple des cités comme celui des campagnes accourant au-devant de lui avec la cocarde nationale française à leur chapeau. Le 23, les députés de Chambéry arrivèrent au quartier-général de Montesquiou, au château des Marches, pour l'inviter à venir prendre possession de la ville; il s'y rendit le lendemain, avec une escorte de cent chevaux, huit compagnies de grenadiers et quatre pièces de canon. Le corps municipal, en habit de cérémonie, l'attendait à la porte pour lui en remettre les clefs. Les officiers et les soldats, invités à un grand repas, s'y trouvèrent mêlés avec les principaux habitans du pays; tous ensemble, et de la manière la plus franche, portèrent des santés à la nation française. Une conduite aussi loyale toucha tellement le général Montesquiou, qu'il confia à la bourgeoisie la garde de l'hôtel-de-ville, et laissa un libre cours aux fonctions des magistrats et aux lois

du pays. Ainsi, presque sans tirer un coup de fusil, et dans l'espace de quelques jours, Montesquiou, par la seule habileté de ses manœuvres, était parvenu à conquérir la Savoie, qui, depuis réunie à la France sous le nom du département du Mont-Blanc, n'en a été détachée qu'en 1814, par suite du traité de Paris. 1792. Savoie.

Conquête du comté de Nice[1]. — Le général Anselme ayant reçu de Montesquiou l'ordre positif de s'emparer du comté de Nice, tandis que ce dernier s'occupait de la conquête de la Savoie, ce général exécuta, avec toute la promptitude nécessaire en pareille circonstance, la plupart de ses dispositions. Cependant l'entreprise paraissait téméraire. Le roi de Sardaigne avait, dans le comté de Nice, environ huit mille hommes de troupes réglées, dont quatre régimens suisses de deux bataillons, et dix à douze mille hommes de milices du pays; le tout aux ordres du général Saint-André. Deux cent quatorze pièces de canon garnissaient en outre Nice, Montalban, les côtes, et la rive gauche du Var; les Piémontais étaient d'ailleurs bien approvisionnés en subsistances et en munitions de guerre de toute espèce. Pour surmonter des obstacles aussi nombreux, et vaincre les Piémontais, le général Anselme n'avait guère que sept à huit mille hommes dépourvus de vivres et de munitions, et dont la plupart étaient des volontaires ou des gardes nationaux accourus de Marseille pour le seconder. Son état-major n'était pas même complet: il n'avait sous ses ordres que les généraux Barral et Brunet, avec un commissaire des guerres. Sa cavalerie consistait seulement en deux escadrons de dragons, et il fut obligé de faire venir à la hâte, de Toulon, tout le matériel de guerre indispensable pour tenter son entreprise. 29 septembre. Nice.

Un tel dénûment de moyens ne ralentit point l'ardeur

[1] Moniteur, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Tableau historique, — Jomini.

1792. Nice. du général Anselme. Il s'approche hardiment du Var, fait faire à ses troupes des marches et des contre-marches, donne partout, sur son passage, des ordres pour le logement de quarante mille hommes, et cherche habilement à grossir, aux yeux de l'ennemi, le nombre des soldats qui sont à sa disposition. En même temps l'amiral Truguet, parti de Toulon avec une escadre de neuf vaisseaux de ligne, louvoyait devant la côte, et venait, le 28 septembre, établir sa croisière à demi-portée de canon de Nice. Truguet détache aussitôt du vaisseau *le Tonnant*, une chaloupe parlementaire, pour réclamer avec hauteur le consul de France, qui avait cessé de remplir ses fonctions depuis le commencement des hostilités en Savoie.

Le général Saint-André, trompé d'un côté par les manœuvres d'Anselme, et de l'autre effrayé par Truguet, qui menace de foudroyer la ville, s'exagère en effet les dangers de sa position, et déjà il croit voir toutes les forces des Français prêtes à le tourner et à le cerner par terre dans la ville de Nice, tandis que la flotte de Truguet peut diriger sur lui ses batteries, et détruire la ville. Il cède à la première impression, rend le consul de France, qui s'embarque aussitôt; fait donner, par le canon de Sainte-Hélène, le signal d'alarme; licencie sur-le-champ toutes les milices du pays, et se hâte lui-même d'évacuer Nice, pour se replier successivement sur Saorgio et Sospello, dans la direction de Coni.

L'épouvante se répand dans la ville, restée sans défense par cette brusque et imprudente évacuation. Des familles entières s'empressent d'en sortir, emportant leurs effets les plus précieux. On comptait à Nice, outre cinquante mille âmes de population, environ cinq mille émigrés français qui s'y étaient réfugiés. Indignés de la lâcheté du général Saint-André, ils veulent s'opposer à l'entrée de leurs compatriotes dans la ville qui leur sert d'asile. Mais en vain ils exhortent les habitans à

se défendre : ceux-ci, que travaillait déjà l'esprit de révolution, refusent formellement, et préfèrent attendre avec calme et sans danger l'arrivée des Français. Réduits à leurs propres forces, les émigrés osent concevoir l'espoir de résister seuls; ils s'emparent en conséquence des batteries qui défendent le passage du Var, et s'assemblent en armes sur la place des Victoires; mais, sur cinq mille, huit cents au plus se trouvent en état de marcher; contrariés d'ailleurs par le vœu des habitans, ils se jugent trop faibles pour n'être pas écrasés, et prennent, à regret, le parti de suivre les troupes piémontaises dans leur retraite. 1792. Nice.

A peine sont-ils sortis, que les habitans envoient une députation au général Anselme, pour l'inviter à faire son entrée dans Nice. Il arrive à cinq heures du soir, et trouve aux portes le baron de Jacobi, le secrétaire municipal Ferandi, et plusieurs autres magistrats qui le prient d'accepter les clefs de leur ville. Il entre et prend possession de Nice, en déclarant aux habitans qu'il vient leur apporter la liberté, l'égalité, faire respecter les droits de l'homme, et surtout les propriétés. Tel était, à cette époque, le protocole ordinaire des proclamations des généraux français, et elles étaient toutes-puissantes sur l'esprit des peuples, qui ne connaissaient point encore les suites terribles des révolutions politiques. Pendant que le général Anselme passait en revue une partie de sa faible armée sur la place des Victoires, le général Brunet défilait derrière les remparts pour aller sommer le fort de Montalban. Girard, commis dans les convois de l'armée, et Desbordes, Lyonnais établi à Nice, se rendent auprès de Gachard, gouverneur du fort. Ils lui représentent avec tant d'énergie les dangers d'une escalade qu'ils supposent devoir être tentée sur-le-champ, que Gachard, effrayé, capitule et sort de Montalban avec sa garnison, pour se retirer à la suite de l'armée piémontaise. Les grenadiers français lui succèdent aus-

1792. Nice. sitôt, et plantent l'étendard tricolore sur cette formidable forteresse, qui avait coûté tant de sang en 1744.

Pour que le général Anselme fût entièrement maître du comté de Nice, il ne lui restait plus à soumettre que la forteresse de Villefranche. Il s'y porte le 29 au matin, à la tête d'un détachement d'infanterie et de dragons. Instruit en chemin, par ses espions, que déjà l'ennemi se prépare à évacuer la place, il prend les devants au galop, avec quatorze dragons, arrive au moment où la garnison allait sortir, menace d'une escalade, et intimide tellement le commandant, que celui-ci se rend sans résistance et à discrétion, avec dix-neuf officiers et trois cents hommes. Il y avait dans la place plus de cent pièces de canon, mortiers ou obusiers, dont partie en bronze, et une grande quantité de munitions de guerre et de bouche, cinq mille fusils, un million de cartouches à balles, et beaucoup d'effets militaires. On trouva, dans le port, une frégate et une corvette armées de leurs canons: on s'en empara, de même que de l'arsenal de la marine, qui était très-bien fourni.

Ainsi, pendant que Montesquiou se rendait maître de la Savoie, dans le même espace de temps, et avec la même rapidité, le général Anselme, également sans tirer un coup de fusil, faisait la conquête du comté de Nice. La Convention nationale le réunit à la France. Il composa le département des Alpes-Maritimes, lequel, sur le rapport de Carnot, fut bientôt augmenté du territoire de la principauté de Monaco.

30 septembre. Allemagne. *Prise de Spire.* [1] — Des événemens non moins remarquables se succédaient sur les frontières de la France.

Les Autrichiens ayant, au commencement de la campagne, établi sur le Rhin, pour le défendre, un cordon de troupes depuis Rheinfelden jusqu'à Philippsburg, les Français avaient

[1] Moniteur, — Relation des siéges, — Tableau historique, — Dictionnaire des siéges et batailles. — Jomini.

formé deux camps à la proximité des forces ennemies. Quarante-cinq mille hommes se trouvaient ainsi rassemblés en Alsace, sous les ordres du général Biron, pour s'opposer aux tentatives que pouvaient faire les Autrichiens. Ceux-ci étaient commandés par le prince d'Esterhazy, qui avait douze mille hommes dans le Brisgaw, et par le comte d'Erbach, qui se trouvait, à la tête d'un camp de treize mille hommes, entre Mayence et Spire. Le corps d'émigrés du prince de Condé, fort de quatre mille combattans, occupait le margraviat de Baden, et complétait ainsi toute cette ligne de défense. L'armée française, sous le nom d'armée du Rhin, était divisée en deux camps : l'un, aux ordres particuliers du général Biron, était à Strasbourg; l'autre, commandé par le général Custine, se trouvait à Landau, et occupait les lignes de Weissembourg.

1792. Allemagne.

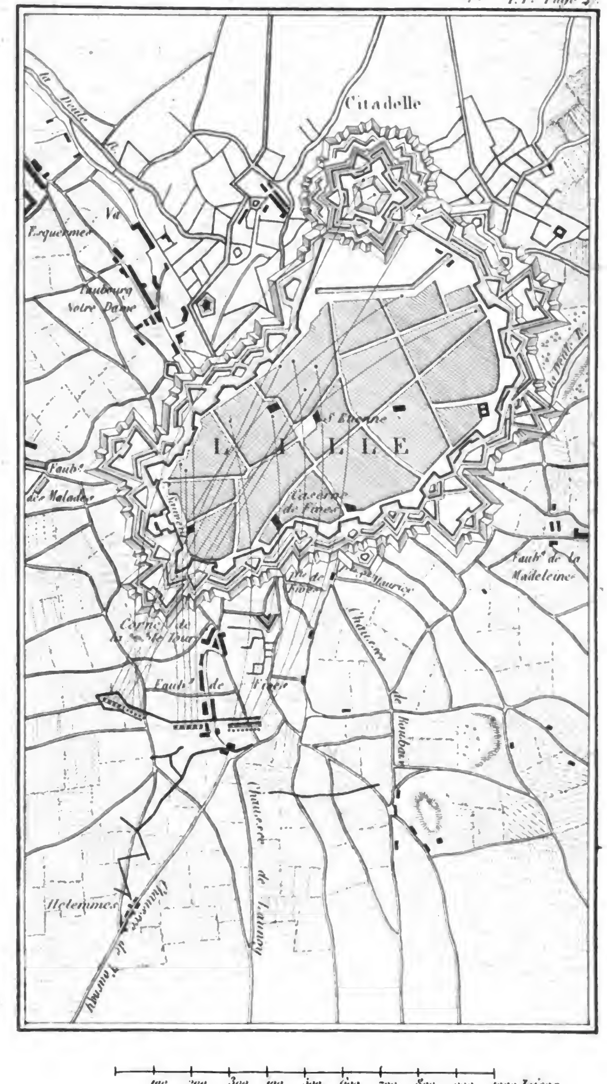
Lorsque le prince de Hohenlohe-Kirchberg se fut éloigné de Thionville pour aller se réunir à l'armée qui envahissait la Champagne, il fut remplacé sur la Moselle par le comte d'Erbach. Celui-ci, en se retirant, n'avait laissé que quatre mille hommes pour défendre le riche magasin que les coalisés avaient à Spire. Custine, instruit de ce défaut de prévoyance, demande et obtient du ministre de la guerre, et du général Biron auquel il était subordonné, la permission de marcher en avant, de faire une tentative pour s'emparer de la ville de Spire et de son magasin, qu'on évaluait à cinq ou six millions. Il part en conséquence de Landau, le 29 septembre, et pénètre dans le Palatinat à la tête de dix-huit mille hommes divisés en trois colonnes. La première, à droite, marche par Lingenfeld sur les hauteurs de Heslegenstein; la seconde se porte directement, par Weingarten et Schwagenheim, sur Spire; la troisième, commandée par Custine en personne, se dirige sur le même point par Guermersheim.

Le 30, les trois colonnes paraissent à la vue de Spire à

1792. Allemagne.

différentes heures. Le colonel Winckelmann, qui commandait les quatre mille hommes laissés par le comte d'Erbach pour couvrir Spire, ayant commis la faute de ne point faire évacuer les magasins, se décide à les défendre vigoureusement. Il envoie seulement sur la rive droite du Rhin sa caisse militaire et la plus grande partie de ses équipages, et vient masquer les portes de la ville, en se mettant en bataille, sa droite appuyée à un escarpement au-dessus de la porte qui conduit à Worms, sa gauche prolongée vers des jardins entourés de fortes haies, son front couvert en partie par des marais. Mais ces dispositions ne pouvaient empêcher Custine de l'envelopper. Le général Neuwinger, qui commandait une des colonnes françaises, apercevant les ennemis rangés en bataille, dirige sur leur ligne un grand feu d'artillerie, et fait marcher en même temps, sur leur droite, quatre bataillons destinés à s'emparer d'une hauteur qui la domine, et lui donne la facilité de la tourner. Attaqués vivement, les Autrichiens se défendent de même; mais écrasés par l'artillerie des Français, et près d'être débordés par leurs colonnes, ils se hâtent de rentrer dans la ville, dont ils ont soin de fermer les portes. Custine et Neuwinger les suivent, et le canon ne produisant pas un effet assez prompt, ils font rompre les portes à coups de hache. Deux sont enfoncées, et les Français se précipitent dans les rues. L'arrière-garde autrichienne résiste, pour protéger la retraite de Winkelmann. Retranchée dans les maisons qui ont été crénelées, elle fait sur les Français un feu terrible. Mais voyant que rien ne peut les arrêter, elle songe elle-même à la retraite. Custine poursuit l'ennemi avec acharnement; et les bateliers ayant pris la fuite, Winckelmann est acculé au Rhin et forcé de mettre bas les armes. Deux mille neuf cents Autrichiens sont prisonniers; quatre cents se noyent dans le fleuve en voulant le passer à la nage; le reste échappe ou avait été tué en avant et dans les rues de Spire.

BOMBARDEMENT DE LILLE en 1792



Les beaux magasins autrichiens, des munitions de toute espèce, des canons, des obusiers, des drapeaux et la conquête de Spire sont pour les Français le fruit de cette brillante journée, qui ne coûte aux vainqueurs que deux cents hommes, parmi lesquels on regrette plusieurs officiers. 1792. Allemagne.

Prise de Worms[1]. — Custine, instruit que le général comte d'Erbach accourt avec un corps de douze mille hommes pour couvrir Worms et Mayence, s'empresse, avant son arrivée, de faire tomber la première de ces deux villes au pouvoir des Français. Il envoie aussitôt Neuwinger, avec un détachement de quatre mille six cents hommes, qui, trouvant Worms sans défense, s'en empare sans coup férir. La prise de cette ville était surtout intéressante pour les Français, à cause des immenses et riches magasins qu'elle renfermait, ainsi que Spire, et qui furent évalués à trois millions. 4 octobre.

Siége et bombardement de Lille[2]. — Pendant que les Prussiens s'avançaient en France à travers les plaines de la Champagne, les Autrichiens, commandés par le duc Albert de Saxe-Teschen, menaçaient la Flandre française et paraissaient méditer une entreprise importante. Dumouriez, en partant pour aller à la rencontre des Prussiens, avait singulièrement dégarni la frontière du nord, appelant à lui la presque totalité des forces disponibles; il n'avait laissé, pour couvrir les forteresses du nord, que huit à neuf mille hommes aux ordres du général Moreton. Celui-ci, trop faible pour résister aux troupes que le duc de Saxe-Teschen rassemblait dans la Flandre autrichienne, avait évacué le camp de Maulde, et s'était ensuite retiré, en partie sur Valenciennes, en partie sur Condé et Bouchain. Dégagée de tout obstacle, et libre dans ses mouvemens, l'armée autrichienne se déborda sur le territoire français, comme un torrent qui a rompu ses digues. 8 octobre. France.

[1] Moniteur,—Dictionn. des siéges et batailles,—Tabl. hist.,—Jomini.

[2] Journaux du temps,—Mémoires de Custine,—Relation des siéges.

1792. France. Après avoir pris les postes de Lannoy, Roubaix, Tourcoing, et s'être emparé de tous ceux qui avoisinent Douay, Valenciennes et Lille, elle resta quelque temps indécise, menaçant également l'une et l'autre de ces trois clefs de la France. Mais bientôt ses projets parurent à découvert. Le duc de Saxe-Teschen ayant tout-à-coup rabattu ses troupes du côté de Lille, on vit qu'il avait dessein d'assiéger cette place; et en effet, le 23 septembre, il en commença l'investissement, en établissant dans son voisinage plusieurs camps qui l'entouraient. Le plus considérable de ces camps était entre le village de Lezenne et d'Annappes, à une portée et demie du canon de cette place, sur la route de Tournay. Cette armée pouvait s'élever à vingt-cinq mille hommes d'infanterie et huit mille chevaux. Ces forces, quoique considérables, étaient bien insuffisantes pour former dans les règles le siége d'une place telle que Lille. Aussi, pendant sa durée, les communications avec Douay et Dunkerque restèrent-elles parfaitement libres. Mais le projet du duc de Saxe-Teschen était seulement de faire éprouver à Lille un bombardement terrible. Il comptait sur les efforts des hommes contraires au parti de la révolution, et se flattait que les habitans, effrayés des horreurs d'un bombardement, ne tarderaient pas à forcer la garnison de demander à capituler.

Lille est une des plus belles villes de France, située dans une plaine et coupée par la Deule, qui en remplit les fossés. Les ouvrages, qui sont irréguliers, ont été réparés et rétablis sous la direction de Vauban. La citadelle passe pour le chef-d'œuvre de ce grand ingénieur; elle a cinq bastions réguliers, dont les courtines sont couvertes par des tenailles en terre; elle est entourée par un fossé profond, en avant duquel se trouvent un chemin couvert et un glacis : les angles rentrans de cet avant-fossé, du côté de la campagne, sont garnis de sept demi-lunes en terre. Ainsi Lille avait des fortifications respectables assez bien approvisionnées pour pouvoir soutenir

un long siége; mais sa garnison n'était guère composée que de sept ou huit mille hommes, ce qui n'était que la moitié du nombre nécessaire, dans le cas d'une attaque générale et dans les formes. Sur ces sept ou huit mille hommes, il n'y en avait que trois mille de troupes régulières. Le reste se composait de bataillons de volontaires nationaux, braves il est vrai, mais sans expérience, la plupart sans instruction, ne sachant pas même charger leurs armes. Douze cents hommes de cavalerie n'avaient que six cents chevaux en état de servir. Cent trente-deux canonniers seulement devaient pourvoir au service de l'artillerie nombreuse dont les remparts étaient armés. D'où il est facile de conclure que ni les Français, ni les Autrichiens n'étaient en mesure, les uns pour défendre, les autres pour assiéger dans les formes une aussi grande place. 1792. France.

Au moment où le duc Albert commença à investir Lille, le maréchal-de-camp Ruault était commandant de place, et il avait pris, autant qu'il était en lui, tous les moyens qui pouvaient contribuer à mettre cette ville dans un bon état de défense. Il avait particulièrement donné tous ses soins pour conserver libres les communications avec Béthune, Dunkerque et les autres places, dans la partie d'où il pouvait tirer des secours et des vivres, qui arrivaient par la Lys et la Deule, petites rivières que l'ennemi n'osa point passer. Mais la conservation de Lille étant, dans les circonstances présentes, un objet de la plus haute importance, le lieutenant-général Duhoux fut envoyé pour prendre le commandement supérieur de la place. Il avait sous ses ordres les maréchaux-de-camp Ruault, resté commandant d'armes, Lamarlière, et Champmorin, le capitaine du génie Marescot, devenu depuis si célèbre dans l'art de défendre et d'attaquer les places. Le lieutenant-colonel Guiscard commandait l'artillerie, et Bryan, habitant de Lille, était à la tête de la garde nationale active.

1792. France. Le duc de Saxe-Teschen, après avoir passé la journée du 23 à établir ses batteries, commença l'attaque le 24, en faisant chasser par des soldats tyroliens le bataillon belge qui gardait le faubourg de Fives. Après un combat assez vif dans les rues, cette dernière troupe fut obligée de se retirer, après avoir mis le feu au faubourg, qui aurait pu favoriser l'approche des Autrichiens, dont néanmoins l'attaque n'avait pas été sans objet. Pendant qu'on se battait pour la possession du faubourg, le duc de Saxe faisait ouvrir la tranchée, et les travaux furent conduits avec tant d'activité pendant la nuit, que le matin, à six heures, ils étaient presque entièrement achevés. Cette tranchée partait du village d'Hélemmes, sur la route de Tournay, environ à neuf cents toises de la place, et gagnait en quatre zigzags les derrières du village de Fives. La parallèle courait dans la rue de ce faubourg, qui est perpendiculaire à la chaussée, et ne sortait pas encore dans la campagne. Mais, continués les jours suivans, les travaux comprirent bientôt tout l'espace entre le faubourg de Fives et celui des Malades, jusqu'au prolongement de la branche gauche de l'ouvrage à cornes de la Noble-Tour. Les batteries furent placées par échelons à deux cents pas de distance. La ligne des retranchemens se trouvait ainsi comprendre les villages de Roubaix, Lannoy, Tourcoing et leurs alentours.

Cependant le lieutenant-général Duhoux fit faire, dès le 24, une sortie, commandée par les lieutenans-colonels Valubert et Depierre; les travailleurs sont d'abord repoussés; mais, renforcés par de nouvelles troupes, ils forcent les Français à se réfugier dans la ville, et continuent à établir leurs batteries. Duhoux assemble le conseil de guerre et celui de la commune, déclare la place en état de siége, ordonne l'évacuation des magasins à poudre, dits de la vieille porte de Fives et de la Noble-Tour, situés sur le front d'attaque, et décide que les inondations dont Lille est susceptible.

seront tendues. Plusieurs autres sorties, exécutées pendant les journées des 25, 26, 27 et 28 septembre, eurent le même résultat que la première, et ne servirent qu'à aguerrir les soldats, et surtout les gardes nationales, qui rivalisaient de bravoure et de zèle avec les troupes régulières. 1792. France.

Malgré le feu très-vif de toute l'artillerie des forts de la place, mise en jeu pour les troubler, les Autrichiens avaient achevé leurs préparatifs, et reculé leur quartier-général à Annappes. Ils avaient établi des batteries formidables de canons et de mortiers, avec des grils pour rougir les boulets. Le 29 septembre, à onze heures du matin, le major autrichien d'Aspes, précédé d'un trompette, se présente à la porte de Saint-Maurice, est introduit, les yeux bandés, au conseil de guerre, et remet au commandant et à la municipalité de Lille, deux sommations, dans lesquelles le duc de Saxe promettait aux Lillois de les traiter avec douceur, s'ils voulaient embrasser la cause de la coalition et livrer leur ville, et les menaçait au contraire d'incendier leurs maisons, et de ruiner toutes leurs propriétés, s'ils opposaient quelque résistance. Les assiégés répondent avec énergie. « La garnison que j'ai l'honneur de commander, et moi, disait Ruault, sommes résolus de nous ensevelir sous les ruines de cette place, plutôt que de la rendre à nos ennemis; et les citoyens, fidèles à leurs sermens de vivre libres ou de mourir, partagent nos sentimens, et nous seconderont de tous leurs efforts. » André, maire de Lille, fit cette réponse encore plus énergique par son laconisme : « Nous venons de renouveler notre serment d'être fidèles à la nation, de maintenir la liberté et l'égalité, ou de mourir à notre poste. Nous ne sommes pas des parjures. » Ces deux réponses sont rendues publiques par la voie de l'impression. Elles raniment et électrisent le courage des habitans de Lille. Tous jurent de se défendre jusqu'à la dernière extrémité, plutôt que de subir le joug des étrangers.

1792. France. Ils reconduisent l'envoyé autrichien aux cris mille fois répétés de *vive la nation! vive la liberté!* et lui prouvent qu'il n'existe qu'un sentiment dans la ville, celui d'opposer une invincible résistance.

A trois heures après midi, vingt-quatre canons de gros calibre, chargés à boulets rouges, et douze mortiers tirent sur la ville avec une extrême violence. Cette décharge est suivie de plusieurs autres, qui se succèdent avec rapidité : au bout de quelques heures, la ville est couverte d'une grêle de bombes, d'obus et de boulets rouges. A ce signal, l'artillerie de la place redouble d'ardeur; et mêlant son fracas à celui de l'artillerie autrichienne, on n'entend plus, pendant le reste de la journée, qu'un feu roulant de canons, de mortiers, de bombes, qui se prolonge même pendant la nuit. Les habitans, effrayés, fuient de leurs maisons. Soudain les rues, les places publiques sont désertes. Les bombes et les boulets dispersent les groupes nombreux qu'une curiosité inquiète et la gravité des circonstances ont rassemblés çà et là. Bientôt le feu se manifeste aux casernes de Fives, à l'église de Saint-Etienne et dans différens quartiers de la ville. Des secours prompts et abondans, tantôt efficaces, tantôt inutiles, dirigés par les chefs militaires et les officiers municipaux, se portent sur tous les points avec rapidité. La mort vole sur cette cité populeuse. Une terreur muette est peinte sur tous les visages. La nuit vient encore augmenter l'horreur de cette situation. Le quartier de Saint-Sauveur, plus immédiatement exposé aux coups, devient le foyer de l'incendie le plus violent. Une grêle de bombes et de boulets le rend inaccessible aux secours les plus intrépides. Vainement deux magistrats et l'adjudant du génie Flayelle y pénètrent momentanément : ils n'y peuvent tenir que quelques instans; ils n'en sortent qu'à travers mille périls. Ne pouvant y éteindre les flammes, on se borne à mettre un terme à leurs progrès, et à les empêcher de

franchir les rues qu'on leur laisse pour limites. Plusieurs familles, qui s'étaient réfugiées pêle-mêle dans des caves, se croyant en sûreté sous de faibles voûtes, y trouvent une mort cruelle. Etouffées par le feu ou la fumée, elles périssent écrasées par les bombes ou par les débris de leurs maisons embrasées. L'incendie se déploie avec une telle activité, il s'élève à une si grande hauteur, que dans les quartiers les plus éloignés de la citadelle, on pouvait lire à la lueur des flammes, dont l'éclat semblait se répandre jusque dans les cieux. Pendant cinq jours, l'ennemi soutient ainsi la vivacité surprenante de son feu destructeur. Les batteries autrichiennes, établies à la gauche, à la droite et vers le centre de leurs parallèles, produisaient incessamment, dans cette malheureuse ville, les mêmes ravages et les mêmes dévastations. Ces trois batteries étaient placées de manière à prendre la ville dans le sens de sa longueur, et à la couvrir de trois longues gerbes de feu, qui ne laissaient aucun quartier exempt de périls. Les canonniers autrichiens tiraient quelquefois sur un angle si élevé, que plusieurs de leurs boulets allèrent blesser des soldats dans l'intérieur de la citadelle, et tombèrent même au-delà.

Aux alarmes, aux inquiétudes, au sentiment même de terreur qui durent maîtriser les Lillois le premier jour et la première nuit de ce terrible bombardement, succéda le sentiment de leurs propres forces. Leur courage fut porté jusqu'à l'héroïsme; ils prirent la ferme résolution de résister à la fureur des Autrichiens, qui se flattaient de venir arborer leurs étendards sur les débris fumans de cette belle cité, dont les habitans se regardèrent dès-lors comme enfans d'une seule et même famille, unis par des liens que le danger commun et les intérêts réciproques rendaient indissolubles. Un ordre parfait s'établit sur tous les points. Dans chaque rue, dans chaque quartier, les citoyens conviennent qu'un certain nombre d'entre

1792. France. eux resteront toujours sur pied, uniquement occupés à surveiller les endroits sur lesquels les bombes étaient dirigées. Des vases pleins d'eau furent placés à toutes les portes; les femmes, les enfans même se disputaient le plaisir d'arracher les mèches enflammées des obus. Un boulet rouge venait-il à pénétrer dans une maison; un cri indiquait la demeure en péril; à l'instant accouraient vingt citoyens; ils cherchaient avec soin le boulet destructeur, le saisissaient avec des tenailles ou de grandes cuillers en fer qu'ils avaient fait fabriquer, et le jetaient dans les ruisseaux. Cette manœuvre ingénieuse contribue plus que toute autre à diminuer considérablement les ravages des boulets rouges. Les Lillois se disputent à qui montrera le plus d'intrépidité. Un canonnier bourgeois, servant une pièce sur les remparts, est averti que sa maison est la proie des flammes; il se retourne, voit en effet sa maison en feu, continue de charger, et répond : « Je suis ici à mon poste, rendons-leur feu pour feu. » Et il ne l'abandonna que quand il fut remplacé. Lorsqu'une maison était devenue inhabitable, on s'empressait d'offrir l'hospitalité aux victimes de la barbarie autrichienne. Alors toutes les subsistances étaient communes : « Buvez, mangez, leur disait-on, tant que ma provision durera; la Providence pourvoira à l'avenir. »

Cependant les Autrichiens, après avoir ralenti leur feu dans la journée du 3 octobre, l'avaient recommencé le lendemain avec la même vivacité. Ce redoublement de fureur, de la part d'un ennemi qui semblait en vouloir aux habitans plus encore qu'aux remparts de la ville, fut, dans le temps, attribué à l'arrivée de l'archiduchesse Marie-Christine, gouvernante des Pays-Bas, au camp autrichien. Cette princesse fut même accusée alors d'avoir dirigé en personne les batteries, et d'avoir pris plaisir à contempler les ravages causés dans Lille par cet effroyable bombardement. Mais ce fait, bien peu digne

d'une femme, n'a été appuyé d'aucun témoignage authentique. Néanmoins, répandu alors parmi les Lillois avec toute l'exagération patriotique, il concourut encore à augmenter leur enthousiasme. 1792. France.

Heureusement les munitions commençaient à manquer aux assiégeans. Dès le 5 octobre, leur feu devint moins vif, et ne fut bientôt plus entretenu que par un petit nombre de pièces qui tiraient encore à boulets rouges. Les bombes deviennent fort rares. A leur place on voit tomber dans la ville des barres de fer, des chaînes, des pierres, etc., derniers indices d'une fureur qui n'a plus d'alimens. En même temps les Lillois, dont les communications étaient toujours restées libres, recevaient des secours qui les mettaient à même de prolonger leur résistance, au cas où l'ennemi se serait obstiné à les foudroyer encore. Béthune, Aire, Saint-Omer, Dunkerque et d'autres villes circonvoisines, touchées des malheurs de Lille, et pleines d'admiration pour son héroïque dévouement, lui avaient envoyé leurs pompes et des vivres en abondance. Le général Lamarlière était parvenu à s'introduire dans la place avec dix bataillons de renfort; et les commissaires conventionnels Delmas, Duhem, Bellegarde, d'Aoust, Doulcet et Duquesnoy, entrés après lui dans Lille, venaient d'annoncer aux habitans que la Convention leur avançait un secours de deux millions, et que le général Labourdonnaye, à la tête de l'armée du Nord, accourait pour les délivrer.

Rebuté par la résistance opiniâtre de la place assiégée, informé des succès des Français en Champagne, et menacé de se voir bientôt attaqué par les deux armées réunies des généraux Dumouriez et Labourdonnaye, le duc de Saxe-Teschen, après avoir inutilement lancé dans Lille soixante mille boulets rouges, et des bombes et des obus en proportion, se décide enfin à lever le siége et à opérer sa retraite. Dès le 6 octobre il fit marcher sa grosse artillerie vers Tournay. Le lendemain,

1792. France. une partie de ses troupes avaient fait leur mouvement rétrograde à la droite de la rivière de Marque, sur Tressin. Le 8, les retranchemens des Autrichiens étaient entièrement évacués. Lille est libre, et ses habitans sortent en foule, en poussant des cris de joie, et considèrent avec une curiosité mêlée d'indignation, ces tranchées profondes d'où partaient naguère la dévastation et la mort. Dans plusieurs endroits ces tranchées avaient douze pieds, du sommet du parapet jusqu'au fond, et on y voyait jusqu'à huit banquettes. Abrités derrière ces retranchemens, les Autrichiens bravaient avec sécurité tout le feu de l'artillerie française, qui, quoique servie avec activité, et ayant brûlé, du 26 septembre au 8 octobre, deux cent milliers de poudre, avait en effet occasioné très-peu de dommages à l'ennemi. A la vue de ces travaux immenses, les Lillois s'irritent; ils se jettent dessus avec fureur, les détruisent à l'envi les uns des autres, et font rapidement disparaître ces vestiges effrayans d'un cruauté inutile.

Ainsi Lille, par le courage de ses habitans, échappait à l'ambition de la maison d'Autriche, qui, à cette époque, paraissait vouloir en faire une place frontière des Pays-Bas. Mais l'avantage de rester à la France, était acheté par de douloureux sacrifices : plus de deux mille hommes, tant de la ville que de la garnison, avaient péri victimes du bombardement. Le faubourg de Fives était entièrement incendié et rasé; plus de sept cents maisons de la ville avaient été la proie des flammes; un grand nombre d'autres se trouvaient criblées de boulets ou de bombes, chancelantes et hors de service : on en voyait à peine une qui ne portât les marques particulières du malheur général. Le quartier de Saint-Sauveur n'était plus qu'un amas de décombres, où l'œil découvrait à peine les formes des habitations et des rues. Enorgueillis des éloges qu'ils recevaient de la part de toute la France pour leur conduite valeureuse, les Lillois se firent des trophées des instrumens

mêmes de leur infortune. Un grand nombre d'entre eux prirent plaisir à faire sceller, sur la façade de leurs maisons à moitié détruites, les boulets qu'un malheureux hasard y avait envoyés. Long-temps après encore, ces boulets, peints en rouge, étaient montrés par eux avec fierté aux voyageurs. 1792. France.

Retraite des Prussiens, et reddition faite par eux de la ville de Verdun [1]. — Le général Kellermann, vainqueur à Valmy, était cependant resté dans une position fort embarrassante. Les Prussiens occupaient toujours leur même campement; dès le lendemain ils pouvaient attaquer encore son armée, et il était possible que la chance tournât tout à coup en leur faveur. L'ennemi, d'ailleurs, pouvait le tourner par sa gauche et couper ses communications. Il sentait la nécessité de rétablir sans délai celle avec Châlons, dont il se trouvait déjà séparé. Dès que la nuit fut venue, il marcha par la gauche, dans le plus grand silence, passa l'Auve et établit son camp sur les hauteurs de Voilemont : de cette manière son front était couvert par l'Auve, sa gauche par le ruisseau de l'Yèvre, et sa droite se trouvait liée avec celle de Dumouriez. Il pouvait ainsi prévenir l'ennemi sur la route de Châlons, et communiquait sûrement par celle de Vitry. Le général Stengel resta sur les hauteurs de Valmy avec la cavalerie légère. 16 octobre.

Une partie de ce que Kellermann avait prévu arriva. Brunswick, qui ignorait que l'armée française avait décampé pendant la nuit, avait fait des dispositions pour une nouvelle attaque; et le lendemain 21 septembre, à six heures, les émigrés qui étaient arrivés de Somme-Tourbe, et qui composaient l'avant-garde prussienne, se portèrent en avant pour commencer le combat. Quelques volées de canon, prenant alors l'armée prussienne en écharpe, avertirent Brunswick de la belle manœuvre que Kellermann venait d'opérer. Le géné-

[1] Moniteur, — Campagn. du duc de Brunswick, — Mém. de Dumouriez, — Tableau historique, — Jomini, — Dictionnaire des siéges et batailles.

1792. France. ral prussien arrête le mouvement de ses troupes, considère les Français occupant une position qui lui paraît inexpugnable, délibère avec son conseil, et prend le parti de faire rentrer son armée dans ses retranchemens. Il ne tarda pas à s'y voir lui-même dans une position très-critique. Devant lui les armées réunies de Kellermann pouvaient former un corps de cinquante à soixante mille combattans, dont il venait d'éprouver la bravoure et l'intrépidité. Derrière lui se trouvait l'armée du général Dillon, en état de lui opposer vingt-cinq à trente mille soldats. De tous les points de la France accouraient à sa rencontre des milliers de gardes nationaux. Les habitans des campagnes quittaient leurs charrues; ceux des villes abandonnaient les arts, les manufactures et leur commerce, et volaient en Champagne, pour ôter à l'ennemi tout espoir de retraite. Ce n'est plus seulement une armée qu'il a à combattre, c'est la nation française toute entière, indignée des odieux manifestes qu'il a osé publier contre elle. D'un autre côté, son armée était dans un état de désorganisation effrayant. Depuis son départ de Longwy, les pluies n'avaient pas discontinué; les routes, pratiquées sur une glaise tenace, étaient devenues impraticables. Les vivres venaient de Verdun, en faisant un long détour par Granpré, et les distributions manquaient souvent. Les troupes vivaient d'eau de craie et d'une mauvaise décoction de farine. Cette nourriture avait contribué à étendre les ravages de la dysenterie, qui régnait déjà parmi elles à leur départ de Verdun. Plusieurs régimens avaient perdu quatre cents hommes par cette affreuse maladie, et la moitié de ceux qui restaient sous les drapeaux étaient affaiblis d'une manière désespérante.

Pressé par toutes ces considérations, Brunswick, contre l'avis du roi de Prusse, qui voulait risquer une bataille, prend le parti de la retraite, et abandonne, malgré sa fierté naturelle, le projet de conquérir la France. Il lève son camp le

30 septembre, et se met en marche pour retourner sur ses pas. Accablés par les maladies, et sans cesse harcelés par les Français qui les suivaient à la piste, les Prussiens mirent douze jours à regagner Verdun, et sur leur passage les routes étaient jonchées de cadavres d'hommes et de chevaux, de malades et de blessés abandonnés faute de pouvoir les transporter. Enfin cette armée prussienne, qui était venue dans l'espoir de se rendre à Paris, sans presque tirer un coup de fusil, était diminuée de plus de moitié, quand, le 12 octobre, elle arriva à Verdun. Déjà Kellermann était campé avec une armée de quarante mille hommes, aux environs de cette ville; Dumouriez était derrière les troupes fugitives, avec une armée au moins égale en nombre et bien supérieure par l'esprit qui l'animait. Des causes étrangères à notre sujet avaient, dit-on, empêché ce général de les poursuivre vivement et de couper le chemin de Verdun au roi de Prusse et au duc de Brunswick. Quoi qu'il en soit, les Prussiens avaient déjà dépassé cette ville et commencé à traverser la Meuse, lorsque Dumouriez fit marcher le général Dillon sur Verdun, en lui enjoignant d'atteindre, s'il le pouvait, la queue des ennemis, et d'occuper leurs postes. Ce général ordonne à ses troupes d'exécuter ce mouvement, et se porte lui-même en avant avec neuf escadrons, cinq bataillons, six pièces de 12 et quatre de 8. Arrivé au moment où les derniers Prussiens rentraient dans Verdun, il fait mettre son canon en batterie sur le mont de Saint Barthelemi, qui domine la citadelle. Mais avant de commencer, il envoie sommer le commandant, à onze heures du matin, par un aide-de-camp et un trompette. Ce commandant fait demander une suspension d'hostilités, en attendant le consentement du roi de Prusse à la reddition de Verdun. Dillon l'accorde, et presqu'aussitôt un aide-de-camp apporte le consentement du roi de livrer, le lendemain 12, aux Français, la porte de secours de la citadelle, à condition d'avoir

1792. France.

1792. France. trois jours pour achever d'évacuer la place, et de faire transporter les malades sur des voitures du pays. Dillon obtempère à tout; et le 14, il fait son entrée à la tête de ses troupes, et reprend possession de la ville de Verdun au nom de la république française.

16 octob. *Siége de Thionville* [1]. — Au moment où l'armée coalisée de l'empereur d'Autriche et du roi de Prusse opérait son grand mouvement pour envahir la France, le duc de Brunswick avait décidé de commencer par le siége de Thionville. Aussi, dès le 23 août, une forte division avait investi la ville : les émigrés qui en faisaient partie avaient reçu des princes français l'injonction formelle de détruire les bruits que l'on répandait sur leurs intentions de vengeance, par la conduite la plus modérée et la plus analogue aux sentimens d'honneur qui doivent toujours guider des chevaliers français; mais, subordonnés aux généraux autrichiens, les émigrés n'étaient pas toujours maîtres de suivre ces intentions généreuses. Les alliés se flattaient que quelques démonstrations hostiles suffiraient pour décider les habitans à se rendre. Ils commencèrent donc à bombarder Thionville le 24 août. Sommé de se rendre, après trois jours de tranchée ouverte, Félix Wimpfen répond « Vous pourrez brûler la ville; vous ne brûlerez pas du moins les remparts. » Wimpfen fait passer le feu qui l'anime dans tous les cœurs, et tous ses soldats jurent de s'ensevelir sous les ruines de la place, plutôt que de se rendre. Irrités de cette détermination, les Autrichiens font une attaque générale; mais les assiégés, avertis à temps de leurs dispositions, se décident eux-mêmes à les prévenir. Le 16 septembre, ils font une sortie, tombent sur les travailleurs, les égorgent; et protégés par l'artillerie des remparts, ils pénètrent dans le camp ennemi, y font un grand carnage, et for-

[1] Moniteur, — Campagnes du duc de Brunswick, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Jomini, — Tableau historique.

cent les Autrichiens à renoncer, pour cette fois, à l'attaque qu'ils projetaient. Cette sortie, à laquelle ils étaient loin de s'attendre, leur coûta quatre cent cinquante hommes, et le prince de Waldeck, qui combattit avec un grand courage, eut un bras emporté par un boulet de canon. 1792. France.

De ce moment, les Autrichiens parurent changer leur plan. Brunswick avait rappelé à Verdun plusieurs corps de l'armée de siége : les émigrés français en faisaient partie. Ceux qui restaient convertirent le siége en blocus, et feignirent de vouloir prendre la place par famine. Mais Wimpfen et ses braves soldats, encouragés par un premier succès, étaient loin de vouloir les laisser tracer tranquillement leurs lignes de circonvallation. Le 17, ils firent une seconde sortie, attaquèrent l'ennemi, retranché dans son camp de Richemond, et se jetèrent sur lui avec tant d'impétuosité que, persuadés qu'ils étaient assaillis par dix mille hommes au moins, les Autrichiens coururent tous aux armes. Leur camp était en mouvement, et le désordre ne tarda point à s'y mettre. Pendant qu'ils cherchaient à prendre position, les Français, divisés en quatre colonnes, firent attaquer le flanc gauche de l'ennemi par des tirailleurs; et, à l'aide d'une vive fusillade entretenue par eux, ils s'emparèrent du magasin des Autrichiens, rentrèrent dans la ville, emmenant avec eux cent trente-trois chariots et cinq cents prisonniers, avant même que l'ennemi fût revenu de sa surprise.

Le 21, nouvelle sortie. Les Français brisent le pont que les Autrichiens avaient établi sur la Moselle, près de Catenon. Ayant ainsi ôté tout moyen de communication entre le camp de Richemond et celui de Gavisse, à trois lieues de la ville, ils courent attaquer ce dernier camp, où se trouvaient rassemblés quinze mille hommes, et parviennent, avec le même succès, à s'emparer encore de son magasin. Victorieux sur tous les points, ils firent un butin immense, tuèrent un grand

1792. France. nombre d'hommes à l'ennemi, et emmenèrent beaucoup de prisonniers. Parmi les hommes de marque que les Autrichiens perdirent dans ces deux rencontres, étaient le général Schmit, chef de l'artillerie, le baron de Liwenschrein, colonel d'un régiment de cavalerie légère, et Schwilguer, major du corps de Wittgenstein.

Voyant tous leurs efforts inutiles, les Autrichiens veulent tenter s'ils ne réussiront pas mieux par la voie de la séduction. On offre au commandant un million s'il veut livrer Thionville : « Volontiers, répond en riant Wimpfen, pourvu qu'on « consente à passer l'acte de donation pardevant notaire. » Cependant, menacé tous les jours davantage, le commandant veut solliciter du secours de Metz; mais les Autrichiens enveloppant la place, il n'était pas facile d'y parvenir. Il demande quelques soldats de bonne volonté, et qui sachent s'ouvrir un passage. Trois hussards se présentent, et partent à bride abattue. Les sentinelles autrichiennes tirent et en tuent deux : le dernier se fait jour à travers plusieurs postes ennemis, tombe dans une embuscade, se dégage malgré les coups de sabre, et arrive à Metz couvert de gloire et de blessures, portant les dépêches de son commandant. Mais Wimpfen n'eut pas même besoin des secours qu'il demandait. Ses attaques multipliées avaient tellement épouvanté l'ennemi, qu'il n'osait plus rien entreprendre, et que d'assiégeant il semblait être devenu assiégé. Bientôt le bruit de la retraite des Prussiens et de leurs échecs en France s'étant répandu dans le camp devant Thionville, les Autrichiens ne songèrent plus eux-mêmes qu'à se retirer, et levèrent le siége le 16 octobre.

21 octobre. *Evacuation de Longwy*[1]. — Après la reddition de Verdun, Longwy était la seule place de France qui restât encore au pouvoir des coalisés. Kellermann vient prendre position,

[1] Journaux du temps, — Campagnes du duc de Brunswick, — Dictionn. des siéges et batailles, — Jomini, — Tableau historique.

le 20 octobre, sur les hauteurs de Rouvroy et de Longuyon, à Cosne, à la vue de cette place, et la somme de se rendre. Deux bataillons prussiens qui l'occupaient encore en sortent le lendemain, et Kellermann y fait son entrée à la tête de ses troupes. Ainsi sortirent du territoire français les troupes étrangères, après y avoir séjourné pendant deux mois et demi de la manière la plus désastreuse pour elles. Les Français à leur tour se trouvaient en mesure pour envahir le pays ennemi. 1792. France.

Prise de Mayence [1]. — Custine, après l'occupation des deux villes de Spire et de Worms, était encore incertain s'il continuerait à marcher en avant dans le Palatinat, et s'il chercherait à s'emparer de Manheim ou de Mayence. La possession de la première de ces deux villes offrait plus d'avantages aux Français, en ce qu'elle eût été pour eux une place importante sur le Rhin, un passage intermédiaire entre l'Alsace et Mayence, et le moyen le plus facile de se rendre maître du cours du fleuve depuis Huningue. Mais Custine était vivement appelé par les partisans que la révolution française avait à Mayence, et cette place offrant plus de chance de réussite que Manheim, et une conquête plus brillante pour ses armes, le général se décide à tenter l'entreprise. Dans la nuit du 14 au 15 octobre, il détache du camp d'Edersheim des reconnaissances, auxquelles il donne l'ordre de s'avancer par Ederheim et Franckenthal, et de se replier ensuite sur Mutterstatt. Une autre se dirigea le lendemain par Turckleim et Alzey, poussa des détachemens sur Creutznach et Kayserslautern, afin de couvrir l'intervalle entre Worms et Creutznach, et par conséquent le flanc gauche de l'armée, qui allait se diriger sur Mayence. Certain qu'il n'existe aucun corps ennemi capable de le troubler dans son opération, Custine marche le 19, à la tête d'un fort détachement de cavalerie, sur Weissenau, au- 21 octobre. Allemagne.

[1] Moniteur, — Mémoires de Custine, — Tableau historique, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Jomini, — Galerie militaire.

1792. Allemagne. dessus de Mayence. Il fut bientôt suivi par le reste de l'armée, qui compléta l'investissement sur la rive gauche du Rhin, en occupant. Hechsheim, Marienborn, Genenheim et Monbach. Custine, parcourant le front de sa position, ordonna plusieurs mouvemens, dont le but était d'en imposer à l'ennemi sur le nombre de ses troupes.

Les Autrichiens qui avaient cinquante mille hommes dans des positions inutiles, et cinquante régimens d'infanterie qui ne faisaient rien dans l'intérieur de leurs États, avaient laissé la défense de la forteresse la plus importante pour eux à une garnison peu nombreuse, composée en grande partie de Mayençais peu aguerris, et commandés par un général incapable. Cependant, telle était la force même de Mayence, que si ce gouverneur eût eu plus de bravoure et d'intelligence, il se serait encore défendu avec avantage contre les vingt-quatre mille hommes que Custine employait à le cerner. Mais le baron de Gimnich, commandant de Mayence, était un vieux militaire, faible, qui se laissait effrayer par le nom seul de révolution française, et qu'entourait une foule de Mayençais, partisans de la liberté, qui, pour hâter l'entrée des Français, cherchaient tous à lui persuader que la place n'était pas tenable.

Instruit par eux que tout était préparé pour le succès de l'entreprise, Custine envoya le colonel Houchard sommer Gimnich de livrer Mayence; le colonel lui remit une lettre pleine de menaces, qu'il soutint merveilleusement au moyen de son éloquence soldatesque. Néanmoins le baron de Gimnich, honteux de céder ainsi sans brûler une amorce, répondit qu'il était de son devoir de se défendre; et en même temps il fit une décharge générale des canons de la place sur les Français. Custine, effrayé par ces démonstrations hostiles, parlait déjà de se retirer, croyant l'entreprise avortée; mais il fut bientôt rassuré par les agens qu'il avait dans la ville, et sa-

chant que le gouverneur ne cherchait qu'un motif plausible pour rendre la place, il lui envoya une seconde sommation, dans laquelle il le menaçait d'une escalade et de mettre la ville à feu et à sang dans le cas où elle se laisserait prendre de vive force. Gimnich demande vingt-quatre heures pour assembler le conseil de guerre et la bourgeoisie; Custine réplique par une troisième sommation, qui mérite d'être rapportée comme un exemple du style d'alors. « Monsieur le gouverneur, disait ce général, mon désir de ménager le sang est tel, que je céderais avec transport au vœu que vous témoignez d'obtenir jusqu'à demain pour me donner votre réponse; mais l'ardeur de mes grenadiers est telle, que je ne puis plus la retenir. Ils ne voient que la gloire de combattre les ennemis de la liberté, et la riche proie qui doit être le prix de leur valeur; car, je vous en préviens, ce n'est point une attaque régulière, c'est une attaque de vive force à laquelle il faut vous attendre. Non-seulement elle est possible, mais même elle est sans dangers. Aussi bien que vous je connais votre place et l'espèce de troupes qui la défendent. Egargnez le sang de tant de victimes innocentes, de tant de milliers d'hommes. Notre vie, sans doute, n'est rien : accoutumés à la prodiguer dans les combats, nous savons la perdre tranquillement. Je dois à la gloire de ma république, qui jouit de l'impuissance des despotes qui voulaient l'opprimer, et qui les fait fuir devant les enseignes de la liberté, de ne pas enchaîner l'ardeur de mes braves soldats, et je le voudrais en vain. » Après deux conseils de guerre, le baron de Gimnich se décide à capituler, et, le 21 octobre, la garnison sort de la place avec les honneurs de la guerre et la promesse de ne pas servir pendant un an contre la France.

1792. Allemagne.

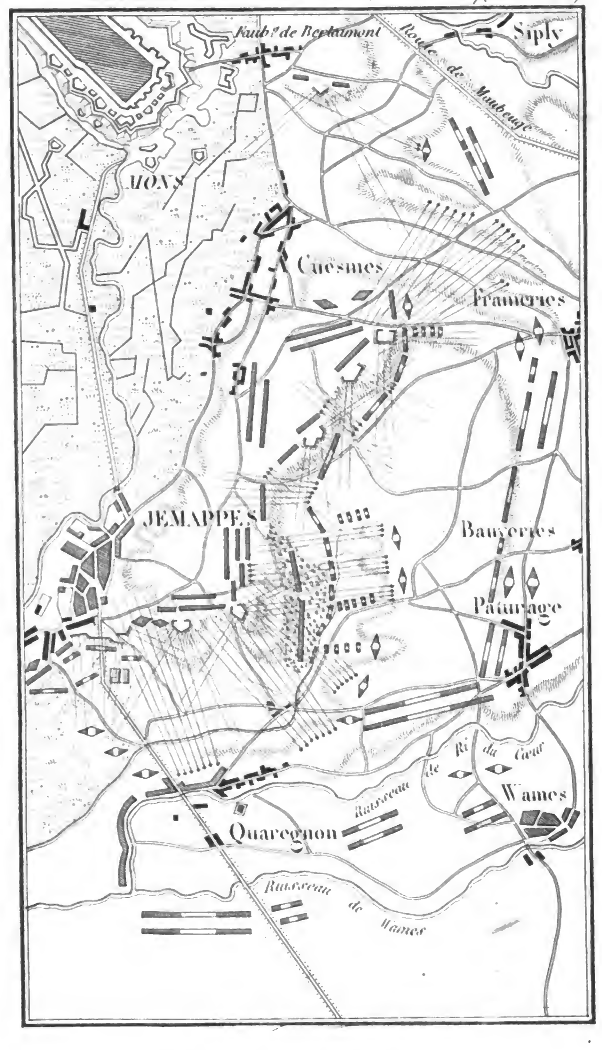
La prise de Mayence fut pour les Français un sujet de surprise et de joie. Elle produisit, en Allemagne, un sentiment général d'indignation. Cette place, dans l'état même où elle était, pouvait opposer une assez longue résistance, le corps

1792. Allemagne. d'armée qui l'attaquait étant dépourvu de tout l'attirail nécessaire pour faire un siége régulier.

23 octobre. *Prise de Francfort-sur-le-Mein*[1]. — Aussitôt que Custine se vit paisible possesseur de la ville de Mayence, il songea à pousser plus loin le succès de ses armes, en s'emparant de Francfort-sur-le-Mein. Il était informé, par les patriotes allemands, que cette ville libre et impériale, l'une des plus intéressantes de cette contrée par l'étendue de son commerce, était presque entièrement dépourvue de troupes, et que sa conquête serait l'expédition militaire la plus facile. Custine ordonna en conséquence, au général Neuwinger, de marcher avec quinze cents hommes sur Oppenheim, d'y passer le Rhin sur un pont volant, de traverser le territoire du landgrave de Hesse-Cassel, et de venir se présenter par la rive gauche du Mein, afin d'entrer dans la ville par le faubourg de Saxenhausen. En même temps le général Houchard, qui avait passé le Rhin à Mayence avec sept ou huit cents hommes, devait, en remontant le Mein sur la rive droite, se présenter aussi devant Francfort. Ce général arrive le premier au rendez-vous, et s'établit devant la porte de Boekenheim. Les magistrats, qui se croyaient à l'abri de toute insulte militaire par leur éloignement du théâtre de la guerre, envoient demander à Houchard quelles sont ses vues. Il répond, sans se déconcerter, qu'il attend une autre troupe, sollicite la permission d'acheter des rafraîchissemens, et l'obtient. La ville était dans une sécurité parfaite; mais à trois heures Neuwinger arrive, et bientôt à cette sécurité vient succéder la crainte. Il demande impérieusement à être introduit dans Francfort, avec la troupe du général Houchard. Les magistrats hésitent, baissent les ponts-levis, et feignent de vouloir se défendre; mais Neuwinger ayant fait braquer ses canons sur la porte de

[1] Journaux du temps, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Tableau historique, — Jomini, — Mémoires de Custine.

BATAILLE DE JEMAPPES, 6 Novbre 1792. T. Ier P. 67.



Saxenhausen, et menaçant de l'enfoncer, les habitans s'empressent de l'ouvrir. Les Français entrent en triomphe, et se rangent en bataille dans les rues, tandis que Neuwinger et Houchard vont à l'hôtel-de-ville frapper, au nom du général Custine, les habitans de Francfort d'une contribution de deux millions de florins, pour les punir de la généreuse hospitalité qu'ils avaient accordée aux émigrés français; mais Neuwinger, pour tranquilliser le peuple et la bourgeoisie, et les attacher à la révolution française, déclara que cette contribution ne serait supportée que par les nobles, les ecclésiastiques et les couvens de la ville et du territoire. 1792. Allemagne.

Invasion de la Belgique et bataille de Jemappes [1]. — Dumouriez, certain que le duc de Brunswick ne pensait plus qu'à évacuer la France, avait laissé au général Kellermann le soin de poursuivre les Prussiens jusqu'à la frontière, et s'était lui-même hâté de venir à Paris, pour concerter avec le nouveau gouvernement français les moyens de réaliser enfin son projet favori, l'invasion de la Belgique. Les circonstances étaient plus favorables que jamais, et il n'eut pas de peine à obtenir l'autorisation qu'il sollicitait, de le mettre de suite à exécution. Des forces considérables furent en conséquence remises entre ses mains, et dès la fin d'octobre, près de cent mille hommes se trouvèrent rassemblés sur la frontière, préparés à l'envahir au premier signal. Dumouriez divisa cette armée en quatre corps. Le général Valence était à la tête du premier, composé de dix bataillons de ligne, quinze bataillons de volontaires et de douze escadrons. Ce corps, qui formait la gauche de l'armée, prit position aux environs de Givet et de Namur, afin de s'opposer au retour de Clairfait, qui revenait de la Champagne. Le deuxième corps, commandé par le général Harville, fort de douze mille hommes, 6 novembre. Belgique.

[1] Moniteur, — Mémoires de Dumouriez, — Histoire de Toulongeon, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Tableau historique, — Jomini.

1792. Belgique. fut placé en avant de Maubeuge; il était destiné à tenir en échec les Autrichiens campés du côté de Luxembourg. Dumouriez s'était réservé le commandement du troisième corps, qui formait le centre de l'armée. Environ quarante mille hommes le composaient, et sa destination était d'attaquer l'ennemi sous Mons, et de marcher droit à Bruxelles. Enfin le quatrième corps, aux ordres du général Labourdonnaye, formait la gauche, et comptait dix-huit mille combattans, qui devaient menacer Tournay, afin de forcer l'ennemi à étendre sa défense. Voici quelle était la position de l'armée autrichienne : le général Latour, à droite, au camp de la Trinité, couvrant Tournay avec huit mille hommes; le duc de Saxe-Teschen sous Mons, avec vingt mille hommes. Une division masquait Condé, dans la position de l'Hermitage. On avait placé un corps à Bury, pour communiquer avec elle. Un détachement moins fort était à Warneton, au confluent de la Lys et de la Marque. De petits corps, placés à Tourcoing, à Lannoy et à Roubaix, devaient inquiéter Lille, et contenir sa garnison.

Dumouriez arriva à son armée le 24, la rassembla le 28, entre Quarouble et Quiévrain; l'ordre de marcher en avant fut aussitôt donné, et l'avant-garde, conduite par le général Beurnonville, prit, le même jour, position à Quiévrain, pour couvrir les communications du général Berneron, qui devait, au même moment, s'avancer à la tête de huit mille hommes, par Condé, sur le bois de Bernissart, afin de menacer Ath et Leuze, au centre de la ligne de défense de l'ennemi; et d'affaiblir ainsi les deux points principaux de Mons et de Tournay. Labourdonnaye s'approchait en même temps de cette dernière ville, et tenait en échec le corps de Latour. Le général Harville vint camper, le 1er septembre, à Houe, près du bois de Sars, à la droite de l'armée.

Cependant le duc de Saxe, témoin de tous ces mouvemens

hostiles, se confiait dans les retranchemensdont il était couvert, et paraissait vouloir risquer le sort d'une bataille. Il campait toujours en avant de Mons; sa droite était appuyée au village de Jemappes, et sa gauche à celui de Cuesmes. La ligne, en suivant les hauteurs, formait deux crochets, celui de la droite en arrière, et celui de la gauche en avant. Cette position, déjà très-forte naturellement, avait été rendue, par l'art, plus formidable encore. Tout le front de Cuesmes à Jemappes, établi sur une montagne boisée, était couvert par des retranchemens, de grosses redoutes et des batteries disposées en amphithéâtre sur le penchant des hauteurs. Ces redoutes étaient en outre garnies d'abattis pratiqués sur le talus de ces mêmes hauteurs, ce qui achevait de les rendre inexpugnables. Le crochet de la droite avait son flanc couvert par le village de Jemappes; mais celui de la gauche était en l'air.

1792. Belgique.

Les Autrichiens occupaient encore, le 3 novembre, plusieurs points de leur front dans une longue lisière de bois qui se prolonge depuis les villages de Frameries et de Bauveries jusqu'à ceux de Paturage et de Wames. Ils avaient même fortifié le village de Boussu, et l'avaient entouré de retranchemens. Dumouriez fit attaquer ce poste par trois bataillons belges, détachés de l'avant-garde. Ces trois bataillons, avançant sans ordre, furent repoussés avec perte. Beurnonville, dans la crainte d'un plus grand malheur, crut devoir rétrograder jusqu'à Quiévrain. Dumouriez, informé de l'événement, et sentant toute l'importance d'un tel début, ordonna aussitôt une nouvelle attaque. Le général Dampierre, qui en était chargé, avait avec lui un corps de Français aguerris et bien disciplinés. Après une vive résistance, le village de Boussu fut emporté à la baïonnette, ainsi que Thulin. Les Français s'emparèrent aussi du bois de Sars. Cette action, où l'ennemi avait commencé à éprouver la valeur des troupes françaises,

1792. Belgique. déconcerta tellement le duc Albert, qu'il s'empressa de retirer ses postes avancés, afin de concentrer davantage ses moyens de défense. Dumouriez profita habilement de cette faute, et son avant-garde prit aussitôt position dans les villages de Frameries et de Wames, tandis que son corps d'armée se plaçait entre les villages d'Elonge et d'Haynin. Le général Harville resta en colonne près de Genly et Noirchain. Le 5, Dumouriez acheva ses dispositions pour un engagement général, en portant son avant-garde en avant de Frameries, vis-à-vis du chemin de Cuesmes. Il fit inquiéter le village de Quareignon par trois bataillons de chasseurs, soutenus par les bataillons de l'aile gauche, qui devaient attaquer Jemappes à revers.

Dumouriez, pour diriger plus facilement les mouvemens généraux, demeura au centre, ayant pour commander sous lui le jeune duc de Chartres, qu'on appelait alors Égalité, comme son père. Ce centre était composé d'infanterie de ligne, du premier bataillon de volontaires de la Nièvre, et du sixième de chasseurs à cheval. Il formait un angle rentrant, dont un côté était en avant de Paturage, et l'autre appuyait sa droite à ce village. Le général Ferrand commandait la gauche, et Dampierre l'aile droite, que devait renforcer l'avant-garde de Beurnonville, en prenant poste entre Frameries et Paturage. Les hussards de Chamboran, de Berchiny, et les chasseurs de Normandie, devaient appuyer cette avant-garde, en se portant sur sa droite. Le reste de la cavalerie était réparti entre chaque division, pour soutenir leurs mouvemens. Le général Harville était en position à gauche du village de Sipli, la droite près de la route qui conduit de Maubeuge à Mons. Les deux armées étaient rangées sur des hauteurs demi-circulaires, à peu près également éloignées l'une de l'autre dans tous leurs points. Un espace d'environ mille toises les séparait ; la pente du terrain, d'abord rapide du côté des Français, devenait

1792. Belgique.

insensiblement plus douce en approchant du fond de ce vallon. Les positions de l'ennemi avaient l'avantage de commander celles des Français ; elles étaient retranchées ; leurs redoutes étaient garnies de plus de cent bouches à feu ; mais les Français étaient supérieurs en nombre. Aussi les généraux ennemis mirent-ils en délibération s'ils n'opéreraient point leur retraite pendant la nuit, pour prendre une position encore plus avantageuse derrière la ville de Mons. Toutefois, le duc Albert, impatient de combattre, et se souvenant que quelques mois auparavant les Français avaient fui honteusement de la Belgique, résolut de les attendre, et de saisir l'occasion de réparer l'échec qu'il avait reçu devant Lille.

L'armée française passa la nuit sous les armes, en colonnes, le long de la lisière du bois, mais de manière à pouvoir se former à gauche en bataille sans déployer. Le lendemain 6, la canonnade commença à huit heures du matin, par la droite. Dumouriez s'était rendu à la gauche, où était l'attaque décisive. Le général Ferrand emporta le poste de Quareignon, défendu par une artillerie formidable. Devant ensuite, d'après ses instructions, se porter de front sur Jemappes, tandis que le général Rozière l'attaquerait par le flanc avec quatre bataillons, Ferrand dépasse aussitôt le village dont il venait de se rendre maître ; mais il rencontre des prairies marécageuses, coupées de fossés, qui empêchent son artillerie de le suivre. Cependant, animé par les exhortations de Dumouriez, qui lui avait envoyé exprès son aide-de-camp Thouvenot, il laisse en arrière son artillerie, surmonte tous les obstacles, attaque le village de Jemappes à la baïonnette, et l'emporte. Ce général, dont l'âge n'avait pas ralenti l'ardeur, s'expose lui-même aux plus grands dangers ; il a un cheval tué sous lui, et reçoit une forte contusion à la jambe. Il se place alors à pied, à la tête des grenadiers, et continue l'attaque avec un sang-froid et une bravoure inaltérables. A la droite, l'attaque de Beur-

^ mort en 1817.

1792. Belgique. nonville était loin d'avoir le même succès. Ce général, s'étant imprudemment avancé, se voyait tout-à-coup débordé par six bataillons ennemis, et exposé au feu terrible de cinq grosses redoutes établies près du village de Cuesmes. Il était difficile de se tirer de ce mauvais pas, et déjà Beurnonville songeait à la retraite, lorsque le brave Dampierre prend tout-à-coup la résolution hardie de le sauver, en attaquant la gauche de l'ennemi. A la tête du régiment de Flandre et des bataillons volontaires de Paris, qu'il précède de cent pas, il se jette sur les six bataillons ennemis, les culbute, enlève les deux premières redoutes, où il entre le premier, tourne leurs canons contre les Autrichiens, rend à Beurnonville la liberté d'agir, et fait seize cents prisonniers. Frappés d'un dévouement aussi héroïque, les blessés, après la bataille, oubliaient un instant leurs blessures, pour se demander : Dampierre a-t-il survécu? Les soldats, souvent justes appréciateurs du vrai mérite, le nommèrent le premier dans les acclamations qui suivirent la victoire, et forcèrent Dumouriez de partager avec lui la couronne qui lui fut décernée à son entrée dans Mons. Dumouriez considéra sans doute ce partage comme une injustice; car, dans le rapport qu'il adressa à la Convention, après la bataille de Jemappes, il ne fit aucune mention de la conduite de Dampierre. Ce dernier fut plus généreux envers un vétéran, dont il fit connaître et récompenser le courageux dévouement. Ce trait mérite de trouver place dans les annales de la gloire française. Jolibois apprend que son fils, volontaire du premier bataillon de Paris, a quitté ses drapeaux; il part aussitôt pour le remplacer, arrive le matin de la journée de Jemappes, combat avec le bataillon de son fils! et s'écrie à chaque coup qu'il tire sur l'ennemi : « O mon fils! faut-il que le douloureux souvenir de ta fuite empoisonne un moment aussi glorieux! » Jolibois fut nommé officier sur le champ de bataille.

Cependant l'aile droite de l'ennemi se trouvait enlevée, son corps de bataille était tourné et pris à revers, quand, pour décider le succès, Dumouriez donne au centre l'ordre de marcher en avant. « Voilà les hauteurs de Jemappes, dit-il à ses soldats, et voilà l'ennemi : l'arme blanche et la terrible baïonnette, voilà la tactique nouvelle à employer pour y parvenir et pour vaincre. » Lui-même s'avance au pas de charge, en entonnant l'hymne militaire d'alors. Les troupes, conduites par le duc de Chartres, les deux frères Frégeville, tous deux généraux, et les colonels Nordmann et Fournier, répondent à ces chants de guerre en criant, comme à Valmy, *vive la nation!* Mais en traversant la plaine qui les séparait des Autrichiens, plusieurs bataillons, emportés par leur ardeur, perdent leur alignement; en même temps, quelques escadrons ennemis s'étant subitement présentés au centre de la position, dans l'endroit où le chemin qui conduit à Jemappes forme une ouverture au milieu des bois, trois bataillons, qui suivaient ce chemin, sont écharpés par eux, tandis que dix-huit autres bataillons se trouvent également exposés, pendant plusieurs heures, à un feu très-violent d'artillerie et d'infanterie. Quelques colonnes hésitent; une brigade toute entière reste en arrière, rompt la ligne. Le désordre et la confusion allaient se mettre dans l'armée, lorsqu'un jeune homme au service de Dumouriez, nommé Baptiste Renard, « inspiré, dit ce général, par un mouvement héroïque, » se porte au lieu du désordre, rallie l'infanterie, fait avancer sept escadrons, et rétablit le combat. Cependant la confusion s'était déjà communiquée aux troupes les plus prochaines; des bataillons s'étaient arrêtés sous le feu terrible des redoutes. Exposés aux décharges meurtrières d'une mitraille à demi-portée, ils ne fuyaient pas encore, mais ils commençaient à se mêler et à tourbillonner sur eux-mêmes, indice certain d'une fuite prochaine. Déjà même la cavalerie ennemie, s'apercevant de

1792.
Belgique.

1792. Belgique. ce mouvement d'hésitation, s'élançait pour déborder dans la plaine, et charger les colonnes par leur flanc. Le moment était critique, et les Français, qui jusque là avaient sur tous les points remporté l'avantage, pouvaient tout à-coup se voir ravir la victoire. Dumouriez, qui s'était porté sur la droite, aperçoit le danger. Il envoie le duc de Chartres pour rétablir l'ordre et s'opposer à la fuite. Celui-ci, par sa froide valeur, rallie ces troupes ébranlées et déjà éparses; il en forme une masse en colonne, lui donne le nom de *bataillon de Jemappes*, marche en avant; malgré la résistance des Autrichiens, il pénètre dans les redoutes et les enlève à la baïonnette, tandis que le troisième régiment de chasseurs et le sixième d'hussards, s'opposaient à la cavalerie ennemie, et l'empêchaient d'exécuter son mouvement.

Nous avons dit que Dumouriez, après avoir ordonné l'attaque du centre, s'était porté à la droite, où Beurnonville, qui avait recouvré la liberté de ses mouvemens par l'héroïque intrépidité du général Dampierre, recommençait son attaque. Les Autrichiens, protégés par leurs formidables retranchemens, non-seulement rendaient nuls tous ses efforts, mais opposaient une résistance tellement meurtrière, que Dumouriez, ignorant encore les succès du centre, eut un instant l'idée de renoncer à cette attaque. Cependant, ayant reconnu quelques-uns des bataillons de Paris, et plusieurs escadrons qui avaient servi sous lui dans le commencement de la campagne, il excite leur ardeur par ce souvenir, et leur inspire le désir de vaincre. Une colonne de cavalerie s'ébranlait alors pour les charger; enthousiasmés par la présence de leur général, ils attendent de pied ferme cette colonne, et l'infanterie fait une décharge si heureuse, qu'en un moment ils ont devant eux un rempart de cadavres d'hommes et de chevaux. Profitant de cet avantage, les escadrons français s'élancent alors sur les Autrichiens, les sabrent, et les repoussent sur la route de Mons.

Beurnonville appuie ce mouvement; les troupes qui venaient de repousser les Autrichiens marchent aux redoutes, et les attaquent avec vigueur. Ces retranchemens, défendus par les grenadiers hongrois, deviennent enfin abordables pour les Français, qui s'élancent à travers les boulets, les obus et les balles. Bientôt ils peuvent croiser la baïonnette avec l'ennemi. Cette arme, qui devait faire remporter tant de victoires à la république, devient terrible entre leurs mains. Les grenadiers hongrois se défendent avec intrépidité. Un carnage horrible a lieu: le sang ruisselle de toutes parts, et les redoutes sont jonchées de morts ou de blessés. Enfin, obligés de céder à l'impétuosité française, les Hongrois, qui seuls combattaient sur la ligne, se mettent à fuir. La bataille est gagnée, et les généraux autrichiens, chassés de toutes leurs positions, donnent eux-mêmes le signal de la retraite ou plutôt de la fuite. Elle s'opéra sur Mons, dans le plus grand désordre. Les troupes étaient tellement fatiguées, que Dumouriez leur accorda quelques heures de repos sur le champ de bataille. Elles reprirent les armes sur le soir, et s'ébranlèrent pour poursuivre l'armée fugitive; mais déjà elle avait dépassé Mons, et les Français s'arrêtèrent en avant de cette ville. 1792. Belgique.

Cette sanglante bataille, qui désormais assurait aux Français la conquête de la Belgique, leur coûta beaucoup de monde en officiers et soldats. Les généraux Duhoux et Ferrand, le colonel Chaumont, l'adjudant-général Monjoy, furent grièvement blessés. Dumouriez donna des preuves d'habileté et d'une grande bravoure; les généraux Dampierre, le duc de Chartres, les deux Frégéville, Beurnonville, le colonel Thouvenot, le jeune duc de Montpensier, et un grand nombre d'officiers, se distinguèrent; et les soldats combattirent avec une rare valeur, principalement ceux qui emportèrent les redoutes hongroises. L'ennemi perdit cinq mille hommes, tant tués que blessés, à peu près autant de prisonniers, et huit canons,

1792. Belgique. dont cinq pris par l'avant-garde de Beurnonville, et trois par Dumouriez en personne, dans son attaque de gauche. Un bataillon du régiment de Bender, un de Wurtzbourg, les chevau-légers de Cobourg et les fameux hussards de Blankenstein, furent presque anéantis. Parmi leurs morts on compta le comte de Haddick et le baron de Kenne, colonel du régiment de Bender.

7 et 8 novem. *Prise de Mons et de Tournay*. [1]. — La victoire de Jemappes devait amener la reddition de Mons. Les soldats, impatiens d'entrer dans cette ville pour se refaire de leurs fatigues, demandaient tous à tenter l'escalade pour s'en emparer. Déjà Dumouriez, après avoir envoyé sommer la place de se rendre, s'occupait à établir ses batteries, lorsque les habitans vinrent l'avertir que les Autrichiens avaient évacué la ville pendant la nuit. Dumouriez y entra le 7 novembre. Il trouva dans cette place cent trente pièces d'artillerie, cent sept canons en fer, trois mille bombes, trois cent mille boulets de tout calibre, deux mille trois cent soixante-cinq caisses de mitraille, quatorze cent trente-sept fusils, etc., etc. Le lendemain, la ville de Tournay se soumit également aux armes françaises.

9 novembre. Allemagne. *Combat de Limbourg* [2]. — Pendant que les Autrichiens se voyaient à la veille de perdre leurs possessions en Belgique, l'armée prussienne, qui s'était à peine échappée de France, accourait à grandes journées au secours du Palatinat, envahi par Custine. Après avoir mis Coblentz à couvert, en y laissant une forte division, Brunswick avait hâté sa marche pour s'opposer aux progrès des Français. Le 8 novembre, le général français ordonne au général Houchard de rassembler

[1] Moniteur, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Jomini, — Relation des siéges, — Tableau historique, Mémoires de Dumouriez.

[2] Moniteur, — Mémoires de Custine, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Jomini, — Tableau historique.

tous ses détachemens et d'attaquer l'ennemi dans Limbourg, un des quatre points principaux de la ligne prussienne sur la Lahn. Le général Meunier, à la tête de son corps d'armée, devait soutenir cette attaque. Houchard arrive et surprend les Prussiens qui, ne croyant pas qu'on oserait les attaquer dans Limbourg, se gardaient négligeamment. Les Français ont le temps d'établir leurs batteries avant même que l'ennemi songeât à se défendre. Cependant, après quelques momens d'hésitation, ils font sortir leurs hussards. Ceux-ci jettent d'abord un peu de confusion dans les rangs français; mais bientôt, foudroyés par le feu de l'artillerie, ils sont contraints de reculer et de rentrer dans Limbourg. Houchard, que Meunier venait de joindre, les fait poursuivre vivement. En vain ils veulent encore se défendre. Les Français fondent sur eux avec impétuosité, et les chassent hors de la ville. Les Prussiens se retirent à Montabaur, tandis que les Français se fortifient dans leur nouvelle conquête. 1792. Allemagne.

Prise de Bruxelles [1]. — Nous allons voir, sur tous les points occupés par nos armées, les événemens se succéder avec une incroyable rapidité. 14 novembre. Belgique.

Dumouriez se présente, le 13 novembre, devant Bruxelles, avec son avant-garde commandée par d'Harville, Stengel, Rosière et Thouvenot. Il trouve les Autrichiens placés sur les hauteurs d'Anderlecht. Leur armée, forte de vingt mille hommes, sous les ordres du prince de Wurtemberg, ne l'épouvante pas. Il donne aussitôt l'ordre de l'attaque; et, après un combat opiniâtre qui dura six heures, et pendant lequel les deux partis perdirent également beaucoup de monde, les Autrichiens vaincus se retirent en désordre, laissant quatre cents hommes tués sur le terrain, des pièces d'artillerie, et quelques centaines de prisonniers au pouvoir des Français.

[1] Journaux du temps, — Dict. des siéges et batailles, — Tabl. historique, — Jomini, — Mémoires de Dumouriez, — Mémoires de Custine.

1792. Belgique. Dumouriez, vainqueur, bivouaque sur le champ de bataille pendant que les Autrichiens traversaient Bruxelles.

Le lendemain, les habitans, qui déja préféraient la domination française à celle de l'empereur, vinrent en députation trouver Dumouriez. Ils lui annoncent que l'ennemi a évacué Bruxelles pendant la nuit, et lui remettent les clefs de cette capitale des Pays-Bas.

17 novembre. *Combat de Bois-d'Asche*[1]. — Après la victoire de Jemappes, Valence, quoique blessé, s'était mis à la poursuite des Autrichiens du côté de Namur. Le 17 novembre il était à Mézy. Beaulieu, à la tête d'une forte division autrichienne, occupait les bois d'Asche, et s'y était retranché avec beaucoup de soin. En même temps, un autre corps ennemi, commandé par le général Schroeder, était posté de l'autre côté de la Meuse, pour défendre l'approche de Namur sur ce point. Valence, sûr de la bravoure de ses troupes, se décide aussitôt à attaquer Schroeder. Le 18, à sept heures du matin, il marche en avant pour emporter les retranchemens des Autrichiens. Protégé par ses batteries, l'ennemi oppose à l'impétuosité française une longue résistance. Deux fois les assaillans sont repoussés, et deux fois ils reviennent à la charge avec une nouvelle ardeur. Enfin, après un combat meurtrier qui s'était soutenu toute la journée avec une valeur égale de la part des deux partis, les Autrichiens, prêts à être forcés dans leurs retranchemens, se décident à les évacuer. Cet avantage, qui avait coûté beaucoup de monde aux Français, leur valut la dispersion des deux corps autrichiens destinés à couvrir la ville de Namur. Schroeder et Beaulieu, après avoir jeté quelques troupes dans la place, s'en éloignent, et laissent à Valence la facilité d'en former le siége.

21 novembre. *Combat et prise de Tirlemont*[2]. — Dumouriez, toujours

[1] Monit., — Jomini, — Dict. des siéges et batailles, — Relat. des siéges.

[2] Moniteur, — Dictionn. des siéges et batailles, — Jomini, — Tabl. histor.

à la tête de son avant-garde, composée de cinq mille hommes, 1792.
trouve les Autrichiens qui l'attendaient, campés derrière la Belgique.
ville de Tirlemont, et leur avant-garde de trois à quatre mille hommes, était retranchée sur les hauteurs de Cumptich, vis-à-vis Pautersem. Il attaque cette troupe, et la canonne longtemps sans pouvoir la forcer à quitter sa position. Renforcée sur le soir par cinq mille hommes détachés du corps d'armée, elle n'ose cependant rien entreprendre contre le général français. Celui-ci trop faible pour l'attaquer avec son infanterie, bivouaque dans la plaine. L'ennemi se retire pendant la nuit, et Dumouriez entre le 21 dans Tirlemont, à huit heures du matin.

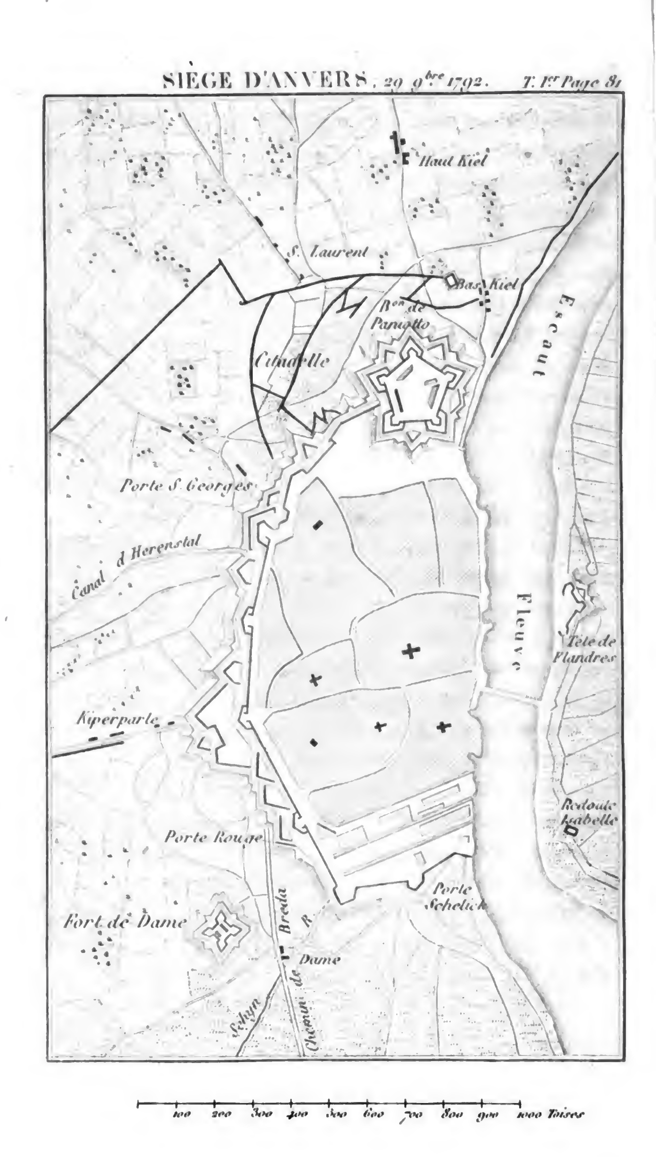
Prise et sac d'Oneille [1]. — Les opérations de l'armée 24 novembre.
française dans le Piémont n'étaient pas moins actives. Piémont.

Le général Anselme, après s'être emparé de la ville de Nice et des deux forteresses qui la couvrent, avait fait marcher ses troupes à la poursuite des Piémontais. Ceux-ci avaient pris position à Saorgio, et s'y étaient retranchés avec tant de soin, qu'après les avoir attaqués inutilement, Anselme avait jugé à propos de les laisser dans cette position, qui d'ailleurs lui était inutile, et d'occuper seulement Sospello. Le général Brunet s'établit le 3 novembre dans cette ville, avec environ deux mille hommes. Les mauvais temps ayant mis les Français dans l'impossibilité de tenir la campagne, ils avaient pris leurs quartiers d'hiver. Mais le général Anselme, sentant la nécessité d'agir activement, entreprend de s'emparer d'Oneille, en attaquant cette ville par mer. Il fait, en conséquence, embarquer à Villefranche neuf cents soldats sur l'escadre de l'amiral Truguet. Deux mille hommes de troupes de ligne s'y trouvaient déjà, sous les ordres du général Marchand de la Houlière, qui, au commencement de la

[1] Moniteur, — Tableau historique, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Jomini, — Mémoires de Dumouriez.

1792. Piémont. campagne, avait quitté Perpignan pour se rendre à Monaco, où il était alors qnestion d'opérer un débarquement. Truguet, après avoir reçu d'Anselme ses instructions, se présenta, le 23 novembre, devant Oneille, et y déploya tout l'appareil de ses forces militaires, afin, sans doute, d'effrayer les habitans, et de les amener à se rendre par capitulation. Dans cette intention, il envoie, dans un canot parlementaire, son capitaine de pavillon, du Chaila, et le charge de présenter aux magistrats de la ville une proclamation dans laquelle ils étaient invités à se réunir aux Français, s'ils voulaient éviter les horreurs de la guerre. Le canot part avec précaution. Les habitans d'Oneille font des signaux comme pour l'engager à s'approcher sans crainte.

Trompé par ces dehors de bienveillance, du Chaila s'avance avec sécurité; mais à peine touche-t-il au rivage qu'une décharge de coups de fusil, tirés à bout portant, tue trois officiers, quatre matelots, et blesse six personnes, parmi lesquelles se trouve du Chaila lui-même. Ce n'est qu'avec les plus grandes difficultés que le canot parvient à s'éloigner, et à se rendre auprès de l'escadre. Tant qu'ils furent à portée, les habitans d'Oneille les poursuivirent par une grèle de balles et de pierres. A la vue de l'indigne traitement que viennent d'essuyer leurs camarades, les Français n'ont plus qu'un désir, c'est celui de la vengeance. Truguet se détermine à regret à user de ce droit terrible des représailles que la guerre autorise, mais dont l'humanité gémit. On commença d'abord à foudroyer la ville à coups de canon, et on eut bientôt éteint le feu d'un petit fort qui voulut riposter. Le lendemain, les troupes, renforcées de mille hommes tires ds la garnison des vaisseaux, et de cent matelots armés de haches, sont distribuées dans les chaloupes de débarquement, avec quelques pièces de campagne. Au moment où elles s'éloignent, l'escadre fait une décharge générale. A la vue de ces préparatifs


Haut Kiel
S. Laurent
Bas Kiel
B.on de Paniotto
Escaut
Citadelle
Porte S. Georges
Canal d Herenstal
Fleuve
Tete de Flandres
Kiperparle
Redoute Isabelle
Porte Rouge
Porte Schelick
Fort de Dame
Breda
Dame
Chemin de
Schyn
100 200 300 400 500 600 700 800 900 1000 Toises

de vengeance, dont ils prévoyaient les épouvantables effets, 1792. Piémont.
les habitans s'étaient hâtés d'abandonner leurs maisons, et de fuir dans la campagne. D'autant plus irrités qu'ils trouvent moins de victimes, les Français se vengèrent par l'incendie, le pillage et la destruction, de la perfidie de la ville. Plusieurs ecclésiastiques, trouvés dans les couvens, sont impitoyablement massacrés, sur le soupçon d'avoir été les instigateurs de la conduite tenue la veille. Cependant une reconnaissance, faite le même jour, convainquit le général de la Houlière de l'impossibilité de se maintenir dans ce poste, et, à neuf heures du soir, les troupes, rembarquées, laissèrent aux habitans la liberté de revenir dans leurs murs dévastés.

Combat et prise de Liége [1]. — Mais reprenons le fil des 27 novembre. Belgique.
mouvemens militaires en Belgique.

L'arrière-garde de l'armée autrichienne, composée de douze mille hommes, campée à une lieue en avant de Liége, et commandée par le général Staray, est attaquée par Dumouriez. Fortifiés dans six villages, et derrière de nombreux retranchemens, les impériaux se croyaient invincibles. Cependant l'attaque fut si vive, qu'après dix heures de combat, et la résistance la plus vigoureuse, ils sont obligés d'abandonner leurs retranchemens et de fuir en désordre, avec une perte immense, devant les Français vainqueurs. Ils se hâtent de passer la Meuse, et sont assez heureux de finir cette opération avant l'arrivée des corps détachés de flanqueurs envoyés à leur poursuite. Cette victoire valut à Dumouriez la possession de Liége. L'évêque-souverain avait fui, et, le lendemain, l'armée entra dans la ville, à neuf heures du matin.

Siége et prise d'Anvers [2]. — Pendant les opérations mi- 29 novembre.

[1] Moniteur. — Dictionnaire des siéges et batailles, — Jomini, — Tableau historique, — Mémoires de Dumouriez.

[2] Moniteur, — Relation des siéges, — Tableau historique.

1792. Belgique. litaires dans l'est de la Belgique, le corps commandé par le général Labourdonnaye avait reçu l'ordre de traverser la partie occidentale, pour aller former le siége d'Anvers. Labourdonnaye envoya d'abord en avant les généraux Lamarlière et Champmorin, à la tête de l'avant-garde et de trois mille gendarmes, dont la plupart étaient des ci-devant gardes françaises. Ces deux généraux arrivèrent le 28 novembre, à quelques heures de distance; le premier, par la rive droite, et le second, par la rive gauche de l'Escaut. Le général Lamarlière, qui se trouva le premier au rendez-vous, fit prévenir de suite les magistrats d'Anvers de la présence des Français devant leur ville. A cette époque, la presque totalité des Belges, fatigués du joug autrichien, regardaient les Français comme des libérateurs, et les habitans d'Anvers le prouvèrent dans cette circonstance, en ouvrant leurs portes au général Lamarlière, et le recevant avec empressement dans leur ville. Les Autrichiens s'étaient déjà renfermés dans la citadelle, et paraissaient décidés à opposer une forte résistance.

Le général Labourdonnaye arriva bientôt lui-même avec le reste de ses troupes, formant à peu près douze mille hommes. Mais il fut bientôt remplacé dans son commandement par le général Miranda (ce dernier était Espagnol, et né au Pérou). Les travaux de siége devaient être dirigés par les officiers du génie Dejean et Marescot. L'artillerie était commandée par le capitaine Sénarmont, sous les ordres du général Guiscard. Après avoir tenu un conseil de guerre pour aviser aux moyens de faire promptement réussir les efforts des assiégeans, on somma le général autrichien de se rendre. Sur sa réponse, qu'il voulait défendre en homme d'honneur la place qui lui était confiée, les travaux furent aussitôt commencés, et les parallèles furent tirées depuis le bastion de Paniotte jusqu'à la porte Saint-Georges. Les travaux offraient de grandes difficultés. L'armée de siége n'était pas familiarisée avec ce genre

d'exercice. La pénurie des ingénieurs était telle, qu'on fut obligé de prendre des officiers d'infanterie pour diriger les travailleurs. Le sol, d'ailleurs, se refusait à ce qu'on donnât aux tranchées la profondeur nécessaire; on ne pouvait creuser à plus de deux pieds sans trouver l'eau, et on fut obligé de racheter sur la largeur le déblai destiné à former les parapets. Cependant l'ardeur des soldats français surmonta ces obstacles; les ouvrages se trouvèrent terminés le 28 novembre. Les batteries commencèrent aussitôt à faire jouer leur feu. Par un hasard singulier, le premier boulet lancé emporta la table du gouverneur, au moment où ce dernier allait s'y placer pour dîner. Les assiégés inquiétaient et troublaient les travailleurs par un feu continuel; mais celui des Français fut si bien nourri et si bien dirigé, qu'au bout de quelques heures il alluma un violent incendie dans la citadelle. Deux corps de casernes et la moitié de l'arsenal devinrent la proie des flammes. Le gouverneur de la place, effrayé de ces ravages, envoie le capitaine Devaux demander une capitulation. Elle fut conclue le lendemain 29; et, le même jour, la garnison, forte de onze cents hommes, sortit de la place avec les honneurs de la guerre, et la permission de se retirer au quartier-général du duc de Saxe-Teschen. Cent deux canons, soixante-sept obusiers, treize cents fusils et d'abondantes munitions de guerre de tout genre, tombent entre les mains des Français. Un grand nombre des Belges qui composaient la garnison, ayant demandé à prendre parti dans l'armée française, furent admis dans les bataillons nationaux déjà organisés.

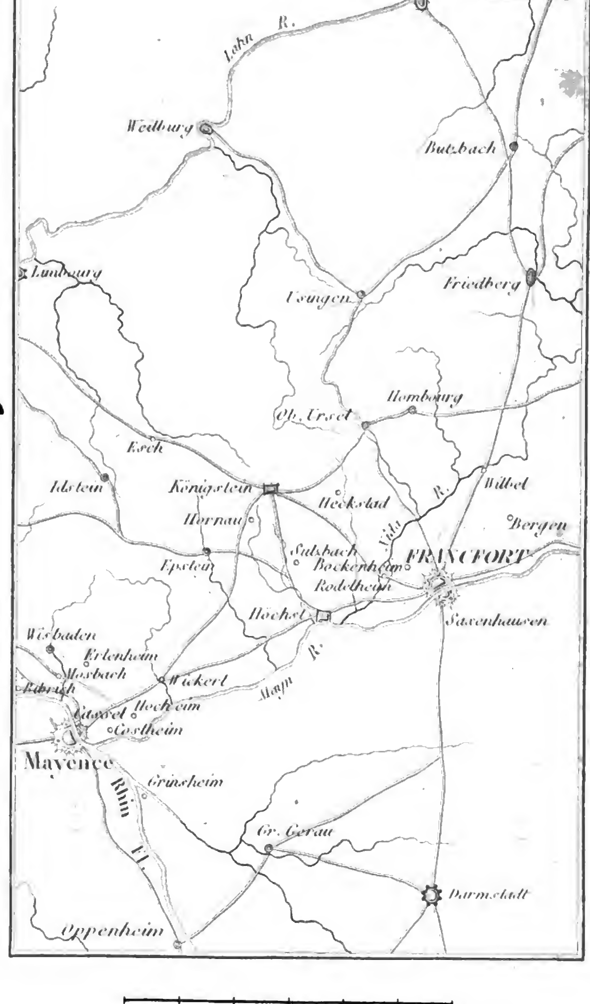
1792. Belgique.

Siége et prise de Namur [1]. — Les deux généraux autrichiens Schroeder et Beaulieu s'étant retirés après le combat de Bois-d'Asche, Valence, dès le lendemain 19 novembre, — 2 décembr.

[1] Moniteur, — Jomini, — Dictionn. des siéges et batailles, — Mémoires de Dumouriez.

1792. Belgique. s'approcha de Namur pour en former le siége. Quelques volées de canon suffirent pour engager les habitans à ouvrir leurs portes. La garnison autrichienne, forte de six mille hommes, se jette dans la citadelle, décidée à s'y défendre courageusement. Cependant, le 20 novembre, Valence la fait sommer de se rendre; mais son commandant, Moitelle, répond qu'il connaît son devoir, et qu'il saura garder la forteresse qui lui est confiée. Valence n'avait point avec lui d'artillerie de siége. Il est obligé d'en faire venir. Elle n'arrive qu'à force de bras, à travers les montagnes. Les batteries sont dressées, et foudroient la place avec une infatigable activité. Secondé par la valeur des soldats qu'il commande, le général donne plusieurs assauts, et parvient à s'emparer des forts le Camus et la Cassote. De leur côté, les Autrichiens faisaient un feu terrible; mais, malgré les décharges multipliées de la redoutable artillerie qui garnissait les remparts, les travaux de siége furent poussés avec tant de vigueur, que, le 29 novembre, la tranchée était ouverte, et déjà les boulets et les bombes écrasaient la citadelle. On savait que le fort Villate, qui défend le château, avait sous ses glacis des fourneaux préparés, en cas d'attaque de vive force, pour faire sauter les assiégeans. Le général Leveneur, qui commandait sous les ordres de Valence, conçoit le projet hardi de s'en emparer en surprenant la garnison, et tournant le fort par sa gorge. Entre cette gorge et la citadelle, il y avait une caponnière au chemin de communication, garnie de palissades et de parapets, à travers lesquels on arrive au fort par deux voûtes, dont une seule était gardée. A minuit, le 30 novembre, le général Leveneur sort de la tranchée, à la tête de douze cents hommes déterminés. Conduits par un déserteur autrichien, les Français franchissent les palissades dans le plus grand silence. Ils marchent à la première voûte, qui se trouve en effet déserte. A la seconde, les sentinelles crient et font feu. Au

FRANCFORT SUR LE MAYN. *T. 1er Pages 66 et 83.*



même instant, Leveneur, qui ne pouvait franchir la palissade, dit à un officier très-grand et très-fort qui se trouvait à côté de lui : « Jetez-moi par-dessus. » L'officier le lance en effet de l'autre côté de la barrière, et s'y précipite après lui. Plusieurs grenadiers s'empressent d'imiter leur général. Leveneur atteint le commandant du poste, qui cherchait à rassembler son monde : « Conduis-moi à tes mines, lui crie-t-il d'une voix terrible et en lui appuyant son épée sur la poitrine. L'Autrichien hésite, et balbutie quelques mots; Leveneur lui répète son ordre en le pressant davantage. L'officier, qu'agite la crainte d'une mort certaine, se décide à marcher. Le général arrache lui-même les mèches, les éteint, et s'empare du fort Villate. 1792. Belgique.

Pendant cette action intrépide, le feu de la ligne assiégeante redoublait. Vingt-quatre canons, placés en batteries, produisent un effet si meurtrier, que le commandant Moitelle, désespérant de pouvoir s'y défendre plus long-temps, demande à se rendre; et, le 2 décembre, il conclut avec le général français une capitulation, par laquelle il est convenu que la garnison toute entière sortira avec les honneurs de la guerre, mais restera prisonnière, et sera dirigée dans l'intérieur de la France. Deux bataillons du superbe régiment autrichien de Kinski et un de celui de Vierzet en faisaient partie. Valence s'empressa d'envoyer à la Convention les huit drapeaux déposés sur les glacis de Namur. Ils furent les premiers dont on fit hommage au gouvernement républicain.

Combat et évacuation de Francfort[1]. — Brunswick, après avoir vu son avant-garde défaite par Custine devant Limbourg, s'était retiré et fortifié dans Marbourg. Son armée toute entière ne tarda pas à venir le joindre. Le roi de Prusse lui-même l'accompagnait; et, pressé de reprendre sur les Français 2 décembre. Allemagne.

[1] Moniteur, — Mémoires de Custine, — Tableau historique, — Jomini, — Toulongeon.

1792. Allemagne. la ville de Francfort, et de repousser Custine sur le Rhin, il avait, le jour même de son arrivée, donné l'ordre d'occuper Limbourg, que les Français abandonnèrent. Obligé de céder à des forces supérieures, Custine, après avoir réuni ses troupes à Francfort, ne tarda pas à s'y voir suivi par l'armée du roi de Prusse. Deux mesures à prendre s'offraient également à Custine pour se maintenir sur le Rhin; l'une de livrer bataille sous les murs de Francfort, l'autre d'évacuer cette ville et de se retirer sur Mayence. Il ne fit ni l'un ni l'autre; il se contenta de laisser une garnison de deux mille cinq cents hommes dans Francfort, et ne songea à les faire appuyer par des forces supérieures que lorsqu'il ne fut plus temps d'agir.

Le 29 novembre, l'armée ennemie était en vue de Francfort. Le général comte de Kalkreuth occupait Honsbourg; le général Eben était à Oberussel, et le prince de Hohenlohe à Bergen et à Bochenheim. Le général Houchard, que Custine avait laissé aux environs de Francfort, avait établi sa division à droite et à gauche d'Heckstad; son quartier-général était à Hoechst. La garnison de Francfort était en avant de cette ville, sur la rive gauche du Mein. Le 30, le roi de Prusse envoya sommer le commandant de Francfort de rendre la place. Van-Heldem (c'est le nom de ce commandant) ayant fait une réponse convenable, le roi de Prusse ordonna tous les préparatifs pour une attaque de vive force.

Cependant Van-Heldem n'avait rien de ce qui est nécessaire pour soutenir un siége. Francfort avait des fortifications ruinées, difficiles à mettre à l'abri d'un coup de main. Les fossés avaient à peine six pieds d'eau; les portes étaient couvertes de ravelins en mauvais état; les glacis étaient transformés depuis long-temps en jardins sur lesquels on avait construit des pavillons de plaisance et des maisonnettes. Afin de pouvoir résister avec quelque avantage dans une place ainsi démantelée, il eût fallu une garnison plus nombreuse et beau-

coup d'artillerie. Van-Heldem n'avait que quelques pièces à sa disposition. Quand il voulut tirer de l'arsenal les canons qui y étaient, les Francfortois, déjà mal disposés par la contribution de trois millions de florins que Custine leur avait imposée, comme on l'a vu précédemment, s'y opposèrent. Le magistrat réclama son droit de neutralité, et rappela même la promesse du général Custine, de ne point exposer la ville à un siége. Désespéré de ces contre-temps, le commandant de Francfort avait dépêché courriers sur courriers au général en chef, qui était alors à Mayence, pour le prévenir des dangers dont il était menacé, et le prier d'envoyer au général Houchard des secours propres à le mettre dans le cas de résister aux forces réunies contre lui. Mais déjà il n'était plus temps, et le général Neuwinger, qui accourait avec neuf mille hommes, n'arriva qu'au moment où les Prussiens étaient maîtres de la ville.

Le 2 décembre, les divisions ennemies avaient attaqué les différens postes du général Houchard, et l'avaient forcé de se replier sur son quartier-général de Hoechst, et d'y prendre position. N'ayant plus en tête que les troupes de Van-Heldem, et certains de la bonne volonté des Francfortois à leur égard, les Prussiens s'étaient approchés des portes d'Essenheim, de Friedberg et de Tous-les-Saints, tandis qu'une quatrième division se dirigeait sur le faubourg de Saxenhausen, où était retranchée une partie de la garnison française. La sécurité des assaillans leur devint funeste. Persuadés qu'on ne pouvait leur opposer qu'une faible résistance, ils s'avançaient à découvert et sans précaution. Mais à peine furent-ils à portée, que Van-Heldem, démasquant tout-à-coup le peu d'artillerie qu'il avait pu rassembler, fit sur eux une décharge meurtrière. Les Prussiens, étonnés d'abord, se rassurent par leur grand nombre, continuent d'avancer, et soutiennent avec intrépidité le feu des Français. Enfin, après une heure de

1792. Allemagne. combat, les portes sont enfoncées; les habitans eux-mêmes aident à baisser les ponts; les colonnes prussiennes pénètrent rapidement dans la ville. Une nouvelle lutte s'engage dans les rues et dans les maisons. Les Français tuent un grand nombre de Prussiens, et Van-Heldem ne songe à céder que lorsqu'il est convaincu de toute l'inutilité de la résistance. Il donne alors le signal de la retraite, et sort par la porte Neuve pour aller se joindre au quartier d'Houchard, à Hoechst. Poursuivi vivement par les vainqueurs, il arrive au moment où Neuwinger se réunissait à Houchard avec ses neuf mille hommes. Malgré cette réunion, l'avant-garde prussienne continue son attaque sur les troupes françaises, et s'efforce de leur faire abandonner leur position. Mais, pris à revers et de front par l'artillerie légère de Neuwinger, les Prussiens ne pouvant se développer sont contraints de se replier. Les Français profitaient de cet avantage pour opérer eux-mêmes leur retraite sur Mayence, lorsque les Prussiens, soutenus par le gros de leur armée, reparurent: mais le combat ne se rengagea point. Les deux armées passèrent la nuit dans leurs positions respectives. Dès le matin, Neuwinger et Houchard ordonnent la retraite, et décampent avant que les Prussiens s'en soient aperçus.

Les Prussiens éprouvèrent des pertes considérables dans ces différentes affaires, où, malgré la supériorité de leur nombre, ils eurent besoin de faire les plus grands efforts pour remporter la victoire. Le prince de Hesse-Philippstadt fut blessé à mort. Les Français perdirent mille prisonniers, deux cents blessés et cent tués. Ils avaient combattu avec une bravoure telle, que leurs ennemis mêmes n'avaient pu s'empêcher de les admirer. Le roi de Prusse lui-même remarqua un grenadier d'un bataillon de la Haute-Saône qui se défendit long-temps seul sur un pont. Entouré des corps de ceux qu'il avait tués, il refusait quartier. Déjà couvert de blessures, il

ne voulait pas se rendre. Frappé de cette grandeur de courage, le roi fit retirer ceux qui attaquaient ce brave, ordonna de l'environner, de le prendre sans lui faire de mal, et de le lui amener : « Français, lui dit-il, vous êtes un brave homme; c'est dommage que vous ne vous battiez pas pour une meilleure cause. » Le grenadier républicain, embarrassé de se trouver en face d'un roi, et ne voulant pas cependant démentir ses principes, lui répondit en langage de soldat de ce temps : « Citoyen Guillaume, nous ne serions pas d'accord sur ce chapitre; parlons d'autre chose. » Le mot *citoyen Guillaume* fit fortune dans l'armée prussienne, et plus d'une fois, en passant devant les tentes de ses soldats, le roi s'entendit nommer *citoyen Guillaume*.

1792. Allemagne.

Combat de la montagne Verte et de Pellingen [1]. — Beurnonville venait de remplacer Kellermann dans le commandement supérieur de l'armée de la Moselle. Suivant le plan que le gouvernement républicain avait transmis, cette armée devait se joindre par la gauche à l'armée de Dumouriez, et par la droite au corps du général Custine, afin de pouvoir aider celui-ci dans ses opérations sur le Rhin. Le quartier-général était, le 14 novembre, à Sar-Louis, et c'est alors que Beurnonville arriva pour la commander. Après s'être successivement avancé, et avoir manœuvré de manière à tenir toujours en échec l'armée ennemie, l'armée de la Moselle était, le 4 décembre, réunie entre Holtsberg et Wasweiller. La cavalerie chassa l'ennemi du bois de Londwald, et poussa des partis sur Traerbach; l'avant-garde s'avança à Taunnen, Casel et Rouver, d'où, à la faveur d'une fusillade soutenue, elle reconnut la montagne Verte. Les Autrichiens s'y étaient retranchés, et paraissaient décidés à disputer vivement le passage aux Français. Plusieurs rangs de redoutes, disposées en

5 décembre.

[1] Moniteur, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Jomini.

1792. Allemagne. échelons les unes sur les autres, rendaient leur camp presque inabordable.

Cependant Beurnonville, ne consultant que la valeur de ses troupes, donne l'ordre d'attaquer. Le 5 décembre, une de ses colonnes s'empare deSar rebourg. A onze heures, l'avant-garde, commandée par les généraux la Barolière et Delaage, et soutenue par la première ligne, s'avance contre la montagne Verte; malgré la vive résistance de l'ennemi et la vivacité de son feu, les Français se précipitaient au pas de charge, et gravissaient la montagne en chantant, pour s'animer, des airs républicains. Déjà l'artillerie française avait démonté la plupart des batteries autrichiennes, déjà les grenadiers tyroliens qui les défendaient commençaient à lâcher pied, et les assaillans se disposaient à profiter de ces avantages pour sauter dans les retranchemens et s'en emparer, lorsque tout-à-coup Beurnonville voit se déployer dans la plaine des renforts qui arrivaient à l'ennemi, du camp de Luxembourg. Craignant de se voir tourner, et d'être attaqué en queue et en tête, il renonce à regret à l'espoir de la victoire, et donne le signal de la retraite. Les Français se replient; et, protégés dans ce mouvement rétrograde par le général la Barolière, qui faisait un feu très-vif sur les Autrichiens revenus au combat, ils reprennent leurs positions de la veille.

Le même jour, une première attaque, faite sur le village de Pellingen, n'ayant point réussi, le général Beurnonville la fit renouveler le 12 décembre. La colonne française fut d'abord repoussée; mais l'intrépidité du brave Poincarré, vieillard septuagénaire, commandant le quatrième bataillon des volontaires de la Meurthe, qui, avec trois cents hommes, arrêta la marche de seize cents Autrichiens, donna le temps au général Pully d'arriver avec des renforts. Pellingen fut attaqué une troisième fois, le 13, et emporté; mais les Français ne purent s'y maintenir.

1792. 15 décembre. Belgique.

Retraite des Autrichiens derrière la Roër[1]. — Pour compléter le succès de son invasion en Belgique, en maintenant l'occupation de ces belles contrées, Dumouriez avait résolu de faire assiéger vivement Maëstricht (cette ville appartenait à la Hollande), et de poursuivre l'armée autrichienne jusqu'au-delà du Rhin. La neutralité de la Hollande, et celle du duché de Juliers faisant partie des états de l'électeur palatin, empêchèrent l'exécution de ce projet. Le conseil exécutif ordonna au général français, par l'organe du ministre des affaires étrangères, Lebrun, de respecter le territoire de ces deux puissances. Dumouriez dut se borner alors à assurer les cantonnemens de ses troupes. Après deux attaques successives, les Autrichiens évacuèrent Trèves et Aix-la-Chapelle, et se retirèrent derrière la rivière d'Erft.

Le 8 décembre, une partie de l'armée française occupa Aix-la-Chapelle, et prit ses quartiers d'hiver entre la Meuse et la Roër, sans autre événement remarquable que l'occupation de Verviers, le 11 décembre.

Miranda avait envoyé le colonel Fournier pour s'emparer de cette ville. Cet officier trouva les Autrichiens postés en assez grand nombre dans le faubourg dit d'Espagne. Défendus par les difficultés naturelles du terrain, ils étaient inattaquables de front. Fournier les fait tourner par trois bataillons de grenadiers, sous les ordres du colonel Hahu, tandis que lui-même marche contre eux par la ville de Verviers. Cette manœuvre a tout le succès désiré. Attaqués de flanc, les Autrichiens sont obligés d'abandonner leur position, malgré la plus vigoureuse résistance. Une partie de leur artillerie est prise par les grenadiers, et ils se retirent en désordre sur le village de Cheneux.

Le général Clairfait, après avoir fait rompre les ponts de

[1] Moniteur, — Mémoires de Dumouriez.

1792. Duren, Linnich et Juliers, sur la Roër, cantonna ses troupes entre cette dernière rivière et celle de l'Erft.

15 décembre. Allemagne. *Combats de Wavren et de Hamm*[1]. — Les 14 et 15 décembre, le général Beurnonville, qui voulait à toute force exécuter son expédition sur Trèves, ainsi qu'il en avait reçu l'ordre du conseil exécutif, fit attaquer les hauteurs de Wavren et de Hamm. Il divise son armée en trois colonnes; la première, sous les ordres du général Delaage, devait se diriger par Bibelshausen; la deuxième, commandée par les généraux Pully et Landremont, devait se former en bataille sur la hauteur à la gauche de Dœil, ayant Wavren en front; elle avait toute l'artillerie avec elle. Enfin la troisième, conduite par le général Humbert, devait surveiller les renforts qui pourraient arriver à l'ennemi, et soutenir au besoin les deux autres.

Les hauteurs que les Autrichiens occupaient étaient très-élevées, et couvertes de plus de trois pieds de neige. L'ennemi y était en force, retranché et défendu par une artillerie formidable. Cependant, malgré tous ces obstacles, les Français s'élancent, foudroyés sans cesse par toute l'artillerie autrichienne. Il leur fallut plus d'une heure pour arriver aux premiers retranchemens. Là commença un combat terrible à la baïonnette. Les Autrichiens, protégés par leurs retranchemens, se défendaient avec avantage. Enfin, effrayés de l'impétueuse valeur des Français, ils lâchent pied, et fuient avec tant de précipitation que les grenadiers du lieutenant-colonel Laubardière, qui avaient sauté dans les retranchemens, eurent le temps de se saisir de plusieurs pièces de canon.

De son côté, la deuxième colonne attaquait la cavalerie ennemie, campée sur la montagne de Hamm, non moins fortifiée que les hauteurs de Wavren. Le général Pully conduit

[1] Moniteur, — Dumouriez, — Tabl. hist., — Dict. des siéges et batailles.

ses soldats au pied de la montagne. Au moment où il allait commander le pas de charge, un Français, déserteur du camp des Autrichiens, arrive, se jette au cou du général, lui demande sa liberté, et surtout le conjure de ne pas attaquer une montagne aussi fortifiée, et défendue par des troupes d'élite au nombre de trois mille hommes. Pully n'en avait que douze cents. Il donne la liberté au soldat déserteur : « Suis-moi, lui dit le général, si tu veux la mériter. » En même temps, Pully donne le signal. Ses troupes, animées par son exemple, gravissent la montagne au pas de charge. En un moment, elles est franchie; les canonniers ennemis sont assommés sur leurs pièces, et les trois mille Autrichiens cèdent la place aux douze cents Français, qui restent maîtres de presque toute leur artillerie.

1792. Allemagne.

Ces actions brillantes n'eurent pas le résultat qu'on devait en attendre. Le corps du prince de Hohenlohe-Kirchberg, soutenu et appuyé par celui du général Beaulieu, posté à Luxembourg, opposa une résistance vigoureuse aux efforts du général Beurnonville. Les représentans du peuple (on appelait ainsi les membres de la Convention), envoyés à l'armée de la Moselle, jugèrent par eux-mêmes que toutes tentatives ultérieures devenaient inutiles. La retraite sur Sar-Louis fut ordonnée, et elle fut couverte par les attaques réitérées que fit le général la Barolière pour distraire l'attention de l'ennemi. L'armée de la Moselle prit ses quartiers d'hiver sur les rives de la Sarre.

CHAPITRE II.

ANNÉE 1793.

Combat de Hockheim. — Siége de Cagliari. — Déroute d'Aix-la-Chapelle. — Bataille de Nerwinde. — Combat et prise de Thouars. — Combats de Rixhem, du camp de Famars, d'Arlon. — Bataille et prise de Saumur. — Siége de Nantes. — Combat de Luçon. — Siége et reddition de Condé, de Mayence, de Valenciennes. — Bataille de Luçon. — Toulon livré aux Anglais.

1793. LA campagne de 1792, commencée de la manière la plus propre à décourager une nation, s'était terminée avec les succès les plus brillans et les plus avantageux pour la France. Ce pays qui naguère s'était vu exposé à toutes les horreurs des invasions, avait tout-à-coup reporté sur le territoire de ses ennemis les ravages de la guerre. Du midi au nord les armées françaises, couvertes de lauriers, se trouvaient établies au milieu des nations qu'elles avaient vaincues. Si dans ce moment la France, éclairée sur sa situation, eût su profiter de ses avantages pour fonder enfin une monarchie constitutionnelle, elle eût pu alors, avec un peu de sagesse de la part de ses gouvernans, conserver les importantes conquêtes qu'elle venait de faire, et s'assurer une longue suite d'années heureuses et prospères. Mais les hommes qui, au nom du peuple qu'ils égaraient sur ses véritables intérêts, exerçaient à cette époque un pouvoir sans bornes, uniquement occupés du soin de faire réussir leurs sinistres projets, fondés sur une théorie impraticable, ne semblaient travailler que pour rétablir l'anarchie. Cependant, aux ennemis qu'ils

avaient déjà attirés sur la France, allaient se joindre de nouveaux ennemis non moins formidables. L'Espagne, l'Angleterre et la Hollande, d'abord spectatrices tranquilles des troubles civils de la France, allaient elles-mêmes prendre parti contre elle, et réunir leurs forces à celles des puissances armées pour la combattre. L'Espagne, excitée par le désir de venger la mort d'un souverain que les liens du sang unissaient à son roi, entrait en lice la première. L'Angleterre, peut-être autant par intérêt et par vengeance, que pour soutenir la royauté, avait surtout en vue l'affaiblissement de la France, cette éternelle rivale que de funestes préjugés lui font considérer comme son ennemie naturelle. Enfin, la Hollande prenait les armes parce que déjà les révolutionnaires français fomentaient des troubles dans ses provinces, et que le voisinage de l'armée de la Belgique lui faisait craindre une prochaine invasion. 1793.

La coalition, augmentée par le concours de ces trois puissances, allait donc devenir plus formidable que jamais. Une lutte beaucoup plus hasardeuse que la première allait s'engager. Toutes les chances de succès paraissaient être du côté des alliés; et cependant telles étaient à cette époque l'inhabileté et l'incurie des membres du gouvernement républicain, que les armées destinées à soutenir les efforts des peuples ligués contre la France, étaient dans le dénûment le plus absolu, et manquaient également de vivres, de munitions et d'habillemens. Aussi la campagne de 1793, qui s'ouvrit d'abord sous des auspices assez favorables, ne tarda-t-elle pas à être signalée par des revers, et la France, un moment penchée vers sa ruine, eut besoin de toute l'énergie de ses défenseurs et de l'habileté de ses généraux pour se relever et réparer les pertes immenses que lui fit éprouver l'imprévoyance des hommes qui, en lui prêchant la liberté, appesantissaient sur elle le joug de la plus monstrueuse tyrannie.

1793. 6 janvier. Allemagne.

Combat de Hockheim[1]. — L'armée qui venait de subjuguer la Belgique, et celles qui avaient conquis la Savoie et le comté de Nice, étaient entrées dans leurs quartiers d'hiver. Custine seul, pressé par les Prussiens, tenait encore la campagne. Obligé d'évacuer Francfort devant des forces supérieures, il s'était retiré à Mayence, et n'avait pas tardé à se voir suivi par les ennemis : sans l'âpreté de la saison, il eût vu presque aussitôt le duc de Brunswick et le roi de Prusse en personne former le siége de cette place importante. Dès le 14 décembre, leur avant-garde s'était emparée du poste de Hockheim, et dès-lors les Français se trouvèrent resserrés à la droite du Rhin, sur une petite langue de terre très-étroite, de Costheim à Bibrich. Custine appréhendant d'être bientôt assiégé dans Mayence, se hâta de mettre cette place en état de siége, et de faire travailler activement à l'amélioration de ses fortifications. Cependant, son armée, forte de trente mille hommes, occupait toujours les dehors de la ville, et les commissaires de la Convention, Rewbell, Haussmann et Merlin de Thionville, s'étant alors rendus à Mayence, le général français, qui croyait de son intérêt de leur prouver son dévouement, voulut leur donner le spectacle d'une opération militaire. Le 2 janvier, il envoya en conséquence huit bataillons avec douze pièces de canon, aux ordres des généraux Houchard et Sédillot, pour reprendre les postes de Hockheim et de Costheim. Les Prussiens, qui se tenaient à peine sur leurs gardes, furent facilement repoussés, et les deux villages restèrent au pouvoir des Français. Mais, dans la nuit du 5 au 6, l'ennemi, qui ne voulait point abandonner la possession de ces deux postes, reparut en force pour les attaquer. Favorisé par une neige épaisse qui tombait en abondance, il s'avance et tombe sur les Fran-

[1] Moniteur, — Mémoires de Custines, — Tableau historique.

çais à l'improviste. Les premières gardes sont égorgées; les secondes se replient; l'alarme se répand aussitôt parmi les soldats. Pris à revers par une colonne, tandis que d'autres l'attaquent de front, Sédillot, qui occupait Hockheim, se trouve tout-à-coup enveloppé dans le village. Néanmoins, n'écoutant que son courage, il s'élance à la tête des troupes qu'il a ralliées, se fait jour à travers les bataillons ennemis, et se retire à Casel, laissant sur le champ de bataille cinq cents hommes et les douze pièces de canon qu'il avait emmenées de Mayence. Houchard, qui n'avait point été attaqué, se retira également à Casel. Tel fut le résultat de la courtoisie de Custine envers les représentans du peuple. 1793. Allemagne.

Combat de Sospello [1]. — Anselme, dénoncé à la Convention comme coupable de dilapidations exorbitantes commises dans le comté de Nice, avait été remplacé par le général Biron. L'armée que ce dernier commandait, avait pris le nom d'armée d'Italie, et il avait sous ses ordres les généraux Brunet et Dagobert. Biron avait promptement fait quitter à cette armée ses cantonnemens d'hiver, et l'avait conduite en avant. Il s'était arrêté à Lantosca après s'en être rendu maître, et se préparait à suivre sa route, lorsqu'il est averti par ses espions que les Piémontais, qui avaient reçu des renforts, avaient l'intention de l'attaquer. Impatient de combattre, il se décide aussitôt à les prévenir, en marchant contre eux. Les généraux Dagobert et Brunet partent pour cette expédition. Ils trouvent les Piémontais retranchés en avant de Sospello. Quoique inférieurs en nombre, les Français, bien commandés, attaquent l'ennemi qui se défend d'abord vaillamment. Mais bientôt écrasé par l'artillerie française, et menacé par la terrible baïonnette, il fuit et laisse au pouvoir du vainqueur plus de trois cents prisonniers, parmi lesquels se trouve le 14 février. Piémont.

[1] Moniteur, — Tableau historique, — Toulongeon.

1793. Sardaigne. major Strasoldo, parent du général autrichien du même nom. Les chefs de corps Lombart, Perrier, et les capitaines de grenadiers Despinois [1] et Rambault [2] se distinguèrent dans cette journée.

21 février. Piémont. *Siége de Cagliari* [3]. — Pendant que Montesquiou et Anselme s'emparaient d'une partie des États du roi de Sardaigne sur la terre-ferme, l'amiral Truguet était chargé par le gouvernement républicain de faire une descente en Sardaigne. Parti de Toulon à la fin de décembre avec vingt-deux vaisseaux de guerre, frégates ou galiotes à bombes, il se présente le 23 devant Cagliari, capitale de cette île. La place est sommée de se rendre; et les assiégés, ayant renversé d'un coup de fusil le parlementaire chargé de porter la sommation, Truguet, furieux, donne, le 27, l'ordre de bombarder la ville. Mais les Sardes, dont l'artillerie était nombreuse et bien servie, opposent à cette attaque une vigoureuse résistance. Leur feu embrase un des vaisseaux français; un autre s'étant trop approché de terre, échoue; plusieurs autres sont endommagés. Truguet cependant veut tenter la descente; mais ses troupes de débarquement, composées de nouvelles recrues, montrent de la mauvaise volonté; le désordre se met parmi elles, et Truguet retourne à Toulon pour réparer ses pertes, et prendre à bord des troupes mieux disciplinées et plus aguerries. Le 3 février, il reparaît devant Cagliari avec sept mille hommes de plus sur sa flotte. Après plusieurs essais toujours rendus infructueux par la résistance des Sardes, l'amiral parvient enfin, le 17, à débarquer quatre mille hommes. Leur commandant les divise en deux colonnes. La première reste sur le lieu même du débarquement : pendant qu'elle s'occupe à y former des retranchemens, l'autre se dirige sur le fort Saint-Élie, dans l'inten-

[1] Depuis lieutenant-général.
[2] Mort en Syrie, au siége de Saint-Jean-d'Acre, dans le grade de général.
[3] Moniteur, — Tableau historique, — Toulongeon.

Berg-op-Zoom
Fort
Steenbergen
Haerle
Cromiel
Blaw Sluys
Wouwe
Groenhout
Boyerlandt
Roosendael
Oud Castel
Willemstadt
Kukveen
Oudenboch
Noort Schans
Sprindel
Klundert
Zevenbergen
Roopaert
Stry
Ruysbergen
Moerdyk
Hage
Merk R.
Swaluwe
Dordrecht
Galder
BREDA
Bavel
Gertrudenberg
Dieren
Raensdonck
Gorcum
Heusden
Crevecœur
Bois le Duc

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 Lieues

tion de forcer la citadelle de Cagliari. Mais attaquée par de forts détachemens de la garnison, à la chute du jour, cette colonne est battue, et contrainte de se retirer dans les retranchemens. Trois jours après, une tempête horrible vient assaillir la flotte. Truguet voit un vaisseau de quatre-vingts canons sombrer sous voile; deux frégates sont obligées de couper leurs mâts pour éviter le même sort. Plusieurs bâtimens de transport échouent sur la côte, et tombent entre les mains des Sardes. Enfin, contrarié par les élémens, Truguet renonce à son entreprise. Il fait rembarquer ses quatre mille hommes, et le 21 il lève l'ancre et fait voile vers Toulon. 1793. Sardaigne.

Prise de Breda, de Klundert, etc. [1]. — Après avoir placé ses troupes en quartiers d'hiver, Dumouriez s'était rendu à Paris, dans l'espérance d'y recevoir, par les acclamations de ses concitoyens, la récompense de ses succès dans la Belgique. Mais il fut accueilli avec indifférence et presque avec dédain. Quoique ses victoires eussent affermi le pouvoir de la Convention, ce général commençait à devenir suspect aux yeux de certains membres de cette assemblée, qui déjà pénétraient ses desseins ambitieux, malgré le voile du patriotisme exagéré dont il cherchait à les couvrir. Aussi ses plans pour la campagne qui allait s'ouvrir, furent presque tous contrariés, et on parut prendre plaisir à lui refuser tout ce qu'il demandait pour mettre son armée à même de suivre le cours de ses exploits. Quand il vint reprendre le commandement de la Belgique, ses troupes étaient dans un état de délabrement effrayant. Les maladies et la désertion avaient considérablement diminué les corps. Leur dissolution paraissait plus 25 février. Hollande.

[1] Moniteur, — Jomini, — Mémoires de Dumouriez, — Dictionnaire des siéges et batailles.

1793. Hollande. vraisemblable que la réussite d'aucune mesure tendante à les compléter.

Dumouriez sentit que, dans cet état de choses, il devenait très-difficile de rien entreprendre de glorieux. Aussi le gouvernement républicain ayant déclaré la guerre à la Hollande, ou plutôt au stathouder, qu'il supposait, non sans motif, devoir être l'ennemi des principes révolutionnaires, Dumouriez, qui regardait comme facile la conquête de ce pays, résolut de commencer par-là les opérations de la campagne. Il avait d'ailleurs l'espoir d'y trouver les ressources qu'on lui refusait pour mettre son armée sur un pied respectable et en état de continuer ses succès. L'histoire, peut-être, lui attribuera de plus graves motifs; mais, comme ces considérations politiques nous entraîneraient au-delà du cadre que nous avons adopté, nous ne nous en occuperons point. Dumouriez, qui savait que le seul moyen de réussir dans son expédition était de profiter avec rapidité de la dissémination des troupes hollandaises, et de commencer son invasion avant qu'on pût la soupçonner, se rendit à Anvers dans les derniers jours de janvier, et prit toutes les mesures nécessaires pour y donner le change sur son séjour et sur le rassemblement de troupes qu'il y préparait. Son corps, partagé en quatre petites divisions, montait à peu près à seize mille hommes, commandés par les généraux Berneron, Darçon, et les colonels Leclerc et Tilly.

Cette armée entra le 17 février sur le territoire hollandais, et prit des cantonnemens très serrés, depuis Berg-op-Zoom jusqu'à une lieue de Breda. Dumouriez la joignit, le 22, avec l'artillerie et les derniers corps. Son dessein était de s'approcher du Moerdyk, de se rendre ensuite maître des places fortes qui entourent cette espèce de bras de mer, de le traverser avec les bateaux dont il se serait emparé, et de pénétrer ensuite au cœur de la Hollande, en prenant Dordrecht

et marchant par Rotterdam, La Haye, Leyde et Haarlem, sur Amsterdam. 1793. Hollande.

Il porta le général Berneron en avant, pour assiéger Klundert et Willemstadt. La division de droite devait attaquer Breda, tandis que celle de gauche bloquerait Berg-op-Zoom et Steenbergen. Dumouriez se tint en réserve avec quelques bataillons et deux cents chevaux, pour soutenir au besoin ces deux divisions.

En examinant ces dispositions et le petit nombre de troupes qui devaient opérer, on doit supposer que Dumouriez comptait beaucoup sur l'insurrection des Bataves pour faciliter le succès de son entreprise sur la Hollande : quoi qu'il en soit, il réussit d'abord au-delà de ses espérances. Breda se rendit au général Darçon, après trois jours de bombardement sans tranchée ouverte, et au moment où le défaut de munitions allait faire abandonner l'entreprise. Cette reddition ne fit point honneur au comte de Byland, qui commandait la place, et qui céda un peu trop facilement aux menaces de l'aide-de-camp Devaux, envoyé par le général Darçon pour faire la sommation d'usage. On trouva cent quatre-vingt-sept pièces de canon, et une forteresse en bon état. La garnison, forte de deux mille quatre cents hommes, fut renvoyée sur parole. Le commandant du petit fort de Klundert se conduisit avec plus de bravoure et de résolution. Il n'avait pour garnison qu'un détachement de cent cinquante hommes. Après un siége de deux jours, voyant qu'il ne pouvait plus tenir, par l'incendie allumé dans la place, il encloua ses canons, chercha à se faire jour, et se fit tuer honorablement les armes à la main. On trouva sur lui les clefs de la place, et le détachement mit bas les armes. Les Français, en proclamant qu'ils respecteraient les propriétés particulières, confisquèrent tout ce qui appartenait, dans les deux places, au prince d'Orange.

1793. *Retraite du corps d'armée posté au-delà de la Meuse* [1].
3 mars. — Pendant les opérations du corps d'armée en Hollande,
Belgique. Miranda avait fait bombarder Venloo; mais le secours donné par le prince de Brunswick-Oels, déconcerta le projet de s'emparer de cette place. Maëstricht fut assiégé le 20 février. Le bombardement, poussé avec activité, mit le feu dans plusieurs quartiers de la ville; le prince de Hesse, qui y commandait, répondit avec vigueur au feu des assiégeans. Le corps du général Valence occupait une longue chaîne de cantonnemens. Les brigades des généraux Dampierre, Stengel et Miaczinsky étaient postées à Aix-la-Chapelle, sur la Roër, et à Rolduc. Cette chaîne trop étendue fut traversée sans grande résistance par l'armée autrichienne, qui passa la Roër, le 1er mars, près de Aldenhoven, au nombre de trente-cinq mille hommes. Le 3, l'archiduc Charles, avec la division sous ses ordres, avait déjà fait lever le blocus de Maëstricht, sur la rive droite de la Meuse. Le général Leveneur, qui commandait dans cette place, eut heureusement le temps de se retirer en emmenant son artillerie. Le prince de Wurtemberg attaqua Aix-la-Chapelle : la déroute des troupes françaises fut complète sur ce point. Tous les postes se retirèrent en désordre, partie sur Liége, partie du côté de Maëstricht. Le général Miaczinsky, forcé d'abandonner Linnich et Rolduc, fut obligé de traverser Aix-la-Chapelle, que les Autrichiens avaient déjà dépassé; il fut assez heureux pour rejoindre le général Dampierre à Herves. Les troupes françaises postées en avant de Ruremonde, et commandées par les généraux Champmorin et Lamorlière, attaquées par le comte de la Tour, se retirèrent sur Diest. Miranda abandonna le bombardement de Maëstricht; et, au lieu de venir prendre position, comme Dumouriez lui en avait donné l'ordre, entre Maëstricht et Tongres, il se retira précipitamment entre cette dernière ville et Saint-Tron,

[1] Journaux du temps, — Relation historique, — Notes manuscrites.

en laissant les bagages de ses troupes au pouvoir de l'ennemi. 1793. Belgique.
L'artillerie aurait eu le même sort, sans la sage prévoyance du général Bouchet (du génie) qui dirigea sa retraite.

5 mars. Hollande.

Prise de Gertruydenberg[1]. — Darçon, après l'occupation de Breda et de Klundert, reçut l'ordre de se porter sur Gertruydenberg, pour en former le siége. Cette ville importante, dont Dumouriez désirait surtout s'emparer pour en faire une place d'armes qui protégeât son passage du Moërdyk, était dans le meilleur état de défense possible. Elle renfermait une forte garnison hollandaise; elle était en outre hérissée de forts avancés, et entourée d'une multitude d'inondations, qui ne laissaient, pour arriver au corps de la place, que des lignes enfilées par des batteries. Cependant Darçon l'attaque avec tant de vigueur, que le lendemain de l'investissement, il s'empare du fort de Steellinve, qui, accessible par une seule digue, et défendu par les inondations, lui offrait les plus grandes difficultés à surmonter. Jusqu'au 2 mars, il fut occupé de l'attaque du fort de Douk, dans lequel on organisait une vigoureuse défense. Ce fort, entouré d'eau de tous côtés, n'était point facile à attaquer. Cependant Darçon dirige sur lui un feu si violent, que l'ennemi est enfin forcé de l'évacuer pendant la nuit. Les Français s'y postent aussitôt; ils y établissent de l'artillerie, pour battre en brèche le fort de Spuy, situé sur la gauche de la place, et que les assiégés promettaient de défendre avec opiniâtreté. Mais le colonel d'artillerie Lamartinière, qui dirigeait les batteries du fort de Douk, en fit un usage si bien ménagé, que Darçon, ayant sommé le commandant de la place de se rendre, celui-ci se hâte d'entrer en capitulation, et les Français restent maîtres de la ville aux mêmes conditions que de celle de Breda.

[1] Moniteur, — Jomini, — Dumouriez.

1793. Hollande. Sur ces entrefaites, l'armée hollandaise, sous les ordres du prince d'Orange, s'était rassemblée aux environs de Gorcum et de Heusden. Elle se trouvait en position de soutenir Grave, Bois-le-Duc, de couvrir la Hollande, et de se lier au besoin avec le corps prussien du prince de Brunswick-Oels, qui était aux environs de Venloo, et qui avait jeté trois mille hommes dans cette place.

Le général Dumouriez, outre des munitions considérables, trouva dans Gertruydenberg une marine suffisante pour lui faire exécuter son passage du Moërdyk. Il en ordonna les préparatifs, pendant qu'une partie de ses troupes assiégeait Willemstadt, et qu'une autre division bloquait Berg-op-Zoom et Steenbergen. Son quartier-général était à Roovaërt, et il avait fait pratiquer sur les dunes des cabanes en paille pour les soldats, qui, toujours fidèles au caractère national, appelaient plaisamment ce cantonnement aquatique le *Camp des castors*. On était parvenu à équiper vingt-trois bâtimens, et à les rassembler dans l'anse de Roovaërt. Enfin tout était prêt, et Dumouriez était sur le point d'effectuer son passage, lorsque tout-à-coup la nouvelle de la déroute d'Aix-la-Chapelle parvint jusqu'à lui, et l'obligea de renoncer à ses projets. Il partit le 10 mars pour se rendre à l'armée de la Belgique, d'après l'ordre qu'il en reçut du conseil exécutif, après avoir laissé au général de Flers le commandement du corps qu'il quittait.

5 mars. Belgique. *Combat de Tongres*[1]. — L'armée autrichienne ayant passé la Meuse, son avant-garde atteignit l'arrière-garde de Miranda près de Tongres. Ce dernier venait d'être joint par le général Valence avec une partie de ses troupes. L'état de désorganisation de l'armée, dans la retraite précipitée qu'elle venait de faire, était tel, que malgré la bravoure et

[1] Journaux du temps, — Pièces officielles, — Jomini.

le sang-froid de Valence, et le feu bien dirigé de l'artillerie, les retranchemens que Miranda avait élevés autour de Tongres furent emportés, presque sans résistance, par le prince Charles. Cependant le salut des troupes qui revenaient de Liége se trouvait compromis par les suites de cet avantage, et leur retraite devenait presque impossible sans un nouvel effort de l'intrépide Valence. Il se met à la tête de quelques bataillons de grenadiers, se précipite en désespéré au-devant de l'ennemi, et parvient à l'arrêter assez de temps pour faciliter la réunion des différens corps avec les troupes de Miranda. 1793. Belgique.

Mais quittons un moment ce théâtre de la guerre, et reportons-nous sur les bords du Rhin et dans les champs vendéens.

Reddition de Kœnigstein [1]. — Les Prussiens, qui poursuivaient Custine après la prise de Francfort, avaient formé le siége de Kœnigstein. Conquis quelques mois auparavant, lorsque le général français s'avançait en vainqueur dans l'Allemagne, Kœnigstein n'avait pour garnison que quatre cents hommes, commandés par Meunier. A peine arrivé devant le fort, le roi de Prusse fait sommer cette faible garnison de se rendre. Meunier assemble ses soldats et leur tient ce discours : « Camarades, si vous restez inébranlables, comme je n'en donte point, nous défendrons Kœnigstein tant qu'un seul de nous restera en vie; mais si, contre mon attente, je vous trouvais faibles, parlez, ce moment serait le dernier de ma vie. » En même temps il leur montre deux pistolets, qu'il appuie sur son sein : « Vaincre ou mourir ! » s'écrie d'une voix unanime la garnison. Le commandant se tourne alors vers le parlementaire prussien, témoin de cette scène. « Allez rapporter, lui dit-il, à votre 9 mars. Allemagne.

[1] Moniteur, — Dictionnaire des siéges et batailles.

1793. Allemagne. prince ce que vous venez de voir et d'entendre; voilà ma seule réponse. » Meunier, pendant tout le cours du siége, se montra digne d'un si beau début. Durant quatre mois qu'il fut cerné dans Kœnigstein, il repoussa toutes les attaques, avec un courage inébranlable, supporta, avec sa garnison, des privations de tous genres, et ne se rendit, le 9 mars, qu'après avoir absolument épuisé toutes ses ressources, et avoir perdu toute espérance d'être secouru. Cette belle défense du commandant Meunier lui concilia l'estime des ennemis, et lui valut, à son retour en France, le grade de général de brigade, quoiqu'il ne fût que capitaine.

10 mars. Vendée. *Combat de Machecoul* [1]. — La mort de Louis XVI, immolé par un parti qui le regardait comme le dernier obstacle à l'établissement de sa puissance, est pour le pays de Manges, celui de Retz et la Basse-Vendée, le signal d'un soulèvement général. Les chefs parcourent les communes, rassemblent les paysans, et les excitent à la vengeance. De toutes parts des cris d'indignation s'élèvent contre les assassins d'un prince digne d'un meilleur sort.

Mais désormais la guerre que la royauté déclare au républicanisme, ne sera plus, comme en 1792, une guerre entreprise par de simples paysans révoltés contre leurs oppresseurs. Appuyés par une puissance voisine, qui leur promet des secours et des armes, commandés par des chefs nommés par le frère du roi qu'ils jurent de venger, les Vendéens vont bientôt organiser des armées formidables. Pourvus de tous les moyens de tenir la campagne, ils vont être les plus terribles ennemis de la république, et montreront ce qu'eussent pu faire les puissances alliées contre elle, si, comme eux, elles eussent combattu franchement pour la cause qu'elles disaient défendre.

[1] Beauchamp, — Madame Laroche-Jacquelein, — Berthre de Bourniseaux, — Bouviers-Desmortiers, — Thureau.

Après avoir employé le temps écoulé depuis le supplice de Louis XVI, à organiser leur parti et à régulariser leurs mesures, les chefs vendéens font tout-à-coup retentir le tocsin d'alarme dans les provinces royalistes; les habitans, avertis d'avance, se rassemblent à ce signal de l'insurrection, et le 19 mars, quinze cents hommes, commandés par les frères Hériault et Légé, Paigné, homme d'affaires de M. de la Platrière, Berthaud et Boursault, et de Saint-Lumine de Grand-Lieu, viennent attaquer Machecoul. Cent hommes de la garde nationale, sous les ordres de Maupassant, ex-député de l'Assemblée nationale et commissaire du département, soutenus par la gendarmerie, sortent de la ville à leur rencontre, et se flattent de dissiper, par leur seule présence, ce rassemblement tumultueux. Mais bientôt débordés de tous côtés, ils éprouvent que les insurgés ne manquent point de courage. Pressés vivement, et sur le point d'être enveloppés, les républicains cherchent leur salut dans une fuite générale. Maupassant, resté seul avec cinq gendarmes, est assommé par les paysans furieux. Machecoul est aussitôt envahi. Les royalistes y pénètrent par toutes les issues à la fois, et aux cris de *vive le roi!* Le curé constitutionnel est massacré : le juge de paix Pagnot, Pinot et son fils, refusant de crier *vive le roi*, sont fusillés, et meurent en criant : *Vive la nation!*

1793. Vendée.

Combat de Saint-Florent [1]. — Aux causes religieuses et politiques, qui avaient excité les Vendéens à la révolte contre le gouvernement républicain, s'était joint la crainte d'être obligés de servir dans les armées. La levée des trois cent mille hommes, décrétée sur le rapport de Syeyes, s'exécutait dans toute l'étendue du territoire français, et les mesures les plus sévères étaient prises pour qu'aucun des hommes

13 avril.

[1] Journaux du temps, — Beauchamp, — Madame Laroche-Jacquelein, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Relation des siéges.

1793. Vendée. compris dans la loi ne pût s'en exempter. Les seuls Vendéens jurent de ne point s'y soumettre. Trois mille jeunes gens du district de Saint-Florent s'y portent en tumulte, le 12 mars, jour indiqué pour le tirage. Conduits par Laurent, Fleury de Saint-Florent et André Michel dit Chapelle, ils demandent à grands cris l'exemption de la milice nationale. Vainement les administrateurs du district s'efforcent de les ramener à la soumission; des huées couvrent leurs voix; il fallut recourir aux armes. Tixier du Clozeau, commissaire du gouvernement, se met à la tête de la gendarmerie, avec quelques gardes nationaux. Les deux partis sont en présence sur la place même de Saint-Florent. Quelques coups de fusil tirés sur trois hommes sont le premier signal : le feu s'engage de part et d'autre. Quatre hommes sont tués. En même temps Tixier du Clozeau ordonne de faire avancer un canon et de tirer sur les jeunes révoltés. A cette vue, la fureur de ces derniers augmente. Ils s'élancent avec impétuosité sur les républicains, s'emparent de la pièce, et la dirigent à leur tour contre leurs adversaires. Ceux-ci, moins nombreux, fuient et se dispersent. L'administration du district est envahie; ses papiers brûlés, et les assignats qu'ils y trouvent, partagés entre les vainqueurs, les aident à passer la nuit en chantant leur victoire.

13 mars. *Combat de Jallais* [1]. — Cathelineau, que les uns disent avoir été voiturier, d'autres ouvrier en laine, d'autres enfin boulanger, avant de rendre son nom célèbre, apprend à Pin-en-Mauges, qu'il habite, le combat de Saint-Florent : aussitôt il se sent animé d'une ardeur toute guerrière, il parcourt sa commune, appelle aux armes les habitans, et marche à leur tête contre un détachement de quatre-vingts républicains, posté avantageusement sur les hauteurs du

[1] Beauchamp, — Laroche-Jacquelein, — Bourniseaux.

château de Jallais, dans un retranchement défendu par une pièce de 6, nommée depuis, par les paysans vendéens, le *Missionnaire*. L'intrépide Cathelineau franchit le coteau avec sa troupe. En vain le canon vomit sur eux la mort; en dix minutes le poste est enlevé, les chefs sont faits prisonniers, et le Missionnaire reste au pouvoir des royalistes. 1793. Vendée.

Combat de Chemillié[1]. — Cathelineau, vainqueur, se porte aussitôt à Chemillié, village à deux lieues de Jallais, que défendaient deux cents républicains, et l'attaque avec la même furie; il est d'abord accueilli par un feu très-vif; mais ses soldats chargent avec vigueur, et après une demi-heure de combat, Chemillié reste en leur pouvoir. Un grand nombre de prisonniers, trois couleuvrines, beaucoup de munitions et des armes sont le résultat de cette attaque. 14 mars.

Combat et prise de Chollet[2]. — La troupe de Cathelineau, grossie par les paysans des communes voisines, accourus au bruit de ses succès, s'avance contre Chollet, ville dépourvue d'une garnison suffisante. Deux paysans, l'un nommé Foret, natif de Chanzeau, et l'autre Stofflet, garde-chasse de M. de Maulévrier, et qui, depuis, acquit une grande célébrité dans cette guerre, l'accompagnaient. Les républicains, au nombre de cinq cents, sortent d'abord de la ville pour les attendre; les royalistes fondent sur eux, les enfoncent, les poursuivent dans Chollet, qui reste en leur pouvoir. Ils trouvèrent dans cette ville, chef-lieu d'un district, des armes, des munitions, quatre pièces de campagne, outre la *Marie-Jeanne*, non moins fameuse que le Missionnaire. Le marquis de Beauvau, administrateur du district, fut tué dans la mêlée. 15 mars.

Combat, prise et reprise de Tirlemont[3]. — Nous avons 15 mars. Belgique.

[1] Beauchamp, — Laroche-Jacquelein, — Bourniseaux.

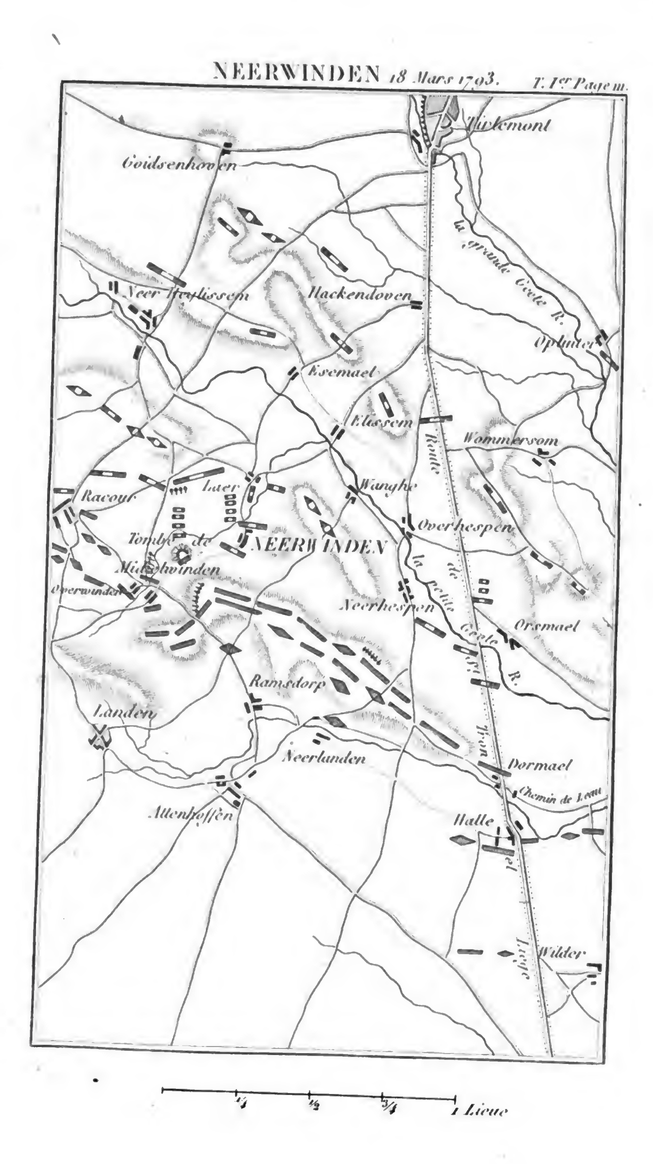
[2] Beauchamp, — Laroche-Jacquelein.

[3] Moniteur, — Dumouriez, — Tabl. hist., — Jomini, — Toulongeon.

1793. Belgique. dit qu'à la première nouvelle des revers éprouvés par son armée sur la Roër, Dumouriez s'était hâté de quitter la Hollande, et de venir reprendre le commandemement de ses troupes fugitives. Parti le 9 mars, il arriva le 10 à Anvers, le 12 à Bruxelles, et joignit le 13, en avant de Louvain, l'armée impatiente de le revoir. Il la trouva occupant une position qu'il jugea très-mauvaise, et se hâta de l'en faire changer. Le général Dampierre, avec les flanqueurs de droite, fut placé à Hougaerde; le général Neuilly marcha de Jodoigne à Lumay, pour appuyer cette aile et déborder au besoin la gauche des Autrichiens. Le général Miaczinski, avec les flanqueurs de gauche, se porta du côté de Heelen, entre Diest et Tirlemont, en couvrant son front par la Geete; le général Champmorin devait occuper Diest, et mettre ce poste fermé en état de défense. Lamarlière laissa un détachement à Areschot, afin de communiquer avec Champmorin, et posta sa division à Lier, pour éclairer la Campine, et couvrir la retraite de l'armée de Hollande.

Le 15 mars au matin, le maréchal-de-camp Lamarche, qui commandait dans Tirlemont avec quatre cents hommes, est attaqué par l'avant-garde du prince Charles. Malgré l'énorme disproportion du nombre, ce général résiste pendant plusieurs heures, et donne le temps à Dumouriez de lui envoyer du secours. Il est forcé toutefois d'évacuer Tirlemont, laissant prisonniers, entre les mains de l'ennemi, près de trois cents de ses soldats. Le général Dampierre ayant entendu la fusillade, prit sur lui d'abandonner Hougaerde pour se retirer sur Louvain, et manda au général Neuilly d'en faire autant sur Jodoigne. Par une circonstance assez remarquable, le général Miaczinski avait pris la même mesure sur la gauche, et s'était retiré dans les bois de Louvain, où on ne put le trouver que deux jours après. Dumouriez, sentant combien ces faux mouvemens pouvaient compromettre la sûreté de l'ar-

NEERWINDEN 18 Mars 1793. T. Ier Page m.



1/4 1/2 3/4 1 Lieue

mée, ordonna au général Champmorin de remplacer Miaczinski dans sa position, et fit reprendre aux généraux Dampierre et Neuilly celles qu'ils avaient abandonnées. 1793. Belgique.

Convaincu en outre combien il importait, dans la situation où il se trouvait, de rétablir la confiance de l'armée par un petit mouvement offensif, qui contribuerait également à en imposer à l'ennemi, Dumouriez se décida à faire attaquer, le 16 au matin, l'avant-garde autrichienne, qui tenait Tirlemont et l'espace entre les deux Geete. Valence, à la tête des grenadiers, formait la droite; Miranda commandait la gauche, et le duc de Chartres le centre. Les Français, animés par la présence de leur général en chef, attaquent les Autrichiens avec tant de vigueur, qu'au premier choc ils sont repoussés, chassés de Tirlemont, et poursuivis en arrière de la ville. Cependant ils se rallient derrière les villages de Goidenhosven et de Hœcckendover. Les Français occupaient cette dernière position, et paraissaient déterminés à la défendre. Le prince Charles, ayant rallié ses troupes, attaque ce poste avec impétuosité. Les cuirassiers de l'empereur vinrent charger, à plusieurs reprises, deux lignes d'infanterie, postées derrière un double rang de fossés et de haies, et s'emparèrent d'une batterie placée sur un mamelon; ils furent chargés et chassés à leur tour par le cinquième régiment de hussards, à la tête duquel combattaient Valence et Lamarche. Les Autrichiens, voyant que leurs efforts étaient inutiles, cherchèrent à tourner le village par la droite; mais le général Neuilly, arrivant de cette droite avec sa brigade, pour prendre position à Neer-Heylissem, ils se décidèrent à la retraite.

Bataille de Neerwinden[1]. — Le combat de Tirlemont et de Goidenhosven, où les Autrichiens avaient perdu plus de 16 mars.

[1] Moniteur, — Mémoires de Dumouriez, — Galerie militaire, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Jomini, — Toulongeon, — Notes manuscrites.

1793. Belgique. huit cents hommes, avait rendu toute la confiance à l'armée française, et Dumouriez se décida à en profiter pour livrer une bataille qui lui paraissait inévitable, et dont il se promettait les plus grands avantages, s'il pouvait la gagner. En effet, les Autrichiens pouvaient recevoir tous les jours de nombreux renforts, et les Français n'en avaient point à espérer; leur armée n'était ni assez disciplinée, ni assez exercée pour faire une retraite lente et manœuvrière devant des forces supérieures, et ils devaient tout craindre si on les eût forcés à recevoir alors une bataille, dont la perte était probable dans le système défensif. Prenant l'initiative, et cherchant à mettre les chances favorables de son côté, Dumouriez pouvait, en cas de succès, concevoir l'espérance d'achever la levée des bataillons belges, et de repousser le prince de Cobourg au-delà de la Meuse, ou peut-être jusqu'au-delà du Rhin.

Le général en chef se décide donc à attaquer l'ennemi. En conséquence, il porte en avant son armée, et étend son front, la droite à Goidenhosven, aux ordres du général Valence, et le centre aux ordres du duc de Chartres, vers la chaussée de Tirlemont. Le général Miranda commandait la gauche, qui, disposée en potence, s'étendait d'Osmael aux hauteurs d'Oplinter. Le général Neuilly appuyait sa droite à Neer-Heylissem. Le général Dampierre était posté à Esemael, en avant du centre, et le général Miacsinski, avec sa cavalerie, au pont de la petite Geete, vis-à-vis d'Osmael. Le front des deux armées offrait un développement de deux lieues; celle des Français, de Goidenhosven aux hauteurs de Wommersem et d'Oplinter, et celle des Autrichiens, depuis les hauteurs de Racour jusqu'au-delà de Helle, dans la plaine de Leau. L'avant-garde était aux ordres de l'archiduc Charles; le général Colloredo commandait la première

ligne ; la seconde, au centre de laquelle se trouvaient les dragons de Cobourg, était commandée par le général duc de Wurtemberg ; une division de cavalerie et quelque infanterie, aux ordres du général-major Stipshitz, couvraient le flanc droit de l'armée, et observaient la plaine de Leau. Le corps de réserve étaient aux ordres du général Clairfait. La petite Geete couvrait le front de cette ligne, et séparait les deux armées. 1793. Belgique.

L'armée française fut formée sur huit colonnes. La première, formant l'extrême droite, composée de l'avant-garde aux ordres du général Lamarche, débouchant par le pont de Neer-Heylissem, devait se porter dans la plaine entre Landen et Overwinden, pour déborder la gauche de l'ennemi, et l'inquiéter sur ce flanc. La deuxième colonne, composée de l'infanterie de l'armée des Ardennes, commandée par le lieutenant-général Leveneur, débouchant aussi par le même pont, soutenue par un gros corps de cavalerie, devait se porter avec rapidité sur la tombe de Midelwinden, et attaquer le village d'Overwinden. La troisième colonne, aux ordres du général Neuilly, débouchant aussi par le même pont, devait attaquer en même temps le village de Neerwinden, par sa droite. Ces trois colonnes formaient l'attaque de droite, commandée par le général Valence. L'attaque du centre, conduite par le duc de Chartres, était composée de deux colonnes : l'une, sous les ordres du général Dietmann, passant un ruisseau sur le pont de Laer, devait traverser rapidement le village, et se porter directement sur le front de celui de Neerwinden ; l'autre, commandée par le général Dampierre, devait, après avoir passé le pont d'Esemael, se porter sur la gauche de Neerwinden. L'attaque de gauche, aux ordres du général Miranda, était composée de trois colonnes : la première, dirigée par le général Miacsinski, pas-

1793. Belgique.

sant la petite Geete à Overhespen, devait attaquer devant elle, en se portant sur Neerlanden; la seconde, aux ordres du général Ruault, passant la rivière au pont d'Orsmael, devait attaquer par le grand chemin de Saint-Tron à Liége; la troisième, commandée par le général Champmorin, devait passer la grande Geete au pont de Bingen, pour aller s'emparer du poste fortifié de Leau, qu'elle devait tenir jusqu'à la fin de la bataille.

Au point du jour, les colonnes se mirent en mouvement, et à neuf heures la droite commença à passer la petite Geete. A la gauche, le général Miranda délogea d'abord les troupes légères ennemies du village d'Orsmael. Les Autrichiens opposent une résistance opiniâtre, et il s'établit de part et d'autre un grand feu d'artillerie, pendant lequel la troisième colonne s'empara de la ville de Leau, et s'y maintint. Cependant le général Valence, ayant passé en même temps le pont de Neer-Heylissem, attaquait le village de Racour, d'où il chassa l'ennemi. Cet avantage assura le passage de l'avant-garde; avec ce renfort, le général Valence presse les Autrichiens, et, étendant tout-à-coup ses bataillons, déborde leur aile gauche. A ce moment, la résistance devient égale à l'impétuosité de l'attaque. Les Autrichiens, placés dans une position qui les met à même de dominer le front de bataille des Français, les reçoivent avec une artillerie formidable qui répand la mort dans leurs rangs. Deux fois l'infanterie retourne à la charge, et deux fois elle est repoussée avec une perte immense. Valence se met à la tête de sa cavalerie, et la fait charger si vigoureusement, qu'il pénètre à travers les rangs ennemis, malgré les efforts des Autrichiens pour l'arrêter, et ouvre un passage à son infanterie, qui, pour la troisième fois, recommence l'attaque. La mêlée devient alors terrible; mais enfin, après un combat long-temps incertain, les Autrichiens, re-

poussés, opèrent leur retraite, et vont se rallier à quelque distance. Ce succès permettait aux généraux Neuilly et Leveneur de traverser la petite Geete, et de s'emparer du poste d'Overwinden. Ils réussissent en effet dans ce mouvement, et se portent aussitôt sur la tombe de Midelwinden. Ce monticule assez élevé, qui commande trois villages voisins, était couvert d'artillerie, et l'attaque était très-hasardeuse ; mais la possession de Midelwinden étant nécessaire à l'exécution des plans de Dumouriez, Neuilly et Leveneur se mettent a la tête des colonnes pour l'emporter. Leur mouvement est si brusque, que, malgré l'avantage de leur excellente position, les Autrichiens sont obligés d'abandonner ce point important, qui pouvait décider de la victoire. Cobourg envoie de nombreuses colonnes pour le reprendre. L'infanterie du général Leveneur, qui était restée seule pour garder ce poste, cède aux efforts des assaillans ; mais bientôt, renforcé par quelques troupes, il fait une nouvelle attaque ; et la tombe de Midelwinden fut ainsi disputée pendant toute la journée.

1793. Belgique.

Tandis que le général Leveneur se battait ainsi opiniâtrément, le général Neuilly était lui-même vivement aux prises avec une forte colonne ennemie. Après la première occupation de Midelwinden, ce général s'était porté sur le village de Neerwinden, et s'en était rendu maître après un combat sanglant, où les deux partis firent l'un et l'autre preuve de valeur. Un bataillon des volontaires de la Charente s'y distingua particulièrement. Le général Neuilly, au lieu de se maintenir dans Neerwinden, comme il en avait l'ordre, commit la faute de le dépasser. Emporté par l'ardeur de ses troupes, il s'était étendu dans la plaine. A ce moment, le général Clairfait, qui venait de recevoir des renforts considérables, fit marcher la gauche des deux lignes de l'infanterie autrichienne contre le village de Neerwinden, qu'il reprit. Le duc de Chartres, que

1793. Belgique.

sa position mettait à même d'apercevoir ces progrès de l'ennemi, vole aussitôt à la tête des quatrième et cinquième colonnes, fond avec rapidité sur les Autrichiens, et les chasse une seconde fois de Neerwinden. Le général Desforêts, excellent officier, fut blessé, dans cette action, d'un coup de feu à la tête. La confusion succéda au succès de cette attaque; le village se trouva encombré d'infanterie, qui se mêla, se mit en désordre, et l'abandonna encore à l'approche de l'ennemi.

Dumouriez, qui arriva sur ces entrefaites, fit attaquer le village, pour la troisième fois, par toute sa droite. Le régiment de Deux-Ponts y pénétra, malgré la vive résistance de l'ennemi. Sa valeur lui coûta cher; il perdit, dans cette attaque, plus de trois cents hommes. Mais déjà l'ennemi avait eu le temps de faire marcher sur ce point décisif toutes les troupes de son centre et une partie de celles de la droite. Après avoir défendu Neerwinden avec le plus vif acharnement, les Français, foudroyés par l'artillerie autrichienne, évacuèrent encore une fois ce village, qui resta encombré de morts et de blessés des deux partis. Dumouriez essaya de reformer sa ligne en arrière de Neerwinden. Dans ce moment critique, la cavalerie impériale déboucha tout-à-coup dans la plaine, et forma deux attaques : la première entre Midelwinden et le village évacué; la seconde, à gauche de ce village, était dirigée sur les deux lignes d'infanterie. Valence, saisissant l'importance de ce mouvement, chargea impétueusement sur la première attaque, à la tête de la cavalerie française. Le choc fut rude; Valence y reçut plusieurs coups de sabre, et fut obligé de se faire transporter à Tirlemont; mais la cavalerie impériale fut repoussée. La seconde attaque de cavalerie déboucha au même instant que la première, et avec la même impétuosité, par la gauche de Neerwinden, pour se jeter sur l'infanterie de la quatrième colonne. Le général Thouvenot, qui

s'y était porté, fit ouvrir les rangs pour la laisser passer; ensuite il fit faire si à propos une décharge de mousqueterie par le régiment de Deux-Ponts, et un feu à mitraille, que cette cavalerie en fut abîmée. 1793. Belgique.

A la droite et au centre, le combat se trouvait rétabli, et la victoire était encore balancée; mais à la gauche, les affaires allaient bien différemment. Après s'être emparé du village d'Orsmael, Miranda se l'était vu enlever par les grenadiers du prince Charles, tandis que le général autrichien Benjousky s'avançait par la chaussée de Tirlemont pour le tourner. La terreur se mit dans les bataillons de volontaires, qui, se voyant près d'être enveloppés, prirent la fuite, et abandonnèrent les troupes de ligne. Les Autrichiens augmentèrent encore ce désordre par une charge de cavalerie, qui acheva de mettre les deux colonnes de gauche en déroute. Guiscard, maréchal-de-camp d'artillerie, fut tué, ainsi que plusieurs aides-de-camp et officiers d'état-major; les généraux Hiler et Ruault furent légèrement blessés. Cependant Miranda, que les Autrichiens ne jugèrent pas à propos de poursuivre, et auquel le général Miacsinski amenait un secours de huit bataillons qui n'avaient point encore combattu, aurait pu facilement rallier ses troupes derrière le pont d'Orsmael, et les ramener à la charge; mais au lieu de prendre cette mesure, qui peut-être eût été décisive, il se laissa entraîner par ses soldats, donna l'ordre de la retraite, et l'exécuta précipitamment jusque derrière Tirlemont, à plus de deux lieues du champ de bataille, sans faire prévenir le général en chef de ce mouvement. Celui-ci conservait encore quelque espoir, et n'entendant plus le feu de sa gauche, il pouvait raisonnablement attribuer ce silence à un succès, surtout ne voyant point paraître l'ennemi sur le flanc de son centre, où devaient se porter les coups décisifs. Mais sur la fin de la journée, la droite des Autrichiens, n'ayant plus d'inquiétude

sur le mouvement rétrograde de Miranda, s'était reportée sur le centre et la droite de Dumouriez. Ces troupes victorieuses abordent avec ardeur, sur le chemin de Saint-Tron, les Français qui se défendaient avec vigueur contre les attaques du centre et de la gauche de l'armée ennemie. Déjà fatigués d'un combat opiniâtre, soutenu depuis onze heures, les Français s'épouvantent à la vue de cette droite, dont l'apparition leur annonce les désastres de la gauche. Au même moment, le désordre et la confusion deviennent extrêmes. En vain les généraux font les plus grands efforts pour les rallier, et s'opposer à une prochaine déroute; les troupes méconnaissent leur voix; la fuite est désormais le seul moyen de salut qu'elles voient devant elles. Elles repassent précipitamment la petite Geete; il n'est plus possible de les retenir. Cette armée qui avait si glorieusement chassé de France les coalisés; qui, en si peu de temps, avait conquis la Belgique, perd ainsi en un instant le fruit de ses premiers succès. La bataille de Neerwinden fut aussi funeste à la république que celle de Jemappes lui avait été favorable. Quatre mille morts ou blessés laissés sur le champ de bataille, deux mille cinq cents prisonniers, un matériel immense abandonné à l'ennemi, une armée toute entière désorganisée, l'évacuation presque totale de la Belgique, tels furent les résultats d'une journée qui fit perdre à Dumouriez toute sa gloire, et à laquelle, disait-on alors, ce général, mécontent de la Convention, avait contribué puissamment par ses mauvaises dispositions et par la trahison. Quoique vainqueurs, les Autrichiens avaient aussi considérablement souffert. Ils avouèrent dans leurs rapports une perte de trois mille morts.

Cette bataille, qui allait une seconde fois ouvrir les portes de la France aux puissances alliées, et qui était comme le signal des désastres qui l'ont suivie, a été diversement racon-

tée par les auteurs : nous avons suivi le récit qu'en donnent Dumouriez dans ses mémoires, le général Jomini, que nous avons copié en plusieurs endroits, et des mémoires manuscrits. Cependant il est vrai de dire que d'autres écrivains, d'une autorité moins sûre et moins positive, la rapportent tout différemment. Suivant eux, c'est Dumouriez lui seul qui, par ses mauvaises dispositions, a perdu cette bataille. Miranda, au lieu de fuir lâchement, n'aurait été vaincu que parce que Dumouriez lui avait ordonné une attaque impossible à exécuter. L'auteur du Tableau historique cite, à l'appui de cette assertion, ce passage d'un rapport sur la bataille de Neerwinden, fait à la Convention par le général Miranda, le 29 mars 1793 : « A neuf heures, les colonnes se mirent en mouvement, et à dix l'attaque commença à la gauche. Quatre colonnes passèrent sur le pont d'Orsmael et par la chaussée; une autre par le pont de Leau. La position de l'ennemi était si avantageuse par le terrain, par le nombre et par la formidable artillerie qui le couvrait, que l'infanterie, avant d'avoir pu approcher ses lignes, avait été obligée de repousser la cavalerie et les troupes légères qui occupaient les villages, et d'essuyer le feu des batteries croisées, avant de pouvoir gravir les hauteurs sur lesquelles était postée l'infanterie ennemie, sur deux lignes. Les Français prirent d'abord les villages, et repoussèrent la cavalerie; mais le terrain coupé empêchant nos colonnes de se déployer, le feu des artilleurs ennemis produisit sur elles un tel effet, que l'infanterie, après les plus nobles efforts, et après avoir essuyé une perte considérable, ne put pas déposter celle de l'ennemi, qui était sur les hauteurs, couverte de toute son artillerie, tandis que celle des Français, démontée et perdant ses chevaux dans les chemins où elle se trouvait engorgée ou embourbée, ne put être mise avantageusement en batterie. L'infanterie française fut donc obligée de se replier, après plusieurs heures de combat,

1793. Belgique.

1793. Belgique. derrière la petite Geete, en cherchant à reprendre la position qu'elle avait avant l'attaque. Dans cette retraite, il y eut quelque désordre; mais il ne peut être attribué ni aux généraux, ni aux troupes, si ce n'est par Dumouriez, dont l'impéritie égala la malveillance envers le général Miranda. » De son côté, le général en chef autrichien Cobourg, prétend, dans ses rapports, que Dumouriez ne reprit point le village de Neerwinden, et que l'armée autrichienne, en ayant une fois chassé les Français, elle s'y était maintenue. Tous ces rapports diffèrent donc essentiellement entre eux. Mais quelles que fussent les causes de ce désastre, la bataille de Neerwinden n'en était pas moins perdue, et ce revers allait placer la France dans une position bien difficile, dont elle ne pouvait être tirée que par des moyens extraordinaires et surnaturels, comme ceux que ces fastes militaires retraceront en partie.

20 mars. Allemagne. *Combat de Stromberg* [1]. — La prise de Francfort par les Prussiens, et la retraite des avant-postes français d'Hockheim sur Cassel, qui termina la campagne en Allemagne, forcèrent l'armée du Rhin à prendre ses cantonnemens entre le Rhin et la Nahe. Pour rendre sa position moins hasardée, le général en chef envoya le général Meunier à Spire avec un corps de douze mille hommes, pour menacer la tête du pont de Manheim. L'ennemi, qui avait passé le fleuve à Rheinfels, occupait les deux rives au-dessus du confluent du Rhin et de la Nahe, et communiquait, par des ponts construits à Bacharach, entre Bingen, Rheinfels et Coblentz. La gauche de l'armée française, commandée par le général Houchard, était chargée de la défense de cette partie de territoire. Le colonel prussien Zekuly étant venu l'attaquer, le 17 mars, à la tête d'un corps de partisans, l'avait obligé à se replier sur la Nahe : mais les Français reprirent l'offensive.

[1] Moniteur, — Mémoires de Custine, — Tableau historique.

Le 20, les brigades des généraux Neuwinger et Houchard s'avancèrent vers Stromberg, entre Creuznach et Bacharach, avec un renfort de dix bataillons, huit escadrons et un train d'artillerie. Le colonel Zekuli s'était placé dans une position qui lui faisait dominer entièrement les attaquans. Aussi, malgré l'ardeur avec laquelle ils marchaient au combat, les Français, foudroyés par l'artillerie prussienne, sont repoussés et chassés d'un poste qu'ils avaient emporté sur une hauteur. L'adjoint aux adjudans-généraux Barthelemi commandait le détachement que les Prussiens venaient de déposter; il rallie ses soldats, gravit de nouveau à leur tête la hauteur; charge vigoureusement l'ennemi, et malgré un feu très-vif, le force à quitter la position. Les Français, victorieux, s'élançaient à sa poursuite; mais apprenant qu'un corps nombreux de Prussiens se dirige de Trèves pour soutenir Zékuli, le général Custine donne l'ordre de la retraite.

1793. Allemagne.

Suite de la bataille de Neerwinden[1]. — La défaite qu'il venait d'éprouver à Neerwinden ne permettait plus au général Dumouriez de rien tenter contre l'armée autrichienne, sans exposer la sienne à une destruction totale : dans la situation où il se trouvait, il n'avait plus qu'à songer à la retraite, en prenant les dispositions convenables pour l'exécuter en bon ordre.

Belgique.

Il était essentiel que la route qui conduit d'Orsmael à Tirlemont fût occupée, afin que l'ennemi ne fît point de progrès sur ce point. Le général en chef fit faire à la division du général Dampierre un changement de front à gauche, et la plaça en potence pour flanquer la chaussée, jusqu'à ce que les troupes du centre de l'armée eussent traversé la Geete; et ce passage effectué, la division devait reprendre

[1] Moniteur, — Dict. des siéges et bat., —Dumouriez, —Tabl. hist., —Jomini.

1793. Belgique. la ligne lentement, et dans le meilleur ordre possible. Dampierre exécuta cette manœuvre avec beaucoup d'habileté, et préserva ainsi l'armée du danger où elle eût été exposée si l'aile droite des Autrichiens, continuant son mouvement en avant, l'avait prévenue à Tirlemont. En même temps, Dumouriez essayait de faire reporter sa gauche (les troupes de Miranda) sur la direction de Wommersom. Mais le moral de ces troupes était tel, qu'il fut impossible de les déterminer à attaquer les Autrichiens, qui couronnaient le plateau, à gauche de la route. Cependant elles soutinrent avec assez de calme le feu des batteries ennemies, qui les incommodait beaucoup, sans pouvoir se résoudre à un mouvement offensif qui eût été moins dangereux.

L'armée prit d'abord position, la gauche à Hackendoven, la droite en se courbant sur Goidenhosven. Cette position était trop rapprochée de l'ennemi, et pouvait amener un engagement, que le désordre introduit dans plusieurs bataillon, rendait dangereux pour le salut de l'armée. Dumouriez jugea plus convenable de se retirer sur les hauteurs de Cumptich, en arrière de Tirlemont.

22 mars. *Combat de Pellenberg* [1]. — La position de Cumptich, qui n'offre que l'emplacement d'un camp de passage, n'étant pas tenable pour une armée en retraite, Dumouriez passa la Velpe, le 20 mars, et prit une autre position à Bautersem, sa droite à Neervelpe, sa gauche sur les hauteurs et dans les bois en avant du Zellemberg. La division du général Neuilly, forte de six mille hommes, marcha sur Jodoigne, pour couvrir Bruxelles par la forêt de Soignes.

Le même jour, l'avant-garde autrichienne attaqua Diest, dont la garnison se sauva en désordre sur Malines; le 21, le général en chef, informé de la prise de Diest, se rappro-

[1] Moniteur, — Mém. de Dumouriez, — Dict. des siéges et bat., — Jomini.

cha de Malines, pour ne pas perdre ses communications avec cette dernière ville et Louvain. 1793. Belgique.

Le général Champmorin occupa les hauteurs de Pellenberg. L'avant-garde, commandée par le général Lamarche, borda la grande route, sur les hauteurs de Corbeeck. La division Leveneur fut placée dans le bois de Mollendael. Enfin, la division Dampierre se liait par Florival à celle de Neuilly, postée vers Tombeeck, à l'entrée de la forêt de Soignes.

Le 22 au matin, les Autrichiens firent une attaque générale sur l'avant-garde et sur les divisions Leveneur et Champmorin; ils échouent sur ces trois points. L'attaque dirigée contre le général Champmorin, qui défendait la position de Pellenberg, fut la plus sérieuse. Ce général déploya dans sa défense autant de courage que d'habileté; attaqué trois fois, trois fois il repousse les assaillans, en leur faisant éprouver une perte considérable.

Une colonne de grenadiers hongrois s'était emparée du village de Bierbeeck, qui couvrait le front de la division Leveneur. Ce général fait marcher le régiment d'Auvergne (si connu dans nos fastes militaires); le village est enlevé au pas de charge et à la baïonnette; ces braves soldats font un grand carnage des grenadiers hongrois, dont à peine la moitié se retire en désordre.

Le même jour, Dumouriez eut une conférence avec le colonel Mack, chef d'état-major du prince de Cobourg. Le résultat de cette entrevue fut que Bruxelles serait évacué, à condition que l'armée autrichienne n'attaquerait point les Français. Cette convention verbale était encore ignorée de Clairfait, puisque ce général renouvela, le lendemain 23, son attaque sur le poste de Pellenberg et sur l'avant-garde. Le général Champmorin défendit sa position avec la même vigueur et le même succès; mais le général Lamarche se

1793. Belgique. replia sans ordre derrière Louvain, de l'autre côté de la Dyle. Cette retraite exposant la division Leveneur, ce dernier crut devoir passer aussi la Dyle, et se posta entre Corbeeck et Heverle. La position de Pellenberg était compromise par ces deux mouvemens rétrogrades; aussi Dumouriez ordonna-t-il au général Champmorin de se retirer sur Louvain.

Mais avant de continuer à suivre l'armée de la Belgique dans sa retraite sur les frontières de France, et de retracer les circonstances du départ de son général en chef, reprenons les mouvemens de l'armée du Rhin, et le fil des autres événemens militaires qui se passaient à cette époque dans l'intérieur et sur les frontières de la France.

28 mars. Allemagne. *Combat de Bingen* [1]. — Le général Custine, après le combat de Stromberg, plaça sa droite à Bingen, sa gauche à Creuznach. Le 26, il y eut avec l'ennemi quelques affaires d'avant-postes qui présageaient un engagement plus sérieux. En effet, le 28 au matin, les Prussiens viennent attaquer avec des forces supérieures. Custine, averti à temps, fait occuper la hauteur de Bingen par un bataillon. Le général Neuwinger, posté sur le flanc de la hauteur, étendait trop sa gauche, et Custine, craignant de le voir forcé par cet endroit faible, lui ordonne de resserrer son infanterie; mais Neuwinger, qui, la veille, avait déjà défendu avec avantage cette position, conserve la ligne qu'il avait prise. Déjà les Prussiens commençaient l'attaque. Cependant arrive ce que Custine avait prévu; les Prussiens gravissent la hauteur occupée, et l'emportent de vive force. En vain le bataillon de la Corrèze, qui la défendait, se bat avec intrépidité; en vain son brave commandant, Delmas, fait des prodiges de valeur; n'étant point soutenu, il fut obligé d'abandonner

tué en 1813 et général.

[1] Moniteur, — Custine, — Tableau historique, etc., etc.

cette position importante. En même temps l'artillerie prussienne dirige un feu terrible sur la cavalerie française. Celle-ci se retire, et les Prussiens, profitant de ce mouvement rétrograde, traversent rapidement un marais, s'élancent contre le corps de Neuwinger, le mettent en fuite, et font prisonnier Neuwinger lui-même. Ce succès rendait la situation des Français très-critique; aussi Custine, au lieu de s'obstiner à soutenir un combat devenu trop inégal, ne s'occupa plus qu'à ménager une retraite sûre à ses troupes. Il la fit dans le meilleur ordre possible. Quoique harcelé par les Prussiens, il ne fut point entamé, et parvint, sans perte considérable, jusqu'à Worms, où il s'arrêta et prit position. Le chef d'escadron Clarke [1], chargé de protéger la retraite avec trois cent cinquante chevaux, manœuvra assez habilement pour en imposer à l'ennemi, et lui faire juger son détachement beaucoup plus nombreux qu'il n'était en effet. Il réussit par-là à contenir une nuée de troupes légères, que les Prussiens avaient détachée pour suivre la retraite du corps d'armée de Custine. Les cavaliers français se conduisirent, dans cette occasion, avec autant de bravoure que de sang-froid. 1793. Allemagne.

Siége des Sables-d'Olonne [2]. — Les premiers succès de la nouvelle insurrection des Vendéens firent prendre bientôt aux royalistes de ces contrées une attitude imposante. Quelques jours étaient à peine écoulés depuis les dernières affaires que nous avons rapportées, et déjà de nouveaux rassemblemens étaient organisés, des magasins étaient formés; les instrumens du labourage étaient convertis en armes meurtrières, où les armes manquaient encore. Le cri terrible de la guerre se faisait entendre dans les villes, dans les vil- 25 mars. Vendée.

[1] Aujourd'hui maréchal de France, duc de Feltre, pair, ministre de la guerre, etc.

[2] Beauchamp, — Turreau, — Bourniseaux, — Mad. de Laroche-Jacquelein.

1793. Vendée. lages, dans les châteaux et sous l'humble toit des chaumières. Les deux chefs Joly et la Sécherie, à la tête d'une forte colonne, se présentent, le 24 mars, devant la ville des Sables-d'Olonne, défendue par une faible garnison. Cependant, cette garnison, commandée par le général Foucault, repousse les assiégeans dans une sortie. Joly laisse la Sécherie autour de la place, et va chercher du renfort. Il revient le 27 : la garnison fait encore une sortie, et prend position en avant de la ville. Les chefs vendéens envoient au conventionnel Gaudin, qui partageait le commandement avec le général Foucault, un parlementaire portant la sommation de se rendre à Louis XVII. Ceux-ci, pour toute réponse, donnent le signal du combat, qui reste indécis. Le conventionnel Nion, en mission à la Rochelle, instruit de la situation des Sables, envoie un renfort qui porte la garnison à quinze cents hommes. Joly, qui s'était encore éloigné momentanément pour chercher à grossir sa troupe, reparaît le 28, accompagné de Savin, qui se trouvait lui-même à la tête d'un rassemblement assez nombreux. Ces troupes réunies attaquent, le soir même, les républicains, et repoussent leurs avant-postes. Joly établit aussitôt des batteries à l'embranchement des deux routes de Nantes et de Beauvoir. Le lendemain 29, il fait tirer sur la ville à boulets rouges. Les assiégés redoublent d'efforts, et leurs canonniers servent leurs pièces avec tant d'adresse, qu'ils parviennent à démonter celles des royalistes. La garnison fait une troisième sortie, fond sur les Vendéens, les charge la baïonnette en avant, leur tue trois cents hommes, les disperse, et s'empare de tout le matériel de leur camp. Joly et la Sécherie sont obligés d'abandonner leur entreprise.

30 mars. Allemagne. *Combat d'Ober-Flershem* [1]. — Custine, dans la nouvelle

[1] Moniteur, — Custine, — Tabl. Hist., — Dict. des siéges et bat.

position qu'il venait de prendre, fit occuper par son avant-garde, que commandait Houchard, le village d'Ober-Flershem, entre Alzey et Worms. Attaqué le lendemain par les Prussiens, Houchard les contient long-temps par sa vigoureuse résistance; mais enfin, les Prussiens étant parvenus à le tourner dans sa position, Houchard allait être obligé de céder, quand Custine, qui d'abord avait refusé de croire à la supériorité des forces de l'ennemi, se hâte d'arriver à son secours, à la tête de deux bataillons. Il prend les Prussiens en flanc, et dégage une partie de son avant-garde. Parvenus au sommet d'une hauteur, les Français trouvent dix escadrons prussiens prêts à les charger. Custine fait avancer son artillerie légère. Incommodée par cette dernière, la cavalerie ennemie recule; trente pièces de canon sont envoyées pour la soutenir : et alors le feu devient très-vif de part et d'autre. Les Français cependant obtiennent l'avantage. Les Prussiens rétrogradent en bon ordre, et leur artillerie nombreuse protège leur retraite; mais, vivement poursuivis, ils abandonnent entièrement le champ de bataille, qui demeure jonché de morts et de blessés. Cette action, qui fut très-meurtrière, dura fort peu de temps, et assura la retraite des Français sur Franckenthal. Mais le lendemain, le prince Louis de Prusse, en chargeant sur l'infanterie avec les dragons de Bayreuth, réussit à envelopper un corps de onze cents hommes, et le fit tout entier prisonnier. Custine fut obligé de détruire, à Franckenthal, les magasins immenses qu'il y avait établis.

1793. Allemagne.

Combat et prise de Viella [1]. — Le roi Charles IV avait vainement offert sa neutralité, le 28 décembre 1792, sous la condition que les jours de Louis XVI, son infortuné parent, seraient respectés. Vainement cette démarche fut-elle renouvelée pendant le cours du funeste procès de ce vertueux mo-

31 mars. Espagne.

[1] Journaux du temps, — Tabl. hist., — de Marcillac, — Mém. de B***.

1793. Espagne. narque; cédant enfin au juste ressentiment que la conduite et les principes de la Convention devaient inspirer au descendant de l'arrière petit-fils de Louis XIV, fondateur de la dynastie des Bourbons en Espagne, le roi publie, le 23 mars, à Madrid, une cédule portant déclaration de guerre à la Convention, et invitation à ses sujets de contribuer de tout leur pouvoir au succès de cette entreprise. Depuis long-temps cependant le gouvernement républicain était préparé à cette guerre. Une armée, aux ordres du général Servan, était déjà organisée sur les frontières d'Espagne. L'ordre de commencer les hostilités arrive, et le 31 mars au matin l'armée se met en mouvement, et entre sur deux colonnes dans la vallée d'Aran. Le général Sahuguet, à la tête de la première colonne, dont l'adjudant-général Fontenille conduisait l'avant-garde, débouche par la route de Castillon, s'empare de Boussos et pénètre jusqu'à Viella, chef-lieu de la vallée. Un corps espagnol était campé en vue de cette ville. Il se met en devoir de disputer le passage, et le combat s'engage. Sahuguet remporte l'avantage, force l'ennemi à la retraite, lui tue quelques hommes, fait plusieurs prisonniers, et reste maître du village. Son avant-garde s'empare de Cangean, de Bauzen, et ne s'arrête qu'à Fox, où il éprouve de la résistance. Les Espagnols, après une heure de combat, le contraignent de rétrograder. Le général Sahuguet s'établit dans la vallée d'Aran.

1 avril. Hollande. *Reddition de Gertruydenberg* [1]. — Une partie des troupes autrichiennes, victorieuses à Neerwinden, s'était réunie au prince d'Orange, qui déjà se trouvait à la tête d'une armée composée de troupes hollandaises et anglaises, et se préparait à prendre l'offensive sur le corps français qui occupait encore le Brabant hollandais. Ces forces réunies

[1] Moniteur, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Dumouriez, etc., etc.

se présentent, le 2 mars, devant la place de Gertruydenberg, dont Dumouriez avait confié le commandement au colonel Tilly. Étroitement bloqué, attaqué avec opiniâtreté, ce brave officier résista près de trois semaines, et ne rendit la place qu'après avoir obtenu une capitulation honorable. Sommé, dès le 23, de se rendre à discrétion, et dans les vingt-quatre heures, sous peine de voir la garnison entière passée au fil de l'épée, il répondit qu'il savait mourir, mais non manquer à l'honneur. La garnison de Gertruydenberg se composait du troisième bataillon du Calvados, des dix-neuvième et vingt-troisième bataillons nationaux, d'un bataillon batave, d'une compagnie d'artillerie, commandée par le capitaine Aubert, et de quarante hussards du huitième régiment. Toutes ces troupes firent leur devoir, et secondèrent l'activité du colonel Tilly, qui obtint pour elles, par suite de leur belle défense, de sortir de la place avec tous les honneurs de la guerre. Le 8 avril, cette garnison se mit en marche pour rentrer en France. 1793. Hollande.

Combat de Chemillié[1]. — En même temps que les armes de la république éprouvaient au-dehors de funestes revers, la guerre civile faisait, dans les provinces de l'Ouest, des progrès rapides. Quoique vaincus, ou plutôt dissipés dans plusieurs rencontres, les royalistes vendéens voyaient chaque jour accroître leur nombre, et les chefs savaient habilement mettre à profit leurs défaites, pour aguerrir leurs soldats, et leur inspirer ce désir de vengeance qui rend invincible. Un grand nombre de villes et de bourgs, envahis sans coup férir, étaient déjà tombés en leur pouvoir. Saint-Florent, Jallais, Chollet, Vihiers, Challans, Machecoul, Legé, Palluau, Chantonay, Saint-Fulgent, les Herbier, Laroche-sur-Yon, avaient reçu des garnisons vendéennes, 11 avril. Vendée.

[1] Moniteur, — Beauchamp, — Madame Laroche-Jacquelein, — Bourniseaux, — Lequinio, etc.

1793. Vendée.

et voyaient, sur les lieux élevés, flotter l'étendard royal à la place du drapeau républicain. La terreur planait sur toutes les villes voisines du théâtre de cette guerre intestine. Nantes même était menacé d'une prochaine agression, et les administrateurs du département de la Loire-Inférieure crurent, dans cette circonstance, devoir écrire aux départemens environnans la lettre suivante :

« Frères et amis ! à notre secours ! notre département est en feu. Une insurrection générale vient de se manifester ; partout on sonne le tocsin ; partout on pille, on assassine, on brûle ; partout les patriotes, en petit nombre, tombent victimes de la fureur et du fanatisme des révoltés..... Avez-vous des forces à nous prêter, des moyens de défense à nous fournir ? Avez-vous des hommes, des soldats, du fer ? Envoyez-les-nous ; jamais on n'en eut plus besoin. »

Mais, à cette époque, Angers était le point le plus menacé. C'était aussi de ce côté que le gouvernement républicain avait cherché à accumuler ses moyens de défense. Le général Berruyer [1], commandant des troupes rassemblées aux environs de cette ville, les avait distribuées dans les positions qui lui paraissaient les plus favorables pour un plan d'attaque générale qu'il avait formé. Lui-même s'était porté à Chemillié. Le chef d'Elbée, qui commandait une forte division de royalistes, apprenant le dessein de Berruyer, prend la résolution de le prévenir. Il réunit à la division qu'il commande celles des chefs Bonchamp, Stofflet, Cathelineau et Berard, et vient, le 11, attaquer Berruyer dans Chemillié. A la vue de l'ennemi, Berruyer, qui se trouvait à la tête de quatre mille hommes, fait ses dispositions pour une honorable résistance. Il avait dans ses troupes un bataillon de Parisiens, connus sous la dénomination de *vainqueurs de la Bastille*,

[1] C'est le même qui, depuis, fut gouverneur de l'hôtel des Invalides.

qui se distingua pendant l'action. Assaillis avec vivacité, les républicains montrent, dans leur défense, une grande énergie et beaucoup de courage. Cependant leur aile droite est enfoncée par les Vendéens. Mais, profitant d'un moment de succès obtenu par sa gauche, Berruyer rallie sa droite et son centre, tombe à son tour sur les royalistes, et les met en déroute. Poursuivis sans relâche, d'Elbée, Bonchamp et les autres chefs, ne parviennent à arrêter leurs divisions qu'à Beaupréau. 1793. Vendée.

Combat de Vihiers [1]. — Battues à Chemillié, les divisions royales, après s'être ralliées à Beaupréau, avaient évacué cette ville, et dirigeaient leur marche par Tiffauges, pour s'emparer de Chollet, que les républicains avaient repris. Le corps commandé par d'Elbée était fort de vingt mille hommes. Il se composait des divisions d'Elbée, Cathelineau, Stofflet et Berard, et fut le noyau des rassemblemens connus depuis sous le nom de la grande armée d'Anjou et du Haut-Poitou. Ces forces étaient considérables, comparées à celles que la république employait dans ces contrées. Obligée de porter toute son attention vers les frontières du Nord, menacées par les puissances alliées, la Convention s'occupait peu des dangers que lui présentait la guerre civile; elle affectait même d'en mépriser les auteurs, et cette sécurité, qui donnait aux royalistes le loisir d'organiser tous leurs moyens, lui devint par la suite extrêmement funeste. 16 avril.

Le projet d'attaquer Chollet ayant été adopté, d'Elbée avait mis ses colonnes en mouvement. Une faible division de républicains, commandée par le général Lygonnier, occupait Coron et Vezins. D'Elbée se décide à l'attaquer. Il place Cathelineau à Vihiers, et lui-même marche contre l'ennemi, à la tête de ses propres troupes. Lygonnier, se voyant atta-

[1] Beauchamp, — Madame Laroche-Jacquelein, — Bourniseaux, — Bouvier-Desmortiers, — Thureau, etc.

1793. Vendée. qué par des forces supérieures, prend le parti de la retraite, et évacue les deux places menacées. Cathelineau sort de Vihiers, fond sur les bataillons républicains avec une intrépidité qui étonne et ébranle ces derniers. Toutefois Lygonnier anime ses soldats; ils tiennent ferme, et se défendent avec courage; mais enfin, cernés de toutes parts, pris à dos, en flanc et en tête, ils sont forcés de fuir pour éviter une mort certaine. Les royalistes les poursuivent, et en font un grand carnage. Toute leur artillerie et leurs munitions tombent entre les mains des vainqueurs. Cent soixante-sept grenadiers de Montreuil et de Saumur se jettent dans le château de Boisgreleau, et s'y retranchent, afin d'éviter la fureur des Vendéens. Assiégés pendant deux jours par l'armée entière de d'Elbée, ils ne se rendent que le troisième, et lorsque le manque de vivres les y contraint.

23 avril. *Combat de Beaupréau*[1]. — Le succès du combat de Vihiers avait enflé le courage et les espérances des royalistes. D'Elbée en profita pour s'opposer aux progrès de Berruyer, qui, vainqueur à Chemillié, s'était avancé rapidement, et s'était emparé de Saint-Florent et de Montrevault. Bonchamp s'était séparé de d'Elbée, et s'occupait à organiser le corps de troupes qui prit depuis son nom. Mais, après le combat de Vihiers, ces deux chefs se réunirent, et tous les deux s'avancèrent à la rencontre des troupes républicaines. Le 23 avril, ils trouvent Gauvilliers, commandant les gardes nationales d'Angers et des environs, qui, à la tête de deux mille hommes, s'était porté sur cette ville par suite du mouvement offensif ordonné par le général en chef Berruyer. Les troupes de Gauvilliers, animées par la voix et l'exemple des chefs qui les guident, obtiennent d'abord quelques avantages: mais les royalistes se précipitent en aveugles sur les canons

[1] Beauchamp, — Mad. de Laroche-Jacquelein, Bourniseaux, — Bouvier-Desmortiers.

et les baïonnettes de leurs ennemis. En vain le commandant encourage ses troupes; rien ne peut résister à la fougueuse impétuosité des Vendéens. Épouvantés des cris de *vive le Roi!* dont ils font retentir les airs, enveloppés presque de tous côtés par leurs colonnes tumultueuses, les républicains cèdent en frémissant. Les canonniers d'Eure-et-Loire se font tuer sur leurs pièces. Abandonnée par l'artillerie, une compagnie de la garde nationale de Luynes se fait hacher presque en entier, tandis que l'armée fuit en désordre. Les royalistes entrent en vainqueurs dans la ville, après avoir ramassé sur le champ de bataille six pièces de canon et plusieurs caissons. Gauvillers, n'espérant plus pouvoir se défendre avantageusement avec des troupes découragées, se hâte d'évacuer tous les postes de la rive gauche et de repasser la Loire. Le succès de cette journée fut extrêmement favorable au parti royaliste. Il inspira aux troupes vendéennes une confiance désormais inaltérable dans leurs forces. Fières d'avoir vaincu les troupes républicaines, elles se crurent invincibles. D'un autre côté, la défaite de Beaupréau avait tellement consterné les vaincus, que, pendant plus de trois mois, ils n'osèrent s'avancer dans le pays insurgé, qui se trouva entièrement libre. Les chefs vendéens et les prêtres qui suivaient leurs armées ne manquèrent point d'exalter cette victoire, comme un gage de la protection divine, sentant bien l'influence qu'une pareille opinion pouvait exercer sur des hommes que l'enthousiasme de la religion avait déjà portés à affronter la mort avec joie.

1793. Vendée.

Le récit de ces tristes combats amène nécessairement de pénibles réflexions sur le déplorable effet des guerres civiles. Des amis, des parens, les enfans d'une mère commune armés pour s'entre-détruire! le courage aux prises avec le courage! les partis cherchant, dans les fureurs d'une mêlée sanglante, de nouveaux titres à la gloire, à la réputation, sans être ar-

1793. Vendee. rêtés par l'idée déchirante de donner la mort à un frère, à un compatriote!.... Mais le jour où se livra le combat de Beaupréau, les Français obtenaient un triomphe plus consolant sur la frontière d'Espagne.

23 avril. France. *Combat du camp d'Andaye* [1]. — La Convention, en faisant commencer les hostilités contre l'Espagne, n'avait encore mis entre les mains du général Servan que des forces bien inférieures en nombre à celles que les Espagnols avaient déjà rassemblées sur la frontière. Servan, qui attendait incessamment les renforts qu'on lui faisait espérer, avait établi ses troupes dans plusieurs camps retranchés, où il exerçait à la discipline les nouvelles levées qui les composaient. Trois de ces camps renfermaient la droite de l'armée. Le premier, composé de quatre bataillons, était placé sur le rideau qui est à droite du village d'Andaye, d'où il éclairait une partie des rives de la Bidassoa. Appuyé à sa droite par le fort d'Andaye, il avait sur son front la hauteur nommée depuis le *Camp républicain*, et en avant de son aile gauche la montagne de Louis XIV, où était placée une batterie de cinq pièces de canon de gros calibre. Il prolongeait sa gauche par quelques troupes légères jusqu'à Jolimont, où se trouvait un second camp de deux bataillons. Le troisième camp, de trois bataillons, était placé en avant de Sare, vis-à-vis le village espagnol de Zugarramurdy: quelques chasseurs, placés à Ainhoüé, et à l'entrée de la gorge qui conduit à Berra, soutenaient ses flancs.

Don Ventura Caro, général en chef de l'armée espagnole, craignant que les Français ne profitassent de leur position pour passer la Bidassoa, résolut de les prévenir en les attaquant. Il établit, en conséquence, des batteries considérables sur la rive gauche de cette rivière, de manière à battre un des côtés du fort opposé à celui qui était sous le canon de

[1] Moniteur, — Mémoires de B***, de Marcillac, — Manuscr., etc.

Fontarabie. Le 23 avril, une grêle de boulets, de bombes et d'obus, assaillit à la fois le camp, le fort, et la redoute construite sur la montagne de Louis XIV. Cette explosion soudaine jette le désordre parmi les Français, et leur consternation fut au comble en voyant les habitans d'Andaye fuyant éplorés, avec leurs femmes et leurs enfans, et cherchant à éviter les terribles projectiles qui détruisaient leurs maisons. Cependant les Espagnols franchissent la Bidassoa, s'emparent de la montagne de Louis XIV, et détruisent la batterie. C'était en vain que le général Regnier cherchait à ranimer les troupes, dont le courage était abattu. Elles fuyaient, lorsque Villot [1], chef du cinquième bataillon d'infanterie légère, en se précipitant sur l'ennemi, parvient à rendre aux Français quelque énergie. Le moment était pressant; la gauche était attaquée avec impétuosité, tandis que le fort d'Andaye était vivement canonné. Le général Regnier et plusieurs autres sont blessés. Mais l'audace des Français s'est ranimée: ils marchent avec fureur contre les Espagnols, et les forcent à epasser précipitamment la Bidassoa. 1793. France.

Combat des Aubiers [2]. — La cause embrassée par les Vendéens voyait tous les jours augmenter le nombre de ses défenseurs. Une foule de chefs généreux s'étaient dévoués pour la faire triompher, et s'ils eussent mis dans leurs rapports politiques autant de confiance réciproque qu'ils montraient de bravoure dans les combats, le trône, qu'une révolution avait renversé avec tant d'éclat, eût pu tout-à-coup se relever par une révolution non moins inopinée que la première. Mais l'ensemble dans les entreprises fut toujours ce qui manqua aux Vendéens pour leur faire obtenir des résultats satisfaisans. La soif du commandement est un des besoins 25 avril. Vendée.

[1] Depuis lieutenant-général.

[2] Beauchamp, — Madame de Laroche-Jacquelein, — Berthre de Bourniseaux, — Bouvier Desmortiers.

1793. Vendée.

naturels à l'homme, et chacun des chefs royalistes en était plus ou moins tourmenté. C'est sans doute à cette cause qu'il faut attribuer les fautes commises dans cette guerre, qui était d'un si grand intérêt pour les destinées futures de la France. Au lieu de rassembler leurs forces, de les réunir sous un chef unique, qui les eût employées pour un seul but, les généraux royalistes ne prirent jamais cette mesure qu'à demi, et ne se soumettaient qu'avec regret à une autorité que chacun se croyait seul digne d'exercer. Leurs divisions partielles opérant souvent à de grandes distances, donnaient à leur armée l'aspect de bandes irrégulières. Exposées, par cette fausse combinaison, à se trouver souvent dans l'impossibilité de se porter mutuellemens des secours, elles ne purent jamais obtenir les grands résultats qui eussent été infailliblement la suite de leur union et du concours général de toutes les volontés. Au reste, cette faute ne leur fut point particulière. Les républicains eurent la maladresse de la commettre ainsi qu'eux, et la Convention ne remporta sur les royalistes des avantages réels, que lorsqu'elle eut adopté l'usage des grandes masses, et les eut fait diriger par un seul et même général.

Un chef célèbre dans le parti royaliste venait de paraître sur la scène pour y jouer un grand rôle. Le jeune Henri de Laroche-Jacquelein, fils d'un ancien colonel du régiment de Royal-Pologne, après avoir servi dans la garde constitutionnelle de Louis XVI, s'était, à la suite de la fatale journée du 10 août 1792, retiré dans ses terres près de Chatillon. Cependant il n'avait pris aucune part aux premières insurrections, et était resté tranquille dans ses foyers. Mais aussitôt que le bruit des victoires remportées par les Vendéens fut parvenu jusqu'à lui, il éprouva le besoin de se signaler. Il rassemble les habitans de sa terre, son coup d'essai est une victoire.

Lygonnier, après sa défaite à Vihiers, forcé de se retirer

vers Doué, avait appelé le général Quetineau à son secours. 1793.
Celui-ci, pour arriver plus vite, prend en toute hâte le chemin le plus direct, et se dirige sur les Aubiers. Averti de sa marche, le jeune Laroche-Jacquelein l'attendait dans ce bourg, à la tête des hommes dévoués qu'il commandait. Assailli à l'improviste par les Vendéens, Quetineau perd la tête, et ne sait point disposer ses troupes en bataille. Il néglige même de donner les ordres pour effectuer la retraite. C'en était fait de sa division toute entière, si quelques troupes régulières ne se fussent point rangées en bataillon carré, et n'eussent soutenu le feu des royalistes, pendant que les fuyards opéraient leur retraite sur Bressuire. Vendée.

Attaque du camp de Sare [1]. — Le général don Ventura Caro n'ayant point retiré, de son attaque du camp d'Andaye, tout le succès qu'il s'en promettait, vint attaquer celui de Sare, le 30 avril. 30 avril. 1er mai. France.

Le camp de Sare était situé sur une hauteur, vis-à-vis le village espagnol de Zugarramurdy. A la droite se trouvait la gorge de Berra, qui n'était que faiblement gardée, quoique essentiellement importante à la sûreté du camp.

Les Espagnols se mirent en marche sur deux colonnes; la première, partie de Lezaca, fut retardée dans son mouvement par des obstacles imprévus; la seconde, partie de Berra, prit poste dans un bois situé sur le chemin de Sare, à une demi-lieue en avant de Berra. C'était précisément le point que le commandant du camp de Sare avait négligé d'occuper.

Nonobstant le retard de la colonne venant de Lezaca, retard qui dérangeait le plan d'attaque, puisque cette colonne était destinée à tourner le camp français, le général Caro s'avança avec les troupes parties de Berra, commandées par le marquis de la Romana et M. de Cifuentes.

[1] Moniteur, — Notes communiquées par le général ***, — Mémoires de B***.

1793. France. Le lieutenant-colonel Pinson, commandant les chasseurs des montagnes, chargé de surveiller la gorge, ayant remarqué quelques mouvemens, fit prévenir le colonel La Chapelette, commandant du camp de Sare; mais avant que les dispositions fussent prises pour parer à l'attaque, l'ennemi se trouvait sur les retranchemens en avant du flanc du camp. Les Français, surpris, se rallient un moment à la voix de leurs chefs; mais comme l'attaque se faisait de nuit, effrayés de ne point encore apercevoir l'ennemi, tandis que son feu faisait de grands ravages parmi eux, le désordre s'introduit dans leurs rangs, ils fuient et se dispersent. Les Espagnols s'emparent des retranchemens avancés et de deux pièces de canon. Cependant le colonel La Chapelette ordonne à un détachement de cent hommes de son régiment (le quatre-vingtième d'infanterie), commandés par le brave Latour-d'Auvergne, d'arrêter les Espagnols dans leur trajet des redoutes au camp. Lui-même se met à la tête de cent autres soldats, pris dans les bataillons volontaires du camp, et se dispose à marcher pour soutenir son digne capitaine de grenadiers.

Celui-ci, posté sur une hauteur, laisse arriver paisiblement les colonnes ennemies, et à vingt pas de distance il commande le feu. La colonne s'arrête quelques momens; mais renforcée par d'autres troupes, elle attaque avec vigueur. Après une demi-heure de combat, Latour-d'Auvergne est forcé de se replier sur le camp, qu'il trouve dans la plus grande confusion, malgré les efforts du colonel La Chapelette pour rallier les troupes, qui, à l'aspect de la colonne partie de Lezaca, et se dirigeant sur le camp par un autre côté, s'enfuyaient par le chemin d'Ainhoüé, abandonnant quatre pièces de canon; Latour d'Auvergne, qu'une partie de ses grenadiers n'avait point abandonné, fait atteler les chevaux d'artillerie en face de l'ennemi; avec des peines incroyables, il sauve trois de ces pièces; la quatrième, qui ne peut être attelée, est enclouée et jetée

dans un vallon. Latour-d'Auvergne couvrit la retraite des troupes jusqu'à Ustaritz, où elles se rallièrent. Cette affaire coûta aux Français la perte de plusieurs officiers, qui se battirent avec un grand courage. Le chef de bataillon Pinson, trois officiers du même corps (les chasseurs des montagnes), et trois autres des bataillons des Landes et du Gers, restèrent sur le champ de bataille. Le capitaine Dessein, du quatre-vingtième régiment, fut blessé, et le colonel La Chapelette eut un cheval tué sous lui. 1793. France.

Les Espagnols, après avoir pillé et brûlé le camp de Sare, rentrèrent dans leurs limites.

Combat et prise de Thouars [1]. — Le général Quetineau, après l'affaire des Aubiers, avait évacué cette ville ouverte et sans défense, et s'était retiré à Thouars. Il y fut attaqué, le 5 mai, par un corps de royalistes, commandé par les chefs Bonchamp, Laroche-Jacquelein et Lescure. Un gentilhomme angevin, nommé Domagné, commandait la cavalerie, et Bernard de Marigny, ancien lieutenant de vaisseau, dirigeait l'artillerie de cette troupe. 5 mai. Vendée*.

Thouars, ville du département des Deux-Sèvres, est située sur une hauteur. Anciennement fortifiée, elle se trouve, par sa position, susceptible de défense, et à l'abri d'un coup de main. La rivière du Thoué forme, autour d'une partie de l'enceinte, une ligne courbe qui défend le côté occidental et le côté méridional. Cette rivière, dont les deux ponts avaient été coupés, est guéable au-dessous du petit village de Vrinne. Quetineau avait disposé sa division, forte d'environ six mille hommes, sur les bords du Thoué, entre ce dernier et la ville, vis-à-vis l'emplacement des ponts coupés; mais il n'avait placé

[1] Notes manusc., — Moniteur, — Beauchamp, — Mad. de Laroche-Jacquelein.

* Nous continuerons de désigner, sous ce nom générique, le théâtre de la guerre civile, pour ne pas surcharger la marge de la dénomination trop variée des départemens de l'Ouest; mais ces derniers seront désignés dans le texte.

1793. Vendée. que quatre cents hommes d'un bataillon de la Vienne au gué de Vrinne.

Les insurgés attaquèrent sur trois points. Leur cavalerie, à la tête de laquelle se mit Bonchamp, passa le gué à la nage, malgré la résistance des volontaires de la Vienne, qui le défendirent avec un grand courage, et y périrent presque tous, à l'exception d'un petit nombre de fuyards, qui lâchèrent pied à l'approche de l'ennemi. Pendant ce temps, le gros des troupes de Quetineau était tenu en échec par Laroche-Jacquelein, qui faisait mine d'attaquer l'un des ponts. La cavalerie vendéenne se trouva, par le passage du Thoué, sur le flanc de la division républicaine. Le feu s'engagea avec plus de vivacité, et l'avantage parut pendant quelque temps incertain; mais l'infanterie royaliste, qui avait réussi à passer la rivière, enveloppa la troupe de Quetineau, qui se débanda et fut chercher, ainsi que son général, un refuge derrière les murs de la ville. Un bataillon de Marseillais opposa seul une grande résistance. Formés en carré, ils se défendirent longtemps contre la cavalerie, et pénétrèrent même dans les rangs royalistes; mais accablés par le nombre, ils cédèrent, et furent tués, pour la plupart, glorieusement. Les Vendéens, pénétrant dans la ville, y arborèrent le drapeau blanc. Les républicains mirent bas les armes, et se rendirent à discrétion. Le combat dura dix heures. Près de mille morts restèrent sur le champ de bataille. Le général Quetineau et sa division faits prisonniers, les munitions, cinq à six mille fusils, douze pièces de canon, vingt caissons, la possession d'un poste important, tels furent, pour les Vendéens, les résultats de cette journée.

20 mai. *Suite du combat de Thouars* [1]. — En faisant entrer dans notre cadre historique quelques-uns des événemens les plus remarquables de la guerre civile des départemens de l'Ouest,

[1] Mémoire man. du général ***, — Beauchamp, — Laroche-Jacquelein.

nous avons évité de retracer, et nous continuerons de passer sous silence, tous les détails trop affligeans pour l'humanité et pour la gloire nationale qui se trouvent dans les relations, les mémoires et les renseignemens particuliers qui nous ont servi de documens. Ainsi nous n'avons point parlé des massacres qui suivirent la première affaire de Machecoul, et qui furent ordonnés par un comité de cannibales, digne émule de quelques-uns de ces comités, dits révolutionnaires, qui couvrirent la France de deuil pendant la tyrannie de Robespierre. Ce comité était présidé par un homme sanguinaire, nommé Souchu, ancien receveur des gabelles. La conduite de ce prétendu royaliste égala, si elle ne surpassa pas, celle de Carrier, de Joseph Lebon et des autres agens féroces du gouvernement révolutionnaire. Il imprima à la cause qu'il avait embrassée, sans doute par calcul, une tache qui devait naturellement s'étendre sur quelques-uns des principaux chefs militaires de l'insurrection. Aussi l'un d'entre eux, Charette, dont nous aurons occasion de parler dans la suite de cet ouvrage, fut-il accusé d'avoir exercé d'horribles représailles sur les troupes républicaines. Quelques auteurs ont entrepris de le justifier de cette accusation, et la rejettent toute entière sur ce Souchu et sur un prêtre nommé Priou, qui, par de prétendus miracles, faisait intervenir le ciel dans ses déplorables excès. 1793.

Quoi qu'il en soit, les chefs royalistes des troupes qui venaient de prendre Thouars, ne souillèrent point cet avantage, et se signalèrent par une modération qui contrastait avec les cruautés commises dans le Bas-Poitou. Les vainqueurs se contentèrent de vivre aux dépens des habitans de la ville et des environs, les plus connus par leur attachement au système républicain.

Les royalistes, enhardis par leurs succès, ne séjournèrent que quatre jours à Thouars. Bonchamp et quelques autres chefs partirent pour se concerter avec d'Elbée, qui méditait l'attaque de Fontenay.

1793. 23 mai. France.

Suite de la retraite de l'armée de la Belgique, et combat du camp de Famars [1]. — On a vu que le succès des Français à Pellenberg n'apporta aucun changement favorable dans leur situation en Belgique, mais qu'il servit à rendre les ennemis plus disposés à écouter les propositions que leur fit Dumouriez, et surtout celle de ne point inquiéter la retraite qu'il voulait effectuer jusque sur la frontière de France. Ce général savait que ses projets étaient dévoilés aux yeux d'un gouvernement terrible, qui d'ailleurs ne pardonnait point les défaites, et rendait ses généraux responsables de leurs revers. Sa position était difficile; cependant, s'il eût eu l'audace et l'activité nécessaires pour en tirer parti, il eût pu acquérir une grande renommée.

Presque certain d'avance du sort qui lui était réservé, Dumouriez pensa que le seul moyen de l'éviter était de marcher sur Paris, et de renverser le gouvernement conventionnel. Mais il fallait, comme César, passer promptement le Rubicon, s'avancer avec la rapidité de l'éclair, pour mettre à profit la terreur imprimée par ses propres revers, en s'emparant du foyer de l'anarchie, et tenter d'un seul coup une révolution nouvelle. Dumouriez, au moment décisif, manqua de résolution; la lenteur qu'il apporta dans ses dispositions fit échouer son projet. Après avoir communiqué ses desseins au prince de Cobourg, après avoir obtenu de ce général en chef une trève pour évacuer sans danger la Belgique, et la promesse d'un corps auxiliaire pour favoriser son entreprise, le général se décida à faire rentrer l'armée sur le territoire français.

Anvers avait capitulé. Le général Marassé, qui commandait les huit mille hommes restés dans cette ville, se laissa intimider par les démonstrations du colonel Mylius, envoyé

[1] Moniteur, — Tableau historique, — Jomini, — Mém. manuscrits, etc,

sur ce point par le général en chef autrichien, avec deux mille hommes de troupes légères. La reddition, sans coup férir, de la citadelle d'Anvers, rend encore cette capitulation plus inconcevable. Il est vrai que déjà une grande partie des troupes rassemblées autour de cette place, frappées de terreur après la bataille de Neerwinden, n'écoutant plus la voix de leurs généraux, s'étaient retirées, dans le plus grand désordre, par Bruges, sur Dunkerque. La position de Courtray, assignée dans le cas de retraite, ne fut point occupée par les fuyards, qui rentrèrent les uns après les autres sur le territoire français, où on parvint cependant à les rassembler, en partie, dans les camps de Cassel, de Dunkerque et de la Madeleine, sous Lille.

1793. France.

Dans cet état de choses, Dumouriez fit passer aux commandans de Bréda et de Gertruydenberg, l'ordre de capituler aux meilleures conditions.

Cependant le gouvernement républicain avait pris ses mesures contre ce général, qui voulait jouer le rôle de Monck [1].

Beurnonville, ministre de la guerre, et quatre commissaires, pris dans le sein de la Convention, furent envoyés pour arrêter Dumouriez. Il les fit arrêter eux-mêmes comme ôtages, et les livra aux Autrichiens. Mais il était trop tard pour réussir à séduire les troupes, déjà maîtrisées par les agens de la Convention de la faction dite jacobine. Les propositions de Dumouriez ne furent point accueillies, et son armée crut devoir garder le serment qu'elle avait fait à la république, ou plutôt celui de défendre, contre une invasion étrangère, le territoire national. La popularité que Dumouriez avait acquise parmi ses soldats, s'évanouit comme un prestige quand ceux-ci connurent le but que se proposait leur général. Il n'avait point encore assez vécu avec eux pour pouvoir espérer que leur at-

[1] Général anglais qui renversa le gouvernement protectorial, et rétablit Charles II sur le trône d'Angleterre.

1793.
France.

tachement à sa personne l'emporterait sur l'amour de la patrie, ce sentiment des âmes généreuses, étranger aux combinaisons de la froide politique, et qui souvent ne sait point s'arrêter aux considérations de l'intérêt présent. Ne pouvant donc compter sur ses troupes, et craignant peut-être leur ressentiment autant que celui de la Convention, Dumouriez prit le parti de chercher un asile dans l'armée autrichienne, accompagné de quelques amis attachés à sa fortune. Le jeune duc de Chartres et quelques autres officiers se retirèrent en pays neutre. La circonstance la plus remarquable de la fuite de Dumouriez, fut la rencontre de ce dernier avec un bataillon de l'Yonne, sur la route de Tournay à Condé. Ce bataillon voulut arrêter ce général et son escorte. Les fugitifs mirent leurs chevaux au galop, et réussirent à s'échapper, non sans essuyer un feu assez vif de la part des poursuivans. Le départ de Dumouriez entraîna une faible désertion de quinze à seize cents hommes, parmi les troupes françaises.

Ainsi se termina la carrière militaire d'un homme doué d'une imagination ardente, qui l'entraîna dans plusieurs écarts politiques. Il n'avait pas assez d'expérience de la guerre pour éviter les fautes nombreuses qu'il commit; mais on doit cependant le placer au-dessus des généraux ordinaires, par les services qu'il rendit dans des momens difficiles. S'il nous était permis de hasarder un jugement qui n'est cependant pas de notre ressort, nous dirions que, chez Dumouriez, l'esprit d'intrigue a peut-être étouffé le développement d'un génie qui aurait pu exécuter de plus grandes choses.

Les Autrichiens observèrent religieusement la trève convenue. L'armée française fut distribuée dans les places et aux environs de Condé, Valenciennes et Lille Un camp fut formé à la hâte à Famars, devant Valenciennes. Dampierre, dont on a déjà vu la conduite militaire, fut nommé général en chef. La tâche du successeur de Dumouriez présentait beaucoup de

ficultés. Avec une armée d'à peine quarante mille hommes, familiarisés avec la désertion, mal disciplinés, mal équipés, il avait à s'opposer aux progrès de quatre-vingt mille Autrichiens, et il devait couvrir la ligne des frontières de Dunkerque à Valenciennes. Dampierre donna, dans cette circonstance, des preuves d'une infatigable activité et du plus grand zèle. Il rallia les corps dispersés, rétablit la discipline, fit former des camps retranchés à Cassel, au faubourg de la Madeleine devant Lille, à Maubeuge, et entre Philippeville et Givet. Il lia tous ces camps par une ligne de cantonnemens, et plaça son quartier-général à Famars.

1793. France.

Les Autrichiens avaient établi une chaîne de postes depuis la Sambre jusqu'à Menin, en avant de Mons et de Tournay; ils étaient, le 9 avril, sur le sol français, menaçant à la fois Lille, Condé, Valenciennes et Maubeuge. Plusieurs engagemens sans résultats avaient eu lieu à Fresnes, Curgie, Vicogne, et dans la forêt de Mormal. Dix mille Anglais, débarqués à Ostende, s'étaient dirigés sur la Flandre maritime, pour agir, conjointement avec les Hollandais, contre cette partie de la France. Dampierre leur opposa les troupes réunies au camp de Cassel, et composées en grande partie de nouvelles levées, avec quelques débris du corps d'armée d'Anvers. Condé, point milieu des deux lignes, devint le but des opérations des deux armées de Dampierre et du prince de Cobourg. En attendant les renforts qu'on lui promettait, l'intention du général français était de rester sur la défensive, en se contentant de harceler l'ennemi, plutôt que de le combattre; mais ce système prudent de temporisation ne convenait point au caractère fougueux et au zèle ignorant des commissaires conventionnels, qui forcèrent Dampierre à abandonner son plan, et à courir indiscrètement la chance des combats, avec des troupes inférieures en nombre et découragées. La première tentative fut de dégager Condé. L'ennemi, abordé d'a-

1793. France. bord avec assez de vigueur, repoussa l'attaque, et fit éprouver aux Français une perte qui fut évaluée, dans les rapports étrangers, à deux mille hommes tués, blessés ou prisonniers. Cet échec, qui devait naturellement contribuer à affaiblir le courage des soldats, leur inspira pourtant le désir de venger l'affront qu'ils avaient reçu, et, par une circonstance remarquable, leurs vœux se réunirent aux instances des commissaires de la Convention, pour recommencer le combat. Dampierre, qui ne se dissimulait point la faiblesse des moyens dont il disposait, hésitait encore; mais enfin il se détermine à une attaque générale. Par la position qu'elle occupait, l'armée autrichienne se trouvait séparée en deux par l'Escaut. Dampierre crut ne devoir engager la bataille qu'à l'une des deux ailes. En conséquence, il sort du camp de Famars à la pointe du jour, et fait faire une fausse attaque sur les bords de l'Escaut. L'aile droite renverse tout ce qui se trouve devant elle, et parvient jusqu'à Quiévrain. Au même moment, l'aile gauche s'avance rapidement par la route de Valenciennes, et attaque l'ennemi avec le même avantage. Mais le centre de l'armée française, assailli par le feu meurtrier des batteries autrichiennes qui se trouvaient sur son front, faiblit et recule. Dampierre, qui s'y trouvait, essaie de ranimer ses soldats et de rétablir la ligne; mais le désordre s'accroît par la marche rapide du centre autrichien, qui perce cette ligne et agrandit la trouée. Le prince de Cobourg, prolongeant les ailes, les porte en avant. Le général français, craignant d'être enveloppé, se hâte de faire replier les troupes dans le camp de Famars. Mais le lendemain, comptant toujours sur l'élan qu'ils croient avoir donné aux soldats, les opiniâtres commissaires de la Convention contraignent Dampierre à faire reprendre les armes à ses troupes. Les Autrichiens, éclairés par le mouvement de la veille, avaient renforcé leur gauche. Dampierre la fait inquiéter par des détachemens des garnisons de Landrecies et du Quesnoy, pendant

que lui-même, à la tête de l'avant-garde, passe l'Escaut pour attaquer l'aile droite autrichienne. Il réussit d'abord dans son agression; le village de Raismes est emporté. Le général Lamarlière était parti du camp de la Madeleine, et s'était avancé jusqu'auprès de Saint-Amand. Son mouvement avait pour but de tomber sur le flanc de l'armée ennemie. Le général Clairfait, qui commandait l'aile droite, s'était retranché dans les bois de l'abbaye de Vicogne. Lamarlière charge le corps prussien, posté sur le terrain coupé par la chaussée de Vicogne à Saint-Amand; il s'empare de Sautain et de Curgie, tandis que le général Nesrode, avec une partie de la garnison du Quesnoy, attaquait Jalain avec le même succès. Dampierre, après avoir traversé Raismes, se porte contre la réserve ennemie, retranchée dans le bois de Vicogne. Il y est reçu vigoureusement. Cette attaque se prolonge jusqu'à la fin du jour. Irrité de la longue résistance qu'il éprouve, Dampierre se met à la tête d'une de ses colonnes; il est bientôt frappé d'un boulet qui lui emporte la cuisse. Ce malheureux événement ralentit tout-à coup l'ardeur des Français; la confusion s'introduit dans les colonnes, et les troupes se débandent. Cependant il convient de consigner ici un trait qui fait honneur à la discipline de trois bataillons de volontaires dont nous regrettons de ne pouvoir rappeler les noms. Troublés par le feu roulant de trois batteries autrichiennes, placées à l'issue du village de Raismes, ces bataillons rétrogradaient en désordre; le général Ihler, qui les commandait, leur crie d'une voix forte et imposante : « Soldats, à vos rangs; vous fuyez! » Ils se reforment aussitôt, et continuent leur retraite au pas ordinaire.

1793. France.

L'attaque sur Saint-Amand, par le général Lamarlière, eut un semblable résultat, et cette forte division fut obligée de suivre le mouvement général de l'armée. La perte de l'ennemi fut évaluée à mille hommes; la perte des Français fut à peu près de quinze cents tués et blessés.

1793. France. Dampierre mourut le lendemain de cette action, des suites de sa blessure. Les commissaires conventionnels le remplacèrent provisoirement par le général Lamarche.

Depuis ce dernier combat, l'armée française, rentrée dans ses camps, restait sur la défensive; mais, le 23 mai, l'armée autrichienne s'ébranle et se porte à la fois sur tous les postes français, depuis Orchies jusqu'à Maubeuge, dans un développement de près de dix lieues. Les Hollandais et les Prussiens attaquaient également le même jour la ligne française, depuis Ypres jusqu'à Orchies. La principale attaque se dirige sur le camp de Famars. La prise de ce camp ouvrait aux alliés la route de France, située entre Valenciennes et Maubeuge, et découvrait ces deux places fortes. Le camp s'appuyait par la droite à l'Escaut, et par la gauche, à la rivière de Ronelle; son front était couvert de redoutes; et, pour le soutenir, on avait formé un autre camp avancé à Anzain, à la gauche de Valenciennes. Assaillis, dès la pointe du jour, par des forces presque triples, les Français se défendirent avec résolution jusqu'à la nuit. Vers midi, le duc d'Yorck, qui s'était réuni depuis quelques jours à l'armée autrichienne, avec un corps d'Anglais et d'Hanovriens, avait réussi à tourner la droite; et les redoutes en deçà de la Ronelle furent emportées dans l'après-midi par le général Ferrari, qui commandait le centre de l'armée autrichienne. Accablés par le nombre, et près d'être forcés dans leurs derniers retranchemens, les Français abandonnèrent le camp de Famars à l'entrée de la nuit, et furent se rallier sous les remparts de Bouchain. Le camp d'Anzain, attaqué le 24, fut emporté après un combat opiniâtre; l'armée française perdit dans ces différentes affaires trois mille hommes tués, blessés et prisonniers. Le résultat de ce succès fut, pour les alliés, l'investissement complet de Valenciennes. Le duc d'Yorck fut mis à la tête du corps d'armée de siége, qui se

composa des Anglais et Hanovriens, et d'une forte division autrichienne. 1793. France.

Combat de Fontenay [1]. — D'Elbée, lieutenant dans un régiment de cavalerie avant la révolution, s'était retiré dans les environs de Beaupréau, et avait eu d'abord quelque répugnance à prendre parti dans les troubles civils; mais bientôt, entraîné par le torrent, ses idées religieuses, qui tenaient de l'*exaltation*, le portèrent à se croire appelé par la Providence à concourir au rétablissement de l'ancien ordre de choses. Il commandait un des rassemblemens royalistes du Poitou. Après avoir occupé la Chateigneraie et Vouvant, il voulait s'emparer de Fontenay, chef-lieu du département de la Vendée. 16 mai. Vendée.

Le 16 mai au matin, les prêtres qui accompagnaient les troupes vendéennes, prennent leurs habits sacerdotaux, et officient solennellement, dans l'église de Vouvant, pour demander à Dieu la grâce d'entrer, le soir, triomphans dans Fontenay. Tous les soldats, le chapelet à la main et le scapulaire au cou, assistaient pieusement à cette cérémonie religieuse.

Fontenay était défendu par trois mille hommes, que commandait le général Chalbos. Sûr de la valeur de ses troupes, ce général n'attend point les Vendéens dans les murs; il sort à leur rencontre, se déploie dans la plaine, et leur présente le combat. Il commence, de part et d'autre, par une vive canonnade qui dure près de trois heures. Mais bientôt la mêlée s'engage. Supérieurs en nombre, les Vendéens, qui se précipitaient avec furie sur les rangs républicains, étaient sur le point de les rompre, lorsqu'une charge de cavalerie vient arrêter leur audace, et donne aux républicains le temps de se reformer. Chalbos, ayant vu échouer un mouvement qu'il fai-

[1] Moniteur,—Beauchamp, — Madame de Laroche-Jacquelein, — Thureau, Berthre de Bourniseaux, etc.

1793. Vendée. sait pour prendre l'ennemi en flanc, ordonne à Nouvion de charger de nouveau, tandis que lui-même, à la tête du reste de la cavalerie, attaque les Vendéens à dos, et les culbute par une charge simultanée et impétueuse. D'Elbée, emporté par son ardeur, reçoit une blessure en combattant vaillamment au premier rang. L'adjudant-général Sandoz s'élance alors à la tête de l'infanterie, fond sur les Vendéens, augmente la confusion, qui déjà paralysait leurs efforts, et complète leur déroute. La cavalerie vendéenne donna, par sa résistance, le temps aux vaincus de filer dans le Bocage. Le résultat de cette action, où les deux partis avaient montré une égale bravoure, fut, pour les Vendéens, la perte de quatre cents hommes, des bagages, des munitions et de vingt-quatre canons, parmi lesquels se trouvait la *Marie-Jeanne*, espèce de couleuvrine en cuivre, à laquelle les paysans vendéens attribuaient une vertu surnaturelle. Les vaincus ne se rallièrent qu'à Parthenay et aux environs.

16 mai. France. *Combat de Rixhem*[1]. — Obligé d'abandonner entièrement ses conquêtes, et de laisser le roi de Prusse, en personne, assiéger l'importante place de Mayence, le général Custine s'était définitivement retiré derrière les lignes de la Lauter. Il avait distribué son armée depuis Lauterbourg jusqu'à Hombourg, dans le duché de Deux-Ponts; mais, venant d'être appelé au commandement en chef de l'armée du Nord, il voulut signaler son départ par une action générale sur toute la ligne, depuis le Rhin jusqu'à Hornbach. Son dessein était d'enlever huit mille hommes, que les Autrichiens avaient poussés en avant de leur position. Les généraux Pully et Houchard, avec le corps d'armée de la Moselle, devaient contenir les Prussiens pendant que Custine mettrait à exécution son projet. Le

[1] Moniteur, — Mémoires de Custine, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Tableau historique, — Jomini.

général Ferrières devait également tenir en échec les Autrichiens cantonnés du côté de Rhinzabern, et engager lui-même le combat quand il entendrait la canonnade du côté de Rixhem. Après avoir arrêté ces dispositions, Custine se met en marche à huit heures du soir, avec vingt-six bataillons, trois régimens de dragons, deux régimens de chasseurs à cheval, et trois régimens de grosse cavalerie, pour se rendre, par les hauteurs au-dessus de Dinsheim, sur Rulsheim. A cinq heures du matin, le combat s'engage. Le général Landremont, qui commandait l'avant-garde, fait preuve d'intelligence et de bravoure. Il replie tous les postes de l'ennemi, le contient et l'empêche de déboucher par la forêt de Germersheim. Les Autrichiens se présentent par Queich et Quensteinhem; ils sont arrêtés et foudroyés par l'artillerie. Le onzième régiment de chasseurs charge avec la plus grande valeur un corps de cavalerie ennemie, et lui fait éprouver une perte immense. Mais pendant que Landremont se battait avec succès, les troupes dirigées par Dietman, après avoir débusqué l'ennemi des hauteurs de Rixheim, éprouvaient un revers. Au lieu de suivre les hauteurs, comme elle en avait l'ordre, l'infanterie se rendait à Rulsheim par la pente; et à l'instant où elle se formait en bataille, un corps de cavalerie ennemie ayant chargé le neuvième de chasseurs, et l'ayant repoussé, les soldats prirent ce régiment pour un corps ennemi, s'épouvantèrent, et rompirent leurs rangs. Dès ce moment, le désordre se mit parmi eux; il ne fut plus possible de les rallier, et Custine, pour éviter un plus grand mal, se hâta de faire rentrer toute l'armée dans ses lignes, et perdit ainsi tout le succès qu'un premier avantage lui permettait d'espérer. 1793. France.

Combat de Thuir [1]. — Les troupes françaises rassemblées autour de Perpignan formaient l'armée des Pyrénées orien- 18 mai. France.

[1] De Marcillac, — Dict. des siéges et batailles, — Tab. hist., — Mém. man.

1793. France. tales. Le général de Flers, qui la commandait, avait fait occuper et retrancher la position de Thuir, qui donnait la facilité de couvrir Perpignan, et de porter de prompts secours aux forts des Bains, de la Garde, et à la place de Bellegarde, dont les Espagnols poussaient alors le siége avec une extrême vigueur.

Don Antonio Ricardos, qui voyait ses troupes journellement inquiétées par les détachemens français, se détermine à les attaquer et à les chasser de leur position. Il s'avance donc, dans la nuit du 17 au 18 mai, et paraît à la tête de douze mille hommes d'élite. A l'approche de l'ennemi, le général de Flers porte ses forces principales sur sa droite, et manœuvre comme si son dessein fût d'attaquer et de déborder les Espagnols par leur gauche. Le général Ricardos prend des dispositions inverses. A cinq heures du matin, le combat s'engage, de la part des Espagnols, par une décharge générale de leur artillerie, à laquelle les Français répondent avec une égale vigueur. Défendus par leur position entourée de ravins profonds qui la rendent d'un accès difficile, les Français, par leur feu, font beaucoup de mal à l'ennemi, et déjà le désordre s'introduit dans ses bataillons. Pour y remédier, Ricardos donne l'ordre au duc d'Ossuna, qui commandait sa droite, de tourner le village de Comte, pour attaquer les Français en flanc dans celui du Mas-Deu; et lui-même, en se portant sur sa gauche, cherche à tourner les batteries françaises de la droite. Mais il est accueilli par un feu si vif, que ses troupes sont forcées de reculer. Cependant un mouvement de la cavalerie espagnole fait penser aux troupes françaises qu'elles vont être tournées, lorsque, profitant de l'incertitude des positions qu'ordonne le général qui commande ces troupes, le duc d'Ossuna, ayant exécuté les ordres du général Ricardos, pénètre dans leur camp. Pendant cette manœuvre, que les Français eussent pu éviter

par un peu moins de précipitation, quatorze pièces espagnoles faisaient taire les batteries de leur droite, et foudroyaient les troupes déjà effrayées. Le général de Flers forme alors ses soldats en masse, et présente à l'ennemi un front hérissé de baïonnettes. En vain la cavalerie espagnole veut s'avancer sur eux; une décharge terrible de mousqueterie la fait aussitôt rétrograder, et les Français se retirent en bon ordre. Mais ils abandonnaient leurs trois camps, leur position de Thuir, leur artillerie et leurs munitions. Les Espagnols, harassés de fatigues, et déconcertés par la bonne contenance que les vaincus conservaient dans leur retraite, n'osèrent point les poursuivre. 1793. France.

Combat dans le val Carlos [1]. — Tandis que la guerre se poursuivait avec activité dans les Pyrénées-Orientales, Servan, général en chef de l'armée destinée à agir dans les Pyrénées-Occidentales, était resté dans une inaction presque complète. Dépourvu de forces suffisantes pour hasarder l'offensive, il avait partagé son armée en deux divisions, dont l'une, sous son commandement spécial, occupait le camp retranché de Bidart, et l'autre, aux ordres du général La Genetière, avait pris position aux environs de Saint-Jean-Pied-de-Port. De leur côté, les Espagnols, dont la supériorité en nombre aurait pu enflammer le courage, semblaient imiter la circonspection de leurs ennemis, et les deux partis se tenaient ainsi strictement dans un état de défense réciproque. Cependant, sur la fin de mai, les Espagnols parurent tout-à-coup s'enhardir, et dix-huit cents d'entre eux firent une irruption dans le val Carlos, s'en emparèrent presque sans résistance, et s'y retranchèrent. Le général La Genetière, dont le quartier était alors à Saint-Jean-Pied-de-Port, apprend que leur dessein est de l'attaquer 23 mai. France.

[1] Notes communiquées, — Moniteur, — de Marcillac, — Mém. de B***.

1793. France. dans ses positions. L'adjudant-général Noguès lui propose de marcher en avant, et de chasser l'ennemi lui-même du val Carlos, en portant du canon sur les pentes rapides où des chèvres étaient seules capables de gravir. Ce projet audacieux paraissait impraticable; mais La Genetière avait dans sa troupe des Basques habitués, dès leur enfance, à errer et à chasser sur ces mêmes montagnes. Noguès obtient la permission de tenter l'entreprise; il part avec cent Basques et une pièce de canon, tandis que quatre cents soldats se portent sur un autre point pour tourner les Espagnols. Arrivé à l'endroit indiqué, on se trouve trop éloigné pour se servir du canon. Les Basques descendent la pièce en faisant la chaîne et se tenant d'une main aux roches, tandis que, de l'autre, ils soutiennent le canon pour l'empêcher de tomber de mille toises dans les précipices. Enfin, après des peines incroyables, la pièce est mise en batterie et servie avec tout le succès qu'on devait en attendre. Les dix-huit cents Espagnols, effrayés de se voir foudroyés de ces hauteurs inaccessibles, abandonnent à la hâte leur camp retranché, leurs bagages, leurs armes, et fuient devant cinq cents braves qui leur font environ cent cinquante prisonniers.

25 mai. Vendée. *Combat et prise de Fontenay* [1]. — D'Elbée, vaincu sous les murs de Fontenay, avait déjà senti la nécessité de concentrer les forces vendéennes pour combattre l'ennemi avec tout l'avantage du nombre. Déjà il avait provoqué la réunion des divisions de Bonchamp, de Laroche-Jacquelein, et de Cathelineau. Ces divisions étant rassemblées, les chefs conviennent de recommencer l'attaque de Fontenay. Chalbos, avec sa petite armée, occupait encore sa position du 16. Cathelineau et d'Elbée dirigeaient l'armée vendéenne, forte

[1] Moniteur, — Beauchamp, — Madame de Laroche-Jacquelein, — Mémoires particuliers du général ***.

de trente-cinq mille hommes. Bonchamp commandait la droite, la Roche-Jacquelein la gauche, et Lescure le centre. Les seuls soldats de Bonchamp avaient de l'artillerie et des munitions. Les autres Vendéens, impatiens de combattre, demandent des cartouches à leurs chefs. *En voilà*, leur dit Beauvollier, qui faisait les fonctions d'intendant-général, en leur montrant l'armée républicaine. Lescure, à la tête des plus braves, s'élance et s'empare de la première batterie de l'ennemi; les autres le suivent; mais les républicains se défendent vaillamment. Les chasseurs de la Gironde, les volontaires de Toulouse et de l'Hérault, animés par la présence de sept conventionnels, font des prodiges de valeur. Chalbos ayant ordonné aux gendarmes de charger, cinq seulement obéissent; les autres prennent la fuite et jettent le désordre dans les rangs de l'infanterie qu'ils traversent. Les Vendéens en profitent; ils chargent avec impétuosité, et dispersent les républicains déjà entamés. Le conventionnel Garnier de Saintes ne dut son salut qu'au cheval d'un gendarme qu'il saisit. En un moment, toute l'armée républicaine est en pleine déroute. Quarante-deux pièces de canon, tous les bagages, et la caisse militaire qui contenait vingt millions en assignats, deviennent la proie du vainqueur; les républicains perdirent, en outre, environ dix-huit cents hommes, tués, blessés ou prisonniers. Bonchamp se met à la poursuite des fuyards et reçoit une blessure; mais les généraux Dayat et Nouvion, ayant rallié quelques gendarmes, parviennent à l'arrêter. Les Vendéens entrent en vainqueurs dans la ville, chef-lieu du département de la Vendée, et Stofflet en est nommé commandant. Les papiers du département sont solennellement brûlés au pied de l'arbre de la liberté.

1793. Vendée.

Troubles civils à Lyon [1]. — Tandis que le gouvernement

29 mai. France.

[1] Moniteur, — Histoire de la guerre civile en France, — Toulongeon, — Tableau historique. — Fantin-Désodoards, — Bertrand-Molleville, — Notes manuscrites.

1793. France. conventionnel était occupé à défendre une partie des frontières de la France de l'invasion des alliés, et à arrêter, dans les départemens de l'Ouest, les progrès d'une contre-révolution alarmante pour son existence, de nouveaux troubles civils se préparaient sur d'autres points.

Les Lyonnais avaient d'abord paru assez indifférens aux changemens opérés depuis le commencement de la révolutiou. Tour-à-tour royalistes, constitutionnels et républicains, ils avaient adopté sans murmure toutes les mesures décrétées par les différens gouvernemens qui s'étaient succédés en France. Cette ville, essentiellement commerçante, et uniquement occupée de son négoce, avait à peine encore laissé apercevoir son opinion politique. Mais quand, après la mort de l'infortuné Louis XVI, on vit tout-à-coup s'élever une guerre funeste entre les riches propriétaires et les prolétaires, quand on eut fait retentir dans toute la France ce cri terrible : « Guerre aux châteaux, paix aux chaumières ; » Lyon, la seconde ville du royaume en population et en richesse, Lyon qui avait besoin d'un gouvernement sage et tranquille pour la prospérité de son commerce, ne pouvait voir, sans inquiétude, s'effectuer les mesures destructives adoptées par le gouvernement conventionnel. Menacés par les sans-culottes, les riches tremblaient dans leurs maisons ; ils voyaient avec terreur tous les pouvoirs passer entre les mains de ceux qui avaient intérêt de s'en servir pour faire le mal. Long-temps comprimés par la crainte, ils se réveillèrent enfin à la vue des divisions qui éclataient dans le sein même de la Convention, et deux partis se trouvèrent ainsi formés dans la ville de Lyon, remarquables par la haine qu'ils se portaient l'un à l'autre. Les républicains de bonne foi, mais modérés, réunis aux hommes restés fidèles à la cause royale, composaient le parti des sections. La classe populaire, unie à ses municipaux, formait la faction de la montagne. Aigris depuis long-temps l'un contre l'autre, les

deux partis devinrent bientôt ennemis irréconciliables. Cependant le parti des sections n'agissait encore que sourdement. La terreur était telle, que les bons citoyens n'osaient manifester leur opinion. Enfin, l'orage, qui grondait depuis longtemps, éclata le 2 mai 1793. Deux commissaires de la Convention siégeaient avec Châlier à la municipalité, dont ils avaient fait une place d'armes. Ils y organisaient leurs mesures tyranniques. De leur côté, les sectionnaires ayant levé le masque, assemblaient leurs partisans, et se tenaient sur la défensive. Quelques amis des deux partis tentèrent, à trois reprises, un accommodement. Ils échouèrent par la perfidie de Châlier. Sous le prétexte d'entrer en accommodement, il fait approcher de la municipalité un bataillon des sectionnaires lyonnais. Ceux-ci arrivent sans nulle défiance; à peine sont-ils à portée, que Châlier fait faire sur eux une décharge d'artillerie et de mousqueterie. Plusieurs tombent écrasés par la mitraille, tandis que les autres s'éloignent en criant vengeance. L'alarme se répand dans la ville; de toutes parts les sectionnaires courent aux armes, ils s'assemblent sur la place Bellecour, et formant deux colonnes, ils se dirigent sur l'hôtel-de-ville. Les montagnards s'y tenaient retranchés avec dix-huit cents hommes et deux pièces de canon. Les assaillans n'étaient pas deux mille; mais telle était la fureur qui les transportait, qu'après deux heures d'un combat opiniâtre, ils remportent la victoire, prennent de vive force l'hôtel-de-ville, et s'emparent de ceux qui, le matin, semblaient avoir médité leur ruine. Ce succès rend aussitôt aux sectionnaires toute leur modération. Ils ne voient plus que des concitoyens dans leurs prisonniers, et les défendent eux-mêmes contre la fureur populaire. Deux commissaires de la Convention étaient entre leurs mains; ils les mettent en liberté, n'exigeant d'eux que de faire à la Convention un rapport exact sur les événemens qui venaient d'avoir lieu.

1793. France.

1793. 31 mai Belgique.

Prise de Furnes [1]. — Furnes, dont le général Labourdonnaye s'était emparé en 1792, était retombé au pouvoir des Autrichiens, après les désastres de l'armée de Dumouriez. Ils y entretenaient une garnison forte de douze cents hommes d'infanterie et de cent cavaliers. Le 31 mai, deux colonnes françaises de l'armée du Nord, l'une de deux mille cinq cents hommes, partie de Cassel, sous le commandement du général Stettenhoffen; une autre, tirée du camp de Guiveldt, se présentent devant cette ville, et se disposent à l'attaquer. L'entreprise était d'autant plus difficile, qu'outre sa nombreuse garnison, Furnes avait, pour se défendre, des fortifications très-bien entretenues. Les avenues en étaient naturellement embarrassantes, à cause du terrain coupé qui l'environne, et dans lequel les Autrichiens avaient embusqué un grand nombre de tirailleurs. Cependant les Français surmontent tous ces obstacles. Ils repoussent les tirailleurs, arrivent en vue de la ville, et la battent à coups de canon. La garnison veut faire une sortie. Stettenhoffen fond sur elle; une action vivement soutenue s'engage; mais après deux heures d'un combat opiniâtre, les Français sont vainqueurs. Ils entrent dans la ville par une porte, en même temps que les Autrichiens se retiraient par l'autre.

3 juin. France.

Combat de Baygorry [2]. — On se rappelle l'échec éprouvé par les Espagnols dans le val Carlos, qui loin de les avoir découragés, semblait au contraire leur avoir inspiré une audace extraordinaire. Ils sortaient chaque jour de leur camp, et venaient inquiéter les avant-postes français dans leurs différentes positions. Le 3 juin, un détachement de la division du général La Genetière occupait la fonderie de Baygorry, dans les Py-

[1] Moniteur, — Dictionn. des siéges et batailles, — Jomini.

[2] Moniteur, — De Marcillac, — Mémoires de B***, — Dictionnaire des siéges et batailles, etc.

rénées-Occidentales, district ou sous-préfecture de Saint-Palais; cent hommes, commandés par le capitaine Lamarque, étaient postés en avant de cette position, sur les rochers d'Araca. A huit heures du matin, les Espagnols descendent de leurs montagnes, et attaquent impétueusement ce petit poste. Lamarque, surpris, se défend néanmoins avec valeur. Il animait sa troupe par son exemple et par ses discours, quand, au milieu de l'action, il tombe mort percé d'une balle. L'ardeur de ses soldats n'en devient que plus formidable à l'ennemi. Ils se battent avec acharnement. Enfin, écrasés par des forces supérieures, ils évacuent Araca, et se replient sur Baygorry, emportant avec eux le corps de leur brave capitaine.

Par la possession d'Araca, l'ennemi pouvait facilement descendre à la fonderie, et se porter entre Baygorry et Iramehaca, où se trouvaient deux autres détachemens français. On crut devoir abandonner la gorge, où l'on risquait d'être enveloppé, et toutes les troupes eurent ordre de se retirer sur les montagnes d'Auhaux. Elles effectuèrent ce mouvement dans le meilleur ordre possible, et firent halte aussitôt qu'elles y furent parvenues. Le ressentiment, la honte, agitaient tous les esprits. A la vue des tourbillons de flammes qui s'élevaient de la magnifique fonderie de Baygorry, et qui annonçaient sa destruction totale, nos soldats jurèrent de venger ses habitans, de laver le déshonneur d'une défaite, et de préserver Baygorry d'un pillage prochain. Le commandant Mauco ordonne l'attaque; trois cents hommes vont occuper le rocher d'Arola, pour contenir les Espagnols, qui, venus par le chemin de Lindossa à Baygorry, couvraient la montagne de Lussaïde. Le reste de ses troupes, au nombre de quatre cents hommes, marche au plateau d'Iramehaca. Dix-huit cents Espagnols, rangés en bataille, les attendaient. Une vive fusillade est engagée de part et d'autre. Les Français, épars et cachés derrière les rochers,

1793. France. portaient des coups presque toujours funestes dans les rangs pressés et découverts de l'ennemi. Mauco s'aperçoit cependant que sa gauche est débordée; il veut donner des ordres; une balle l'atteint, et lui sillonne le front: « Ce n'est rien, s'écrie-t-il; mes amis, songez à me venger. » A ces mots, à la vue du sang qui couvre le visage de leur commandant, le courage des Français se change en fureur. Ils se précipitent, la baïonnette en avant, sur l'ennemi, qui se rompt et fuit en désordre. Le colonel, commandant les Espagnols, un adjudant-major, trois capitaines et un grand nombre de soldats sont faits prisonniers. Trois cents tués restent sur le champ de bataille, et cette victoire ne coûte la vie qu'à un petit nombre de Français.

Combat de Château-Pignon [1]. — L'entreprise des Espagnols contre le camp français de Baygorry n'avait été que le prélude d'une attaque plus sérieuse, qu'ils méditaient contre Château-Pignon. Repoussés et défaits le 3 juin, ils n'avaient cependant pas renoncé à leur projet. Le 6 juin, le général espagnol Caro, profitant d'un brouillard très-épais qui durait depuis deux jours, s'avance sur plusieurs colonnes, avec de l'artillerie, et cherche à surprendre les avant-postes du camp. Au premier coup de fusil, le capitaine Moncey, commandant les chasseurs cantabres qui gardaient ces avant-postes, fait avertir le général La Genetière, fond sur l'ennemi, le renverse, et pénètre sur le grand chemin, jusqu'à la hauteur de Mendibelza. Un corps de troupes espagnoles, précédé de six pièces de canon, veut s'opposer à son mouvement. Moncey, soutenu par le capitaine Boudet, commandant une compagnie franche de Bordeaux, s'élance sur l'ennemi; les canonniers sont massacrés sur leurs pièces, et les canons mis aussitôt hors de service.

[1] Moniteur, — Mémoires de B***, — de Marcillac.

Cependant le brouillard se dissipe et permet aux Espagnols de voir le petit nombre de ceux qui viennent de les vaincre. Honteux de leur méprise, et protégés par une batterie de quatre canons et de deux obusiers, ils reprennent promptement l'offensive en étendant leur ligne pour envelopper les Français. Moncey, qui s'aperçoit de leur dessein, ordonne la retraite, et se replie sur les retranchemens, abandonnant sa position et l'artillerie dont il s'est emparé. Les nouvelles levées, qui occupaient le camp de Château-Pignon, effrayées des obus que les Espagnols lançaient sur les chasseurs, loin d'attendre ces derniers ou de se joindre à eux, prennent la fuite en désordre et se retirent dans une seconde position, qu'elles abandonnent presque aussitôt. Une compagnie de grenadiers parvient néanmoins à arrêter l'ennemi, et soutient pendant trois heures toute la vivacité de son feu. Mais les troupes légères espagnoles ayant attaqué et tourné la droite du camp, elle est obligée de se retirer, et l'ennemi se précipite dans l'intérieur des retranchemens. En vain La Genetière, accouru de Saint-Jean-Pied-de-Port, fait, de concert avec Moncey, de nouveaux efforts pour arrêter les fuyards; il ne peut y parvenir. Lui-même est fait prisonnier, et il aurait été tué d'un coup de pistolet par un soldat espagnol, sans la générosité d'un capitaine, nommé Francisco Vasquez, qui se porta au-devant du coup, et reçut la balle dans son buffle.

1793. France.

Le brave commandant Desolime, à la tête du premier bataillon des Basses-Pyrénées, était en marche pour une expédition dans la vallée de Bastan. Il revient en toute hâte à la première nouvelle de l'attaque des Espagnols, et tombe mort en arrivant, épuisé par la fatigue et par la chaleur. Le commandant Noguès a son chapeau percé d'une balle. Près d'être enveloppés de toutes parts, les Français fuient en désordre, et viennent se réfugier sous le canon de Saint-Jean-

1793. France. Pied-de-Port, laissant sur le champ de bataille environ cent hommes tués et deux cents blessés. Les Espagnols restent maîtres du camp de Château-Pignon; ils y trouvent deux pièces de canon; mais cette victoire leur avait coûté plus de douze cents hommes.

9 juin. Allemagne. *Combat et prise d'Arlon* [1]. — Custine, après le combat de Rixhem, était parti pour l'armée du Nord, dont il venait d'être nommé général en chef. Le général Alexandre Beauharnais [2] remplaça Custine dans le commandement de l'armée du Rhin; celui de la Moselle passa au général Delaage. Ce dernier avait entrepris un mouvement offensif sur Arlon. Dix mille hommes de son armée, auxquels se joignirent deux mille soldats de l'armée des Ardennes, sous les ordres du général Beauregard, se rassemblèrent à cet effet sous les murs de Longwy. Le but de cette attaque était de débusquer l'ennemi de la position d'Arlon, de s'emparer des magasins que les Autrichiens y avaient formés, et de faire une diversion en faveur de Mayence, dont le roi de Prusse pressait en ce moment le siége avec ardeur. L'entreprise était difficile; les Autrichiens occupaient une position formidable. Arlon était situé sur une hauteur qui présente une chaîne de retranchemens, et domine au loin la plaine qu'il faut traverser pour l'aborder. Huit mille hommes défendaient ces retranchemens disposés en échelon, et garnis de trente bouches à feu, parmi lesquelles se trouvaient des pièces du calibre de 17.

Les colonnes commandées par les généraux Beauregard, Laubadère, Tolozan et Desperrières, traversèrent la plaine en bon ordre sous le feu très-vif des batteries ennemies. Des-

[1] Article communiqué par le général ***, — Moniteur, Mém. de Custine, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Jomini, — Tableau historique.

[2] Père du prince Eugène Beauharnais qui épousa la fille aînée du roi de Bavière, et fut vice-roi d'Italie.

perrières aborda le premier. L'artillerie française, comman- 1793.
dée par le colonel Sorbier, devait soutenir le mouvement gé- Allemagne.
néral; mais, malheureusement, le calibre de ses pièces était inférieur à celui de l'ennemi; et cette circonstance exposa la colonne de Desperrières à un feu très-meurtrier pendant trois-quarts d'heure; mais enfin, toutes les troupes se trouvant en ligne, le général Delaage fait battre la charge, et son armée s'avance au cri mille fois répété de *vive la république*.

L'ennemi continuait de tirer avec vivacité; la droite des Français est ébranlée, et la cavalerie autrichienne en profite pour fournir une charge sur elle; mais le général Delaage fait déployer les colonnes de la deuxième brigade (celle du général Desperrières), et les fait marcher au secours de la droite; l'artillerie se porte en même temps sur cette attaque. Sur ces entrefaites, le général Beauregard marche droit sur Arlon, traverse cette ville, et s'empare des hauteurs qui la couvrent.

Quinze cents Autrichiens, formés en bataillon carré, sont chargés par quatre cents carabiniers. Malgré son extrême bravoure, cette cavalerie n'aurait pu réussir à entamer ce bataillon, sans le secours de l'artillerie légère, que Sorbier fit avancer, au galop, à cinquante pas de l'un des fronts du carré, et qui tira dans un instant quatre bordées à mitraille. Ces décharges mirent le plus grand désordre dans la masse autrichienne; elle se rompit, et les carabiniers achevèrent de la mettre en déroute [1].

[1] On doit citer le trait d'humanité du sous-lieutenant des carabiniers Blondel, dans ce sanglant engagement. Blessé assez grièvement, il attendait du secours. Près de lui se trouvait un Autrichien plus maltraité encore. Ses cris excitaient la compassion de l'officier qui ne pouvait aller le soulager. Un chirurgien se présente : « Eh! venez vite, lui dit le brave Français; il y a long-temps que je vous attendais. » Le chirurgien se met en devoir de le panser. « Non, non, continue

1793. Allemagne. Les Autrichiens se retirèrent sur Luxembourg, et les Français restèrent maîtres de la formidable position d'Arlon. Un poste important, trois mille sacs de farine, neuf mille sacs d'avoine, des fourrages en abondance et une foule d'autres approvisionnemens, furent les résultats de cet avantage.

10 juin. Vendée. *Bataille et prise de Saumur* [1]. — Les chefs de l'armée vendéenne, réunis à Fontenay, en conseil de guerre, après la prise de cette ville, délibérèrent pour savoir s'il ne convenait pas aux intérêts de la cause royale de marcher sur Niort, point sur lequel les républicains n'avaient pas encore réuni des forces assez considérables pour résister avec succès à une irruption prochaine; mais les incursions du général républicain Lygonnier, sur le territoire occupé par les insurgés, et les instances du commandant royaliste de Châtillon, qui craignait pour la sûreté de cette ville, menacée par le voisinage des troupes aux ordres du général Salomon, déterminèrent les chefs vendéens à se donner rendez-vous à Châtillon, après avoir momentanément dispersé leurs troupes dans la partie de la Vendée appelée le Bocage.

Peu de jours après cette résolution, quarante mille Vendéens étaient rassemblés à Châtillon, sous les ordres de Laroche-Jacquelein, Lescure, Cathelineau, Stofflet et Beauvollier. D'Elbée, souffrant encore d'une blessure qu'il avait reçue dans les dernières affaires, ne vint point à Châtillon. Bonchamp ne rejoignit l'armée des royalistes que le lendemain de la prise de Saumur.

Blondel; ce n'est pas moi qu'il faut secourir; c'est ce brave (en montrant l'Autrichien), qui est bien plus blessé que moi. — C'est un Autrichien, c'est notre ennemi. — Oui, mais il souffre cruellement; occupez-vous d'abord de lui. C'est un homme comme moi, et cela doit vous suffire. »

Un de nos peintres s'est emparé de ce sujet, et l'a traité avec intérêt. Son tableau fit partie des expositions du Muséum, sous le gouvernement de Napoléon.

[1] Moniteur, — Beauchamp, — Mad. de Laroche-Jacquelein, — Bourniseaux, — Thureau, — Lequinio, — Notes communiquées par le général ***.

Les Vendéens se mirent en marche, et occupèrent d'abord Vihiers et Doué. Lygonnier, campé sur les hauteurs de Concourson, ne sut point conserver cette position avantageuse, qui couvrait Saumur. Ses troupes, mal dirigées, lâchèrent pied sans combattre, à l'exception de quelques bataillons, dont la résistance fut inutile, par la retraite des autres troupes, qui ne se rallièrent que sur les hauteurs de Bournan, à demi-lieue de Saumur. Les commissaires conventionnels, indignés de la conduite de Lygonnier, le destituèrent, et nommèrent à sa place le général Menou [1]. 1793. Vendée.

L'armée républicaine formait un total d'à peu près onze mille hommes, dont une grande partie était déjà découragée par les derniers échecs. Menou distribua les troupes dans les positions qui lui parurent les plus avantageuses, et fit élever ou réparer quelques retranchemens.

Cependant le général Salomon s'avançait de Thouars, à la tête de trois mille hommes, pour venir au secours de Saumur. Il donne dans une embuscade préparée par les Vendéens, instruits de sa marche. Il combat pendant trois heures dans l'obscurité, et fait éprouver une grande perte à ses ennemis ; mais ceux-ci, favorisés par les localités, s'emparent de l'artillerie et du bagage de la colonne républicaine, et lui font des prisonniers. Salomon parvient cependant à s'échapper, traverse Thouars pendant la nuit, et se replie sur Niort, abandonnant le projet de joindre l'armée de Saumur.

Cette ville, ouverte de tous côtés, n'avait pour défense qu'une redoute et quelques retranchemens à l'entrée des faubourgs.

L'armée républicaine avait pris position en avant, enveloppant la partie de la ville sur la gauche de la Loire, sa droite appuyée sur l'abbaye de Saint-Florent, sa gauche sur les hau-

[1] C'est le même qui commanda depuis l'armée d'Egypte, après la mort de Kléber. Il est mort gouverneur de Venise.

1793. Vendée. teurs en avant du château, qui était à peine à l'abri d'un coup de main. Le centre défendait Bournan. Les généraux Santerre [1] et Coustard, arrivés à Saumur peu de temps avant l'action, prirent rang dans l'armée. Les chefs vendéens firent les dispositions suivantes : Lescure devait tourner la redoute établie à l'embranchement des routes de Doué et de Montreuil; Laroche-Jacquelein arrivait par les prairies de Varrins, en cotoyant la rivière; Stofflet était chargé de l'attaque du château de Saumur, en passant sur les hauteurs qui dominent la rivière de la Thoué, laquelle se jette dans la Loire à la droite de Saumur.

Les trois attaques commencent presqu'à la fois, le 10 juin, à deux heures après midi. Une partie des Vendéens n'attendent point les ordres de leurs chefs, et se précipitent sur les postes avancés de la gauche des républicains. Ces hommes électrisés par leurs derniers succès, dont le plus grand nombre n'avaient pour armes que des bâtons ferrés, s'emparent de plusieurs batteries. Cependant quelques bataillons, qui s'avancent en bon ordre, précédés d'une ligne de tirailleurs, arrêtent un moment la fougue des assaillans; et déjà ceux-ci, ébranlés par le feu très-vif des tirailleurs, allaient fuir, lorsque Lescure, qui venait d'achever son mouvement, arrive à leur secours, et fait plier, à son tour, l'infanterie républicaine, qui n'est point soutenue par la cavalerie. Des renforts, arrivés sur ce point, font reprendre l'avantage sur les royalistes. Alors le régiment des cuirassiers [2] entame une charge vigoureuse sur l'infanterie vendéenne; mais chargé lui-même en flanc par

[1] Fameux brasseur du faubourg Saint-Antoine, nommé par la Convention commandant-général de la garde nationale de Paris; il figurait alors pour la première fois à l'armée active.

[2] Il n'y avait qu'un régiment qui eût, à cette époque, cette dénomination dans l'armée française, et il faisait partie, sous le n°. 8, des régimens de grosse cavalerie.

la cavalerie des royalistes, commandée par Domagné, et ayant ses rangs rompus par l'explosion de deux caissons, ce régiment, commandé par le colonel Chaillon, se retire en désordre, non sans faire éprouver aux Vendéens une perte bien sensible dans la personne de Domagné, qui fut tué en abordant les cuirassiers à la tête de sa cavalerie. Le colonel Chaillon fut lui-même grièvement blessé. Lescure fait avancer sa seconde ligne sur les republicains, qui avaient, une troisième fois, repris l'offensive; le chef Bernard de Marigny, qui commandait l'artillerie vendéenne, secondant, par un feu très-nourri et très-meurtrier, le mouvement de Lescure, celui-ci parvient à faire reculer les troupes républicaines, qui bientôt fuient en desordre au cri fatal de *sauve qui peut!* prononcé par des lâches; elles entraînent dans leur fuite les généraux Menou et Berruyer, blessés, et ayant perdu leurs chevaux.

1793. Vendée.

Tous les retranchemens et les batteries de la gauche de l'armée républicaine, sont emportés. Un détachement du régiment ci-devant de Picardie se défendit avec un rare courage. Pressés par les Vendéens, qui les sommaient de mettre bas les armes, ces braves soldats préférèrent se jeter dans la Loire, où la plupart se noyèrent.

Cependant le centre et la droite de l'armée républicaine ne faisaient aucun mouvement. Le général Coustard, qui commandait le centre, témoin de la déroute de l'aile gauche, avait déjà, mais en vain, ordonné à ses troupes de se porter rapidement au secours de cette aile; il allait enfin parvenir, par ses pressantes exhortations, à décider leur mouvement, lorsqu'une batterie de l'artillerie vendéenne vint à tirer, et suspendit cette résolution : le général républicain ordonne à la cavalerie [1] de charger sur les pièces et de les enlever. « *Où nous envoyez-vous?* lui dit le commandant. *A la mort*, répond Coustard; *le salut de la république exige ce sacri-*

[1] Elle faisait partie de la légion germanique.

1793. Vendée. *fice.* » La batterie est emportée ; mais l'infanterie refusant de soutenir cette charge intrépide, les cavaliers républicains périssent presque tous, et leur brave commandant Weissen revient couvert de blessures. Bientôt le centre et la droite sont également forcés : tout est entraîné et mis dans une déroute complète. Les fuyards sont atteints par la cavalerie vendéenne, qui en fait un grand carnage, et force le plus grand nombre à mettre bas les armes.

L'attaque de l'intrépide Laroche-Jacquelein avait eu un égal succès. Arrivé aux portes de Saumur, il ose pénétrer, accompagné d'un seul officier, jusqu'au milieu de la grande place de cette ville. Les Vendéens se précipitent sur ses pas. Saumur est entièrement évacué par les républicains. Deux mille hommes, cernés dans le camp de Bournan, se rendent par capitulation.

Il restait aux Vendéens à s'emparer du château de Saumur, qui résistait encore, défendu par quelques détachemens qui s'y étaient jetés, et par un grand nombre d'habitans de la ville. Bernard de Marigny, qui avait déjà dirigé quelques pièces sur ce faible rempart, envoie le jeune Beauvollier, frère du chef de ce nom, pour sommer le commandant Joly de rendre son poste. Un grand nombre de femmes de la ville accompagnaient le parlementaire vendéen, pour solliciter de leurs époux, de leurs parens, la reddition du château. Une décharge de mousqueterie les empêcha d'y pénétrer. Les Vendéens, irrités de cette résistance, délibéraient s'ils ne mettraient pas le feu à la ville, lorsque Joly, à son tour, envoya un officier, précédé d'un trompette, pour faire des propositions qui furent d'abord rejetées. Mais, sur les instances des habitans, Beauvollier l'aîné et Marigny se transportèrent eux-mêmes au château, et réglèrent enfin une capitulation, dont les conditions furent que la garnison resterait prisonnière, à l'exception des officiers qui furent renvoyés sur parole.

La prise de Saumur coûta près de deux mille hommes aux Vendéens. Outre Domagné, ils perdirent encore le jeune Baudry d'Asson, officier distingué de la division de Sapinaud[1]. Mais ils devenaient maîtres d'une place importante, d'un passage sur la Loire, de quatre-vingt pièces de canon, d'une grande quantité de fusils, de munitions de guerre et de magasins considérables. On estima à cinq mille hommes, en tués, blessés et prisonniers, la perte des républicains, qui se jetèrent sur Baugé, Angers, La Flèche et le Mans, où ils répandirent de vives alarmes et une grande consternation. Bonchamp, guéri de ses blessures, rejoignit l'armée, comme nous l'avons déjà dit, le lendemain de cette fameuse journée, à la tête de plus de cinq mille hommes, dont les principaux officiers étaient le jeune d'Autichamp, Scepeaux, les frères Fleuriot et Martin de la Pommeraye. 1793. Vendée.

Combat et prise de Machecoul[2]. — Pendant les opérations victorieuses des Vendéens dans les départemens des Deux-Sèvres et de Maine-et-Loire, Charette, ancien officier de la marine royale, avait successivement organisé le soulèvement de toute la Basse-Vendée, et se trouvait à la tête d'un rassemblement, dont le nombre augmentait ou diminuait suivant les circonstances. Les républicains, qui n'avaient dans cette contrée que des forces inférieures, avaient été repoussés et défaits par lui dans plusieurs rencontres. Mais cependant l'alternative des succès et le décousu de ses opérations, avaient laissé Charette dans l'obscurité. Jusqu'à ce moment, il s'était tenu isolé des autres chefs royalistes, et semblait ne vouloir agir que pour son propre compte. Mais après la prise de Saumur, il sentit de quelle utilité serait, pour la cause commune, la jonction de ses troupes à celles de d'Elbée, de Bonchamp 20 juin.

[1] Depuis lieutenant-général des armées du Roi.

[2] Mémoires manuscrits, — Beauchamp, — Mad. de Laroche-Jacquelein, — Bourniseaux, — Bouvier-Desmortiers.

1793. Vendée. et des autres chéfs de la Haute-Vendée; et il crut devoir répondre à l'invitation que ceux-ci lui firent de se réunir à eux.

L'attaque de Nantes avait été résolue par les royalistes; mais avant de se diriger sur ce point, et pour réparer quelques échecs que Joly, Savin et lui venaient d'essuyer à Palluau et Legé, Charette voulut s'emparer de Machecoul. L'adjudant-général Boisguillon y commandait un corps de deux mille cinq cents républicains. Charette s'avance le 20 juin, et vient l'attaquer. Les républicains étaient préparés à la défense. La Cathelinière, à la tête de l'avant-garde de Charette, commence l'attaque, en chargeant impétueusement les avant-postes. Savin, qui s'était porté sur le château de Machecoul, est accueilli par une bordée de cinq pièces de canon masquées, et se retire avec perte. Mais La Cathelinière avait repoussé les avant-postes, et parvenu au corps d'armée, il avait engagé le combat par des tirailleurs. Les Vendéens, répandus dans les champs et accoutumés au bruit du canon, se couchaient dès qu'ils apercevaient la lumière, se relevaient après la décharge et couraient en avant. La résistance était égale à l'attaque, lorsque Charette, pour relever le courage des siens, se précipite à la tête de la cavalerie sur l'artillerie de Boisguillon, sabrant à droite et à gauche, et culbutant tout sur son passage. Ce mouvement met le trouble parmi les républicains. Ils se débandent et fuient en désordre vers la ville. En vain ils se retranchent dans les rues et dans les maisons. Poursuivis avec acharnement par les royalistes, ils sont contraints d'abandonner la ville, en laissant un grand nombre de morts, six cents prisonniers, quatorze pièces de canon, quatre pierriers, huit caissons.

20 juin. Colon. franç. *Révolution à Saint-Domingue. Combat et prise du Cap-Français* [1]. — Nous avons passé successivement des fron-

[1] Moniteur, — Mémoires particuliers du général ***.

tières et de l'extérieur à l'intérieur de la France, en présentant le tableau des événemens militaires les plus remarquables d'une guerre qui doit embrasser le long espace de vingt-deux années; ces mêmes événemens nous forcent maintenant à traverser les mers. L'Amérique, l'Afrique, l'Asie, serviront bientôt de théâtre à plusieurs des faits mémorables que nous avons entrepris de réunir dans notre cadre. 1793. Colon. franç.

Au moment où la France avait à combattre une partie des puissances de l'Europe; lorsque déjà fermentaient dans son sein tous les élémens de la guerre civile, une autre guerre bien plus terrible, la guerre des esclaves contre leurs maîtres, éclatait dans la plus riche de ses colonies, à Saint-Domingue. A l'abri du gouvernement militaire, cette colonie avait toujours fleuri depuis son établissement, et ses produits, importés en Europe, étaient pour la métropole une grande source de prospérité. Mais depuis que les Français n'étaient plus occupés que de discussions politiques, la contagion des idées nouvelles avait gagné Saint-Domingue, et là aussi on se persécutait pour être libres. D'abord, de même qu'en France, les blancs se divisèrent en partis opposés. Les affranchis réclamèrent ensuite l'entière jouissance de leurs droits politiques; puis enfin les noirs esclaves aspirèrent à la liberté. L'assemblée nationale ayant obtempéré à leurs vœux, ces noirs, qui s'étaient montrés esclaves soumis, se livrèrent à tous les excès quand ils furent devenus les égaux de leurs maîtres. Bientôt d'horribles insurrections éclatèrent de toutes parts. Les blancs, divisés entre eux, appelaient, chacun de leur côté, les nègres à leur secours. Ceux-ci, n'écoutant que la voix de la licence, qu'ils prenaient pour celle de la liberté, ne connurent plus de frein, et Saint-Domingue devint une grande arène où se commirent les plus épouvantables excès. Ses habitations furent dévastées, ses manufactures et ses campagnes incendiées, ses villes languirent, et le commerce s'éteignit faute de bras,

1793. Colon. franç. et surtout faute de tranquillité. Le mal était devenu si sérieux en 1792, que, pour essayer de l'arrêter dans son cours, les ministres crurent devoir y envoyer des commissaires pacificateurs. Ceux-ci partirent chargés de pouvoirs extraordinaires, et contre l'usage jusqu'alors observé dans la colonie, l'autorité militaire elle-même leur était subordonnée. Le général Galbaud commandait alors au Cap. Il ne vit pas sans jalousie les commissaires Polverel et Santhonax revêtus de pouvoirs qui les mettaient bien au-dessus de lui. La mésintelligence ne tarda point à éclater entre les militaires et les magistrats. Polverel et Santhonax, se croyant insultés par Galbaud, se hâtèrent de le destituer, et le firent embarquer pour être reconduit en France. Mais telle était alors l'insubordination dans toutes les classes, que Galbaud ne tarda pas à gagner les équipages de la flotte, et à les faire déclarer en sa faveur. Aussitôt qu'il fut sûr d'eux, il fit virer de bord, ordonna la descente pour tirer vengeance des commissaires qui l'avaient destitué, et des Français se préparèrent à attaquer une colonie française avec autant de fureur que l'auraient pu faire des Anglais ou des Espagnols. Galbaud divisa ses troupes débarquées en trois colonnes. Guidées par des chefs nommés par lui, elles se portèrent en même temps sur l'arsenal et le gouvernement. Leur apparition avait d'abord répandu le trouble; mais les commissaires civils eurent bientôt rassemblé leurs forces, et Galbaud fut repoussé dans cette première attaque. Cependant le général avait appelé à lui tous les gens de mer; il y joignit la foule de ceux qui pouvaient concevoir l'espérance de gagner quelque chose à la faveur du désordre. Le lendemain de son débarquement, le 21 juin 1793, il se met à la tête de cette armée, et marche en personne contre l'arsenal, qui lui fut livré par ses partisans. Maître de cette position et de tous les moyens de défense qui y étaient en dépôt, il dominait toute la ville. Il dirigea ses batteries sur le gouvernement, et

les commissaires, obligés de l'abandonner, se retirèrent dans un endroit appelé le *Haut du Cap*, à une demi-lieue de la ville. Galbaud fit alors son entrée au Cap, et ses soldats, ne trouvant plus d'obstacles, se répandirent dans les rues, forcèrent les maisons, et livrèrent cette malheureuse ville à toutes les horreurs du pillage. Témoins des excès auxquels s'abandonnaient les blancs, les esclaves noirs s'empressèrent de les imiter, et bientôt ils les surpassèrent. Au milieu de ce désordre, le feu prit dans la ville; l'incendie devint général, et le Cap, en quelques heures, n'était plus qu'un monceau de cendres. Honteux de ce désastre, dont il était la cause, et se voyant dans l'impossibilité de réprimer des furieux qui ne reconnaissaient plus ni frein ni autorité, Galbaud se hâta de se rembarquer, et se déroba, par une prompte fuite, aux remords d'avoir effectué la ruine de cette riche cité. Mais l'impulsion était donnée, et c'est à compter de cette fatale expédition que les noirs révoltés se signalèrent par des cruautés qui ne laissaient plus rien à reprocher aux premiers Européens qui avaient conquis l'île.

1793. Colon. franç.

Combat de la montagne de Louis XIV [1]. — Quittons encore une fois, pour quelques instans, le théâtre de la guerre civile, et réportons-nous à la frontière des Pyrénées.

22 juin. France.

Le général Servan ne pouvant, avec le peu de troupes qu'il avait à sa disposition, défendre tous les passages et défilés de la frontière, avait concentré toutes ses forces à Bidart, laissant à Ciboure et Saint-Pé quelques troupes en observation. Il allait prendre une position avantageuse en avant de Saint-Jean-de-Luz, lorsqu'il apprit le mouvement des Espagnols sur Saint-Jean-Pied-de-Port. Il se vit alors forcé d'y envoyer une partie de ses troupes, et il ne lui resta plus que dix bataillons. Cependant, dans cette situation, il se décide à atta-

[1] Moniteur, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Mémoires de B***.

1793. France. quer les Espagnols, et à leur faire repasser la Bidassoa. Il donne aussitôt ses ordres, et trois mille hommes se dirigent en trois colonnes sur les différens lieux occupés par les Espagnols. La colonne de droite se fusilla long-temps avec un corps ennemi qui était retranché dans un bois au-dessus d'Andaye. Après un combat très-vif, l'ennemi est débusqué, et abandonne ses tentes, ses effets de campement et beaucoup de butin. En même temps, la colonne du centre se rangeait en bataille vis-à-vis une colline appelée la Montagne de Louis XIV, depuis le traité des Pyrénées, en 1659. Renforcés par la colonne de gauche, qui venait d'arriver, les Français commencent une vive canonnade. La Montagne de Louis XIV est séparée, par la Bidassoa, d'une chaîne de montagnes très-élevées, sur le versant desquelles les Espagnols avaient construit plusieurs redoutes garnies de grosses pièces d'artillerie. Le poste attaqué en était lui-même hérissé, et les Espagnols répondaient avec avantage à la canonnade des Français. Ceux-ci demandaient à grands cris à gravir la montagne. Les généraux hésitent en considérant que, dominée par les batteries opposées, elle ne peut rester en leur pouvoir; mais cédant à l'impatience de l'armée, ils donnent le signal. L'adjudant-général Darnaudat place deux pièces de 4 en batterie, qui prennent en flanc les retranchemens. Il est blessé, à la tête de sa colonne, à la cuisse et à la poitrine, et renversé de son cheval. Les canonniers, bravant le feu des redoutes, se mettent à découvert. Chaque boulet enlevait une tente ou une partie des retranchemens. Le désordre se met parmi l'ennemi. Raimond Revichy, capitaine au deuxième bataillon de l'Aude, les grenadiers du quatre-vingtième, ceux du vingt-deuxième et ceux du bataillon des Hautes-Pyrénées, se précipitent au pas de charge et la baïonnette en avant; ils gravissent la montagne au milieu du feu terrible de l'artillerie espagnole, et attaquent les retranchemens. Le colonel Villot et un dragon du dix-huitième

se disputent l'honneur d'y entrer les premiers. Les lieutenans-colonels Vigent et Tisson, le colonel Lasalle, combattent à la tête de leurs soldats. Le brave Latour-d'Auvergne reçoit sept coups de feu dans ses habits. Enfin, après un combat qui avait duré plus d'une heure, les Français franchissent les retranchemens, et forcent l'ennemi à la retraite. Il abandonna son camp avec tant de précipitation, que les Français y trouvèrent un enfant, qu'ils s'empressèrent de rendre après l'action. Le feu des redoutes espagnoles, situées sur les montagnes opposées à celle de Louis XIV, empêcha les Français de se mettre à la poursuite des vaincus, et de passer la Bidassoa, dont les Espagnols venaient de couper le pont, pour assurer leur retraite. Dans cette action, qui fut très-meurtrière pour les deux partis, un soldat d'Angoumois eut le bras emporté d'un coup de canon; l'adjudant Darnaudat lui adressait quelques paroles de consolation : « Ne me plaignez pas, lui dit le brave militaire, j'ai encore un bras pour servir la patrie. » Un volontaire du bataillon des chasseurs de la Haute-Garonne, blessé d'un éclat d'obus, dit à ses camarades qui le relevaient du champ de bataille pour le transporter à l'ambulance : « Amis! nous sommes vainqueurs; ma blessure ne me fait plus de mal. » De pareils traits démontrent combien, à cette époque, l'enthousiasme de la liberté augmentait le courage des soldats français. Avec de tels hommes il était facile de vaincre.

1793. France.

Reddition de Bellegarde [1]. — Nous avons dit que le général don Ricardos avait formé le siége de Bellegarde. Cette forteresse est un pentagone irrégulier, avec un fort avancé, et domine au loin la plaine qui l'entoure. Mais elle est elle-même dominée par de hautes montagnes qui, étant inaccessibles du côté de l'Espagne, en font la principale sûreté;

24 juin.

[1] Moniteur, — Dictionnaire des siéges et batailles, — de Marcillac.

1793. France. elle était défendue par une garnison de neuf cents hommes, mais fort mal approvisionnée en vivres. Dès les premiers jours de l'investissement, Ricardos envoie sommer la place de se rendre. Le commandant répond qu'il ne quittera son poste qu'à la dernière extrémité. Ricardos donne aussitôt l'ordre de canonner et de bombarder la ville, jour et nuit. Il établit, pour cet effet, deux batteries, l'une, de canons, au col de Porteil, et une autre, de mortiers, en avant de la Jonquière. Instruit que la place est mal approvisionnée, il la resserre, de manière à pouvoir intercepter tous les convois qui lui était destinés. Après s'être emparé de plusieurs petits postes autour de la ville, il fait presser les attaques, et bientôt le fort des Bains est obligé de se rendre ; celui de la Garde suit son exemple, deux jours après. Cependant, malgré les précautions de l'ennemi, les Français avaient, chaque nuit, réussi à ravitailler la place; elle le fut, pour la dernière fois, le 30 mai. Ricardos, maître de tous les passages, empêchait toutes les communications. Dès-lors, Bellegarde fut pressé davantage. On ouvrit la tranchée; les batteries foudroyaient les murailles; et bientôt la brèche fut praticable. Après un bombardement de quarante jours, la place était démantelée, les casemates détruites, et la garnison n'avait plus d'abri contre le feu continuel des Espagnols. Dans cette cruelle extrémité, le commandant assemble le conseil de guerre. Sept membres, Pradel, lieutenant-colonel au bataillon de Nantes; le Grand, adjudant-major; Chevalier, Lallier, Argenaudau, Masson et Landelines, capitaines, opinent pour qu'on s'ensevelisse sous les ruines de la place; quatorze veulent que l'on capitule. Ricardos, qui connaissait la situation de la garnison, lui accorde les honneurs de la guerre, mais la retient prisonnière; et les Espagnols entrent dans la place le 24.

Les batteries espagnoles avaient jeté dans Bellegarde vingt-

trois mille soixante-treize boulets de tout calibre, quatre mille vingt-une bombes et trois mille deux cent cinquante-une grenades. La place avait répondu par neuf mille six cent quarante-deux boulets et treize cent vingt-quatre bombes ou grenades. A l'époque de la reddition, tous les bâtimens qui n'étaient pas à l'épreuve de la bombe, se trouvaient détruits, les poternes rompues, ainsi que les ponts-levis, les portes et les grilles. La majeure partie des parapets était tombée dans les fossés; les bombes avaient beaucoup endommagé les trois magasins à poudre; un d'eux aurait sauté, pendant le siége, par l'effet d'un boulet rouge qui avait rompu une des fenêtres en fer, et l'explosion aurait produit de grands désastres, si on ne s'en fût aperçu à l'instant même, et si on n'eût porté les plus prompts secours. Les fossés étaient presque comblés par les ruines; les terres-pleins et l'intérieur de la place étaient tellement encombrés, qu'on pouvait à peine y marcher. De quarante-quatre canons placés en batterie, trente-deux furent démontés, ainsi que tous les mortiers.

1793. France.

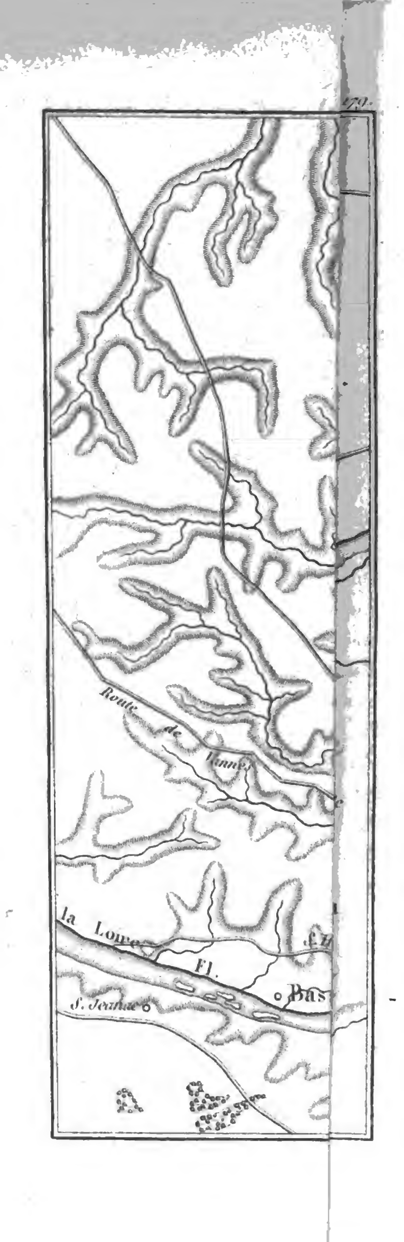
Avant son entrée dans la place, le général Ricardos fit mettre à l'ordre la proclamation suivante que nous rapportons, comme un exemple malheureusement trop rare dans les temps dont nous retraçons les événemens militaires :

« Soldats ! vous devez respecter le malheur. Ce principe que dicte l'humanité, est le propre de la générosité de la nation espagnole. Le général ne peut présumer qu'aucun des braves qu'il commande se permette d'insulter du geste, de paroles, ou d'autre manière quelconque, les prisonniers français, soit à leur sortie du fort, soit dans leur marche pour se rendre au lieu qui leur sera assigné. Si le motif d'honneur n'était pas suffisant pour vous contenir, songez que les chances de la guerre peuvent vous mettre dans un cas semblable. Mais si, contre toute espérance, il se trouvait des soldats, paysans, charretiers, ou personnes quelconques, qui se

1793. France. permissent la moindre insulte envers ces militaires malheureux, ils seront immédiatement arrêtés et passés pas six tours de baguettes. Le général peut encore moins présumer que, parmi les officiers ou autres personnes distinguées par leur rang dans l'armée, il s'en trouve qui manquent aux égards dictés par l'éducation et la générosité. Mais, dans le cas contraire, le général prévient qu'il punira le délinquant, suivant son rang et les insultes dont il se sera rendu coupable. »

28 juin. Vendée. *Combat de Luçon*[1]. — Au moment où la plus grande partie des troupes vendéennes s'emparaient de Saumur, occupaient Angers, et se disposaient à attaquer Nantes, Royrand, commandant de plusieurs rassemblemens qui prenaient la dénomination d'armée royale du centre, tenait en échec les troupes républicaines postées à Niort et à Luçon. Ce chef était un vieillard, ancien officier, chevalier de Saint-Louis; il joignait à un zèle ardent pour la cause royale, des moyens militaires bien supérieurs à ceux du plus grand nombre de ses compagnons d'armes. Il avait donné à ses troupes une organisation plus méthodique que celle des autres corps vendéens. Elles occupaient la majeure partie des districts de Montaigu, de la Chataigneraye et de la Roche-sur-Yon. Royrand avait son quartier-général au château de l'Oye. Il pensa que ce serait une diversion utile au succès de l'entreprise sur Nantes, que de marcher sur Luçon, pour s'en emparer et détruire ou disperser la troupe républicaine qui occupait cette ville. Ayant en conséquence rassemblé toutes ses divisions, commandées par Baudry d'Asson, Bejary, Sapinaud, Verteuil et de Hargues, il se présente, le 28 juin, devant Luçon, à la tête de huit mille Vendéens. L'adjudant-général Sandoz commandait dans cette ville un corps de douze cents hommes. A l'approche des royalistes, il s'était hâté de sortir

[1] Journaux du temps, — Beauchamp, — Madame Laroche-Jacquelein, — Dictionn. des siéges et batailles, — Bourniseaux, — Mém. manuscrits, etc.


Route
de
la
Loire
Fl.
S. Jeanne
Bas

avec sa garnison, et l'avait disposée devant les murs ; mais se voyant trop inférieur en nombre, il crut prudent d'ordonner la rentrée de sa troupe dans la ville, et se retira avec le bataillon de la Charente, qui formait le centre de sa ligne. Deux autres bataillons qui en formaient, l'un l'aile droite, et l'autre la gauche, n'ayant pas reçu l'ordre de retraite à temps, se trouvèrent en présence des Vendéens, et soutinrent leur choc. Royrand avait placé en tête de ses colonnes d'attaque, plusieurs déserteurs du régiment ci-devant de Provence ; et ceux-ci, qui n'avaient pris parti dans les troupes royalistes que pour adoucir leur situation de prisonniers de guerre, en voyant les républicains, font volte-face, et se rangent sous leurs anciens drapeaux. Cette défection jette le désordre parmi les Vendéens. Lecomte, chef du bataillon nommé le Vengeur, en profite. Il tombe avec vigueur sur les royalistes ; et, secondé bientôt par le bataillon de droite, il les met en déroute, et les poursuit à peu près une demi-lieue. Les royalistes perdirent, dans cette affaire, quatre cents hommes tués sur le champ de bataille, cent vingt prisonniers, un canon et un caisson.

1793. Vendée.

Sandoz, dénoncé à la Convention pour avoir quitté son poste au moment du combat, fut arrêté et mis en jugement ; mais il fut acquitté par le conseil de guerre extraordinaire, qui fut convoqué à cette occasion.

Siége de Nantes [1]. — L'armée royale, qui venait de s'emparer de Saumur, y séjourna plusieurs jours. Les principaux chefs se réunirent, le 12 juin, en conseil de guerre, pour délibérer sur leurs projets ultérieurs, et arrêter un plan de campagne. Les avis y furent d'abord partagés. Les uns voulaient marcher sur Tours, et profiter de l'occupation de 29 juin.

[1] Moniteur ; — Bourniseaux, — Turcau, — Lequinio, — Beauchamp, — Bonviers-Desmortiers, — Madame de Laroche-Jacquelein, — Mém. manuscrits du général ***, etc.

1793. Vendée. cette ville, pour soulever les deux rives de la Loire : d'autres pensaient qu'il fallait fortifier Saumur, se porter ensuite sur Niort, y battre l'armée républicaine, qui s'y trouvait réunie sous les ordres du général Biron [1], afin de se débarrasser de toute inquiétude de ce côté : un troisième avis, et c'est celui qui fut adopté, était d'assiéger la ville de Nantes, de s'en emparer, et d'en faire la base des opérations de l'armée royale.

Mais, pour le succès de cette grande entreprise, et avant de la mettre à exécution, les membres du conseil pensèrent qu'il convenait de centraliser la direction des moyens, en élisant un général en chef de l'armée, composée de corps particuliers, qui avaient eu, jusqu'à ce moment, des chefs en quelque sorte indépendans les uns des autres. Cette première idée d'unité dans le commandement de l'armée royale fut due au chef d'Elbée. Cet homme ambitieux, auquel les historiens même de son parti contestent le titre de gentilhomme, se flattait de voir un grand nombre de suffrages se réunir en sa faveur ; mais il s'aperçut bientôt que les vœux des électeurs appelaient Bonchamp à cette place éminente ; et pour détourner ses collègues de cette résolution, contraire à ses vues et à ses intérêts, il proposa le chef Cathelineau, sur lequel il exerçait une grande influence, qu'il espérait bien conserver. Il donna pour motifs de ce choix « que le chef qui en était l'objet, avait donné le premier, avec Baudry d'Asson, le signal de l'insurrection armée, après l'émeute de Saint-Florent ; que personne ne pouvait lui contester la réputation d'être l'un des plus braves officiers de l'armée ; et qu'appartenant à la classe plébéienne, il serait par cela même plus agréable à la multitude. Ce choix, concluait d'Elbée, devait prouver aux cultivateurs, aux paysans vendéens, que ce n'était

[1] Fils du maréchal duc de Biron, colonel du régiment des Gardes-Françaises, mort avant la révolution.

ni l'amour du pouvoir, ni l'intérêt personnel, qui dirigeaient les nobles poitevins dans une guerre entreprise pour le seul triomphe de la religion et de la cause royale. » Ces raisonnemens spécieux déterminèrent l'élection de Cathelineau, qui réunit la presque unanimité des suffrages. 1793. Vendée.

Ainsi, par une concession bien remarquable faite aux principes révolutionnaires, un homme qui naguère conduisait une voiture de roulage se trouve tout-à-coup investi de la plus haute place dans l'armée royale; et il doit cette distinction extraordinaire à des hommes qui d'ailleurs, à mérite militaire au moins égal, pouvaient la lui disputer, en laissant même de côté les préjugés de la naissance et de l'éducation, l'expérience et l'ancienneté des services d'un grand nombre d'entre eux [1].

Cette élection terminée, le conseil s'occupa avec activité des préparatifs de l'expédition arrêtée. Avant de commencer le mouvement général, le conseil pensa qu'il était important d'exposer, dans une proclamation, les principes qui guidaient les royalistes dans leur grande entreprise, et qui leur avaient mis les armes à la main. Nous n'en citerons que ce passage : « Nous ne combattons point pour faire des conquêtes, pour prendre des villes, pour faire des prisonniers, acquérir une puissance; nous venons seulement pour ramener l'ordre, la religion et la paix, dont vous sentez le besoin comme nous. Si vous vous défendez, nous vous combattrons loyalement; et après, nous vous regarderons comme des amis : nous prendrons les mesures nécessaires pour ramener parmi vous

[1] Ce qu'on vient de lire, sur l'élévation de Cathelineau au grade de généralissime des Vendéens, donne lieu à un rapprochement de faits bien remarquable dans l'histoire de la révolution française. Le fils d'un duc et pair, d'un maréchal de France, le descendant et l'héritier d'une ancienne et illustre maison, Biron, commandait l'armée républicaine à Niort, au moment même où les nobles chefs des Vendéens plaçaient à leur tête un simple paysan.

1793. Vendée. le règne de ces choses que nous croyons indispensables à votre bonheur et au nôtre. Si, au contraire, vous nous tendez les bras, vous êtes d'avance nos amis, et nous prendrons, de concert avec vous, les moyens les plus prompts, les plus sûrs pour parvenir à ce même but. » Après avoir ainsi allié la politique aux mesures militaires, les royalistes se dirigèrent sur Nantes.

Cette ville, située au confluent de trois rivières, sur une colline presque continue de l'est à l'ouest, est arrosée au midi par la Loire, dans laquelle se jette l'Erdre, après avoir baigné ses murs au nord. De vastes prairies, entrecoupées par divers bras de la Loire, l'environnent au sud. Une population de soixante-quinze mille âmes, trois cents rues, trente places publiques, dix-huit ponts, dont six jetés d'île en île, une marine nombreuse, rapportant les productions des deux mondes, rendaient cette cité, avant la révolution, l'une des plus florissantes du royaume. Entourée jadis d'une forte ceinture de murailles flanquées de dix-huit tours, mais alors ouverte de toutes parts, elle ne présentait aux Vendéens qu'une faible contrevallation de près de deux lieues d'étendue. Ses fortifications se réduisaient à quelques bouts de fossés, quelques parapets faits à la hâte, et une faible artillerie, qu'il était presque impossible de rendre utile, par le défaut de bonne position.

L'armée vendéenne, forte de cinquante mille hommes, n'était plus qu'à quelques lieues de Nantes, lorsque, le 24 à midi, deux prisonniers nantais, envoyés par le généralissime Cathelineau, remettent au conseil de défense de la ville une sommation portant « que les clefs de la ville, les armes et les munitions seraient remises, sous trois jours, entre les mains des chefs des armées catholiques et royales d'Anjou et du Poitou; qu'il en serait pris possession au nom de S. M. très-chrétienne Louis XVII, roi de France et de Navarre,

et au nom de M. le régent du royaume; que les habitans seraient traités comme frères, et en fidèles sujets du roi; et qu'en cas de refus, la ville serait assiégée, la garnison passée au fil de l'épée, et les habitans traités conformément aux lois de la guerre pour les villes prises d'assaut. » Après la lecture de cette sommation, le conseil, composé des corps administratifs, des chefs militaires et des commissaires conventionnels, prend la résolution de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Il répond fièrement à Cathelineau : « Que la nation ne traite point avec des rebelles. » Baco, maire de Nantes, à qui la sommation était personnellement adressée, dit aux deux parlementaires : « Nous périrons tous, ou la liberté triomphera; voilà ma réponse. » La sommation reste secrète, pour ne point causer d'effroi aux habitans, et ne pas encourager les nombreux partisans que les Vendéens avaient dans la ville. Merlin de Douai et Gillet, commissaires de la Convention, déclarent aussitôt Nantes en état de siége. Le général Beysser, nommé commandant sous les ordres du général en chef Canclaux, publie une proclamation énergique, dans laquelle, en rappelant aux Nantais que du salut de leur ville dépend celui de la république, il les engage à réunir toutes leurs forces pour repousser l'ennemi. Cette proclamation produit l'effet qu'il en attendait. Tous les habitans de Nantes se rassemblent en tumulte, et jurent de s'ensevelir sous les ruines de la ville plutôt que de la laisser tomber au pouvoir des royalistes.

1793. Vendée.

Cependant les hommes qui montraient un dévouement si absolu, n'avaient que de très-faibles moyens pour le soutenir. La garnison, renfermée dans leurs murs, était peu nombreuse. Au-dehors, ils n'avaient qu'un camp de quinze cents hommes, dans la position de Saint-Georges, près de Niort. Le cent neuvième régiment, qui revenait des Antilles, couvrait seul le chemin de Vannes. Un ba-

1793. Vendée.

taillon incomplet des Côtes-du-Nord gardait le Pont-Rousseau, qui est au-delà de la Sèvres. Mais le courage et l'intrépidité de la brave garde nationale nantaise suppléèrent à toute l'insuffisance de ces moyens. Aussitôt après la mise en état de siége, le général Canclaux fit doubler tous les postes, en faisant partager aux habitans le soin de les garder. Des palissades fermèrent les issues de la ville; des batteries furent dressées à l'ouest, et des bateaux armés y stationnaient au milieu de la Loire. On coupa un pont, très-élevé sur cette même rivière, du côté du faubourg Saint-Jacques, et on y établit une batterie qui, dominant au loin, devait balayer la plaine, et empêcher, de ce côté, l'approche de la ville.

Cependant Cathelineau et d'Elbée, partis d'Ancenis, s'étaient rapprochés de Nantes, à la tête de douze mille hommes. Bonchamp, avec quatre mille Vendéens, s'était avancé par la route de Paris, pour l'attaquer à l'est, entre la Loire et l'Erdre. Les forces de la Basse-Vendée qui serraient Nantes au midi, étaient plus considérables, mais arrêtées par la Loire. Avec dix mille hommes et douze pièces de canon, Lyrot de la Patouillère occupa la Croix Moriceaux. Charette, après avoir réuni toutes les divisions du Bas-Poitou à Legé, campa aux Landes-Ragon et aux Cléons, pour attaquer par Pont-Rousseau. Il fit placer, près de Rézé, deux pièces de canon, destinées à pointer sur la pompe à feu de Chezine, et trois pièces en face du Pont-Rousseau. Le reste de son artillerie était au corps d'armée près des Trois-Moulins.

Le 27 juin l'attaque commence par d'Elbée, qui se porte sur le bourg de Nort, pour prendre le camp de Saint-Georges à revers. Meuris, qui commandait dans Nort le troisième bataillon de la Loire-Inférieure, oppose aux efforts de l'ennemi une résistance si courageuse, que d'Elbée hésite s'il ne renoncera point à son entreprise; mais instruit, par une femme

échappée du bourg, que les patriotes ne sont qu'au nombre de quatre cents, il attaque de nouveau, et fait lui-même des prodiges de valeur. Meuris se fait hacher avec ses troupes. Dix-sept de ces braves parvinrent, seuls, à rentrer dans Nantes, en emportant le drapeau du bataillon. Mais cette glorieuse résistance, en occupant d'Elbée, avait donné à Canclaux le temps de recevoir de Rennes un convoi de poudre. Cependant la perte de Nort mettait à découvert le camp de Saint-Georges, trop faible pour résister, et les Vendéens menaçaient à la fois d'attaquer Nantes par les routes d'Ancenis et de Vannes. Le général en chef donne ordre d'évacuer tous les postes avancés, et les fait se replier sur la ville. Cette opération répandit l'alarme parmi les citoyens. Le conseil s'assemble. Bonvoust, commandant l'artillerie, déclare qu'il regarde comme impossible de défendre plus long-temps une ville ouverte de toutes parts, et cernée par des forces aussi considérables; les commissaires conventionnels se rangent de son avis, et mettent en délibération l'évacuation de la place; mais Canclaux s'élève avec force contre cet avis, qu'il traite de pusillanimité; il répond de la sûreté de Nantes si on veut suivre ses conseils. Les autorités civiles, les députations de la garde nationale, et surtout Beysser, votèrent aussi pour sa défense.

1793. Vendée.

Le 28, au point du jour, Charette, averti des succès que d'Elbée a obtenus la veille, fait jouer ses batteries contre Pont-Rousseau. C'était le signal convenu pour commencer l'attaque générale. En même temps, il pousse en avant plusieurs corps de cavalerie. Leur direction faisant juger à Beysser que les Vendéens allaient se porter sur le faubourg de Sèvres, il se hâte de faire évacuer la partie située au-delà de la rivière. En effet, l'armée entière s'ébranle; elle inonde les bords de la Loire, et s'approche par tous les endroits accessibles. Les Nantais, préparés à l'attaque, répondent avec succès au feu des batteries de Charette. Leurs canonniers

1793. Vendée. pointent avec tant de justesse, qu'ils abattent trois fois le drapeau blanc arboré dans le faubourg de Sèvres.

Au signal donné par Charette, Cathelineau et d'Elbée s'étaient portés, à la tête de toutes leurs troupes, contre les parties de la ville qu'ils devaient attaquer. A la vue de leurs bataillons nombreux qui manœuvraient dans la plaine, les Nantais courent aux armes, et douze mille hommes, dont plus de la moitié étaient des gardes nationaux, se précipitent à leur rencontre. Les vétérans [1] eux-mêmes volent au combat. « Citoyens vétérans, leur dit le commandant, ce jour va couvrir les Nantais de gloire, ou d'une honte éternelle. Jurons tous de ne point parler de capitulation, et de mourir plutôt que de nous rendre aux rebelles. » Tous s'écrient : « Nous le jurons! *vive la république!* » Tandis que Cathelineau fait attaquer le faubourg de Marchix par son avant-garde, appuyée de trois pièces de canon, d'Elbée se jette sur les routes de Vannes et de Rennes. Le cent neuvième régiment, trop faible pour résister à cette masse de forces, se hâte de rentrer dans la ville. D'Elbée n'ayant plus d'obstacle devant lui, déploie ses bataillons, et s'empare des hauteurs voisines de la route. Il y établit ses batteries, et répond par un feu très-vif à l'artillerie des républicains, placée sur la hauteur de Barbin. Le bataillon nantais de Saint-Nicolas y soutient le feu avec une rare valeur. Dans cet instant, un boulet rouge met le feu au magasin d'une batterie établie près la porte de Rennes, et la fait sauter. Les canonniers périssent par l'explosion. Le combat se soutenait de part et d'autre, lorsque Bonchamp, à peine arrivé par la route de Paris, foudroie les avant-postes du faubourg Saint-Clément. Attaqué vivement par Lyrot de la Pa-

[1] C'était un bataillon de bourgeois trop âgés pour faire le service de la garde nationale active. La ville de Nantes avait formé ce corps de vétérans nationaux à l'imitation de celui qui existait à Paris sous cette dénomination. Il faisait partie de la garde nationale.

touillère, l'adjudant-général Boisguillon se défendait avec intrépidité, au faubourg Saint-Jacques. La batterie établie sur le pont, servie par la garde nationale nantaise, faisait un feu terrible sur les soldats de Charette et de Lyrot. Mais celui-ci parvient à passer la Loire sur des bateaux, du côté de Richebourg, sur le pré des Mauves, et riposte avec avantage au feu des républicains. Nantes, cerné, pour ainsi dire, de toutes parts, était attaqué sur neuf points à la fois. Dans tous les lieux, les républicains montraient, à se défendre, un acharnement qui égalait l'ardeur des Vendéens dans l'agression. Canclaux et Beysser n'avaient qu'à se montrer pour relever les courages abattus.

1793. Vendée.

A midi, le combat devient plus meurtrier aux portes de Paris, de Rennes et de Vannes. La mêlée était horrible, et le sang ruisselait par torrens, et rougissait la terre. Fleuriot de la Fleuriaye, à la tête des compagnies bretonnes, veut faire un dernier effort. Au moment où il s'élance en avant, une balle l'atteint et l'étend mort. Le chevalier de Mesnard, qui veut le remplacer, a le même sort. Ce succès inspire une nouvelle audace aux républicains; ils se précipitent avec furie sur les Vendéens consternés. En vain Cathelineau, d'Elbée et le prince de Talmont [1], font des prodiges de valeur; leurs soldats reculent. Honteux cependant d'un instant de faiblesse, ils reviennent à la charge avec une nouvelle ardeur. Rien ne résiste à ce dernier choc; les républicains plient de toutes parts. Les royalistes pénètrent, aux cris de *vive le roi!* dans les faubourgs de Saint-Clément, de Saint-Similien, et jusqu'à

[1] Le prince de Talmont, de la maison de la Trimouille, avait été un des agens de la conjuration de la Rouarie, qui s'organisa dans l'année 1791, et qui fut étouffée au commencement de 1792, par la mort de ce chef célèbre. Talmont, après s'être échappé des mains des gendarmes, qui le conduisaient d'Angers à Laval, ayant joint les Vendéens à Saumur, avait été nommé, par les chefs royalistes, commandant-général de l'artillerie de l'armée.

1793. Vendée.

la place Viarme. La victoire semblait ne pouvoir leur échapper. Déjà même les assiégés avaient retiré deux de leurs pièces, et parlaient d'évacuer la ville, lorsque Beysser s'aperçut que le poste de Saint-Jacques était gardé par un bataillon dont la présence sur ce point n'était pas indispensable, attendu que, le pont qui s'y trouve étant coupé, l'attaque que les Vendéens pouvaient y diriger n'était point dangereuse. Il appelle cette troupe à lui, la conduit à la porte de Paris, et repousse les assiégeans. En ce moment, Cathelineau, qui combattait avec la plus grande intrépidité à la tête des siens, est atteint d'une balle qui le jette à bas de son cheval. Cet événement achève de décourager les Vendéens, qui ne résistent plus que mollement aux efforts héroïques des républicains; et pour éviter une déroute prochaine, d'Elbée se voit forcé d'ordonner la retraite.

Le lendemain, Charette, à la pointe du jour, veut encore tenter la chance du combat, et recommence l'attaque au faubourg de Pont-Rousseau et au poste Saint-Jacques. Mais Beysser ordonne une sortie. Fiers de leur victoire de la veille, les patriotes fondent sur les soldats de Charette, mettent le désordre dans leurs rangs, et les dispersent. Alors, certains que leur entreprise est manquée, les chefs vendéens lèvent le siége, et opèrent leur retraite, emportant avec eux leur généralissime Cathelineau, qui mourut douze jours après de ses blessures. La perte des deux partis était à peu près égale. Elle fut évaluée à deux mille hommes de chaque côté. Le général Canclaux eut son habit traversé d'une balle qui blessa un aide-de-camp derrière lui. Le maire Baco, à la tête de la garde nationale, reçut un coup de feu. Les habitans de Nantes se signalèrent, pendant ce siége, par un sang-froid et un courage dignes de vieux soldats. Les femmes mêmes oublièrent la faiblesse de leur sexe; on les voyait affronter les périls, recueillir les blessés, et leur prodiguer les soins les plus tendres. Il y eut des traits de bravoure et de générosité qui méritent d'être

cités. Gombart, vicaire de la paroisse de Sainte-Croix, et grenadier du sixième bataillon de la première légion nantaise, voyant un père de famille trop exposé : « Retire-toi, lui dit-il, c'est à moi d'occuper ce poste. » Il prend sa place, et reçoit aussitôt le coup mortel. Un sergent atteint un chef vendéen qui le couchait en joue; il le pourfend d'un coup de sabre, lui prend son fusil, son chapeau orné d'une gaze blanche, et il laisse prendre, par un autre soldat, cinquante louis dans la poche de son ennemi, sans même vouloir en accepter la moitié. 1793. Vendée.

Combat d'Ispegui et de Baygorry[1]. — L'avantage remporté, par l'armée des Pyrénées-Occidentales, à la montagne de Louis XIV, avait eu les résultats les plus brillans. L'ennemi épouvanté avait, sur tous les points, reculé ses postes, et le général Servan se flattait de recueillir de son succès des effets encore plus satisfaisans, lorsque tout-à-coup, et peu de temps après cette expédition, il reçut sa destitution, et se vit remplacé par le général Delbecq. Arrêté au milieu de son armée, il fut conduit à Paris. Son ancien ministère lui avait fait beaucoup d'ennemis, et tout le monde sait que, dans la lutte affreuse des passions, qui ébranlait alors la république, le mérite était méconnu, les services oubliés, et que la manie du jour était également de détruire et de renverser les hommes et les monumens qui tenaient par quelque point à l'ancien ordre de choses. 1er juillet. France.

Quoi qu'il en soit l'événement prouva tout le tort qu'on avait eu de priver Servan de son commandement. Delbecq était loin d'avoir son activité, et bientôt les Espagnols, rassurés, reprirent leurs positions. Ils s'enhardirent tellement, qu'après avoir rassemblé leurs forces, ils menaçaient Saint-Jean-Pied-de-Port. Tiré de son apathie par les démonstrations qu'il

[1] Moniteur, — de Marcillac, etc.

1793. France. leur voyait faire, le général Delbecq sentit enfin qu'il était de son devoir de s'y opposer, et de faire un mouvement pour les repousser hors de leurs lignes. En conséquence, il ordonne, le 1er juillet, au général Dubouquet, d'inquiéter les ennemis, en les attaquant dans le camp retranché qu'ils avaient formé sur la montagne d'Ispegui.

Dubouquet arrive avec quatre cents hommes, et trouve six cents Espagnols rangés en bataille. Malgré le feu très-vif de leur artillerie, les Français avancent, les renversent, les chassent du camp, s'emparent de quatre canons, de quatre obusiers, et font un grand butin. Après avoir détruit les retranchemens et brûlé les bagages, ils se retirent. En même temps, l'adjudant Dufraine avait dirigé sur Baygorry le deuxième bataillon des Basses-Pyrénées, qui était à Anhol. Il en détache cent cinquante hommes, qui se portent sur les hauteurs, tandis qu'une compagnie de Basques gravit les endroits les plus escarpés. Ils chassent l'ennemi, et essaient encore de s'établir au col d'Ispegui; mais trois mille Espagnols qui se tenaient cachés, se montrent tout-à-coup, et les forcent de fuir en toute hâte. Le lendemain, Delbecq, instruit de cette circonstance, envoie contre eux des forces suffisantes. Les Espagnols ne voient pas plutôt les Français, qu'ils se retirent. Suivis de près par ceux-ci, ils sont attaqués vivement, veulent un moment se défendre; mais après une heure de combat, ils sont contraints de fuir, et de repasser la frontière.

16 juillet. Vendée. *Combats du Moulin-aux-Chèvres; prise et reprise de Châtillon*[1]. — Les différens corps qui composaient la grande armée royale, se séparèrent après l'inutile et meurtrière tentative de l'occupation de Nantes. Les troupes de Bonchamp et de d'Elbée repassèrent en totalité sur la rive gauche, et

[1] Mémoires particuliers du général ***, — Beauchamp, — Madame de Laroche-Jacquelein.

furent momentanément licenciées, en attendant un nouvel appel pous réparer l'échec qu'elles venaient d'éprouver. Lescure s'était retiré dans son château de Clisson, après avoir également renvoyé dans leurs foyers les Vendéens qu'il avait sous ses ordres. Cependant, le général Biron avait été nommé, comme nous l'avons dit, général en chef d'une armée rassemblée à Niort : le général Westermann commandait son avant-garde. 1793. Vendée.

D'après l'ordre qu'il en avait reçu du général Biron, Westermann s'était mis en campagne, et se préparait à porter aux Vendéens ces coups terribles qui l'ont rendu si célèbre dans l'histoire de cette guerre civile. Déjà il avait forcé Lescure de rassembler ses troupes pour s'opposer à ses vives et meurtrières incursions. Parthenay, successivement envahi par les royalistes et les républicains, était occupé de nouveau par les troupes de Westermann. Les Vendéens que commandait Lescure, singulièrement attachés à leur sol, étaient, sous ce rapport, les soldats les moins propres à une guerre active et suivie; ils se dispersaient presque toujours après chaque action. Dans cette dernière circonstance, Westermann ne donna point à Lescure le temps de former un rassemblement assez considérable pour résister avec quelque succès. Après avoir vu incendier le village d'Amaillou, et brûler son château de Clisson, Lescure, renfermé dans Bressuire, avait fait sonner le tocsin dans tous les villages des environs; il parvient à rassembler, non sans peine, trois à quatre mille paysans mal armés, et quatre pièces de canon. Forcé d'évacuer Bressuire pour défendre Châtillon, il y est joint par Laroche-Jacquelein, qui venait de quitter Saumur, où ses soldats l'abandonnaient, pour rentrer dans la Vendée.

Ces deux chefs réunis avaient à peu près six mille hommes sous leurs ordres. Westermann, à la tête de trois mille républicains, marche sur Châtillon. Lescure le prévient, et sort

1793. Vendée. de cette ville. Les deux armées se rencontrent au Moulin-aux-Chèvres, hauteur sur laquelle Lescure se hâte de prendre position et de placer ses canons. Westermann l'attaque. Les Vendéens soutiennent avec leur valeur accoutumée le premier choc; mais meilleurs pour l'attaque que pour la défense, ils plient. En vain Lescure et Laroche-Jacquelein s'efforcent de les rappeler au combat; leurs meilleurs officiers sont tués. Labigotière a le bras fracassé par un boulet; la déroute est complète, et Westermann entre en vainqueur dans Châtillon, où siégeait depuis peu le conseil supérieur des royalistes. Il y trouve leurs archives, leur imprimerie, des magasins considérables, et délivre un grand nombre de prisonniers républicains.

Les vaincus réussirent à sauver leur artillerie, et se rallièrent à Mortagne et à Chollet.

Après avoir fait incendier le château de Laroche-Jacquelein à Saint-Aubin-de-Baubigné, Westermann prit position sur les mêmes hauteurs où, trois jours auparavant, il avait remporté un avantage si remarquable; mais il ne devait pas les garder long-temps, quoiqu'il eût été renforcé par deux mille gardes nationaux de Saint-Maixent et de Parthenay. Lescure, retiré à Chollet, venait d'y recevoir une division royaliste accourue à son secours; c'était celle de l'actif et valeureux Bonchamp. Ce dernier propose d'attaquer les républicains, sans attendre l'arrivée des secours réclamés auprès de d'Elbée. Lescure et Laroche-Jacquelein hésitent d'autant moins, qu'ils avaient à venger le pillage et l'incendie de leurs propriétés. Les Vendéens se glissent en silence sur les hauteurs, et surprennent les avant-postes de Westermann. Les républicains, effrayés de se voir attaqués de tous les côtés, se mettent à fuir. Le poste est emporté, et les canonniers sont tués sur leurs pièces. En un instant, la déroute est complète; les caissons et les canons sont culbutés dans la descente qui

mène à Châtillon. Les renforts, envoyés de cette ville, sont entraînés par les fuyards. Westermann, abandonné de ses soldats, après avoir fait d'inutiles efforts pour les rallier, est contraint à fuir lui-même avec trois cents cavaliers, de cette même ville où, cinq jours auparavant, il était entré en vainqueur. Le résultat de cette journée fut immense pour les royalistes; ils firent plus de trois mille prisonniers. Tous les canons, les armes, munitions, bagages, restèrent en leur pouvoir. Ce qui s'échappa des troupes républicaines, après cette défaite, se rallia, non sans peine, à Parthenay. 1793. Vendée.

Combats d'Ost-Capelle [1]. — Au moment où la France avait à gémir sur les nombreux revers éprouvés à la suite de l'invasion de la Belgique, les moindres événemens militaires, sur les frontières du Nord, publiés soigneusement dans la capitale, servaient à ranimer les esprits abattus, et à relever leur courage. Aussi les traits de bravoure et d'intrépidité étaient-ils recueillis avec avidité, et célébrés avec enthousiasme. C'est à ce titre que nous consignons ici les traits suivans. Ils doivent servir à signaler une époque de nos annales militaires, où le dévouement du plus grand nombre des défenseurs de la France avait ce caractère héroïque que nous admirons chez quelques peuples de l'antiquité, et dont les siècles modernes nous offrent aussi quelquefois de nobles exemples. 8 juillet. France.

Le cinquième bataillon de Saône-et-Loire était en garnison dans le poste d'Ost-Capelle, village près de Lille. Le 8 juillet, au milieu de la nuit, les ennemis, au nombre d'environ deux mille, conduits par un Français qui avait déserté la veille, s'avancent tout-à-coup pour s'en emparer. En un moment ils ont enfoncé tous les postes, et se précipitent dans le village avec une fureur dont la guerre offre peu d'exemples. Aux premiers coups de fusil, Habert, capitaine, rassemble à la hâte sa compagnie. Les Autrichiens fondent aussitôt sur

[1] Moniteur, — Dictionnaire des siéges et batailles.

1793. France. lui, et le pressent, en l'accablant d'une grêle de balles. Habert ne consulte que sa bravoure : « Mes amis, dit-il, c'est ici notre tombeau; il faut périr dans ce retranchement, plutôt que de l'abandonner; » et, secondé par les braves volontaires, il fait le feu le plus terrible. Bientôt il est accablé par le nombre. On se bat à coups de baïonnette et de sabre. Habert, après avoir tué trois de ses adversaires, est enveloppé par quatre Autrichiens; cependant il ne cesse de se défendre, et ne répond aux propositions qu'ils lui font de se rendre, que par cris les de *vive la république!* Il était près de succomber; mais, averti par le bruit du combat, le reste du bataillon accourt, attaque l'ennemi avec impétuosité, en fait un grand carnage, dégage Habert, et force les Autrichiens à prendre le parti de la retraite.

Dans le même mois, l'ennemi renouvelle son attaque sur le même village. Il était deux heures du matin; un brouillard épais empêchait de voir à quelques pas de soi. Un caporal, nommé Morel, est envoyé à la découverte. A peine a-t-il fait quelques pas, qu'il tombe dans un poste d'Autrichiens. Tous se précipitent sur lui, en le menaçant de le tuer s'il dit un seul mot. Alors, nouveau d'Assas, oubliant comme lui le danger auquel son dévouement l'expose, il se met à crier d'une voix forte : « Capitaine! feu, feu sur l'ennemi! » et tombe presque aussitôt percé de coups. Avertis par sa voix, les Français accourent, fondent sur les Autrichiens, et les dispersent après un combat violent. Le brave et généreux Morel respirait encore; mais il mourut, peu de temps après, de ses blessures.

12 juillet. *Siége et reddition de Condé* [1]. — Les Autrichiens ayant forcé l'armée française d'évacuer la Belgique, s'étaient proposé d'abord d'ouvrir la campagne par le siége de Condé;

[1] Moniteur, — Jomini, — Dictionnaire des siéges et batailles.

mais renonçant momentanément à ce projet, ils se contentèrent d'en faire le blocus dans les premiers jours d'avril. 1793. France.

Le général Chancel y commandait une garnison de quatre mille hommes, formée des débris de l'armée de Dumouriez. Cette garnison, digne en tout de son brave commandant, fit, pendant trois mois, des sorties continuelles, ayant pour but de seconder les efforts que faisait, de son côté, le général Dampierre, afin de délivrer la place. Les combats du camp de Famars avaient été livrés dans cette intention; mais nous avons vu qu'à cette époque, les tentatives des Français, beaucoup trop inférieurs en nombre, furent inutiles. Les sorties de la garnison de Condé avaient été sans résultat, et Chancel, malgré sa bravoure, fut presque toujours repoussé avec perte. Resserré enfin plus que jamais par un ennemi vigilant, Condé n'avait plus de subsistances, et ses habitans étaient près de mourir de faim. Depuis six semaines, chaque soldat n'avait plus pour ration journalière que deux onces de pain, deux onces de cheval, une once de riz et un tiers d'once de suif. Le 6 juillet, Chancel assemble le conseil de défense. Il ne restait plus de vivres que pour six jours; on les passe en résistant toujours aux Autrichiens, et dans l'espérance de quelque secours. Enfin, le 12, la famine obligea de capituler. La garnison sortit le 13 de la place, avec tous les honneurs de la guerre : mais elle fut envoyée, prisonnière, à Cologne et à Aix-la Chapelle.

Troubles et guerre du fédéralisme; combat de Pacy-sur-Eure[1]. — Un nouveau mouvement révolutionnaire venait de s'opérer dans le sein même de la Convention nationale, de ce gouvernement monstrueux qui, au nom de la liberté, de l'égalité, exerçait les plus sanglantes proscriptions, les actes les plus iniques du despotisme le plus absolu. Lassé des hor- 13 juillet.

[1] Mémoires manuscrits du général ***, — Moniteur, — Histoire de la guerre civile, — Toulongeon, — Beauchamp.

1793. France. reurs impolitiques qui se commettaient chaque jour depuis la mort de Louis XVI, un parti voulut entreprendre de rétablir l'ordre au milieu des excès de l'anarchie; mais la faiblesse de ses moyens, et la pusillanimité d'un grand nombre de ses membres, dominés par la terreur, trahirent bientôt des efforts d'ailleurs mal secondés par ceux qui devaient avoir le plus d'intérêt à leur réussite. Ce parti, connu dans l'histoire sous la dénomination de *girondin* [1], ou fédéraliste, avait à sa tête des hommes dont les grands talens oratoires ne pouvaient, dans ces temps désastreux, lutter avec avantage contre les vociférations démagogiques de leurs adversaires, appuyées par des mouvemens populaires excités par ces derniers. Le 31 mai, la municipalité de Paris, composée en presque totalité d'hommes dévoués à la faction de la Montagne [2], fit sonner le tocsin, battre la générale, tirer le canon d'alarme. Le résultat de cette mesure extrême fut un mouvement insurrectionnel contre le parti des fédéralistes, dont la proscription fut demandée à grands cris. Les fougueux montagnards s'empressèrent de la décréter dans leur plus grand intérêt, en prodiguant les injures aux victimes de leurs détestables menées. C'est dans cette circonstance que l'un des proscrits, le député Lanjuinais [3], prononça ces paroles remarquables : « A Athènes et dans Rome, on conduisait à l'autel des victimes ornées de fleurs; le pontife les immolait, mais ne les insultait pas. »

Les membres proscrits se réfugièrent, pour la plupart, en Normandie; ils parvinrent à s'y faire des créatures, à opérer des soulèvemens dans les départemens de l'Eure, du Calva-

[1] On lui donna ce nom parce que les députés du département de la Gironde à la Convention en étaient les chefs.

[2] On appelait ainsi la portion la plus véhémente et la plus exagérée des membres de la Convention.

[3] Depuis pair de France.

dos, de l'Orne, de la Manche, etc. Les forces réunies de ces départemens se rassemblèrent à Caen, sous le commandement de Félix Wimpfen, connu par sa belle défense de Thionville, et qui partageait les principes des fédéralistes. Ils prirent la résolution de marcher en masse sur Paris, pour renverser la Convention. Rapprochés des fédéralistes par les mêmes vœux, les royalistes d'une partie de la Bretagne se joignirent à eux, sous le commandement de Puisaye[1]. Mais les montagnards ne s'endormirent point au sein de la victoire qu'ils venaient de remporter; des forces imposantes, aux ordres du général Sepher, s'avançaient contre les insurgés, et allaient prévenir tous leurs desseins. Les deux partis se trouvèrent, le 12 juillet, en présence à Vernon. Quelques escarmouches firent croire d'abord à un engagement général; mais, à la vue de l'ennemi, les fédéralistes, incertains et divisés dans leurs prétentions respectives, avaient passé de l'enthousiasme à l'irrésolution. Cependant, le lendemain, les deux troupes en vinrent aux mains à Pacy-sur-Eure. L'attaque fut suivie d'une déroute. Les conventionnels, commandés par le chef de brigade Imbert, en l'absence de Sepher, tombent avec impétuosité sur les fédéralistes, et les dispersent aux premiers coups de canon. Le corps commandé par Puisaye, donna seul avec quelque courage; mais bientôt, entraînés par le mouvement rétrograde des soldats de Wimpfen, ceux de Puisaye cèdent également, et se mettent à fuir. Cris, menaces, prières, rien ne fut capable d'arrêter le désordre. Il fut impossible de rallier un seul bataillon. Wimpfen et Puisaye, voyant que tout était perdu pour leur parti, s'empressèrent de traiter avec deux commissaires conventionnels qu'ils retenaient prisonniers à la tour de Caen, et souscrivirent la

1793.
France.

[1] Les deux partis portaient le même signe de ralliement : une pièce d'étoffe attachée sur la manche de leur habit, et sur laquelle était imprimée une tête de mort avec deux ossemens en croix.

1793. France. rétractation des arrêtés fédéralistes. Ils n'en furent pas moins proscrits par la Convention, et le château de Mesnil, appartenant à Puisaye, fut livré au pillage.

15 juillet. Vendée. *Combat de Martigné-Briand*[1]. — La défaite de Westermann, à Châtillon, faisant oublier l'échec de Nantes, ranima la confiance et les espérances des royalistes. Quelques chefs vendéens, à la tête de leurs rassemblemens, observaient les mouvemens des républicains à Luçon, Niort, Fontenay, et contenaient les garnisons des Sables-d'Olonne et de Nantes. Ceux de l'Anjou et du Haut-Poitou laissaient reposer leurs soldats, en attendant les mouvemens ultérieurs des troupes républicaines, ralliées à Tours et à Saumur. Cette dernière ville avait été abandonnée, comme on l'a vu, par Laroche-Jacquelein.

Les commissaires conventionnels avaient résolu l'attaque successive de Brissac, Vihiers, Coron, Chollet et Mortagne, pour opérer la jonction des troupes qui se trouvaient sur la Loire avec l'armée de Niort. Le général Labarolière, ayant pris le commandement des forces d'Angers et de Saumur, réunies au pont-de-Cé, se mit en marche, et vint camper aux environs de Martigné-Briand. Lescure, Bonchamp, Laroche-Jacquelein, Scepeaux et d'Autichamp, rassemblent quinze mille hommes, partent de Vihiers, pour s'opposer à la marche de Labarolière; mais s'étant trompés de chemin, par une chaleur excessive, ils arrivent harassés de fatigue. Cependant ils attaquent sur deux colonnes, rompent l'avant-garde des républicains, et lui enlèvent cinq canons. Mais Bernard de Marigny, parti à la tête de la cavalerie pour tourner les républicains, s'étant égaré et revenant au galop, ce retour inopiné porte la terreur dans les rangs des royalistes, qui, ne pouvant point distinguer les cavaliers à cause de la poussière qu'éle-

[1] Beauchamp, — Mad. de Laroche-Jacquelein, — Mémoires manusc.

vaient les chevaux, s'imaginent que l'ennemi les attaque. En un moment les rangs sont rompus ; tous se mettent à fuir, sans que rien puisse les retenir. En même temps, les républicains, parmi lesquels on comptait des soldats plus aguerris que ceux qui s'étaient laissé battre à Saumur, chargeaient la colonne de gauche. Le conventionnel Bourbotte, à la tête d'un corps de cavalerie, combattit avec un grand courage Manqué d'un coup de carabine, il fut blessé d'un coup de crosse par un Vendéen, qu'il étendit à ses pieds. Bonchamp eut un cheval tué sous lui, et ses habits criblés de balles, dont une lui fracassa le coude. Un des bons officiers de sa division, Vannier, valet-de-chambre de d'Autichamp, fut grièvement blessé. Mais la chaleur était si étouffante, qu'excédés de soif, les républicains ne songèrent point à poursuivre l'ennemi vaincu qui se repliait sur Coron. 1793. Vendée.

Combat de Thuir et du Mas-de-Serre[1]. — La prise de Bellegarde, par les Espagnols, avait forcé le général de Flers, commandant l'armée des Pyrénées-Orientales, de changer toutes ses dispositions. Le 30 juin, les Français avaient attaqué et repoussé les Espagnols au poste retranché d'Orriol, sur une montagne d'un accès difficile, à portée d'Argelès, à trois-quarts de lieue du chemin de Collioure à Perpignan. Le capitaine de Serre défendit ensuite, avec cent vingt hommes, ce même poste contre deux mille Espagnols, et leur en tua six cents. 17 juillet. France.

Le 1er juillet, l'ennemi, chassé de Millas, vint camper à Thuir, et opéra sa jonction avec les autres troupes qui s'étaient portées sur ce point, pour intercepter les communications de Perpignan avec Mont-Louis et l'intérieur du département des Pyrénées-Orientales. Le 13, les Espagnols attaquèrent inutilement le camp de l'Union; ils furent

[1] Moniteur, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Tableau historique, — de Marcillac, etc.

1793. France. repoussés, le 15, de Via, Odello et Eguet, devant Mont-Louis; mais ils avaient réussi à débusquer les avant-postes de Canohes et de Nils, en face du camp de l'Union, et à les occuper. Le 16, ils chassèrent les Français du Mas-de-Serre, à la vue même du camp.

Enfin, le 17, l'ennemi se présenta, à trois heures du matin, au nombre de plus de vingt mille hommes, devant les avant-postes français, les attaqua, et manifesta l'intention d'engager une affaire générale. Les Français, surpris et assaillis par des forces bien supérieures, furent obligés de céder, et de se replier sur le camp. Les Espagnols portèrent alors leur avant-garde sur les hauteurs de Thuir et du Mas-de-Serre, à une demi-lieue du camp des républicains, et y établirent des batteries de canons, de mortiers et d'obusiers, et ne cessèrent, jusqu'à midi, de jeter, dans le camp des Français, une multitude innombrable de boulets, de bombes et d'obus. Pendant que l'ennemi usait ainsi inutilement ses munitions, le général de Flers faisait faire la reconnaissance de ses positions et de ses batteries. Il forme alors le dessein d'attaquer lui-même les Espagnols. Il envoie en avant le colonel Pérignon [1], commandant la légion des Pyrénées, et le lieutenant-colonel Grésieux, de la même légion; lui-même ne tarde pas à se mettre en marche avec le reste de sa troupe; il arrive au moment où déjà Pérignon répondait avec son canon aux formidables batteries de l'ennemi. Le général dispose sa troupe en deux colonnes, et les fait filer à droite et à gauche des hauteurs, pour éviter les bombes et les boulets, et afin qu'elles fussent prêtes à paraître au premier signal. Il ordonne à l'adjudant-général Poinsot de se porter en avant avec quatre cents hommes, et deux pièces de canon. Poinsot franchit la montagne, et prend position au

[1] Depuis maréchal et pair de France.

Mas-des-Jésuites ; mais les deux pièces de 4 étant insuffisantes pour continuer cette attaque difficile, Poinsot en fait demander d'autres d'un calibre plus fort. Tandis que le colonel Lamartillière répondait aux batteries des Espagnols avec la grosse artillerie du camp, le renfort d'artillerie, demandé par Poinsot, arrive. Cet officier ordonne de mettre sur-le-champ les pièces en batterie, et protège l'infanterie, qui en ce moment faisait les plus grands efforts pour franchir les retranchemens du Mas-de-Serre : Pérignon y pénètre enfin. Mais des colonnes ennemies, arrivées de la grande butte de Canohes, accouraient au secours de leurs camarades. Le combat se rétablit sur le Mas-de-Serre. Témoin de ce mouvement, de Flers donne mille hommes au général Barbantanne, et l'envoie, avec son artillerie, soutenir les Français près de faiblir. En vain alors les Espagnols veulent résister ; en vain même, profitant de quelque désordre, ils parviennent à repousser un moment une partie des assaillans et la gendarmerie ; pressés vivement par les autres colonnes, écrasés par l'artillerie, ils cèdent le terrain, et se retirent avec une perte de mille hommes. Le seul régiment de cavalerie la Princesse, en laissa quatre cents sur le champ de bataille. Pérignon contribua puissamment au succès de cette journée. Au moment où les chasseurs à pied qu'il commandait, lâchaient pied et se retiraient en désordre, on le vit, après avoir fait de vains efforts pour les rallier, prendre le fusil et les cartouches d'un soldat blessé, se placer comme fusilier à côté des grenadiers du régiment de Champagne, qui soutenaient avec courage le feu de l'ennemi, et ne reprendre le commandement des chasseurs que lorsqu'ils se furent ralliés et qu'ils revinrent à lui. 1793. France.

Combats de Vihiers et de Coron ; déroute de Santerre[1]. — Le succès obtenu à Martigné-Briand détermina les commis- 18 juillet. Vendée.

[1] Beauchamp, — Madame de Laroche-Jacquelein, — Mémoires manuscrits, — Berthre de Bourniseaux, — Bouvier-Desmortiers, etc.

1793. Vendée. saires de la Convention à presser avec vigueur les mouvemens offensifs. Le général Menou marcha sur Vihiers, et l'occupa. Les soldats républicains, sous le prétexte de prendre quelque repos, s'étaient dispersés dans le bourg, et l'on n'avait pas même eu la précaution de s'éclairer sur la marche de l'ennemi. Six cents Vendéens, mal armés, se présentent sur les hauteurs, et se précipitent avec tant de vivacité sur les soldats qui se trouvaient en dehors, que ceux-ci fuient en désordre. Cependant, ils se rallient derrière quelques renforts qui sortent successivement de Vihiers. Les hauteurs sont reprises après un combat qui dura jusqu'à la nuit. Dans le premier moment de la surprise, le général Menou, suivi de quelques officiers, était monté à cheval, et avait chargé les Vendéens. Il reçut, presqu'à bout portant, un coup de feu à travers le corps. Cette dangereuse blessure fit craindre long-temps pour sa vie, mais il parvint à en guérir parfaitement.

Les Vendéens se voyant trop inférieurs, se retirèrent; et le général Labarolière n'osa les poursuivre, pendant la nuit, dans un pays difficile, et dont il ne connaissait pas le terrain. Les troupes bivouaquèrent dans la position qu'elles venaient de reprendre. Cependant, les royalistes se rassemblaient dans les bois de Vihiers; ceux qui venaient d'échouer devant ce bourg, se trouvèrent réunis à plusieurs corps commandés par les chefs Piron, Marsange, Villeneuve, Laguérivière, Boissy et Guignard-de-Tiffauges. Keller, transfuge de la légion germanique, avait réuni six cents Suisses et Allemands, déserteurs de cette légion. Cette troupe fut placée au centre des Vendéens. Le général Santerre, commandant en chef l'armée républicaine, était arrivé à Vihiers avec le gros de ses troupes. Une partie des principaux chefs de l'armée royaliste étaient absens; mais l'occasion parut si favorable aux officiers inférieurs, et l'ardeur de leurs soldats était telle,

qu'ils crurent devoir prendre sur eux de commencer de suite l'attaque. Le signal est donné le 18, à midi. Les Vendéens sortent des bois en ordre de bataille, s'emparent des hauteurs, culbutent tous les avant-postes, au moment même où les républicains prenaient les armes pour se former en bataille. Forestier, commandant la cavalerie vendéenne, protégé par l'artillerie aux ordres de d'Herbault[1], charge la droite des républicains, qui devait s'appuyer à Vihiers, au moment où elle se développait. Il pénètre dans le bourg et jusque sur la place. Le centre des royalistes, composé, comme on l'a vu, des déserteurs suisses et allemands, sous les ordres de Villeneuve et de Keller, renverse tout ce qui tente de s'opposer à sa marche rapide. Le désordre s'introduisit, sans peine, dans les rangs à peine formés; les républicains cherchent leur salut dans la fuite; la déroute est bientôt générale; les canons, les munitions, les bagages sont abandonnés; les soldats jettent leurs fusils et leurs havresacs, pour fuir avec plus de vitesse. Dans cette confusion générale, les généraux, les commissaires conventionnels sont entraînés, malgré tous leurs efforts pour rallier les fuyards que rien ne peut arrêter dans leur course précipitée. De tous les côtés, se font entendre les cris funestes: « *Nous sommes trahis, sauve qui peut!* » La cavalerie vendéenne continue sa poursuite avec acharnement. Quelques cavaliers s'attachaient spécialement au fameux Santerre, qui leur était désigné comme un acteur remarquable dans le drame funeste dont la mort du vertueux Louis XVI fut le dénoûment. Santerre, sur le point d'être atteint par l'intrépide Loiseau, qui s'était déjà signalé dans plusieurs combats,

[1] Phélippeaux d'Herbault, de la même famille que le duc de la Vrillière, avait servi dans l'artillerie. Depuis il contribua beaucoup à la défense de Saint-Jean-d'Acre, en Syrie, sous les ordres de Sidney Smith. Il est mort, en 1799, dans cette place, par suite des fatigues qu'il avait essuyées pendant le siége.

1793. Vendée. et notamment à la prise de Saumur, ne parvint à s'échapper, qu'en faisant franchir à son cheval un mur d'une hauteur considérable. Le conventionnel Bourbotte, déjà blessé, le 16, à Martigné, fut jeté à bas de son cheval, et se cacha dans une haie pour se soustraire à la poursuite de Villeneuve. Les chemins de Martigné, de Concourson, étaient couverts de fuyards; et l'épouvante fut telle, que les débris de l'armée républicaine parcoururent, en moins de trois heures, la distance de Vihiers à Saumur, qui est de sept lieues. Cette honteuse défaite coûta aux vaincus deux mille morts qui restèrent sur le champ de bataille; trois mille prisonniers, dix pièces de canon, de nombreux caissons de munitions de guerre et de vivres, tous les bagages tombèrent au pouvoir des vainqueurs; la perte de ces derniers se réduisit à quelques hommes tués ou blessés; et il est facile de le croire, si l'on considère le peu de résistance qu'ils éprouvèrent.

23 juillet. Allemagne. *Siége et reddition de Mayence*[1]. — Custine, obligé d'abandonner toutes ses conquêtes, et de se replier sur le Rhin, avait rassemblé ses troupes aux environs d'Oppenheim, afin de conserver libre sa communication de Worms à Mayence. Cette dernière ville avait une garnison de vingt-deux mille hommes. Le général français avait voulu la diminuer, et en distraire huit mille hommes. Mais les Prussiens, ayant eu connaissance de leur marche, vinrent leur couper le chemin; et après un combat où elles furent vaincues, ces troupes furent contraintes de se renfermer dans la ville.

Au moment où les Français s'en étaient rendus maîtres, Mayence n'avait aucune fortification du côté de l'Allemagne. Bientôt menacés de ce côté, à cause du mouvement rétrograde de Custine, ils s'efforcèrent de suppléer à tous les moyens de défense qui manquaient. Les habitations de Cassel,

[1] Moniteur, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Relation des siéges, — Tableau historique, — Jomini, — Toulongeon, — Mémoires manuscrits, etc.

SIÈGE DE MAYENCE en 1793

T. Ier Page 204



situé en avant de Mayence, le village de Costheim, à l'embouchure du Mayn, furent promptement fortifiés par les soins du colonel du génie Gay-Vernon. Les abords de la ville eux-mêmes furent mis dans un état de défense respectable. La conservation de Mayence paraissait tellement importante aux yeux de la Convention, que deux de ses commissaires, Merlin et Rewbell, s'étaient renfermés dans la place, pour surveiller ses défenseurs, et animer leur courage. Le général Doyré commandait la place. Aubert-Dubayet dirigeait la défense. Meunier, renfermé dans Cassel, promettait d'y faire une résistance vigoureuse.

Le feld-maréchal prussien Kalkreuth commença l'investissement de Mayence le 6 avril. Mais alors le peu de forces qu'avaient les coalisés ne leur permettait que d'en former le blocus, et le siége ne fut régulièrement entrepris que deux mois après; à cette époque, une armée nombreuse, composée des troupes des puissances alliées, et commandée par le roi de Prusse en personne, entoura la place et l'attaqua avec vigueur. La formidable garnison que renfermait Mayence, le courage et l'habileté des hommes qui la dirigeaient, arrêtèrent long-temps les efforts de l'armée ennemie. Chaque jour amenait de nouveaux combats, de nouvelles sorties, où presque toujours les Français avaient l'avantage. Meunier surtout donna, dans la défense du fort de Cassel, l'exemple de ce que peut la valeur animée par le patriotisme. N'ayant avec lui que douze cents hommes, exposé journellement au feu violent des batteries prussiennes, il semblait affronter tous leurs efforts, et savait résister avec avantage à une armée de cinquante mille hommes. Les îles du Mayn, celles du Rhin, le village de Costheim, ceux de Weissenau, de Zahlbach, de Dalheim, et tous ceux qui environnaient Mayence, sans cesse pris et repris par les Français ou par les Prussiens, étaient toujours témoins de la valeur des uns

1793. Allemagne. dans la défense, et de l'acharnement des autres dans l'attaque.

Cependant, le roi de Prusse désespérant de prendre de vive force une ville défendue par d'aussi vaillans soldats, avait permis au maréchal Kalkreuth d'avoir des conférences secrètes avec Rewbel, l'un des commissaires de la Convention, que Custine avait invité à se prêter à cette mesure. D'abord suspendues et suivies de nouveaux combats, aussi meurtriers que les premiers, ces conférences secrètes furent reprises, avec l'autorisation du roi de Prusse, entre Merlin et le duc de Brunswick. La république fut, dans cette circonstance, reconnue implicitement par le roi de Prusse. Le premier cartel, pour l'échange des prisonniers, portait en titre : « Le roi de Prusse à la république française. » Les conférences furent encore tenues secrètes, et peut-être leur résultat aurait-il été favorable pour la France, lorsque, sans qu'on puisse en deviner le motif, le roi de Prusse fut tout-à-coup attaqué, le 30 mai, dans son quartier-général de Marienborn. Six mille hommes s'y portèrent dans la nuit avec tant d'impétuosité, qu'en un moment les lignes de circonvallation qui l'entouraient furent franchies. Le roi de Prusse et ses généraux eurent à peine le temps de rallier leurs troupes ; un très-grand nombre de chevaux des gardes prussiennes furent tués à coups de fusil. Les assaillans, qui peut-être espéraient s'emparer de la personne du monarque, ne voyant pas la possibilité d'atteindre ce but, et craignant l'approche des renforts que cette agression inopinée fit diriger sur le point attaqué, se retirèrent en bon ordre. Mais dès le lendemain, le roi de Prusse, indigné, donna l'ordre de pousser le siége avec plus de vigueur que jamais. On vit pleuvoir sur la ville une quantité innombrable de bombes, d'obus et de boulets rouges : plus d'un tiers des maisons fut écrasé par la chute des projectiles, ou consumé par le feu ;

et les magasins devinrent eux-mêmes la proie des flammes. 1793. Allemagne.
De son côté, le brave Meunier, inquiété vivement, faisait des efforts inouïs pour se soutenir. Dans une sortie, qu'il effectuait à la tête d'un détachement, pour attaquer la grande île de Mars, où les Prussiens avaient établi une forte batterie, ayant laissé paraître quelques marques distinctives de son grade, il fut reconnu, et l'ennemi fit une décharge générale de ses pièces sur le bateau qui le portait. Meunier fut atteint à la jambe. En apprenant l'accident arrivé à ce général, le roi de Prusse, qui avait conçu une grande estime pour lui, en raison de son courage et de ses grandes qualités, lui fit offrir tous les secours qui déjà manquaient dans la place assiégée. On lui amputa la jambe : mais l'ardeur de son sang était telle, que bientôt une fièvre inflammatoire survint, et la gangrène se mit dans la plaie. Meunier mourut le 13 juin. Quand la nouvelle en parvint au roi de Prusse, ce monarque fit connaître encore, par les expressions les plus honorables, la haute opinion qu'il avait conçue des talens d'un guerrier aussi distingué.

Mayence, pressé chaque jour avec plus de vigueur, commençait à souffrir les horreurs de la famine. Sa nombreuse garnison, loin d'être utile à la conservation de la place, y portait obstacle. La chair de cheval, les chats et les souris, étaient devenus la nourriture des habitans et des soldats [1]. L'huile de poisson servait aux soldats à faire leur soupe; plusieurs, y ayant mêlé quelques herbes vénéneuses, devinrent fous. Cependant ils supportaient ces privations avec un courage peut-être plus admirable que celui qu'ils montraient dans les combats. Le prix de ces alimens inusités était

[1] Le général Aubert-Dubayet, depuis ministre de la guerre, et mort ambassadeur du Directoire à Constantinople, invita un jour à dîner plusieurs officiers supérieurs de ses amis, parce qu'il avait à leur offrir *un beau chat entouré d'un cordon de souris*.

1793. Allemagne. énorme. Un chat mort valait six francs. Le cheval se vendait deux francs la livre. Touché de leur misère, le général Doyré permit aux habitans de sortir de la ville, en les prévenant qu'ils ne pourraient plus y rentrer. Deux mille de ces malheureux, hommes, femmes, enfans, vieillards, sortirent en poussant des cris lamentables. Repoussée par les Prussiens, mus par une dure politique, refusée dans la ville par l'affreuse nécessité, cette troupe d'infortunés Mayençais resta la nuit exposée au feu des batteries françaises et prussiennes. Un grand nombre fut tué, et le matin les soldats rapportèrent des enfans blessés ou abandonnés. Vaincu par cet affreux spectacle, Doyré leur fit ouvrir les portes de la ville.

Tout espoir de secours était perdu. Quatre-vingt mille hommes entouraient Mayence, Condé était pris, Valenciennes fortement menacé; les Vendéens faisaient des progrès effrayans, et les commissaires de la Convention espérant, en rendant Mayence, amener le roi de Prusse à se détacher de la coalition, se décidèrent enfin à entrer en accommodement. Ignorant leurs motifs, la garnison poussa des cris d'horreur à la première proposition qu'on lui fit de se rendre. Cependant la capitulation fut conclue le 23 juillet, au quartier-général du roi de Prusse, à Marienborn. Les Français sortirent de la place avec tous les honneurs de la guerre, à la seule condition de ne point servir d'un an contre les puissances coalisées. Mais vainement cette brave garnison de Mayence avait donné l'exemple d'une défense opiniâtre et pour ainsi dire surnaturelle, contre une armée quatre fois plus nombreuse; vainement elle avait supporté, avec une résignation héroïque, toutes les privations imposées par la famine; la France, alors ingrate pour tous ses guerriers, quand la victoire ne couronnait pas leurs efforts, poussa un cri unanime d'improbation à la nouvelle de la capitulation de cette ville. Les généraux qui y commandaient furent accusés de s'être

laissé séduire par l'or de la Prusse. Doyré, avec son état-major, fut arrêté à Sarre-Louis. Aubert-Dubayet fut conduit à Paris par des gendarmes. Custine, premier auteur du siége, fut mis en jugement pour avoir amené les Prussiens devant la place, et paya de sa tête les malheurs éprouvés sur le Rhin. Plusieurs villes refusèrent de recevoir dans leur enceinte la garnison, à sa rentrée en France. Merlin fut obligé de prendre sa défense dans le sein même de la Convention. Il démontra que la nécessité seule avait forcé les guerriers renfermés dans Mayence à capituler. Sur les vingt-deux mille hommes qui formaient cette brave garnison, cinq mille avaient péri dans les différentes sorties, et cependant les dix-sept mille restans, transportés dans la Vendée, prouvèrent plus d'une fois d'une manière irrécusable que la France n'avait point, dans ses armées, de plus valeureux soldats.

1793. Allemagne.

Combat d'Erigné et du Pont-de-Cé[1]. — Le corps de Bonchamp s'était réuni sur la rive gauche de la Loire, pendant que les autres divisions de l'armée vendéenne opéraient sur d'autres points.

28 juillet. Vendée.

D'Autichamp et Duhoux, à la tête de l'avant-garde, surprennent les républicains postés sur les hauteurs d'Erigné et de Murs, en avant du Pont-de-Cé. Néanmoins ceux-ci voulurent se défendre; mais attaqués par un ennemi qui savait profiter de leur désordre, ils se virent obligés de céder, et de se réfugier à Angers. Quatre cents hommes du huitième bataillon de Paris, que les Vendéens poursuivaient avec acharnement, sont coupés par eux, et, voulant passer la Loire à la nage, ils y périssent presque tous. La garde nationale d'Angers, qui était sortie pour aller à leur secours, force d'Autichamp et Duhoux à prendre position sur la rive gauche de la Loire, tandis que les patriotes se ralliaient de l'autre côté.

[1] Beauchamp, — Mémoires particuliers, etc.

1793. Vendée. Deux jours après, Bonchamp, qui avait reçu quelques renforts, s'empara du Pont-de-Cé, et força les républicains à passer sur l'autre rive de la Loire. L'alarme était dans Angers, que déjà l'on parlait d'évacuer, lorsque Philippeaux, commissaire de la Convention, veut, par un trait d'audace, rendre quelque courage aux esprits effrayés. Accompagné de quelques soldats, il alla pour reconnaître les Vendéens, et fit rétablir une arche du Pont-de-Cé, que Bonchamp avait fait sauter. Animés par son exemple, les patriotes se rassurent, et n'attendent pas même que l'arche soit rétablie; ils se jettent dans la Loire, la traversent à la nage, ayant l'adjudant-général Talot à leur tête, et attaquent les royalistes. Ceux-ci opposent une vigoureuse résistance; mais les patriotes étaient excités par cet enthousiasme dont rien ne peut arrêter les effets. Ils s'emparent du pont, chassent les Vendéens du château, les poursuivent, l'épée dans les reins, jusqu'à Erigné, et les dispersent dans le village de Murs.

30 juillet. *Combats du Pont-Charon et de Bessay* [1]. — La défaite de l'armée républicaine commandée par Santerre, à Vihiers, n'eut point, pour les royalistes, de résultats militaires importans. Les vainqueurs, satisfaits d'avoir assuré leur tranquillité pour le temps de la moisson, rentrèrent dans la Vendée sans vouloir réoccuper Saumur, qui se trouvait sans défense, abandonné même par une grande partie de ses habitans.

L'inaction de Biron, qui commandait l'armée rassemblée à Niort; le grand tort qu'il avait, aux yeux des exagérés, d'être d'une haute naissance, et plus encore son irrésolution et sa faiblesse dans sa conduite envers les intrigans dontil était entouré et qui composaient son état-major, furent autant de causes qui provoquèrent le rappel et bientôt la mort de ce général. On lui donna pour successeur un ouvrier,

[1] Beauchamp, — Mad. de Laroche-Jacquelein, — Bourniseaux, — Notes communiquées par le général ***.

nommé Rossignol, que la faction dite des jacobins avait rapidement élevé aux plus hauts grades de l'armée sans que rien pût justifier, dans cet homme inepte et sans aucune espèce de talens militaires, un choix aussi extraordinaire. Dans ces temps de désorganisation, où la plupart des généraux secondaires se livraient à des expéditions partielles, au gré de leur volonté ou d'après leur manière d'envisager une guerre dont ils ne connaissaient ni les chances ni les difficultés, la nomination de Rossignol à la place de général en chef n'était point propre à donner aux opérations militaires cette unité d'action, cet ensemble si nécessaire au succès des entreprises.

1793. Vendée.

Le général Tuncq, qui commandait une division de l'armée républicaine à Luçon, s'était mis en mouvement, avec quinze cents hommes, pour attaquer les postes de Saint-Philibert et du pont Charron, occupés par les troupes du chef vendéen Royrand. Le 25 juillet, après s'être emparé de Saint-Philibert, Tuncq emporta le poste du pont Charron. Il dut ce succès à la trahison d'un déserteur, qui lui livra le mot d'ordre des Vendéens. Un des frères Sapinaud, qui commandait à Pont-Charron, fut tué dans cette occasion. Tuncq marcha ensuite sur Chantonay, et s'y établit. Mais d'Elbée, nommé généralissime de l'armée royale après la mort de Cathelineau, à la nouvelle de cette invasion, avait fait sonner le tocsin dans tous les villages. Il réunit environ douze mille hommes, rallie les fuyards de la division de Royrand, marche contre Tuncq, et force ce dernier à évacuer Chantonay, après l'avoir livré aux flammes. D'Elbée poursuit les républicains, et s'avance vers Luçon. Le général Tuncq avait rangé sa troupe en ordre de bataille, au-delà de Bessay. Les Vendéens, supérieurs en nombre, tombent avec fureur sur le centre des républicains, qui bientôt plient et rompent leurs rangs. La victoire était aux royalistes, si quelques-uns de leurs soldats et même de leurs officiers, s'étant mis à piller

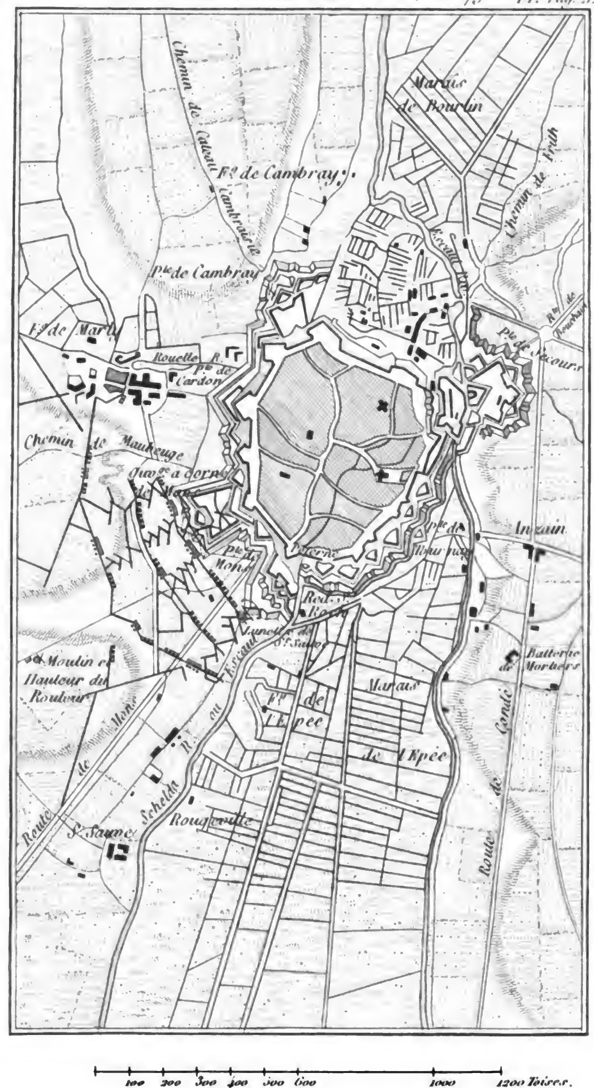
1793. Vendée. dans quelques maisons voisines, n'eussent jeté le désordre dans l'armée. Tuncq en sait profiter habilement. Parvenu à rallier ses soldats, il repousse les Vendéens, et les force de fuir à leur tour. En vain le prince de Talmont, d'Elbée lui-même, Lescure, et le jeune Leriche de Langerie, qui faisait ses premières armes, firent des efforts inouïs pour les retenir; les deux derniers eurent leurs chevaux tués sous eux, et l'armée toute entière se dispersa, laissant au pouvoir du vainqueur deux pièces de canon, beaucoup de prisonniers, et un grand nombre de morts et de blessés sur le champ de bataille. Tuncq rentra victorieux dans Luçon.

31 juillet. France. *Siége, bombardement et reddition de Valenciennes* [1]. — En se rassemblant autour de la place de Condé, pour en former l'investissement, les troupes coalisées avaient établi leurs postes avancés, notamment celui de Saint-Sauve, jusqu'à la portée du canon de Valenciennes. Dans un conseil de guerre tenu le 13 avril, composé des généraux, des commissaires de la Convention Briez, Dubois-Dubay, Cochon, Bellegarde et Courtois, des corps administratifs et des chefs de la garnison, la place fut déclarée en état de siége; le commandement en fut donné au général Ferrand, brave militaire, qui depuis long-temps la connaissait parfaitement, et qui, malgré ses soixante et onze ans, prouva, par sa belle conduite, qu'il était digne de ce choix. Deux conventionnels seulement devaient rester dans Valenciennes, et partager tous les dangers que la garnison et les habitans allaient courir. Briez, qui avait été procureur-syndic dans la ville, sous le gouvernement royal, demanda volontairement à y rester; les quatre autres tirèrent au sort: Cochon fut désigné.

On a vu que l'armée du Nord, trop faible pour se mesurer

[1] Moniteur, — Relation des siéges, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Précis historique du siége de Valenciennes, — Tableau historique, — Jomini, — Toulongeon, — Relation manuscrite, etc.

SIEGE DE VALENCIENNES, en 1793. T.1er Pag. 212



contre des forces éminemment supérieures, opéra sa retraite du côté de Bouchain, après avoir long-temps manœuvré pour se tenir dans ses positions. Valenciennes se vit tout-à-coup entièrement cerné par l'armée ennemie, qui, sans perdre un instant, commença les travaux de siége. De leur côté, les assiégés, ou plutôt la garnison, forte de dix mille hommes, redoublaient d'activité pour compléter les dispositions de défense.

Après avoir donné à toutes les bouches inutiles la permission de sortir de la place, le général Ferrand avait fait travailler à tous les ouvrages propres à rendre la résistance plus opiniâtre. Toutes ces opérations furent concertées successivement, et à toutes les époques du siége, dans le conseil de guerre et dans les comités, d'après les rapports des généraux, des officiers du génie et de l'artillerie, et des chefs militaires les plus éclairés. Ainsi, ce fut d'après un arrêté de ce conseil, pris le 24 mai, qu'on effetua la retenue de l'Escaut pour former la grande inondation et celle connue sous le nom de la Ronelle. Toutes les écluses furent mises en état de remplir à propos leurs diverses destinations ; on accéléra les travaux des mines, ainsi que des palissades, blindages, ouvrages en terre, etc.

Les efforts de la garnison de Valenciennes ne furent pas secondés par les habitans avec cet enthousiasme dont les citoyens de Lille avait naguère donné des preuves si généreuses. Les Valenciennois avaient un patriotisme moins ardent et moins exalté. Aussi lorsque le serment de défendre la place jusqu'à la dernière extrémité fut prêté par les autorités constituées, les généraux et tous les corps de la garnison, en présence des commissaires de la Convention, un grand nombre d'habitans se dispensèrent d'y assister. On parla de sévir contre eux ; ces menaces ne servirent qu'à les exaspérer davantage. Quand le moment fut venu, ils montrèrent qu'une opinion, quoique comprimée, finit toujours par prendre son essor.

Les choses étaient dans cet état, et l'ennemi, occupé à tra-

1793. France. cer ses lignes et à établir ses batteries, n'avait pas encore tiré un coup de canon, lorsque, le 26 mai, le général Beauregard, qui, avec trois bataillons, gardait le faubourg de Marly, fut sommé de le rendre. Marly est situé au pied des glacis, en avant de la porte Cardon. On avait jugé convenable d'en couvrir la tête et les issues par des retranchemens, pour disputer les premières approches à l'ennemi, et fournir des feux de revers contre les attaques de côté. Ces retranchemens s'étendaient depuis le Rouleur jusqu'à la droite de Saultain. Beauregard se confiait si bien dans ces fortifications, créées à la hâte, qu'il répondit fièrement à la sommation qu'il saurait défendre Marly, et qu'il assura ses soldats que ce village inquiétait plus les alliés que Valenciennes même. Mais il ne tarda pas à voir combien il se trompait. Dès le lendemain 26, Marly, attaqué vigoureusement, fut emporté après cinq heures d'un combat opiniâtre, pendant lequel les retranchemens furent ruinés par le feu des batteries ennemies. A peine Beauregard put-il sauver ses canons, et les ramener dans la ville.

Cependant l'armée assiégeante, composée d'un corps nombreux d'Autrichiens et des troupes anglaises commandées par le duc d'Yorck, poussait ses travaux avec une célérité effrayante. Ils étaient parvenus, avec des peines inouïes, à jeter à travers la grande inondation une digue d'environ quatre cents toises de long, destinée à établir la communication des quartiers. Le grand parc de l'ennemi, placé sur la rive droite du Bas-Escaut, présentait l'appareil le plus menaçant, et les citoyens voyaient avec douleur que leur ville allait être exposée à toutes les horreurs d'un bombardement. Le 9 juin, le général antrichien Ferrari, commandant les travaux du siége, avait poussé deux longues tranchées d'approche, l'une partant de derrière le village de Saint-Sauve et se dirigeant vers le côté de la place, à droite du Bas-Escaut; l'autre venant du pied de la hauteur du Rouleur, et se dirigeant vers l'ouvrage à cornes de Mons. En même temps, il commençait sa première paral-

lèle, dont le développement, fort étendu, embrassait toutes les fortifications comprises entre le Bas-Escaut et la Ronelle, et se rapprochait jusqu'à deux cents toises des chemins couverts les plus avancés. 1793. France.

Le 14, un trompette apporta deux lettres du duc d'Yorck, dont l'une était adressée au général Ferrand, et l'autre à la municipalité. Elles contenaient toutes les deux une sommation formelle de rendre la place à sa majesté l'empereur, avec l'alternative d'une capitulation honorable pour la garnison, et protection pour les habitans, ou d'un siége meurtrier qui entraînerait la ruine de la ville. La lettre adressée à la municipalité indiquait assez que les coalisés n'ignoraient pas les dispositions des Valenciennois en leur faveur; elle les portait à s'insurger contre le gouvernement républicain, en engageant les habitans *à écarter, à prévenir, par leur influence, les malheurs incalculables auxquels Valenciennes allait être livré*. Mais le moment n'était pas encore venu où cette *influence* serait efficace, et Ferrand, pour toute réponse, envoya la copie du procès-verbal du serment prêté quelques jours auparavant sur la grande place de la ville.

Il y avait à peine une heure que cette réponse était parvenue au duc d'Yorck, que ce prince fit démasquer les batteries de la première attaque. Vers les six heures du soir, des mortiers, placés derrière une maison d'Anzain, lancèrent des bombes sur la partie de la ville qui avoisine la porte de Tournay; l'artillerie française riposta avec vigueur, et parvint à les démonter; ensuite, d'autres mortiers, placés près de la maison Demeau, lancèrent des bombes sur le quartier de la rue de Cambray. Mais, jusque là, ce n'étaient que de faibles préludes. Le lendemain, différentes batteries, établies tant sur les hauteurs du Rouleur que du côté de Saint-Sauve et de Marly, portèrent l'incendie et la désolation dans presque tous les quartiers de la ville, et entre autres dans ceux de

1793. France. Cambray, du Beguignage, de Notre-Dame et de Tournay.

Quoique le bombardement n'eût encore été que peu dangereux en comparaison de ce qu'il devint quelques jours après, cependant les bourgeois, qui ne se voyaient qu'avec une extrême répugnance obligés d'en supporter les effets, commençaient à murmurer hautement, et à menacer les commissaires Cochon et Briez. Excitée par leurs déclamations et leurs plaintes, la populace profitait des intervalles des bombardemens pour se répandre dans les rues, former des rassemblemens, et demander à grands cris qu'on fît cesser leur misère en capitulant. En vain Briez et Cochon faisaient tous leurs efforts pour apaiser les mécontens, et leur inspirer quelque zèle pour la cause de la république; leur autorité était méconnue; on les accablait de malédictions chaque fois qu'ils passaient à côté des groupes formés sur les places ou dans les rues. Cochon, s'étant avisé de haranguer l'un de ces rassemblemens, fut apostrophé par une femme qui lui reprocha le désastre de la ville; il n'échappa que par une prompte fuite à la fureur des malveillans. La force armée fut obligée d'intervenir pour ramener l'ordre, et étouffer dès sa naissance ce commencement d'insurrection. Les soldats français montrèrent, dans cette occasion critique, toute leur générosité. Pour ôter aux habitans tout objet de mécontentement, et les mettre à l'abri des bombes et des boulets, les troupes de la garnison leur cédèrent les souterrains, les casemates et les lieux couverts de la citadelle, et allèrent coucher au bivouac, pendant que les femmes et les enfans se retiraient dans leurs quartiers. C'était en effet le seul moyen d'arrêter et de prévenir les excès d'une population réduite au désespoir. L'existence de ces malheureux était menacée par une grêle de boulets et de bombes, et la multitude, déjà très-mal disposée, se serait jetée sur les batteries de la place, plutôt que de continuer à vivre encore quelques jours dans une semblable situation.

Pendant que l'intérieur de Valenciennes était ainsi en proie à des dissensions funestes, l'ennemi avait achevé sa première parallèle, établi de nouvelles batteries, et travaillé à des boyaux de tranchée, se dirigeant, d'une part, vers le saillant de l'ouvrage à cornes de Mons, et, de l'autre, vers la lunette de Saint-Sauve. Le 17, cent cinquante hommes du vingt-neuvième régiment, et autant d'un bataillon de la Nièvre, avaient fait, à sept heures du soir, une sortie dans le dessein d'aller sonder cette tranchée. S'avançant tout-à-coup par le chemin couvert de la droite de Mons, ils tombent avec intrépidité sur les travailleurs et sur la garde des boyaux, et les mettent en fuite; mais une mousqueterie terrible et la mitraille qui partit alors de la parallèle, les eurent bientôt forcés de se retirer avec une perte de quelques hommes. Les gazetiers de Paris, qui eurent connaissance de ce petit événement, le signalèrent dans le temps comme une victoire importante remportée par la garnison de Valenciennes; et le duc d'Yorck, voulant se moquer d'elle, lui envoya, dans un obus non chargé, le numéro du *Courrier français* qui contenait le récit fabuleux de ce grand exploit.

1793. France.

Le lendemain de cette sortie, l'ennemi, qui avait achevé presque tous ses ouvrages, fit sur les assiégés un feu terrible qui dura, sans interruption, depuis deux heures du matin jusqu'à dix. Valenciennes, foudroyé par les trois batteries principales du Rouleur, de Marly et de Saint-Sauve, l'était encore par plusieurs pièces ambulantes qui roulaient dans le chemin creux pratiqué entre les deux dernières batteries. L'artillerie des remparts ne répondait pas avec moins d'activité. Elle fit à l'ennemi un mal immense, et lui démonta plusieurs pièces. Cette matinée coûta à la place cinquante-sept milliers de poudre. A dix heures le feu cessa, et les habitans sortaient de leurs caves pour respirer. Déjà même on

1793. France. voyait régner dans les maisons cette joie qui succède à un grand danger auquel on vient d'échapper, lorsque tout-à-coup le feu de la tranchée recommence avec une nouvelle violence. La terreur se répand derechef dans cette malheureuse ville. Les habitans, épouvantés, retournent dans les souterrains. Une partie des troupes gagnent en hâte la citadelle, qui se trouvait hors de la portée des bombes, et contre les murs de laquelle on voyait, à droite et à gauche, les boulets venir s'amortir. Mais, probablement d'après un avis qui leur fut donné, les assiégeans élevèrent la volée des pièces des deux batteries de Marly et de Saint-Sauve, et la citadelle reçut un grand nombre de boulets, dont beaucoup même enfilèrent l'entrée.

Depuis cette dernière décharge, et jusqu'à la fin du siége, le bombardement continua avec la même fureur et la même activité. La garnison, qui semblait redoubler de courage à mesure que les dangers augmentaient, était jour et nuit sur pied. A peine les soldats avaient-ils quelques heures de repos. Les incendies, qui se manifestaient dans plusieurs endroits à la fois, jetaient l'épouvante dans l'âme des habitans; et, pour comble de maux, quand un édifice quelconque devenait ainsi la proie des flammes, l'ennemi, attentif aux progrès de ses moyens de destruction, dirigeait sur ce point un grand nombre de mortiers, afin d'écarter les secours.

Le feu avait pris, dès le 18, à la grande église de Saint-Nicolas, qui touche aux remparts, en face de Marly. Ce fut toute la nuit comme un vaste édifice de feu; la tour qui brûlait dans l'intérieur, semblable à un volcan, vomissait des torrens de flammes et des tourbillons de fumée. Le 19, l'embrasement de l'arsenal offrit un spectacle non moins horrible à contempler, mais dont la suite était bien plus alarmante pour la sûreté de la place. Malgré tous les secours

qu'on s'empresa d'y porter, il fut impossible d'arrêter les progrès de l'incendie. On ne sauva que quelques pots à feu, qu'un soldat intrépide osa aller chercher au péril de sa vie, et qu'il rapporta au travers des flammes. Le sol des bastions et des courtines était semé de boulets et criblé de trous de bombes; le rempart surtout, depuis Cardon jusqu'au bastion de la Poterne, était profondément labouré par la chute et l'explosion de ces derniers projectiles. La plupart des bouches à feu étaient hors de service. Le point que l'ennemi attaquait avec le plus de violence, était le bastion de la Poterne. Le feu qu'on dirigeait sur ce bastion fut tellement vif, qu'il resta quelque temps abandonné, et que les soldats l'appelaient entre eux *la porte du duc d'Yorck*. Enfin, les remparts, les palissades et les pieds des bastions, malgré un travail continuel pour les déblayer, étaient comme encombrés par les ruines amoncelées au-dessous des brèches, et le ciel y paraissait toujours couvert d'un épais nuage de fumée, et d'une poussière rougeâtre de brique, qu'élevaient les boulets ou les éclats de bombes en frappant les murailles.

Telle était cependant l'énergie croissante de la garnison, que, réduite de près de moitié, elle résistait en même temps et aux attaques de l'ennemi au dehors, et aux menaces sans cesse renouvelées des habitans. Plusieurs pétitions présentées à cet effet, par le conseil municipal lui-même, furent reçues avec fermeté par le général Ferrand. Il répondait à toutes qu'il tiendrait son serment, et saurait mourir, s'il le fallait, plutôt que de le violer. Les soldats étaient soutenus par l'espoir que l'armée du Nord viendrait tôt ou tard les délivrer. Le moindre événement suffisait pour les confirmer dans cette idée; et ils avaient une telle confiance dans Custine, qui commandait cette armée libératrice, qu'un soldat du bataillon de la Charente, atteint d'une grenade à la tête, s'écriait en tombant :

1793. France. « Ah! Custine! quand viendras-tu nous venger? » Le 14 juillet, au moment où les troupes se préparaient à célébrer la fédération, un feu roulant d'artillerie se fait entendre dans tout le camp ennemi, se dirigeant du côté du camp de César, que l'on savait occupé par l'armée française. Aussitôt l'imagination de la garnison s'exalte ; déjà les soldats, certains que Custine était aux prises avec l'ennemi, s'apprêtaient à le seconder, en faisant une vigoureuse sortie, lorsqu'un déserteur vint leur apprendre que ce feu n'était autre qu'un signe de réjouissance de la reddition de Condé. Cette dernière illusion de leurs espérances sembla dès lors diminuer leur énergie.

Le duc d'Yorck voyait sensiblement diminuer ses munitions de siége. Dans le milieu du mois, il avait fait succéder aux projectiles ordinaires, des pierres et des barres de fer. Les routes et les villages voisins avaient été dépavés pour accabler les assiégeans de cette grêle effroyable. En même temps que son artillerie continuait ses ravages, il faisait travailler à des galeries de mine, dans la direction du chemin couvert de la porte de Mons, à l'effet de rencontrer celles des assiégés. N'ayant point réussi dans l'emploi de ce moyen, et voyant que les remparts de la place présentaient, sur le front d'attaque, de vastes brèches, il donne l'ordre d'une attaque générale. Après plusieurs tentatives infructueuses, faites les 22, 23 et 24 juillet, les assiégés virent tout-à-coup, le 25, à dix heures du soir, un mouvement général autour de la place, et le feu de toutes les batteries ennemies éclater sur eux à la fois. Deux mortiers battaient sur le réduit de la citadelle, dont les palissades étaient assaillies de mousqueterie et de grenades. Tout ce bruit était pour partager l'attention de la garnison; le véritable point d'attaque était l'ouvrage à cornes de Mons. Les postes et les réserves étaient fortifiés de ce côté, et les Français fusillaient sur la

plaine, lorsque tout-à-coup l'explosion de trois globes de compression fait sauter deux places d'armes de cinquante hommes chacune, et ouvre un large passage par le déchirement de la palissade. L'ennemi s'y précipite en poussant les cris : « Tue, tue ! mort aux patriotes ! » L'occupation du chemin couvert par l'ennemi entraîne la perte de plusieurs ouvrages avancés ; les postes forcés se retirent en combattant vaillamment jusques aux poternes. Les assaillans les y suivent, et le carnage devient affreux. Le devant des poternes était encombré de cadavres entassés, parce qu'on ne voulait pas les ouvrir de peur que l'ennemi n'entrât pêle-mêle avec les fuyards, dont plusieurs se font hisser par les brèches ; d'autres errent dans le fossé jusqu'au lendemain matin, et n'évitent la mort qu'en se couchant parmi ou même sous les cadavres de leurs camarades massacrés.

1793. France.

Le désordre et la confusion furent à leur comble dans cette nuit horrible ; l'ennemi pouvait à tout instant pénétrer dans la place et la prendre d'assaut. Il était déjà maître de l'ouvrage à cornes de Mons et de l'avancée de Cambray. Ferrand était accouru là où le danger était le plus imminent. Placé sur la contre-garde de Cardon, il parvient à rétablir un peu l'ordre, et en impose à l'ennemi en faisant marcher contre lui le vingt-neuvième régiment, ci-devant Dauphin. L'audace de ces braves arrête les efforts des vainqueurs, qui se retirent après avoir dépouillé les morts, et abandonnent même leurs conquêtes, à l'exception de l'ouvrage à cornes, où ils jettent sur-le-champ des travailleurs. Cet échec avait achevé de répandre la terreur parmi la garnison et dans la ville. Les soldats, qui attribuent presque toujours à leurs chefs leurs malheurs, s'écriaient qu'ils avaient été trahis, parce qu'on n'avait pas fait jouer les mines pour faire sauter les Anglais. Il fut impossible de les réunir pour les renvoyer à leurs postes, et ce relâchement s'accrut encore, lorsque, le lendemain,

1793. France. on vit paraître un trompette avec un drapeau blanc, qui venait faire une dernière sommation, portant menace de livrer la ville au pillage, et de passer la garnison au fil de l'épée, si on n'entrait pas sur-le-champ en capitulation. Cochon et Briez, qui espéraient toujours une diversion en faveur de la place, de la part de l'armée du Nord, firent demander une suspension d'armes, et un délai de vingt-quatre heures: le duc d'Yorck accorda l'un et l'autre.

A peine cette nouvelle eut-elle circulé dans la ville, que les habitans s'empressèrent de sortir de leur retraite souterraine; ils se répandirent dans les rues, et ne craignirent plus de faire entendre l'expression de leurs désirs. Ils s'attroupèrent en tumulte, beaucoup de soldats se joignirent à eux, et tous ensemble entourèrent la chambre du conseil en criant qu'il fallait capituler. La fermentation allait toujours croissant; elle présageait les plus grands malheurs, quand le conseil prit enfin la détermination d'envoyer trois délégués militaires et trois municipaux pour traiter avec le duc d'Yorck. Ce prince, en les recevant, leur dit: « Messieurs, il est bien tard; et si je ne voulais plus vous écouter à présent? » Enfin, après quelques difficultés, la capitulation fut signée le 28, et la garnison, réduite à trois mille cinq cents hommes, sortit six jours après pour retourner en France, avec parole de ne point servir d'un an contre les armées alliées. Le soir même de la signature de cette capitulation, les Autrichiens occupèrent les ouvrages avancés et les postes extérieurs de la ville et de la citadelle.

La joie était extrême dans Valenciennes; la certitude d'être délivré des maux auxquels on avait été en proie en avait effacé le souvenir. Les Autrichiens ayant pris possession de la ville au nom du roi de France, les habitans signalèrent leur haine pour le gouvernement conventionnel; le drapeau national fut ôté du beffroi, l'arbre de la liberté fut

coupé; les cavaliers bourgeois voltigeaient dans les rues, le sabre à la main, et faisaient ôter, à tous ceux qui la portaient encore, la cocarde tricolore. Le prince de Lambesc, ayant paru sur la place, fut accueilli avec enthousiasme par le peuple, qui l'appelait *son bon prince et son libérateur*.

Valenciennes, malgré le vœu de ses habitans, et par le courage seul de ses défenseurs, avait ainsi arrêté, pendant près de trois mois, une portion considérable de l'armée alliée. Tous les moyens de réduire et de foudroyer une place furent employés contre celle-ci. Le bombardement dura quarante-trois jours sans interruption, ce qui est sans exemple dans l'histoire. Deux cent mille boulets, trente mille obus, quarante-deux mille bombes, furent tirés par les assiégeans. Aussi toutes les maisons, sans en excepter une seule, étaient plus ou moins endommagées. Les bombes avaient presque anéanti la rue de Mons, la place Verte, et tout le voisinage de l'hôpital. Les rues de Cardon, de Tournay, de Cambray, de Saint-Géry; les quartiers du Béguignage et du Marché aux Poissons, n'offraient plus qu'un monceau de ruines et de décombres. Une grande partie des fortifications était détruite. Les parapets et remparts des fronts attaqués étaient bouleversés, et la plupart des batteries hors de service. Les brèches étaient si larges et si praticables, que la cavalerie ennemie pouvait faire, par ces brèches, son entrée dans la ville. Six mille cinq cents soldats de la garnison, sans compter les habitans écrasés sous les ruines de leurs maisons, avaient péri par le feu de l'ennemi, les maladies ou les fatigues. Mais telle avait été aussi l'extrême activité du génie et de l'artillerie de la place, dirigés par plusieurs officiers d'une grande distinction [1], que les assié-

[1] On cite parmi eux le colonel Tholozé, les capitaines Dembarère et Lauriston. Ces deux derniers sont aujourd'hui lieutenans-généraux et pairs de France.

1793. geans, d'après leur propre aveu, avaient éprouvé une perte de quinze à vingt mille hommes.

France. 4 août. *Reddition de Villefranche* [1]. — La guerre contre l'Espagne, dans les Pyrénées-Orientales, continuait, de part et d'autre, avec des succès peu décisifs. Les Français, menacés sur leur territoire, et trop faibles pour faire de grands mouvemens en avant, se tenaient sur la défensive dans leurs positions, tandis que l'ennemi lui-même semblait craindre d'attaquer, et se fortifiait dans les montagnes. Les combats journaliers qui avaient lieu entre les deux armées, avaient des résultats si peu importans, qu'il serait aussi fastidieux qu'inutile de les rapporter. Cependant le général Ricardos ayant reçu quelques renforts à la fin de juillet, résolut de manœuvrer pour forcer les Français d'évacuer les environs de Perpignan. Il ordonne en conséquence au général Crespo, de distraire du camp d'Illas tout ce qui lui était nécessaire en troupes et en munitions pour former le siége de Villefranche. Crespo se mit en mouvement; et après avoir réussi, par la grande connaissance qu'il avait du pays, à éviter tous les postes français, il parvient, le 3 août, à la distance d'une demi-lieue de Villefranche. Aussitôt il fait occuper, par six bataillons, une hauteur qui est à demi-portée de canon du château, et d'où il pouvait facilement battre la ville. Mais il n'y avait pas de chemin pratiqué pour transporter de l'artillerie sur cette hauteur; les grenadiers des régimens de Navarre et de Savoie offrent d'en monter à bras, et répondent de la réussite. Quatre pièces de 24, et autant du calibre de 12, sont hissées au faîte de la montagne, et mises en batterie. Le lendemain, Crespo fait canonner la ville depuis trois heures du matin jusqu'à six heures du soir. Villefranche n'avait pour garnison que de nouvelles recrues, peu habituées encore au

[1] Moniteur, — de Marcillac, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Mém. communiqués, etc.

bruit et aux efforts de l'artillerie; soit frayeur ou trahison, comme le bruit en courut alors, les chefs reçurent dans la place, à six heures, un trompette que Crespo y envoyait. Ils restèrent en conférence secrète avec lui jusqu'à neuf heures, et à minuit la ville vit, par leur ordre, ses portes s'ouvrir, et l'ennemi entrer dans son enceinte. Le fort résistait encore; mais, défendu seulement par quelques vétérans, il ne pouvait arrêter long-temps les Espagnols. Ceux-ci le cernent, l'emportent au bout de quelques heures, et font prisonniers tous les soldats qui s'y trouvent. 1793. France.

Combat de Doué[1]. — Laroche-Jacquelein, toujours actif et entreprenant, cherchait à opérer de fréquentes diversions, pour éloigner les républicains, et les empêcher de troubler les travaux des cultivateurs pendant la moisson. Il s'était successivement emparé de Thouars et de Loudun. Après avoir tué, dans cette dernière ville, sept gendarmes, enlevé la caisse du district, brûlé les archives et détruit tous les signes révolutionnaires, il s'était réuni, à Doué, avec la division de Lescure, pour attaquer Saumur de concert; mais, le 4 août, ces deux chefs se voient prévenus par les généraux Salomon et Ronsin, envoyés avec trois mille hommes par le général en chef Rossignol, pour chasser les royalistes de cette ville. Les patriotes arrivent au milieu de la nuit, fondent à l'improviste sur les postes avancés des Vendéens, les égorgent ou les font prisonniers, et, malgré leur résistance, forcent Laroche-Jacquelein et Lescure d'abandonner Doué, après leur avoir tué trois cents hommes, et avoir fait un grand nombre de prisonniers. 4 août. Vendée.

Siége de Cambray[2]. — Le corps d'armée qui venait de prendre Valenciennes s'étant réuni à la grande armée des al- 11 août. France.

[1] Beauchamp, — Mad. de Laroche-Jacquelein.
[2] Moniteur, — Tableau historique, etc., etc.

1793. France. liés, cette dernière poursuivit avec plus de vigueur ses opérations. Trop inférieur en nombre pour arrêter sa marche, le général Kilmaine, qui commandait l'armée française au camp de César, se contenta de la harceler, en cédant le terrain pied à pied. Le système d'invasion qui fait maintenant négliger d'assiéger et de prendre les places frontières, pour s'attacher à combattre l'armée active, n'était point encore en usage, à cette époque, dans les armées européennes, et les Autrichiens surtout n'étaient pas les plus disposés à renoncer à leur marche lente et méthodique pour frapper des coups vigoureux. Cambray se trouvant sur le passage de l'armée alliée, le siége en fut résolu.

Le 7 août, le général Declaye, commandant à Cambray, reçut la sommation suivante du général commandant l'avant-garde autrichienne : « Vous avez été témoin de ce que l'armée combinée a fait jusqu'à présent, et vous voyez sa position actuelle. Bouchain est investi; nous sommes maîtres de tous vos camps et de tous les postes occupés par vos troupes; une colonne nombreuse est derrière nous. Je viens vous offrir la capitulation la plus honorable. C'est à vous, monsieur, à calculer si vous voulez exposer certainement à toutes les horreurs d'un siége et à une destruction inévitable, dont la ville de Valenciennes vous offre un triste exemple, la ville où vous commandez; ou bien si vous ne voulez pas accéder à une proposition qui ne se renouvellera plus, et qui sauverait l'existence et les propriétés d'un si grand nombre de personnes. » Le général Declaye fit, à cette sommation, cette courte réponse : « J'ai reçu, général, votre sommation de ce jour, et je n'ai qu'une réponse à vous faire : celle que je ne sais pas me rendre, mais que je sais bien me battre. » Declaye, qui manquait de vivres, fit avec succès plusieurs sorties pour s'en procurer. Les tirailleurs de l'ennemi, envoyés pour inquiéter les Français, furent repoussés sur tous les points. Le 9, les

Autrichiens commencèrent les travaux de siége; mais Declaye, à la tête des braves qu'il commandait, les força d'abandonner la tranchée. Le lendemain, il fit encore plusieurs sorties dans lesquelles il eut toujours l'avantage. Enfin, le 11, de nouvelles dispositions dans les mouvemens de l'armée alliée, firent lever le siége. 1793. France.

Bataille de Luçon[1]. — On a vu, jusqu'à présent, le gouvernement conventionnel, incertain dans le choix des moyens propres à anéantir la guerre civile dans les départemens de l'Ouest, ne hasarder que des tentatives partielles, sans résultat important. L'incendie, loin d'être éteint, se ranimait chaque jour avec plus de violence. Cet ordre de choses, dans la position critique où se trouvait alors la France vis-à-vis des puissances étrangères, devait amener des mesures violentes, et telles que pouvaient les prendre les hommes fougueux et exagérés, chargés de conduire, à travers tant d'écueils et de dangers imminens, le vaisseau de la république, construit de tant de matériaux incohérens. 13 août. Vendée.

D'un autre côté, les royalistes n'apportaient pas plus d'ensemble dans leurs opérations. On trouvait parmi eux la même anarchie qui régnait chez leurs ennemis. Le conseil supérieur de la Vendée, agissant au nom de Louis XVII, ne présentait pas dans sa composition un aréopage plus sage et plus imposant que le comité de salut public de la Convention, investi alors de toute la puissance exécutive. Des prêtres, des gens de loi, des bourgeois, un petit nombre de nobles, formaient ce conseil supérieur, au nombre de vingt-un individus. Une pareille administration ne convenait point à la cause embrassée par les Vendéens. Un gouvernement mi-

[1] Moniteur, — Beauchamp, — Mad. de Laroche-Jacquelein, — Dictionn. des siéges et batailles, — Bourniseaux, — Turreau, — Bouvier-Desmortiers, — Mémoires particuliers du général ***.

1793. Vendée. litaire, concentré dans un chef unique, pouvait seul atteindre le but que se proposaient les royalistes; et ils auraient dû prévoir que, dans l'emploi des mêmes moyens révolutionnaires, l'avantage devait rester aux défenseurs du système républicain; mais les petites ambitions auraient été étouffées par l'adoption de l'idée de confier à une seule tête la direction des affaires; et le mode administratif, dont nous venons de parler, fut maintenu, malgré les représentations et l'opposition de quelques chefs plus judicieux que les autres. On verra, dans la suite de cette narration, les résultats d'une opiniâtreté aussi funeste aux intérêts de la cause royale.

Le comité de salut public avait arrêté le plan d'une attaque, pour mettre à exécution le système destructif et exterminateur qu'il venait de faire proposer par Barrère, un de ses membres, et que la Convention avait adopté; lorsque le gouvernement britannique intervint ostensiblement dans la direction de la guerre civile vendéenne. Un chevalier de Tinténiac, qui avait été précédemment membre de la conjuration de la Rouarie, parut, vers la fin de juillet, au quartier-général des Vendéens, près de Châtillon, avec le titre de chargé d'affaires des princes français et du gouvernement anglais. Les dépêches qu'il présenta, signées des ministres Pitt et Henri Dundas, et du comte de Moyra, portaient l'invitation expresse aux Vendéens de passer la Loire, et de s'emparer de l'un des ports de la Bretagne. Le ministère anglais demandait, en outre, qu'on l'instruisît positivement des forces de la Vendée, de ses besoins, des plans arrêtés contre l'ennemi; et il promettait des secours, en armes, en argent, et même en hommes. Cette intervention de l'Angleterre, dans une cause qu'ils regardaient, en quelque sorte, comme nationale, parut suspecte à quelques chefs, amis de leur pays, et qui ne pouvaient se défendre d'éprouver de la répugnance à traiter avec l'ancienne et implacable ennemie de la France.

Mais le parti breton, à la tête duquel se trouvait Bonchamp, l'emporta; et les motifs politiques que ce dernier fit valoir, prévalurent. Les chefs répondirent, assez vaguement d'ailleurs, aux dépêches apportées par Tinténiac. Du reste, cette mission ne changea rien, pour le moment, aux affaires des royalistes. La désunion continua parmi eux. Les vues du généralissime d'Elbée se trouvaient en contradiction avec celles de Bonchamp et du prince de Talmont, qui voulaient porter le foyer de la guerre en Bretagne. Le projet de d'Elbée était, au contraire, de s'éloigner de la Loire, et de continuer à envahir le territoire méridional de l'ancien Poitou, et surtout de s'emparer de Luçon qu'il regardait comme un grand obstacle à ses succès, puisque les Vendéens venaient d'y éprouver deux échecs presque successifs.

1793. Vendée.

D'après ce dissentiment, l'armée royaliste se partagea en deux corps. Bonchamp resta chargé de défendre les rives de la Loire et le pays qui les environne; d'Elbée se mit en marche à la tête de vingt mille hommes, et se dirigea vers Luçon par Les Herbiers. Charette, que ses vues ambitieuses portaient toujours à se tenir isolé, pressé de coopérer à cette expédition importante, s'adjoignit Joly et Savin, et partit avec dix mille hommes. La jonction de toutes ces forces eut lieu, le 12, à Chantonnay, où déjà se trouvait la division de Royrand. L'attaque de Luçon fut remise au lendemain.

Cette ville est située à cinq lieues de Fontenay, et à trois de la mer, au bord du pays dit *le Marais*, sur un terrain horizontal, ce qui en rend le séjour malsain. Ses maisons, grandes et commodes, qui presque toutes ont de vastes jardins, lui donnent une étendue qui n'est point proportionnée avec le faible nombre de ses habitans. On y trouve un canal qui conduit à l'Océan; et, quoiqu'elle soit dépourvue de fortifications, ses dehors présentent quelques points d'appui qui peu-

1793. Vendée. vent suppléer à l'inégalité des forces, et procurer à une armée inférieure des avantages de position.

Au moment où d'Elbée se proposait d'attaquer, Luçon était défendu par neuf mille hommes, sous les ordres du général Tuncq. Pendant que les divisions vendéennes opéraient leur jonction, ce général recevait d'un espion nommé Valée, dont l'exactitude ne s'était jamais démentie, l'avis certain de l'heure à laquelle il serait attaqué. Il fit aussitôt ses dispositions de défense; mais, tandis qu'il se préparait à les mettre à exécution, il reçut du ministre de la guerre une lettre de destitution [1]. Les momens étaient précieux, et cette mesure pouvait avoir, pour les républicains, les suites les plus funestes. Aussi les conventionnels Bourdon de l'Oise et Goupilleau de Fontenay, alors en mission auprès de Tuncq, lui ordonnèrent, par un arrêté, de continuer ses fonctions. Le lendemain, à cinq heures du matin, trente-cinq mille royalistes réunis, après avoir reçu la bénédiction du curé de Saint-Laud d'Angers [2], passent la Smagne, au pont Minclet, et marchent en assez bon ordre sur le camp républicain. D'Elbée commandait la gauche, Royrand le centre, et Charette la droite. Tuncq ne pouvant présenter un front étendu, et voulant d'ailleurs cacher sa faiblesse, fit ranger son armée sur deux lignes, et ordonna à une de ses divisions de se tenir couchée dans les sillons du terrain. L'artillerie légère était au centre, et les bataillons avaient dans leurs intervalles quelques pièces de 4. Ces dispositions étaient à peine terminées, que plusieurs officiers, envoyés pour reconnaître l'ennemi, vinrent annoncer au général que l'armée vendéenne se

[1] Nouvel exemple de la marche du gouvernement d'alors! Tuncq avait été dénoncé par le farouche Rossignol, qui ne voyait que des traîtres dans les généraux moins ignorans que lui, et surtout moins ridiculement exagérés.

[2] Bernier, aumônier de l'armée, membre très-influent du conseil supérieur, depuis évêque d'Orléans.

déployait lentement dans la plaine, pour former sa ligne de bataille. Tuncq ne voulant point lui donner le temps de se développer, fait marcher deux bataillons avec deux pièces d'artillerie volante, et leur donne l'ordre de s'avancer à demi-portée de fusil. Ils trouvèrent le centre en mouvement pour attaquer. A la vue des deux bataillons, les royalistes croyant n'avoir à combattre qu'une poignée d'hommes, jettent des cris affreux, s'ébranlent en désordre, pour accabler les républicains de leur masse. Ceux-ci s'arrêtent, font une décharge, et s'ouvrant de droite et de gauche, démasquent l'artillerie légère dont le feu à mitraille foudroie l'ennemi, rangé sur quinze à vingt hommes de hauteur. Les Vendéens sont étonnés; le désordre se met un moment dans leurs rangs. Mais, revenus de leur première surprise, ils se rallient à la voix de leurs chefs, et avancent courageusement. Les deux bataillons républicains se replient en bon ordre sur la ligne, en continuant leur feu; les royalistes s'élancent avec impétuosité pour les atteindre. A un roulement d'un grand nombre de tambours, qui devait lui servir de signal, la division couchée dans la plaine se lève tout-à-coup, et semble sortir de dessous terre. Son feu de file, bien ajusté, augmente l'impression de terreur qu'a faite à l'ennemi son apparition subite. Royrand, imprudemment engagé, essuie non-seulement le feu de la mousqueterie, mais le feu bien plus meurtrier de l'artillerie légère; c'était la première fois que les républicains en faisaient usage dans la Vendée. Le terrain étant parfaitement uni, rien ne s'opposait aux évolutions de cette arme terrible; la colonne de Royrand en fut criblée, et en moins d'une heure et demie, on vit la plaine de Luçon couverte de cadavres.

1793. Vendée.

Charette avançait plus lentement sur la droite. Ses troupes, beaucoup plus impétueuses que les autres Vendéens, firent plier les bataillons qui, après s'être avancés, évitèrent la vi-

1793. Vendée. gueur du choc. Sur la gauche, d'Elbée, ne trouvant nul obstacle, avait obliquement dépassé la ligne de bataille; et, ne voyant point de colonne à combattre, il crut devoir, par une contremarche rapide, se porter vers le centre, dont il apercevait le désordre; mais le ravage des obusiers avait imprimé une si grande terreur aux soldats de Royrand, qu'apercevant d'Elbée revenir sur ses pas, ils le crurent en pleine déroute, s'en effrayèrent et se débandèrent. D'Elbée, trop faible pour résister, est entraîné dans leur mouvement rétrograde. Charette, resté seul sur le champ de bataille, se vit bientôt assailli par toutes les forces républicaines. Accablé, foudroyé de toutes parts, il eut de la peine à sauver sa division, dont il perdit l'élite, et fut poursuivi, ainsi que d'Elbée, qui abandonna son artillerie. Bernard de Marigny, qui la commandait, ne put la sauver. Royrand laissa également deux pièces de 12. Dès le commencement de la bataille, Beaudry-d'Asson, qui le premier s'était mis l'année précédente à la tête des insurgés vendéens, avait couru attaquer les deux bataillons républicains. Suivi d'un domestique fidèle, qui avait juré de mourir avec lui, il s'élance sur les républicains et se fait tuer en avant de sa troupe. Son domestique s'étant alors précipité sur son corps pour le couvrir du sien, y fut percé de coups.

Jamais, depuis la guerre, les royalistes n'avaient éprouvé une défaite aussi sanglante. Six à sept mille morts couvraient le champ de bataille, et un régiment de cavalerie sabra encore un bon nombre de royalistes dans la poursuite qu'il en fit après l'action. L'armée vendéenne fut tout-à-coup arrêtée dans sa fuite, au pont Minclet, seul passage qui lui restât. Deux pièces de canon démontées barraient le chemin, ce qui augmenta bientôt le désordre. C'en était fait de l'armée entière, sans la valeur des transfuges de la légion germanique. Ils se postent en avant de la tête du pont, font face à l'ennemi, et donnent ainsi aux Vendéens le temps de filer dans le

Bocage. Les soldats d'Anjou et du Haut-Poitou imputèrent la perte de la bataille à la division du centre dite du *camp de l'Oye*. Royrand, qui la commandait, voulant grossir sa troupe, avait fait marcher quelques paroisses protestantes, entre autres Montcoutant, qui, pour ne pas combattre contre leur gré, jetèrent leurs armes en criant : *Sauve qui peut!* Il est plus vraisemblable de croire que cette défaite fut due aux bonnes dispositions prises par le général Tuncq, qui donna, en cette circonstance, des preuves d'habileté et de courage ; à la valeur et à l'intrépidité du plus grand nombre des soldats républicains, et à l'effet encore inconnu, dans cette guerre civile, de l'artillerie volante. Les paysans vendéens, frappés de terreur par les manœuvres et les décharges multipliées de cette arme meurtrière, ne purent garder leur sang-froid, et toute leur bravoure les abandonna à la vue de ces foudres terribles dont l'effet leur était inconnu, et dont ils ne pouvaient se défendre. Quelles que soient, au surplus, les causes d'un succès aussi éclatant, il n'en est pas moins avéré que trente-cinq mille royalistes furent, dans cette mémorable journée, complétement défaits par neuf mille républicains.

1793. Vendée.

Combat de Linselles[1]. — Le général Houchard, nommé commandant en chef de l'armée du Nord après la destitution de Custine, avait évacué le camp retranché de César, menacé trop fortement par les alliés. Sa retraite, couverte par la cavalerie, et opérée avec autant de fermeté que de bonheur, ranima la confiance des troupes françaises, et leur fit espérer de pouvoir, sous ce chef, qui leur parut plus habile que ses prédécesseurs, résister avec succès aux efforts de leurs ennemis.

18 août. France.

La division hollandaise, qui faisait partie de l'armée anglaise commandée par le duc d'Yorck, occupait le village de

[1] Moniteur, — Tableau historique, — Jomini, — Mém. manuscrits, etc.

1793. France. Tourcoing. Les Français étaient campés à quelque distance, dans le village de Linselles, qu'ils avaient fortifié et entouré de retranchemens. Cette position les mettant à même de harceler l'ennemi, ils sortaient journellement, et allaient, en tirailleurs, inquiéter les postes avancés du grand camp des alliés. Pour se délivrer de leurs attaques multipliées et meurtrières, le duc d'Yorck donne ordre à la division hollandaise de se porter sur Linselles, et de tâcher de s'en emparer. En conséquence de cet ordre, le 18 août, deux colonnes ennemies s'avancent contre le poste retranché, et se présentent pour l'attaquer. L'une, aux ordres du prince d'Orange, se portait directement sur le village, tandis que l'autre, commandée par le prince de Waldeck, marchait sur Blaton pour soutenir l'attaque principale. Le prince d'Orange avait avec lui l'élite de la division hollandaise. Il attaqua donc avec impétuosité les retranchemens ennemis. Les Français résistèrent d'abord avec une grande bravoure; mais leurs efforts furent inutiles. Accablés par le nombre, ils furent obligés d'abandonner le village, et opérèrent leur retraite en bon ordre; quoique le prince de Waldeck s'efforçât de les couper, ils parvinrent à lui échapper. Cependant les vainqueurs, ayant réussi dans leur expédition, commettent la faute de ne laisser que deux bataillons dans Linselles, et se retirent dans leur camp. Instruits de cette particularité, les Français, animés par l'espoir de venger leur défaite, reviennent en force vers midi, tournent les retranchemens par la gorge, fondent avec intrépidité sur les deux bataillons, tuent, massacrent ou dispersent les hommes qui osent leur résister, reprennent le village, et retrouvent toute l'artillerie qu'ils avaient été obligés d'abandonner dans le combat du matin.

Aussitôt que la nouvelle de ce coup hardi fut parvenue au camp ennemi, le duc d'Yorck fit partir le général Lacke, commandant des trois bataillons des gardes anglaises, pour reprendre

le poste de Linselles. En même temps, il le fait soutenir par trois autres bataillons détachés de la division hessoise. Les Anglais, en débouchant des taillis qui environnent ce village, se forment en bataille devant la hauteur, et marchent à l'attaque des retranchemens avec vivacité. Les Français les laissent approcher jusqu'à demi-portée de canon, et les reçoivent alors par une décharge à mitraille de douze pièces de 16, qui étend sur le terrain, au premier feu, treize officiers et plus de trois cents soldats. Le général Lacke n'est point rebuté par cet échec, et continue son attaque. Les gardes anglaises se jettent tête baissée dans les retranchemens, attaquent à la baïonnette, s'emparent des douze pièces de canon, les tournent contre les fuyards, en font un grand carnage, et restent maîtres du village de Linselles. Cette journée meurtrière, dans laquelle les deux partis avaient disputé de valeur, coûta plus de onze cents hommes aux Français, et les alliés en eurent huit cent cinquante tués ou blessés. Le poste de Linselles fut rasé et abandonné le lendemain. 1793. France.

Troubles civils dans le Midi ; combats de la Durance, etc., etc. [1]. — Une fermentation sourde agitait les esprits dans le Midi de la France, où le gouvernement conventionnel avait peut-être autant d'ennemis que dans les départemens de l'Ouest, mais où l'opinion était plus divisée. Le régime de la terreur, propagé par la démagogie et adopté par la Convention, opéra bientôt la fusion des partis divergens dans celui de la cause royale, pour s'opposer aux progrès d'un système d'anarchie et de bouleversement général. Persécuter si ouvertement des hommes qui ne demandaient qu'un prétexte pour se déclarer, et qui avaient sous les yeux l'exemple d'une résistance prolongée avec quelque succès, c'était 25 août.

[1] Moniteur, — Histoire de la guerre civile en France, — Toulongeon, — Tableau historique, — Lacretelle, — Histoire de France, — Mémoires du temps, — Notes manuscrites, etc.

1793. France. les forcer à prendre les armes. Ceux qui, par leur naissance, leurs richesses, leur crédit sur quelque portion du peuple, exerçaient une certaine influence, en surent profiter pour combiner les opérations d'un grand mouvement insurrectionnel. La constitution de 1793, proposée à la sanction du peuple, fut combattue et rejetée dans plusieurs villes des départemens méridionaux, qui offrirent déjà, dans cette circonstance, le spectacle de citoyens armés les uns contre les autres dans les assemblées sectionnaires. Marseille, placée à l'extrémité du royaume, se fit remarquer la première. La première aussi, elle avait adopté les principes révolutionnaires de 1789. Marseille est habitée par un peuple commerçant, et la cause des classes privilégiées fut à cette époque non-seulement sans intérêt pour elle, mais elle saisit l'occasion de se venger des dédains de cette même noblesse, qui se croyait supérieure en tous points à des marchands et à des navigateurs commerçans. Lorsque, sous un gouvernement qui prétendait vouloir tout ramener à l'égalité primitive, cette ville se vit privée, au nom de la liberté, de la franchise de son port, qu'elle tenait de la munificence de nos rois; quand ses riches négocians se virent l'objet d'odieuses persécutions, à cause de leur opulence; elle manifesta, pour le système républicain, autant d'aversion qu'elle avait montré d'engouement pour les innovations de 1789 et des années suivantes. Réunis par un intérêt commun, les nobles, les prêtres et les négocians de Marseille, travaillèrent de concert à grossir le nombre de leurs partisans, et c'est dans leur ville qu'était le foyer principal de la vaste conspiration méridionale.

Le moment étant devenu favorable, bientôt le signal est donné. Plusieurs villes s'insurgent à la fois. Les sections de Marseille prennent les armes contre les autorités, les constituent en état d'arrestation, et s'empressent de pourvoir à leur remplacement.

Il eût été, dit-on, nécessaire pour le développement et le succès de cette grande conspiration, qu'un chef unique en eût conduit et dirigé le plan. Ce chef manqua aux confédérés du Midi, comme aux royalistes de l'Ouest, et ce fut, sans aucun doute, ce qui fit avorter presqu'à sa naissance une entreprise qui pouvait changer les destinées de la France. Si, dirigés par un chef habile, et conduits par des agens expérimentés, les confédérés d'Aix, de Marseille, de Toulon, ceux de Bordeaux, de quelques autres villes méridionales, de Lyon, eussent opéré leur jonction sur un point principal, leurs mouvemens combinés avec ceux de l'insurrection vendéenne, des fédéralistes de la Normandie et de la Bretagne, auraient placé le gouvernement conventionnel dans le péril le plus imminent, et en auraient entraîné la perte. 1793. France.

Mais cet accord était impossible, quoi qu'en aient pu dire un grand nombre d'historiens, qui ont écrit sur de fausses données et avec des préventions plus ou moins exagérées. Les élémens de cette contre-révolution étaient trop hétérogènes pour qu'on pût en espérer l'agrégat. Les idées développées par la révolution de 1789, avaient jeté des racines trop profondes pour être extirpées aussi promptement que l'imaginaient les maladroits agens de ces mouvemens partiels.

Les armemens des villes insurgées ne produisirent aucun résultat positif, et leurs efforts, presque aussitôt étouffés que manifestés, ne servirent qu'à démontrer davantage l'incohérence des plans concertés.

Cependant, dès le mois de juillet, les insurgés des villes d'Aix, de Lambesc, d'Arles, de Tarascon, etc., réunis à ceux de Marseille, s'étaient mis en route, et s'avançaient sur les bords de la Durance, qu'il leur fallait traverser pour se rendre à Lyon. Au bruit de leur rassemblement, les patriotes des environs, et particulièrement ceux d'Avignon, s'étaient également réunis, et se rendaient en toute hâte sur la rive

1793. France. opposée de la Durance, pour en disputer le passage aux confédérés provençaux. Ceux-ci, parvenus sur les bords de la rivière, avaient déjà saisi les barques, et il ne resta plus aux républicains qu'à couper des cables qui servaient au trajet des bacs, sur la rive qu'ils occupaient. Cette entreprise devenait périlleuse; les Provençaux dirigeaient sur ce point le feu le plus violent, pour empêcher la destruction de leur moyen de passage. Les hommes les plus hardis et les plus courageux, parmi les patriotes, reculaient devant l'imminence du danger; un enfant leur donne l'exemple du dévouement. Joseph Agricole Viala, d'Avignon, âgé de treize ans, se présente, et s'offre pour couper le cable. On refuse d'abord de l'exposer ainsi à une mort certaine; mais le jeune héros regarde ce refus comme un affront fait à son courage; il se saisit d'une hache, qu'il enlève des mains d'un sapeur, et se précipite vers la Durance. Arrivé sur ses bords, il dépose un moment la hache, et fait feu du fusil dont il était armé. Les patriotes, honteux de voir un enfant leur offrir ainsi le modèle d'une rare intrépidité, s'avancent pour le soutenir. Le combat s'engage d'une rive à l'autre. Alors Viala, abandonnant son fusil, reprend sa hache, s'approche du poteau auquel la corde du bac est attachée, et fait les plus grands efforts pour couper ce cable énorme. Il essuie, pendant cette entreprise, tout le feu des ennemis. Une balle lui traverse la poitrine, et la hache s'échappe de ses faibles mains. Il chancelle, et tombe en s'écriant : « Ils ne m'ont pas manqué ! mais je suis content, je meurs pour la liberté. » Ce trait de courage sublime, digne des siècles fameux de l'antiquité, valut à son auteur les honneurs du Panthéon, que lui décerna la Convention nationale. Sans s'arrêter à la source et à l'issue de la récompense, le nom de Viala doit survivre à ces époques désastreuses, et figurer dans la postérité à côté des noms les plus héroïques.

Viala n'avait point réussi à couper le cable. Les Provençaux en profitent, traversent la Durance, et débarquent sur la rive droite, malgré la résistance des républicains. Ceux-ci finissent par se retirer en désordre. Les vainqueurs souillèrent l'avantage qu'ils venaient de remporter, en outrageant le corps de Viala, abandonné sur le champ de bataille. Ils le mutilèrent, et le jetèrent dans la Durance. 1793. France.

Le succès des insurgés provençaux répandit la consternation parmi les républicains du Midi. Cependant, à la première nouvelle du danger, le comité de salut public avait donné ordre au général Kellermann, qui commandait, à cette époque, l'armée des Alpes, d'abandonner ses opérations contre les Piémontais, et de marcher contre les insurgés. Kellermann se borna à envoyer contre eux la division aux ordres du général Carteaux. Ce dernier se rend avec célérité sur le théâtre de l'insurrection. Déjà Marseille craignait de voir arriver la division républicaine dans ses murs. Toutefois Carteaux sentit qu'il fallait préalablement empêcher la jonction du rassemblement qui avait passé la Durance, avec les Lyonnais. Il atteint les Provençaux à Orange, le 15 juillet, les bat, et les force à rétrograder en toute hâte. Poursuivis, harcelés et atteints de nouveau, le 9 août, auprès de la petite ville de Cadenet, les insurgés veulent faire résistance, et se retranchent dans le château. Le général républicain les contraint à fuir encore, en abandonnant trois pièces de canon, des munitions et des prisonniers, parmi lesquels se trouve Darband, leur chef.

Les Provençaux se hâtent d'aller prendre une nouvelle position en avant de Marseille. Carteaux, occupé à réduire un autre rassemblement parti d'Aix et arrêté à Salon, laisse quelque repos aux vaincus; mais ayant bientôt réussi à dissiper les insurgés de Salon, le général républicain s'avance sur Marseille. Il arrive en présence de la petite armée provençale,

1793. France. le 23 août, et le lendemain il attaque les hauteurs occupées par elle. Cette position était retranchée et défendue par dix-sept pièces de canon de tout calibre. Bravant leur feu redoutable, les troupes de Carteaux parviennent à gravir les hauteurs; et, malgré la plus vigoureuse résistance, elles franchissent les retranchemens, s'emparent de l'artillerie, et poursuivent les insurgés jusqu'auprès de Marseille.

Arrivé sous les murs de cette ville, le général fait sommer les habitans de lui ouvrir les portes. La plus grande confusion régnait dans l'intérieur. Les patriotes, enhardis par la présence des troupes républicaines, avaient repris leur audace, et étaient en guerre ouverte avec leurs antagonistes. Des canons étaient braqués dans les rues, et des coups de fusil se faisaient entendre de toutes parts. Carteaux, lassé d'attendre la réponse des Marseillais, fait jeter des obus dans la ville. En ce moment, les chefs de l'insurrection entraiens en pourparler avec les officiers des bâtimens anglais qui croisaient devant le port; peu s'en fallut que Marseille ne fût livré aux troupes de cette nation; mais l'activité du général Carteaux ne donna point le temps aux insurgés d'effectuer cette mesure extrême.

L'attaque continua pendant la nuit du 24 au 25, et le matin, les troupes républicaines entrèrent dans la ville, secondées par les patriotes de l'intérieur, qui l'avaient enfin emporté sur les insurgés, dont une grande partie se réfugia à bord des vaisseaux de la croisière anglaise. C'est ainsi que Marseille fut remise au pouvoir du gouvernement conventionnel. Celui-ci ne tarda point à tirer une vengeance terrible des efforts qu'une partie des habitans venaient de faire pour se soustraire à son joug.

26 août. Vendée. *Combat de la Roche-sur-Yon* [1]. — Après la déroute de

[1] Moniteur, — Beauchamp, — Madame Laroche-Jacquelein, — Turreau, — Berthre de Bourniseaux, etc.

Luçon, Charette, accompagné de Savin et Joly, s'était retiré dans ses cantonnemens ordinaires, sûr de réparer promptement ses pertes par de nouvelles levées. Il s'occupait avec une grande activité des moyens de reprendre l'offensive avec avantage, lorsque des espions viennent l'avertir, à son quartier-général de Legé, que les républicains sont à la Roche-sur-Yon, dans une parfaite sécurité; et qu'il est facile de surprendre cette ville, dont la garnison n'est point sur ses gardes. Charette rassemble ses troupes, et part avec ses deux lieutenans pour tenter une entreprise qui lui présente peu de difficultés. A quelque distance de la Roche-sur-Yon, les trois divisions se séparent pour attaquer sur différens points. Charette par le Poiré, Joly par Lamotte-Achard, et Savin par les Essars; mais le général Mieskousky, qui commandait la division républicaine des Sables-d'Olonne, également averti par des espions, venait de renforcer la garnison de la Roche-sur-Yon; et quand les royalistes se présentent, il sort à leur rencontre, les surprend eux-mêmes par cette brusque attaque, culbute leur avant-garde avant l'entière réunion des trois généraux vendéens, et, après une légère résistance de leur part, il les force à une prompte retraite. Cet engagement devint funeste à Charette. Il y perdit beaucoup de monde : car Mieskousky avait ordonné aux siens de ne faire quartier à aucun royaliste. Une femme, âgée de trente ans, madame de Beauglie, qui commandait une compagnie de Vendéens, se fit remarquer dans cette rencontre. On la vit protéger la retraite à la tête de ses paysans, et combattre en véritable amazone. Charette, après cet échec, se retira à Legé, où il resta quelque temps dans l'inaction.

1793. Vendée.

Toulon livré aux Anglais [1]. — Nous avons dit que Tou-

27 août. France.

[1] Histoire de la guerre civile, — Révolution royaliste de Toulon, — Essais

1793. France. lon avait pris part à la grande insurrection qui s'était formée dans le midi de la France contre la Convention. Nous allons dire maintenant quels en furent les tristes résultats. La révolution toulonaise est un des plus terribles épisodes de nos troubles civils.

Les mêmes causes qui avaient fait prendre les armes aux Marseillais et aux autres villes de la Provence, portèrent aussi les Toulonais à tenter de secouer le joug que Robespierre et ses partisans voulaient imposer à toute la France. Cette ville maritime, à laquelle son beau port donne une si grande importance, était alors divisée en trois partis bien distincts, les montagnards ou les jacobins, les royalistes, et les constitutionnels de bonne foi, qui, tout en restant sincèrement attachés à l'ordre de choses établi, gémissaient des horreurs journellement commises au nom de cette liberté qu'on voulait fonder. Tout ce qui tenait à la basse classe de la ville était du parti montagnard; la noblesse et le clergé étaient royalistes; la bourgeoisie, composée de négocians et des habitans aisés de Toulon, était dans le dernier parti. Également persécutés par les jacobins, les royalistes et les bourgeois se réunirent, se prêtèrent un mutuel appui, et jurèrent d'agir tous de concert pour renverser un pouvoir qui menaçait de les détruire.

Ce qui rendait leur position plus difficile, c'est que toutes les autorités établies dans Toulon, avaient, suivant le système de cette époque, été choisies dans le seul parti jacobin. Les hommes qui s'en trouvaient revêtus étaient tous des orateurs de club; et pour faire respecter le pouvoir qu'ils avaient entre les mains, ils ne connaissaient que les persécutions et l'affreuse guillotine. Les premières familles de Toulon

historiques et critiques de Fonvielle aîné, — Tableau historique, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Histoire de France, — Mémoires particuliers, etc.

comptaient toutes des victimes. Les unes gémissaient dans les prisons, les autres avaient péri sur les échafauds. La vengeance était dans tous les cœurs; mais il fallait une occasion pour la faire éclater. Elle se présenta bientôt. 1793. France.

La constitution de 1793 avait été décrétée, et les jacobins l'avaient fait proclamer dans Toulon avec un grand appareil. Elle ne fit qu'augmenter la haine profonde qu'inspiraient déjà ses auteurs. Une fermentation générale s'établit dans la ville, et les citoyens honnêtes étaient tous d'accord pour s'opposer à son acceptation. Témoins de cette répugnance générale, et dans la crainte de voir Toulon imiter Lyon, qui déjà s'était insurgé, les autorités jacobines firent afficher un ordre qui portait peine de mort contre quiconque oserait proposer l'ouverture des sections. Mais cette mesure échauffa tellement les esprits, que le soir même, comme par un mouvement spontané, chacun se rendit à sa section; on sonna les cloches, et dans la même nuit, les sections furent organisées, les papiers du club saisis, et les principaux chefs arrêtés et conduits dans ces mêmes prisons où, peu de jours auparavant, ils avaient enfermé tant de victimes. Deux membres de la Convention, Bayle et Beauvais, se trouvaient alors par hasard à Toulon. Ils revenaient de l'armée du Var, où ils avaient été envoyés en qualité de commissaires. Les insurgés se portent chez eux en tumulte; les portes sont enfoncées; Bayle et Beauvais sont saisis et plongés presque aussitôt dans un cachot infect du fort La Malgue [1].

Fiers de leur triomphe, les insurgés toulonais, partagés en sections, procédèrent aussitôt au renouvellement de toutes les autorités; mais trop emportés peut-être par l'ardeur de la

[1] Toutes les révolutions ont des résultats pareils : elles rendent féroces leurs auteurs. Bayle et Beauvais éprouvèrent dans leur cachot des traitemens pires que la mort. Le premier s'y tua de désespoir, et le second y contracta une fièvre putride dont il mourut quelques mois après, à Montpellier.

1793. France. vengeance, ils mirent à créer un nouveau tribunal criminel un empressement tel, qu'ils prouvèrent que la réaction est toujours l'arme favorite de ceux qui excitent les troubles civils. Le même instrument que naguère les jacobins mettaient en mouvement, fut employé, par leurs vainqueurs, à immoler leurs ennemis. Le sang coula pendant plusieurs jours dans Toulon, et cette conduite imprudente faillit devenir fatale aux insurgés, en inspirant à leurs adversaires la ressource du désespoir. Le nouveau tribunal criminel venait de condamner à mort plusieurs de ceux qui avaient exercé l'autorité dans Toulon, au nom de la Convention. L'un d'eux, Alexis Lambert, était particulièrement cher à son parti. Au moment où on le conduisait au supplice, une foule de peuple se précipite sur les hommes armés qui l'escortaient; ceux-ci veulent se défendre; un combat affreux a lieu dans la rue des Chaudronniers, où se passait cette scène déplorable. Pour empêcher Lambert de s'échapper, l'un de ses gardes lui tire un coup de feu au travers du corps; il tombe dangereusement blessé, et baigné dans son sang. A cette vue, la rage des deux partis augmente; on se dispute avec acharnement la mort ou la vie d'un homme; plusieurs citoyens périssent dans cette épouvantable mêlée. Mais les sections, averties, avaient envoyé du secours. Les assaillans sont mis en fuite. Lambert, suivi à la trace de son sang, est saisi de nouveau. Quelques sectionnaires penchaient à surseoir à son exécution, en raison de ses blessures; mais Gauthier de Brecy et Perneti, députés de la section royale, démontrent la nécessité de se conformer au jugement, et Lambert est aussitôt mis à mort.

Ces scènes douloureuses, que leurs auteurs se sont plus à raconter, et que nous ne rapportons que d'après eux, sont une tâche bien pénible pour l'historien obligé de les retracer. Si nous les signalons ici, c'est uniquement pour inspirer à nos lecteurs toute la juste horreur que doivent faire éprouver les

souvenirs de nos troubles civils. Ah! c'est maintenant, que le calme a succédé à la tempête, qu'il est doux de penser qu'on ne verra plus se renouveler ces sanglantes catastrophes qui souilleront tant de pages de notre histoire! 1793. France.

Toulon avait été mis hors la loi par la Convention. Il n'existait plus aucuns rapports entre la ville et cette assemblée. Cependant jusqu'alors les royalistes, réunis d'intérêt avec les hommes de bonne foi du parti de la révolution, n'avaient point encore osé faire pressentir à ceux-ci les vœux secrets de leur cœur. Toulon avait conservé toutes les formes républicaines, et le drapeau tricolore flottait encore sur les lieux élevés de la ville. Mais bientôt l'aspect des dangers, et surtout le besoin de trouver des protecteurs, donna aux uns la faculté de manifester leurs désirs, et força les autres à les seconder.

L'armée du général Carteaux faisait des progrès rapides dans le Midi. Lyon, alors assiégé, perdait tous les jours de son énergie, et les Toulonais, en rébellion contre le gouvernement existant, les Toulonais, qui, dans la première ivresse de leurs succès, s'étaient imprudemment défaits des hommes puissans dans le parti dominant, avaient tout à craindre de la vengeance de la Convention, s'ils venaient à succomber. Déja même les hommes les plus exagerés dans leur opinion, commençaient à se convaincre que Toulon, réduit à ses propres forces, était dans l'impossibilité de résister à l'armée conventionnelle, qui, après avoir dissipé les rassemblemens du Midi, pouvait d'un moment à l'autre se présenter devant Toulon et en former le siége. Dans cette cruelle extrémité, les royalistes conçurent un projet également propre à les sauver et à servir la cause pour laquelle ils désiraient combattre. Une croisière formidable, composée de vaisseaux anglais, espagnols et napolitains, se trouvait alors en vue de la rade de Toulon; les royalistes imaginèrent que le seul moyen de

1793. France. salut qui leur restât était d'appeler cette croisière à leur secours, et de livrer la ville, menacée par la Convention nationale, aux étrangers.

Ce projet, communiqué au parti républicain insurgé contre la Convention, inspira d'abord une vive répugnance. Déjà les royalistes ne dissimulaient plus leurs désirs, et des républicains devaient se prêter difficilement à leur accomplissement. Mais la nécessité, cette loi terrible, qui ne connaît point d'obstacle, eut bientôt levé tous leurs scrupules. Voici comme l'un d'eux, accusé depuis, s'excusait dans le sein même de la Convention :

« Le crime du 31 mai venait de se commettre; les ardens républicains de ces contrées, indignés du triomphe de la Montagne, s'insurgent pour venger la Convention. Leur cause était sainte; mais ils furent vaincus..... La Montagne usurpatrice les proscrit en masse; elle met hors la loi, d'un trait de plume, toute la force départementale et tous les sectionnaires qui avaient pris quelque part à ce qu'elle appelait le fédéralisme... C'en était fait! de nombreux échafauds allaient être dressés dans Toulon. Déjà les subsistances lui étaient coupées du côté de la terre; on ne pouvait plus s'en procurer que par mer; mais les Anglais, qui en étaient maîtres, interceptaient l'arrivée de tout navire. Il fallait donc fléchir devant la Montagne ou l'escadre anglaise, se livrer à la merci de Robespierre ou de l'amiral Hood. Ceux-là nous apportaient des échafauds, celui-ci promettait de les briser; les uns nous donnaient la famine, l'autre s'engageait à nous fournir des grains..... Une portion des habitans eut la faiblesse de préférer le pain à la mort, la constitution de 1791 au code anarchique de 1793, le régime ancien mitigé au régime de la terreur, le pouvoir futur des princes à la tyrannie présente et à la dictature de Robespierre... »

La résolution de livrer Toulon aux Anglais fut donc prise

à l'unanimité, par les uns avec joie, par les autres avec douleur. Mais ce projet lui-même offrait de grandes difficultés. Toulon avait dans sa rade une forte escadre française de dix-huit vaisseaux de ligne et de plusieurs frégates, commandée par l'amiral Trogoff. Le comité royaliste, qui déjà était parvenu à faire passer une députation à l'amiral Hood, n'avait reçu son assentiment et sa promesse de secours qu'autant que cette escadre se déclarerait en faveur de la mesure proposée. Trogoff, sollicité à son tour, avait promis de contribuer de tout son pouvoir au succès de l'entreprise; mais le contre-amiral Saint-Julien, qui, par inclination, était franchement attaché aux principes de la révolution, n'eut pas plus tôt connaissance de ce projet, qu'il assembla les équipages, les harangua avec véhémence, et fit jurer à tous les officiers et marins, de ne jamais souffrir que les flottes ennemies entrassent dans un port de la république. Dès ce moment, Trogoff, qui se trouvait alors à terre pour se concerter avec le comité des sections, vit son autorité méconnue. Saint-Julien prit le commandement de l'escadre, et les vaisseaux manœuvrèrent de manière à barrer entièrement le passage de la rade.

1793. France.

La position des Toulonais devenait de plus en plus critique. En vain tous leurs préparatifs étaient faits pour recevoir les Anglais, en vain ils avaient fait avec eux une espèce de traité par lequel il était reconnu qu'ils prendraient possession de la place au nom et comme alliés de sa majesté Louis XVII; Saint-Julien, par sa démarche, apportait un obstacle invincible à l'exécution de ce traité. Dans cette situation embarrassante, les Toulonais prirent un parti extrême : ils déclarèrent la flotte rebelle à la volonté générale des habitans, arrêtèrent que les équipages seraient traités comme tels, et que la force serait employée contre eux. En conséquence, on rendit le commandement du fort de la grosse Tour à son ancien chef, et on lui donna l'ordre d'en chauffer les batteries rouges, et de tirer

1793. France.

sur la flotte au premier signal, si elle continuait de se montrer contraire au vœu des sections. En même temps, l'amiral Hood devait agir hostilement de son côté, et essayer de se frayer un passage. Triste effet des guerres civiles! on fut sur le point de voir une flotte française assiégée, pour ainsi dire, par des Français et des Anglais, réunis pour la détruire.

« Cependant, dit encore le même auteur que nous avons déjà cité [1], les habitans de Toulon éprouvaient les angoisses cruelles de la crainte et de l'incertitude. On venait d'apprendre que l'armée de Carteaux était aux portes de Marseille; que l'armée marseillaise, commandée par M. de Villeneuve, était dispersée et fugitive. D'un autre côté, la flotte rebelle résistait toujours aux sections, et menaçait d'attaquer la ville. Saint-Julien avait tout disposé pour un combat. Les Toulonais avaient à leur tour mis en état de défense, et même d'hostilité, les batteries de terre, telles que la batterie royale et celles de la grosse Tour. Déjà les fourneaux de ces batteries étaient chauffés, et le commandant n'attendait que le signal convenu pour tirer sur la flotte. Tout annonçait enfin un engagement prochain. On craignait que quelque obstacle imprévu ne s'opposât à l'exécution des promesses faites par l'amiral anglais. Il y avait au moins de fortes raisons de croire qu'il ne se présenterait pas assez à temps pour empêcher les malheurs d'un combat sanglant entre la ville et la flotte française. Au milieu de ces craintes, on reçut la nouvelle de la prise de Marseille; et il ne fut plus permis d'en douter, lorsqu'on vit arriver les débris de l'armée de Villeneuve et un nombre considérable de citoyens de tous les rangs qui venaient demander retraite et hospitalité aux Toulonais. »

Il semblait impossible que ces malheureux habitans pussent

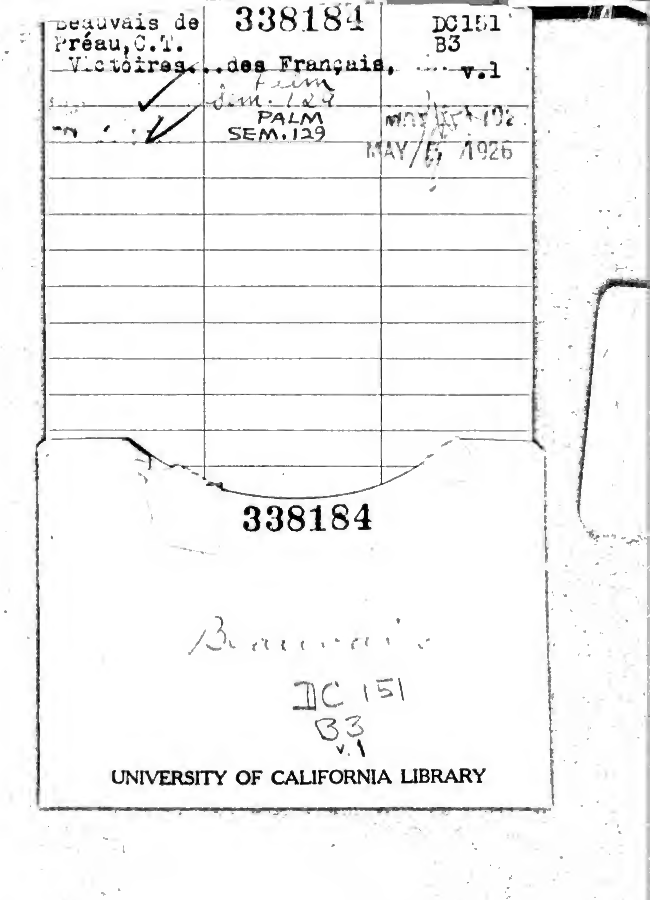
[1] M. Gauthier de Brécy, aujourd'hui lecteur de la chambre et du cabinet du roi, auteur de la *Révolution royaliste de Toulon*.

échapper aux calamités qui les menaçaient; et si Carteaux, au lieu de s'arrêter à Marseille, eût poursuivi les insurgés vaincus par lui aux portes de cette ville, on peut assurer qu'il serait entré en même temps qu'eux dans Toulon; il eût par-là épargné à cette ville les horreurs du siége meurtrier qu'elle devait soutenir plus tard. Mais au moment où la guerre civile avec toutes ses fureurs allait éclater dans Toulon, un événement imprévu, inespéré, vint servir les vœux des royalistes, et rendre nulle la résistance de Saint-Julien. Le lieutenant Van Kempen. qui commandait la frégate *la Perle*, partisan secret des mesures royalistes, se détacha tout-à-coup de la flotte, et vint se ranger du côté de la ville. Trogoff profite de cet incident favorable, se fait conduire à bord de la frégate, et y fait arborer son pavillon de commandant. A la vue de ce signe révéré des marins, une partie de la flotte abandonne Saint-Julien, et vient se remettre sous le commandement de Trogoff. Saint-Julien, forcé de fuir, se retira avec sept vaisseaux restés fidèles à son parti. Alors les Anglais, ne trouvant plus d'obstacle, firent leur entrée dans le port, et prirent aussitôt possession de la ville, ainsi qu'ils en étaient convenus, au nom de Louis XVII, dont la couleur blanche remplaça dans l'instant les couleurs républicaines.

1793.
France.

Nous verrons plus tard quelle fut l'issue de cette occupation, et comment les républicains parvinrent à rentrer en possession de Toulon, après un long siége, où les deux partis montrèrent une vigueur égale dans l'attaque et dans la défense.

FIN DU PREMIER VOLUME.



Beauvais de Préau, C.T.
338184
DC151
B3
Victoires...des Français, v.1
PALM
SEM.129
MAY 15 1926
338184
DC 151
B3
v.1
UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY

